







Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115494486>







CAI  
XB  
- B56

55  
Government  
Publications

**C-223**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-223**

An Act respecting representation in the Canadian  
House of Commons

First reading, May 2, 1980

**C-223**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

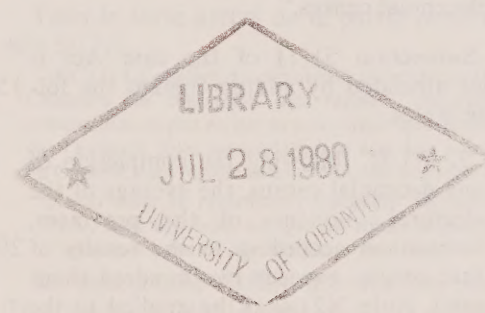
**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-223**

Loi concernant la représentation à la Chambre des  
communes

Première lecture le 2 mai 1980

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. TOWERS

M. TOWERS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-223**

**BILL C-223**

An Act respecting representation in the  
Canadian House of Commons

Loi concernant la représentation à la  
Chambre des communes

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Represen-  
tation Act, 1980*.

1. La présente loi peut être citée sous le  
5 titre: *Loi sur la représentation (1980)*.

Titre abrégé

5

1974-75-76, c.  
13, s. 2

2. Rule 1 in subsection 51(1) of the *Brit-  
ish North America Act, 1867*, as enacted by  
the *Representation Act, 1974*, is repealed  
and the following substituted therefor:

2. La règle 1 du paragraphe 51(1) de  
l'Acte de l'Amérique du Nord britannique,  
1867, dans la version qu'en donne la *Loi sur  
la représentation (1974)*, est abrogée et rem-  
placée par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
13, s. 2

10

“1. There shall be assigned to Quebec 10  
seventy-five members in the readjust-  
ment following the completion of each  
decennial census.”

«1. Par suite du rajustement consécutif  
à chaque recensement décennal, sont  
attribués au Québec soixante-quinze  
députés.»

3. Subsection 51(1) of the said Act is  
further amended by adding thereto the fol-  
lowing Rules:

3. Le paragraphe 51(1) de ladite loi est en 15  
outre modifié par l'adjonction des règles  
suivantes:

“7. (1) If, following the completion of  
any decennial census, the average of the  
electoral quotients of the provinces,  
determined according to the results of 20  
that census, exceeds two hundred thou-  
sand, Rule 7(2) shall be applied to the  
readjustment following that census and  
to every subsequent readjustment, and  
Rules 1 to 5(3) shall not be applied 25  
thereto.

«7. (1) Si, après un recensement décen-  
nal, la moyenne des quotients électoraux  
des provinces, calculée d'après les résul- 20  
tats de ce recensement, est supérieure à  
deux cent mille, la règle 7(2) s'appli-  
quera au rajustement consécutif à ce  
recensement ainsi qu'à chaque rajuste-  
ment ultérieur, et les règles 1 à 5(3) ne 25  
s'y appliqueront pas.

(2) There shall be assigned to every  
province a number of members equal to  
the number obtained by dividing the  
population of that province by two hun- 30  
dred thousand.

(2) Le nombre des députés attribué à  
chaque province s'obtient en divisant  
par deux cent mille le nombre de ses  
habitants.

30



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to maintain membership in the House of Commons at approximately its present level until the population of Canada exceeds fifty million.

The rules for determining the representation of each province are set out in section 51 of the *British North America Act*. Quebec is given a fixed number of seats, and a calculation based on this figure produces the number of seats for each of the other provinces.

At present the base figure for Quebec increases by 4 members with each successive readjustment, at roughly ten year intervals, and the total number of members for all provinces increases correspondingly, without regard to the actual increase in population. The proposed amendment would freeze the base figure at its present 75 and the total representation at approximately 282, the exact number to depend on the growth of the different provinces relative to one another.

At such time as the average population of federal constituencies reaches 200,000 (presently 80,000), representation would become based strictly on population, and thereafter would be allowed to expand in direct proportion.

The relevant portion of subsection 51(1) at present reads as follows:

“51. (1) The number of members of the House of Commons and the representation of the provinces therein shall upon the coming into force of this subsection and thereafter on the completion of each decennial census be readjusted by such authority, in such manner, and from such time as the Parliament of Canada from time to time provides, subject and according to the following Rules:

1. There shall be assigned to Quebec seventy-five members in the readjustment following the completion of the decennial census *taken in the year 1971, and thereafter four additional members in each subsequent readjustment.*”

Subsection 51(2), which assigns two members to the Northwest Territories and one to the Yukon, would remain unchanged.

Section 51A, which fixes a minimum for each province, would also continue in force. It reads as follows:

“51A. Notwithstanding anything in this Act a province shall always be entitled to a number of members in the House of Commons not less than the number of senators representing such province.”

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de maintenir à peu près à son niveau actuel le nombre des députés fédéraux tant que le Canada n'aura pas plus de cinquante millions d'habitants.

Les règles déterminant la représentation de chaque province figurent à l'article 51 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*. Le Québec dispose d'un certain nombre de sièges et un calcul fondé sur ce nombre donne le nombre de sièges de chacune des autres provinces.

Actuellement, le chiffre de base, pour le Québec, augmente de 4 unités lors de chaque rajustement, tous les dix ans environ, et le nombre total des députés pour toutes les provinces augmente proportionnellement quelle que soit l'augmentation réelle de la population. La modification proposée maintiendrait le chiffre de base à son niveau actuel de 75 et le nombre total de députés à environ 282 (le nombre exact dépendant des taux comparatifs de croissance démographique dans les diverses provinces).

Lorsque la moyenne de la population des circonscriptions fédérales atteindrait 200,000 habitants (elle est actuellement de 80,000), la répartition des sièges par province se ferait uniquement d'après le nombre d'habitants et le nombre des députés pourrait ensuite augmenter en proportion de l'augmentation de la population.

Voici le texte actuel de la partie pertinente du paragraphe 51(1):

«51. (1) Le nombre des députés et la représentation des provinces à la Chambre des communes sont rajustés, dès l'entrée en vigueur du présent paragraphe et, par la suite, après chaque recensement décennal, par l'autorité, selon les modalités et à la date prévues par le Parlement du Canada, sous réserve et en conformité des règles suivantes:

1. Par suite du rajustement consécutif au recensement décennal de 1971, sont attribués au Québec soixante-quinze députés, auxquels s'ajouteront quatre députés par rajustement.»

Le paragraphe 51(2), qui attribue deux députés aux Territoires du Nord-Ouest et un au Yukon, ne serait pas modifié.

L'article 51A, qui fixe un minimum pour chaque province, continuerait également en effet. Voici le texte de l'article:

«51A. Nonobstant quoi que ce soit en la présente loi, une province doit toujours avoir droit à un nombre de membres dans la Chambre des Communes non inférieur au nombre de sénateurs représentant cette province.»

Citation

4. Sections 2 and 3 may be cited as the *British North America Act, 1977*, and the *British North America Acts, 1867 to 1975* and sections 2 and 3 may be cited together as the *British North America Acts, 1867 to 1977*.

Citation

4. Les articles 2 et 3 peuvent être cités sous le titre: *Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1977*, et l'ensemble des *Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1975* et des articles 2 et 3 peut être cité sous le titre: *Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1977*.



2A1  
18  
- 856

C-224

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-224**

An Act to amend the Broadcasting Act  
(educational use of programs)

First reading, May 2, 1980

(vii) établissant le taux maximum  
pour le coût de production de 10  
heures par semaine pour la copie élec-  
tronic produite par un établissement  
d'enseignement secondaire par le gou-  
vernement et pour l'usage exclusif, sans  
but lucratif, de ses étudiants et non par-  
ticipant, d'une émission éducative pro-  
duite par l'établissement et pour la rémis-  
sion de l'émission par l'établissement  
pendant un an.

(viii) associant tout titulaire de 50  
licence à inclure dans les contrats du  
passage avec les auteurs et exécutants au  
sujet de la rétribution de toute émission  
éducative produite par lui, des dispo-  
sitions relatives aux droits payables à ces  
auteurs et exécutants, dont les taux  
cumulés soient établis en vertu du sous-  
alinéa (vi)."

Mr. McKENZIE

C-224

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-224**

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion  
(usage éducatif d'émissions)

Première lecture le 2 mai 1980

"(vi) setting the maximum rate per  
hour per dollar of production cost that 10  
may be charged by a licensee for the  
electronic copying of, by any gov-  
ernment-supported educational institu-  
tion for the exclusive use without finan-  
cial gain of its own students and staff, of 15  
any educational program originated by  
the licensee, and for the retention of any  
such program by that institution for  
each period of one year.

(vii) requiring licensees to include, in 20  
contracts with authors and performers  
relating to the production of any educa-  
tional program originated by a licensee,  
provisions respecting royalties payable  
to such authors or performers that 25  
when taken cumulatively, are in con-  
formity with any maximum rates set  
forth in (vi)."

M. McKENZIE

1st Session, 32nd Parliament, 29 Elizabeth II,  
1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-224

An Act to amend the Broadcasting Act

(educational use of programs)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. B-11

1. Paragraph 16(1)(b) of the *Broadcasting Act* is amended by inserting therein the following subparagraphs, and by renumbering the subsequent subparagraphs accordingly:

“(vii) setting the maximum rate per hour per dollar of production cost that may be charged by a licensee for the electronic copying off-air, by any government-supported educational institution for the exclusive use without financial gain of its own students and staff, of any educational program originated by the licensee, and for the retention of any such program by that institution for each period of one year,

(viii) requiring licensees to include, in contracts with authors and performers relating to the production of any educational program originated by a licensee, provisions respecting royalties payable to such authors or performers that, when taken cumulatively, are in conformity with any maximum rates set under subparagraph (vii),”

1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature, 29 Elizabeth II,  
1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-224

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion

(usage éducatif d'émissions)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. B-11

1. L'alinéa 16(1)b) de la *Loi sur la radiodiffusion* est modifié par l'insertion des sous-alinéas suivants et la renumérotation des sous-alinéas subséquents:

«(vii) établissant le taux horaire maximum, énoncé sous forme de pourcentage du coût de production, qu'un titulaire de licence peut réclamer pour la copie électronique indirecte, par un établissement d'enseignement subventionné par le gouvernement et pour l'usage exclusif, sans but lucratif, de ses étudiants et son personnel, d'une émission éducative produite par ledit titulaire, et pour la rétention de l'émission par l'établissement pendant un an,

(viii) astreignant tout titulaire de licence à inclure, dans les contrats qu'il passe avec les auteurs et exécutants au sujet de la réalisation de toute émission éducative produite par lui, des dispositions relatives aux droits payables à ces auteurs et exécutants, dont les taux cumulés soient conformes aux taux maximums établis en vertu du sous-alinéa (vii),»



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to enable school boards to tape radio and television broadcasts for use in schools at a cost that is not prohibitive without incurring liability for copyright infringement.

To this end, the Bill would empower the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission to require the necessary contractual arrangements to be worked out between stations and networks on the one hand and authors and artists on the other.

Paragraph 16(1)(b) begins as follows:

“16. (1) In furtherance of its objects, the Commission, on the recommendation of the Executive Committee, may . . .

(b) make regulations applicable to all persons holding broadcasting licences, or to all persons holding broadcasting licences of one or more classes, . . .”

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à permettre aux conseils scolaires d'enregistrer pour les écoles des émissions radiophoniques et télévisées sans supporter de frais prohibitifs ni s'exposer à des poursuites pour empiètement sur les droits des auteurs.

A cette fin, le bill habiliterait le Conseil de la Radio-Télévision et des Télécommunications canadiennes à exiger l'adoption des dispositions contractuelles nécessaires entre les stations et réseaux d'une part et les auteurs et artistes de l'autre.

Le début de l'alinéa 16(1)b) est ainsi libellé:

«16. (1) Dans la poursuite de ses objets, le Conseil, sur la recommandation du comité de direction, peut . . .

b) établir des règlements applicables à toutes les personnes qui détiennent des licences de radiodiffusion ou aux personnes qui détiennent des licences d'une ou de plusieurs classes et . . . »

2. Section 16 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

2. L'article 16 de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction des paragraphes suivants:

Definition	<p>“(3) In subparagraphs (1)(b)(vii) and (viii), “educational program” means any radio or television program intended as part of the curriculum of elementary or secondary schools and any television program dealing primarily with history, science, the arts or current affairs, but does not include a newscast.</p>	<p>«(3) Dans les sous-alinéas (1)b)(vii) et (viii), «émission éducative» désigne toute émission de radio ou télévision destinée à faire partie du programme scolaire d'écoles primaires ou secondaires et toute émission de télévision principalement consacrée à l'histoire, aux sciences, aux arts, aux lettres ou à l'actualité, à l'exclusion des émissions de nouvelles.</p>	Définition
Copyright	<p>(4) Notwithstanding the provisions of the <i>Copyright Act</i>, the copying, retention and use of a program in the manner contemplated by subparagraph (1)(b)(vii) shall be deemed not to infringe the copyright of any person in any work performed on that program.</p>	<p>(4) Nonobstant les dispositions de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i>, la copie, la rétention et l'utilisation d'une émission de la façon prévue au sous-alinéa (1)b)(vii) sont réputées ne pas constituer des empiètements sur les droits d'auteur des personnes ayant contribué à réaliser cette émission.</p>	Droit d'auteur
Application	<p>(5) Regulations made pursuant to subparagraph (1)(b)(vii) do not apply with respect to programs for the production of which a contract was entered into before July 1, 1980 with any author or performer.”</p>	<p>(5) Les règlements établis en vertu du sous-alinéa (1)b)(vii) ne s'appliquent pas aux émissions dont la réalisation a fait l'objet d'un contrat passé avant le 1<sup>er</sup> juillet 1980 avec l'auteur ou l'exécutant.»</p>	Application
Commencement	<p>3. This Act comes into force on July 1, 1980.</p>	<p>3. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1980.</p>	Entrée en vigueur



**C-225**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-225**

An Act to promote profit-sharing by employees in  
business

---

First reading, May 2, 1980

---

MRS. HERVIEUX-PAYETTE

**C-225**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-225**

Loi favorisant la participation des employés aux profits  
des entreprises

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MME HERVIEUX-PAYETTE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-225**

**BILL C-225**

An Act to promote profit-sharing by  
employees in business

Loi favorisant la participation des employés  
aux profits des entreprises

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

1974-75-76, c.  
33; 1978-79,  
c. 9

1. Section 24 of the *Canada Business  
Corporations Act* is amended by adding  
immediately after subsection (4) thereof, the  
following:

Class of  
employee  
shares

“(5) The articles of a corporation with  
over one hundred employees shall provide  
for a class of shares to be held exclusively 10  
by the employees of the corporation.

Pre-emptive  
right to  
dividends

(6) The employees holding the shares  
referred to in subsection (5) shall have a  
pre-emptive right to receive dividends  
before any payment of dividends is made 15  
on ordinary shares.

Payment of  
dividends

(7) Dividends received under subsection  
(6) may be paid, as the directors may  
choose, in money or property or by issuing  
fully paid shares of the corporation.” 20

2. The said Act is further amended by  
inserting, immediately after section 97 there-  
of, the following section:

Number of  
employee-directors

“97.1 A corporation with over one hun-  
dred employees shall elect two employees 25  
to the board of directors.”

1. L'article 24 de la *Loi sur les sociétés  
commerciales canadiennes* est modifié par  
l'adjonction, immédiatement après le para-  
graphe (4), de ce qui suit:

1974-75-76,  
c.33; 1978-79,  
c. 9

«(5) Les statuts de toute société comp-  
tant plus de cent employés doivent prévoir  
une catégorie d'actions qui seront détenues 10  
exclusivement par les employés de la  
société.

Catégorie  
d'actions des  
employés

(6) Les employés détenteurs des actions  
visées au paragraphe (5) auront droit de  
recevoir des dividendes en priorité à tout 15  
paiement de dividendes sur les actions  
ordinaires.

Priorité sur le  
paiement de  
dividendes

(7) Les dividendes reçus en vertu du  
paragraphe (6) pourront, au choix des  
administrateurs, être payés en argent, en 20  
biens ou par l'émission d'actions entière-  
ment libérées de la société.»

Paiement de  
dividendes

2. Ladite loi est en outre modifiée par  
l'insertion, immédiatement après l'article 97,  
de l'article qui suit: 25

«97.1 Toute société comptant plus de  
cent employés doit élire deux employés au  
sein du conseil d'administration.»

Nombre  
d'employés-  
administrateurs



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to promote greater participation by corporate employees in the profits and management of corporations.

This participative model consists, on the one hand, in enabling any employee of a corporation with over one hundred employees to acquire shares and, on the other hand, in ensuring adequate representation for employees on boards of directors so that they have some part in the corporate decision-making process.

The implementation of this participative model in Canadian business will lead to improved labour relations and greater profitability for business.

## NOTES EXPLICATIVES

L'objet de ce bill est de favoriser une participation accrue des employés aux profits ainsi qu'à la gestion de l'entreprise.

Ce modèle participatif consiste à permettre à tout employé d'une société, comptant plus de cent employés, d'acquérir des actions et d'autre part, il vise à assurer à l'employé une représentation adéquate au sein du conseil d'administration, afin qu'il puisse prendre part au processus décisionnel de la société.

La mise en place de ce modèle participatif au sein des entreprises canadiennes aura pour effet d'améliorer les relations de travail ainsi que la rentabilité de l'entreprise.

3. Subsection 104(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Vacancy

“(3) Subject to paragraphs 102(b) to (e) and subsection 106(6), a vacancy created by the removal of a director may be filled at the meeting of the shareholders at which the director is removed or, if not so filled, may be filled under section 106.”

4. Section 98 of the said Act is amended 10 by adding, immediately after subsection (5) thereof, the following:

Vote

“(6) Any by-law or resolution made by the directors with a view to declaring dividends or distributing property or money of 15 the corporation, shall require the consent of two-thirds of the directors.”

5. Subsection 106(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Filling vacancies

“106. (1) Notwithstanding subsection 109(3), but subject to subsections (3), (4) and (6), a quorum of directors may fill vacancies among members of the board, except those vacancies resulting from an 25 increase in the number or minimum number of directors or from a failure to elect the number or minimum number of directors required by the articles.”

6. Section 106 of the said Act is further 30 amended by adding, immediately after subsection (5) thereof, the following:

Vacancy of an employee-director

“(6) When the position of an employee-director becomes vacant during the term of the director, the board of directors shall 35 appoint an employee to fill the position until the next annual meeting of shareholders.”

7. Section 107 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Number of directors

“107. The shareholders of a corporation may amend the articles to increase or, subject to paragraph 102(h) and section 97.1, to decrease the number of directors or the minimum or maximum number of 45

3. Le paragraphe 104(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Vacance

«(3) Sous réserve des alinéas 102b) à e) et du paragraphe 106(6), toute vacance découlant d'une révocation peut être com- 5 blée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformément à l'article 106.»

4. L'article 98 de ladite loi est modifié par l'adjonction, immédiatement après le para- 10 graphe (5), de ce qui suit:

Vote

«(6) Tout règlement ou résolution des administrateurs ayant pour objet, soit la déclaration de dividendes, soit la distribu- 15 tion de biens ou d'argent de la société, 15 devra être adopté par les deux tiers des administrateurs.»

5. Le paragraphe 106(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

20

“106. (1) Nonobstant le paragraphe 20 109(3), mais sous réserve des paragraphes (3), (4) et (6), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler les vacances sur- venues au sein du conseil à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le 25 nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par les statuts ou d'une augmentation de ce nombre.»

6. L'article 106 de ladite loi est en outre 30 modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (5), de ce qui suit:

Vacance d'un employé-administrateur

«(6) Lorsqu'au cours du mandat d'un administrateur, employé de la société, le poste de ce dernier devient vacant, le conseil d'administration doit nommer un 35 employé pour occuper ce poste jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle.»

7. L'article 107 de ladite loi est abrogé et 40 remplacé par ce qui suit:

“107. Les actionnaires peuvent modifier 40 les statuts en vue d'augmenter ou, sous réserve de l'alinéa 102h) et de l'article 97.1, d'en diminuer les nombres fixe, minimal ou maximal d'administrateurs; toute-

Nombre des administrateurs



*Clause 3:* Subsection 104(3) of the Act at present reads as follows:

“(3) Subject to paragraphs 102(b) to (e), a vacancy created by the removal of a director may be filled at the meeting of the shareholders at which the director is removed or, if not so filled, may be filled under section 106.”

*Clause 5:* Subsection 106(1) of the Act at present reads as follows:

“**106.** (1) Notwithstanding subsection 109(3), but subject to subsections (3) and (4), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors, except a vacancy resulting from an increase in the number or minimum number of directors or from a failure to elect the number or minimum number of directors required by the articles.”

*Clause 7:* Section 107 of the Act at present reads as follows:

“**107.** The shareholders of a corporation may amend the articles to increase or, subject to paragraph 102(h), to decrease the number of directors, or the minimum or maximum number of directors, but no decrease shall shorten the term of an incumbent director.”

*Article 3 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 104(3) de la loi:

«(3) Sous réserve des alinéas 102b) à e), toute vacance découlant d'une révocation peut être comblée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformément à l'article 106.»

*Article 5 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 106(1) de la loi:

«**106.** (1) Nonobstant le paragraphe 109(3), mais sous réserve des paragraphes (3) et (4), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler les vacances survenues au sein du conseil à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par les statuts ou d'une augmentation de ce nombre.»

*Article 7 du bill.* — Voici le texte actuel de l'article 107 de la loi:

«**107.** Les actionnaires peuvent modifier les statuts en vue d'augmenter ou, sous réserve de l'alinéa 102h), de diminuer les nombres fixe, minimal ou maximal d'administrateurs; toutefois une diminution de ces nombres ne peut entraîner une réduction de la durée du mandat des administrateurs en fonctions.»

directors, but no decrease shall shorten the term of an incumbent director.”

fois une diminution de ces nombres ne peut entraîner une réduction de la durée du mandat des administrateurs en fonction.»









6  
C-226

2  
First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

C-226

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

3  
THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-226

BILL C-226

An Act respecting minerals and hydrocarbons in  
submarine lands adjoining the province of Nova Scotia

Loi concernant les minéraux et hydrocarbures des  
sous-sols sous-marins contigus à la province de  
Nouvelle-Écosse

First reading, May 2, 1980

Première lecture le 2 mai 1980

DEPOSITARY LIBRARY NATIONAL

MR. CROSBY

M. CROSBY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-226**

**BILL C-226**

An Act respecting minerals and hydrocarbons in submarine lands adjoining the province of Nova Scotia

Loi concernant les minéraux et hydrocarbures des sous-sols sous-marins contigus à la province de Nouvelle-Écosse.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Nova Scotia Boundary and Submarine Lands Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre: *Loi sur les frontières et les zones sous-marines de Nouvelle-Écosse*.

Titre abrégé

PURPOSE

OBJET

Purpose

2. The purpose of this Act is to extend the boundaries of the Province of Nova Scotia so that the minerals and hydrocarbons in the submarine lands will be vested in and belong to Her Majesty the Queen in right of the Province of Nova Scotia.

2. La présente loi vise à reculer les frontières de la province de Nouvelle-Écosse afin que la propriété des minéraux et hydrocarbures des zones sous-marines soit dévolue à Sa 10 Majesté la Reine du chef de la province de Nouvelle-Écosse.

Objet

INTERPRETATION

INTERPRÉTATION

Interpretation

"hydrocarbon"

"mineral"

"Province of Nova Scotia"

"submarine lands"

3. In this Act,  
"hydrocarbon" includes oil and gas;  
"mineral" includes coal and ore of any kind;  
"Province of Nova Scotia" includes the land 15 territory now accepted to be within the geographical limits of the Province of Nova Scotia;  
"submarine lands" means the submarine areas adjacent to the coast of Canada and 20 extending throughout the nautical prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or

3. Dans la présente loi,  
«hydrocarbure» comprend le pétrole et le gaz;  
«minéral» comprend le charbon et le minerai 15 de toute sorte;  
«province de Nouvelle-Écosse» comprend le territoire actuellement compris dans les limites géographiques de la province de Nouvelle-Écosse.  
20 «zones sous-marines» désigne les zones sous-marines contiguës à la côte du Canada et s'étendant, vers le large, soit jusqu'à la limite de la plate-forme continentale, soit,

Interprétation

«hydrocarbure»

15 «minéral»

«province de Nouvelle-Écosse»

20 «zones sous-marines»



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to extend the boundaries of the Province of Nova Scotia so that the minerals and hydrocarbons in the submarine lands will be vested in and belong to Her Majesty the Queen in right of the Province of Nova Scotia.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à reculer les frontières de la province de Nouvelle-Écosse afin que la propriété des minéraux et hydrocarbures des zones sous-marines soit dévolue à Sa Majesté la Reine du chef de la province de Nouvelle-Écosse.

to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater.

lorsque cette limite se trouve à une distance de moins de deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles se mesure la largeur de la mer territoriale du Canada, jusqu'à cette distance de ces 5 lignes.

#### EXTENSION OF BOUNDARIES

Extension of  
boundaries

4. Notwithstanding any other law, the boundaries of the Province of Nova Scotia are hereby extended to include the submarine lands between the prolongation of the Province seaward at the southwestern extremity of the County of Yarmouth at Seal Island and the prolongation of the Province seaward at the northeastern extremity of the County of Cape Breton at Scatarie Island, and to include Sable Island and all other islands bounded by such submarine lands.

#### RECU DES FRONTIÈRES

Recul des  
frontières

5 4. Nonobstant toute autre règle de droit, les frontières de la province de Nouvelle-Écosse sont par la présente reculées de façon à englober dans les limites de la province les 10 zones sous-marines comprises entre le prolongement de la province vers le large à l'extrémité sud-ouest du comté de Yarmouth, à l'Île Seal et le prolongement de la province vers le large à l'extrémité nord du comté de 15 Cap-Breton, à l'Île Scatarie, ainsi que l'Île de Sable et toutes les autres îles de la région qu'entourent ces zones sous-marines.

#### EFFECT OF BOUNDARY EXTENSION

Effect of  
boundary  
extension

5. For greater certainty, all minerals and hydrocarbons in the submarine lands referred to in section 4 are vested in and belong to Her Majesty the Queen in right of the Province of Nova Scotia.

#### EFFET DU RECU DES FRONTIÈRES

Effet du recul  
des frontières

5. Pour écarter tout doute, il est précisé que la propriété de tous les minéraux et 20 hydrocarbures des zones sous-marines mentionnées à l'article 4 est dévolue à Sa Majesté la Reine du chef de la province de Nouvelle-Écosse.

#### DETERMINATION OF BOUNDARY

Proclamation

6. (1) The Governor in Council may, by proclamation, establish the exact location of the boundaries of the submarine lands included in the extension provided by section 4.

#### FIXATION DES FRONTIÈRES

6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par 25 proclamation, fixer l'emplacement exact des frontières des zones sous-marines ajoutées au territoire provincial par l'article 4.

Proclamation

Binding and  
conclusive

(2) The location of the boundaries of the submarine lands established by the Governor in Council is binding and conclusive and shall be accepted by any court or other authority.

(2) La fixation de l'emplacement des frontières des zones sous-marines par le gouver- 30 neur en conseil est sans appel et doit être reconnue par tout tribunal ou autre autorité.

Sans appel

Charts

(3) The location of the boundaries of the submarine lands included in the extension provided by section 4 may be based on the charts issued by the Minister of Energy, Mines and Resources pursuant to the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*.

(3) L'emplacement des frontières des zones sous-marines ajoutées au territoire provincial par l'article 4 peut se fonder sur les 35 cartes publiées par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources conformément à la *Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche*.

Cartes





## EFFECT OF ACT

Binding on Her Majesty

7. This Act is binding on Her Majesty the Queen in right of Canada or a province of Canada and on any agent thereof but shall not affect or abrogate any interest in submarine lands heretofore granted to any person under the *Oil and Gas Production and Conservation Act*.

## EFFECTIVE DATE

Coming into force

8. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation but no such proclamation shall be made without the consent of the Legislative Assembly of the Province of Nova Scotia.

## EFFET DE LA LOI

Engage Sa Majesté

7. La présente loi engage Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou d'une province du Canada et ses mandataires mais n'affecte ni n'abroge aucun droit relatif aux zones sous-marines déjà accordé à quiconque en vertu de la *Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz*.

## DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

8. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par une proclamation qui ne pourra être faite sans le consentement de l'Assemblée législative de la province de Nouvelle-Écosse.







**REPRINT**

**C-227**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980-81

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-227**

An Act to amend the Railway Act  
(fences)

---

REPRINTED IN CONFORMITY WITH THE ORDER OF  
THE HOUSE, JANUARY 27, 1981

---

MR. COLLENETTE

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**

**RÉIMPRESSION**

**C-227**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980-81

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-227**

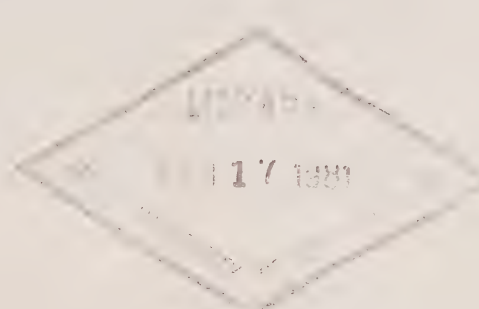
Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer  
(clôtures)

---

RÉIMPRIMÉ CONFORMÉMENT À L'ORDRE DE LA  
CHAMBRE EN DATE DU 27 JANVIER 1981

---

M. COLLENETTE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-227

## BILL C-227

An Act to amend the Railway Act  
(fences)

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer  
(clôtures)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. R-2

1. The *Railway Act* is amended by adding thereto, immediately after section 214 thereof, the following section:

Application for  
protective  
fencing

“214.1 (1) A municipality may make application to the Commission for an order directing the company to erect a fence of a minimum height of six feet, designed to prevent persons from entering railway lands, at places within the territorial jurisdiction of the municipality specified in the application.

Cost to be  
shared by  
municipality

(2) An application under subsection (1) shall contain an undertaking by the municipality to pay the company one-half the cost of erecting and maintaining any fence ordered to be erected under this section.

Powers of  
Commission

(3) Upon receiving an application under subsection (1), the Commission may make an order directing the company to erect and maintain a fence as described in the application at any of the places specified therein where the Commission considers such a fence necessary in the public interest.”

Published under authority of the Speaker of the House of Commons  
by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and  
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

1. La *Loi sur les chemins de fer* est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 214, de l'article suivant:

S.R., c. R-2

«214.1 (1) Une municipalité peut demander à la Commission d'ordonner à la compagnie d'ériger une clôture d'une hauteur minimum de six pieds, conçue pour empêcher les personnes de pénétrer sur les terrains du chemin de fer, aux endroits situés dans les limites territoriales de la municipalité et spécifiés dans la demande.

Demande de  
clôture de  
protection

(2) Une demande faite en vertu du paragraphe (1) doit comporter l'engagement, de la part de la municipalité, de payer à la compagnie la moitié du coût total, y compris la pose et l'entretien, d'une clôture dont l'érection a été ordonnée en vertu du présent article.

La municipalité  
participe aux  
frais

(3) Sur réception d'une demande faite en vertu du paragraphe (1), la Commission peut ordonner à la compagnie d'ériger et entretenir une clôture du genre décrit dans la demande dans n'importe lequel des endroits y spécifiés si la Commission estime que cette clôture y est nécessaire dans l'intérêt public.»

Pouvoirs de la  
Commission

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des  
communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to empower the Canadian Transport Commission to order the construction of six-foot chain-link fences along railway rights-of-way. The cost of putting up the fence would be shared equally by the railway company and the municipality in which the fence was situated.

At present the only similar requirement of the *Railway Act* is for the company to provide a fence four feet six inches in height sufficient to keep farm animals off the tracks. Municipalities that wish to deter children and other individuals from trespassing on the track must bear the whole difference in cost between the two types of fencing.

Proceedings under the proposed section would commence with an application to the Commission by the municipality concerned. Under the authority of paragraph 45(1)(b) of the *National Transportation Act*, the Commission could, if it chose, hold a public hearing in order to receive the views of interested parties as to the necessity for the additional protection.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à donner à la Commission canadienne des transports le pouvoir d'ordonner la construction de clôtures de grillage de six pieds le long de l'emprise d'une voie ferrée. Les frais seraient partagés à parts égales par la compagnie ferroviaire et la municipalité dans laquelle serait installée la clôture.

Actuellement, la seule exigence de ce genre dans la *Loi sur les chemins de fer* porte sur la fourniture par la compagnie d'une clôture de quatre pieds six pouces de hauteur, suffisante pour tenir le bétail à l'écart des voies. Les municipalités qui désirent empêcher les enfants et autres personnes de passer par-dessus la clôture, doivent assumer elles-mêmes le supplément de frais qu'exige le type de clôture approprié.

La procédure d'application de l'article proposé débute-rait par une demande faite à la Commission par la municipalité intéressée. En vertu de l'alinéa 45(1)b) de la *Loi nationale sur les transports*, la Commission pourrait, à sa discrétion, tenir des audiences publiques pour obtenir les points de vue des intéressés quant à la nécessité de la protection supplémentaire.





56  
**C-228**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**C-228**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

3  
THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

4  
BILL C-228

BILL C-228

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

MR. LAMBERT

M. LAMBERT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-228**

**BILL C-228**

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

R.S. 1952, c.  
148; 1970-71-  
72, c. 63;  
1976-77, cc.  
4, 54

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Repeal

1. Subsections 234(5) and (6) of the *Income Tax Act* are repealed.

Repeal

2. Section 237 of the said Act is repealed.

Amendment

3. (1) Paragraph 239(1)(g) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(g) both the fine described in paragraph (f) and imprisonment for a term not exceeding five years.”

Repeal

(2) Subsection 239(2) of the said Act is repealed.

Retroactive

4. Section 1 shall be deemed to have come into force on January 1, 1977.

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Les paragraphes 234(5) et (6) de la *Loi 5 de l'impôt sur le revenu* sont abrogés.

2. L'article 237 de ladite loi est abrogé.

3. (1) L'alinéa 239(1)g) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«g) à la fois de l'amende prévue à l'alinéa f) et d'un emprisonnement d'au plus 10 cinq ans.»

(2) Le paragraphe 239(2) de ladite loi est abrogé.

4. L'article 1 est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1977.

S.R. 1952, c.  
148; 1970-  
71-72, c. 63;  
1976-77, cc.  
4, 54

Abrogation

5

Abrogation

Modification

Abrogation

Rétroactivité

15



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to repeal certain provisions of the *Income Tax Act* relating to social insurance numbers, and the consequences of failing to obtain such a number for entry on tax returns. At present, there are thousands of Canadians who do not possess social insurance numbers.

The Bill would also repeal the authority of the Attorney General of Canada to order prosecutions by way of indictment leading to mandatory imprisonment. This would restore full discretion in sentencing to the court.

*Clause 1: Section 234 at present reads as follows:*

“234. (1) Before the bearer coupon or warrant representing either interest or dividends payable by any debtor or cheque representing dividends or interest payable by a non-resident debtor is negotiated by or on behalf of a resident of Canada, there shall be completed by or on behalf of the resident an ownership certificate in prescribed form.

(2) An ownership certificate completed pursuant to subsection (1) shall be delivered in such manner, at such time and at such place as may be prescribed and a person who has failed to do so is liable on summary conviction to a fine of not less than \$10 and not exceeding \$100.

(3) The operation of this section may be extended by regulation to bearer coupons or warrants negotiated by or on behalf of non-resident persons.

(4) A person who has failed to complete an ownership certificate as required by or under this Act and a debtor or other person who has cashed a coupon or warrant for which an ownership certificate has not been completed, is liable on summary conviction to a fine of not less than \$10 and not exceeding \$100.

(5) *Where an amount is to be paid or credited to a resident of Canada who is an individual, other than a trust, in circumstances where an ownership certificate referred to in subsection (1) is required to be completed, and the ownership certificate does not contain a Social Insurance Number assigned to the individual by the Canada Employment and Immigration Commission, the debtor or other person paying or crediting the amount shall deduct or withhold therefrom an amount equal to 25% thereof and shall forthwith remit that amount to the Receiver General of Canada on account of the individual's tax for the year under Part I and shall submit therewith a statement in prescribed form.*

(6) *Where an amount has been deducted or withheld under subsection (5) from an amount paid or credited to an individual, it shall, for*

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet d'abroger certaines dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relatives aux numéros d'assurance sociale, et les conséquences de ne pas fournir un tel numéro sur les déclarations du revenu. Actuellement, des milliers de Canadiens n'ont pas de numéro d'assurance sociale.

En outre, le bill abrogerait le pouvoir du procureur général du Canada d'ordonner les poursuites par voie de mise en accusation, ce qui oblige la cour à imposer une condamnation à l'emprisonnement.

*Article 1 du bill. — Voici le texte actuel de l'article 234:*

«234. (1) Avant qu'un coupon ou titre au porteur, représentant l'intérêt ou les dividendes payables par tout débiteur, ou qu'un chèque représentant l'intérêt ou les dividendes payables par un débiteur non résidant soit négocié par un résident du Canada ou pour son compte, un certificat de propriété en la forme prescrite doit être fourni par le résident ou pour son compte.

(2) Un certificat de propriété fourni en conformité du paragraphe (1) doit être délivré de la manière, à l'époque et à l'endroit prescrits et toute personne qui omet de le faire est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins \$10 et d'au plus \$100.

(3) L'application du présent article peut s'étendre par règlement aux coupons et titres au porteur négociés par les personnes non résidentes ou pour leur compte.

(4) Une personne qui n'a pas fourni de certificat de propriété en vertu de la présente loi et un débiteur ou une autre personne qui a encaissé un coupon ou titre pour lequel aucun certificat de propriété n'a été fourni, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins \$10 et d'au plus \$100.

(5) *Lorsqu'une somme doit être versée ou créditée à un résident du Canada qui est un particulier autre qu'une fiducie, dans un cas où il y a lieu de fournir le certificat de propriété visé au paragraphe (1), et que le certificat de propriété ne porte pas le numéro d'assurance sociale attribué au particulier par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, le débiteur ou toute autre personne qui verse ou crédite la somme doit déduire ou retenir un montant égal à 25% de la somme versée ou créditée et remettre ce montant sans retard au receveur général du Canada, à valoir sur l'impôt du particulier pour l'année en vertu de la Partie I, et l'accompagner d'un état en la forme prescrite.*

(6) *Lorsqu'un montant a été déduit ou retenu en vertu du paragraphe (5) d'une somme versée ou créditée à un particulier, il est réputé,*



*the purposes of this Act, be deemed to have been received by the individual at the time the amount was paid or credited to him."*

*Clause 2:* Section 237 presently reads as follows:

*"237. (1) Every individual who is required by paragraph 150(1)(d) to file a return of his income for a taxation year after 1966 shall, on or before the first day of February of the year after the year for which the return is required, unless he has previously been assigned or made application to be assigned a Social Insurance Number, apply to the Minister of National Health and Welfare in prescribed form and manner for the assignment to him of a Social Insurance Number.*

*(2) Every person who has filed a return of his income for a taxation year after 1966 and has failed to show therein the Social Insurance Number that has been assigned to him or for which he is required by this section to apply shall be deemed to have failed to complete the information on a prescribed form as required by or pursuant to section 150."*

*Clause 3:* The affected provisions presently read as follows:

*"(g) both the fine described in paragraph (f) and imprisonment for a term not exceeding 2 years.*

*(2) Every person who is charged with an offence described by subsection (1) may, at the election of the Attorney General of Canada, be prosecuted upon indictment and, if convicted, is, in addition to any penalty otherwise provided, liable to imprisonment for a term not exceeding 5 years and not less than 2 months."*

*Clause 4:* Subsections 234(5) and (6) became applicable after December 31, 1976.

*aux fins de la présente loi, avoir été reçu par le particulier à la date où la somme lui a été versée ou créditée."*

*Article 2 du bill.* — Voici le texte actuel de l'article 237:

*«237. (1) Tout particulier qui est requis par l'alinéa 150(1)d) de produire une déclaration de son revenu pour une année d'imposition après 1966 doit, au plus tard le premier jour de février de l'année qui suit l'année pour laquelle la déclaration est requise, à moins qu'il ne lui ait été attribué un numéro d'assurance sociale, ou que le particulier n'en ait fait la demande, demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social selon la forme et de la manière prescrites qu'une attribution lui soit faite d'un numéro d'assurance sociale.*

*(2) Toute personne qui a produit une déclaration de son revenu pour une année d'imposition postérieure à 1966 et a omis d'indiquer le numéro d'assurance sociale qui lui a été attribué ou pour lequel, en vertu du présent article, elle est requise de faire la demande, est réputée avoir omis de compléter les renseignements selon la forme prescrite comme l'exige l'article 150 ou conformément à ses dispositions.»*

*Article 3 du bill.* — Voici le texte actuel des dispositions touchées:

*«g) à la fois de l'amende prévue à l'alinéa f) et d'un emprisonnement d'au plus 2 ans.*

*(2) Toute personne accusée d'une infraction désignée au paragraphe (1) peut, au choix du procureur général du Canada, être poursuivie par voie de mise en accusation et, si elle est déclarée coupable, en plus de toute autre peine prévue par ailleurs, elle est passible d'un emprisonnement d'au plus 5 ans et d'au moins 2 mois.»*

*Article 4 du bill.* — Les paragraphes 234(5) et (6) sont devenus applicables après le 31 décembre 1976.









C-230

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-230

An Act to amend the British North America Act, 1867  
(national capital of Canada)

---

First reading, May 2, 1980

---

C-230

Première session, Trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-230

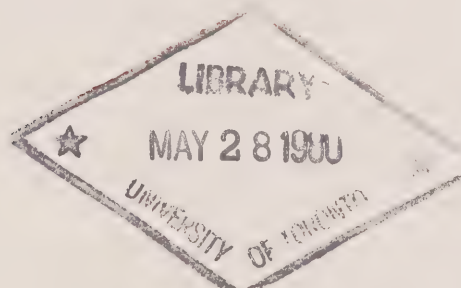
Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord  
britannique, 1867  
(capitale nationale du Canada)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. ISABELLE

M. ISABELLE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-230**

**BILL C-230**

An Act to amend the British North America  
Act, 1867 (national capital of Canada)

Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord  
britannique, 1867 (capitale nationale du  
Canada)

WHEREAS section 16 of the *British North  
America Act* provides that the seat of the  
Government of Canada shall be Ottawa,  
until the Queen otherwise directs;

CONSIDÉRANT que, selon l'article 16 de  
l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*,  
Ottawa sera le siège du gouvernement jus-  
qu'à ce que la Reine en ordonne autrement;

AND WHEREAS pursuant to head I of  
section 91 of the *British North America Act*  
the Parliament of Canada may amend from  
time to time the Constitution of Canada;

5 ET CONSIDÉRANT que, conformément à la 5  
rubrique I de l'article 91 de l'*Acte de l'Amé-  
rique du Nord britannique*, le Parlement du  
Canada peut à l'occasion modifier la Consti-  
tution canadienne;

AND WHEREAS it is desirable to include  
in the national capital of Canada the city of  
Hull and its surrounding area, and to amend  
the Constitution of Canada accordingly;

ET CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable 10  
d'inclure dans la capitale nationale la cité de  
Hull et ses environs, et de modifier en consé-  
quence la Constitution canadienne;

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and  
with the advice and consent of the Senate  
and House of Commons of Canada, enacts as  
follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis  
et du consentement du Sénat et de la Cham- 15  
bre des communes du Canada, décrète:

30 & 31 Vict.,  
c. 3 (U.K.)

1. Section 16 of the *British North Ameri-  
ca Act*, 1867 is repealed and the following  
substituted therefor:

1. L'article 16 de l'*Acte de l'Amérique du  
Nord britannique*, 1867 est abrogé et rem-  
placé par ce qui suit:

30 & 31 Vict.,  
c. 3 (R.-U.)

National  
Capital of  
Canada

"16. It is hereby declared that the nation- 20  
al capital of Canada and the seat of  
the federal government of Canada shall  
consist of the city of Ottawa, in the Prov-  
ince of Ontario, and of the city of Hull, in  
the province of Québec, and also of such 25  
surrounding area as prescribed from time  
to time by the Parliament of Canada."

«16. Il est par les présentes déclaré que 20  
la capitale nationale du Canada et le siège  
du gouvernement fédéral du Canada com-  
prendront la cité d'Ottawa, dans la pro-  
vince d'Ontario, et la cité de Hull, dans la  
province de Québec, ainsi que la région 25  
environnante prescrite à l'occasion par le  
Parlement du Canada.»

Capitale  
nationale du  
Canada

Short title and  
citation

2. This act may be cited as the *British  
North America Act*, 1980, and the *British  
North America Acts*, 1867 to 1965, and this 30  
Act may be cited together as the *British  
North America Acts*, 1867 to 1980.

2. La présente loi peut être citée sous le  
titre: *Acte de l'Amérique du Nord britanni-  
que* 1980; les *Actes de l'Amérique du Nord* 30  
*britannique*, 1867 à 1965 et la présente loi  
peuvent être cités ensemble sous le titre:

Titre abrégé et  
citation

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to extend the limits of the Capital of Canada so as to include therein the City of Hull and additional area as defined from time to time by the Parliament of Canada.

The capital of a country should not simply be considered its seat of government but should symbolize its authority and unity, and should project to the world the repository of the nation's soul.

In other words, this amendment to the Constitution will authorize Parliament to legislate so as to include in the National Capital all areas now included in the National Capital Region.

Section 16 of the *British North America Act, 1867*, at present reads as follows:

"16. Until the Queen otherwise directs, the Seat of Government of Canada shall be Ottawa."

Mr. Justice Cartwright of the Supreme Court of Canada in *Re Munro v. National Capital Commission* (1966) 57 D.L.R. (2d.), p. 753, remarked at p. 758:

"The authority reserved by this section (s. 16) to the Queen to change the location of the seat of Government of Canada would now be exercisable by Her Majesty in the right of Canada and, while the section contemplates executive action, the change could doubtless, be made by an Act of Parliament in which Her Majesty acts with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada."

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet de modifier les limites de la Capitale nationale du Canada de façon à y inclure la cité de Hull ainsi que toute autre région que le Parlement du Canada pourra à l'occasion délimiter.

Une capitale, c'est non seulement le siège du gouvernement, mais c'est encore le symbole de la puissance et de l'unité d'un pays, le foyer de l'âme nationale, l'image que la nation présente à l'univers.

En d'autres termes, cet amendement à la Constitution autorise le Parlement, au moyen d'un texte législatif, à inclure dans la Capitale nationale tous les secteurs déjà compris dans la région de la Capitale nationale.

L'article 16 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, se lit maintenant comme suit:

"16. Jusqu'à ce que la Reine en ordonne autrement, Ottawa sera le siège du gouvernement du Canada."

M. le juge Cartwright, de la Cour suprême du Canada, dans la cause *Munro v. National Capital Commission* (1966) 57 D.L.R. (2d.), page 753, faisait le commentaire suivant à la page 758:

"Le pouvoir de changer le siège du gouvernement du Canada, réservé à la Reine en vertu des dispositions du présent article (art. 16), pourrait être exercé maintenant par Sa Majesté du chef du Canada et, bien que cet article envisage une initiative relevant de l'exécutif, le changement pourrait certainement se faire au moyen d'une loi du Parlement où Sa Majesté agit sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada."

*Actes de l'Amérique du Nord britannique,  
1867 à 1980.*

Published under authority of the Speaker of the House of Commons  
by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and  
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des  
communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

**C-231**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-231

An Act respecting a Canadian Bill of Rights for  
Children

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. ROBINSON (*Burnaby*)

**C-231**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## PROJET DE LOI C-231

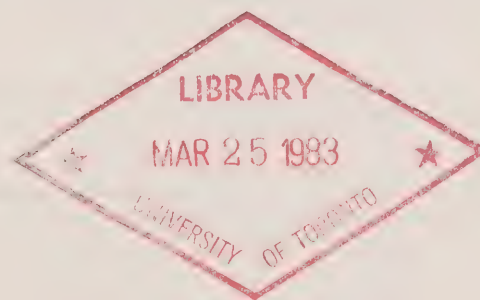
Loi concernant une déclaration canadienne des droits  
des enfants

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. ROBINSON (*Burnaby*)





THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-231

## PROJET DE LOI C-231

An Act respecting a Canadian Bill of Rights  
for Children

Loi concernant une déclaration canadienne  
des droits des enfants

WHEREAS in order to maintain and safeguard the nation's most valuable natural resource, its people, it is necessary to provide for a Canadian Bill of Rights for Children;

ATTENDU QUE, pour conserver et protéger la ressource la plus précieuse du pays, ses habitants, il est nécessaire de prévoir une déclaration canadienne des droits des enfants;

5

AND WHEREAS the authority to legislate in matters respecting children is shared by the federal parliament and the provincial legislatures;

5 ATTENDU QUE la compétence législative en ce qui concerne les enfants est partagée entre le parlement fédéral et les législatures provinciales;

AND WHEREAS uniformity in legislation is a prerequisite to such a Bill of Rights;

10 ET ATTENDU QUE l'uniformité de la législation est une nécessité préalable pour une telle déclaration des droits;

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

A CES CAUSES, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

15

Short title

1. This Act may be cited as the *Bill of Rights for Children Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la Déclaration des droits des enfants*.

Titre abrégé

Task Force  
established

2. There is hereby established a Federal-Provincial Task Force for a Canadian Bill of Rights for Children (hereinafter referred to as the "Task Force") composed of eleven members to be appointed as follows:

2. Il est par les présentes établi, un Groupe fédéral-provincial de rédaction d'un projet de Déclaration canadienne des droits des enfants, ci-après appelé le «Groupe de rédaction», comprenant onze membres dont les nominations sont faites,

Création du  
groupe de  
rédaction

(a) one member, to be appointed by the Governor in Council, who shall serve without remuneration, and

a) pour l'un d'eux, qui servira à titre gracieux, par le gouverneur en conseil, et

25

## EXPLANATORY NOTE

This Bill is self-explanatory. Section 5 is based on Principle 2 of the United Nations Declaration of the Rights of the Child (1959). The complete text of the Declaration is as follows:

## PREAMBLE

*Whereas* the peoples of the United Nations have, in the Charter, reaffirmed their faith in fundamental human rights and in the dignity and worth of the human person, and have determined to promote social progress and better standards of life in larger freedom,

*Whereas* the United Nations has, in the Universal Declaration of Human Rights, proclaimed that everyone is entitled to all the rights and freedoms set forth therein, without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status,

*Whereas* the child by reason of his physical and mental immaturity, needs special safeguards and care, including appropriate legal protection, before as well as after birth,

*Whereas* the need for such special safeguards has been stated in the Geneva Declaration of the Rights of the Child of 1924, and recognized in the Universal Declaration of Human Rights and in the statutes of specialized agencies and international organizations concerned with the welfare of children,

*Whereas* mankind owes to the child the best it has to give,

*Now therefore,*

*The General Assembly*

*Proclaims* this Declaration of the Rights of the Child to the end that he may have a happy childhood and enjoy for his own good and for the good of society the rights and freedoms herein set forth, and calls upon parents, upon men and women as individuals, and upon voluntary organizations, local authorities and national Governments to recognize these rights and strive for their observance by legislative and other measures progressively taken in accordance with the following principles:

## PRINCIPLE 1

The child shall enjoy all the rights set forth in this Declaration. Every child, without any exception whatsoever, shall be entitled to these rights, without distinction or discrimination on account of race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status, whether of himself or of his family.

## PRINCIPLE 2

The child shall enjoy special protection, and shall be given opportunities and facilities, by law and by other means, to enable him to develop physically, mentally, morally, spiritually and socially in a healthy and normal manner and in conditions of freedom and dignity. In the enactment of laws for this purpose, the best interests of the child shall be the paramount considerations.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill se passe d'explication. L'article 5 s'inspire du Principe 2 de la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'O.N.U. en 1959. Voici le texte intégral de la Déclaration:

## PRÉAMBULE

*Considérant* que, dans la Charte, les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans la dignité et la valeur de la personne humaine, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

*Considérant* que, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Nations Unies ont proclamé que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

*Considérant* que l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance,

*Considérant* que la nécessité de cette protection spéciale a été énoncée dans la Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant et reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans les statuts des institutions spécialisées et des organisations internationales qui se consacrent au bien-être de l'enfance,

*Considérant* que l'humanité se doit de donner à l'enfant le meilleur d'elle-même,

*L'Assemblée générale*

*Proclame* la présente Déclaration des droits de l'enfant afin qu'il ait une enfance heureuse et bénéficié, dans son intérêt comme dans l'intérêt de la société, des droits et libertés qui y sont énoncés; elle invite les parents, les hommes et les femmes à titre individuel, ainsi que les organisations bénévoles, les autorités locales et les gouvernements nationaux à reconnaître ces droits et à s'efforcer d'en assurer le respect au moyen de mesures législatives et autres adoptées progressivement en application des principes suivants:

## PRINCIPE PREMIER

L'enfant doit jouir de tous les droits énoncés dans la présente Déclaration. Ces droits doivent être reconnus à tous les enfants sans exception aucune, et sans distinction ou discrimination fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance, ou sur toute autre situation, que celle-ci s'applique à l'enfant lui-même ou à sa famille.

## PRINCIPE 2

L'enfant doit bénéficier d'une protection spéciale et se voir accorder des possibilités et des facilités par l'effet de la loi et par d'autres moyens, afin d'être en mesure de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité. Dans l'adoption de lois à cette fin, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération déterminante.

	(b) ten other members, one to be appointed by the Lieutenant Governor in Council of each province.	b) pour les dix autres, un membre par le lieutenant-gouverneur en conseil de chaque province.	
Chairman and Vice-Chairman	3. The members of the Task Force shall elect one of their members Chairman and another of their members Vice-Chairman.	3. Les membres du groupe de rédaction élisent l'un d'entre eux au poste de président et un autre au poste de vice-président.	Président et vice-président
Staff	4. Such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Task Force may be selected from the public service of Canada and the public service of the provinces.	4. Le personnel nécessaire à la bonne marche des travaux du groupe de rédaction peut être choisi parmi les fonctionnaires fédéraux et provinciaux.	Personnel
Objects	5. Taking into account the legislative authority of the Parliament of Canada and of the legislatures of the provinces, the Task Force shall, as soon as is practicable, prepare and submit to the Government of Canada and to the governments of each of the provinces, proposals for legislation which will provide that children shall enjoy protection and be given opportunities and facilities to enable them to develop mentally, morally, spiritually and socially in a healthy and normal manner and in conditions of freedom and dignity, with the best interests of children as the paramount consideration.	5. En tenant compte de la compétence législative du Parlement du Canada et des législatures des provinces, le groupe de rédaction doit, le plus tôt possible, rédiger et soumettre au gouvernement fédéral et à chaque gouvernement provincial, des propositions en vue d'une législation prévoyant que les enfants doivent bénéficier d'une protection spéciale et se voir accorder des possibilités et des facilités par l'effet de la loi et par d'autres moyens, afin d'être en mesure de se développer d'une façon saine et normale, sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité, la considération déterminante étant l'intérêt supérieur des enfants.	Fonctions



## PRINCIPLE 3

The child shall be entitled from his birth to a name and a nationality.

## PRINCIPLE 4

The child shall enjoy the benefits of social security. He shall be entitled to grow and develop in health; to this end, special care and protection shall be provided both to him and to his mother, including adequate pre-natal and post-natal care. The child shall have the right to adequate nutrition, housing, recreation and medical services.

## PRINCIPLE 5

The child who is physically, mentally or socially handicapped shall be given the special treatment, education and care required by his particular condition.

## PRINCIPLE 6

The child, for the full and harmonious development of his personality, needs love and understanding. He shall, wherever possible, grow up in the care and under the responsibility of his parents, and, in any case, in an atmosphere of affection and of moral and material security; a child of tender years shall not, save in exceptional circumstances, be separated from his mother. Society and the public authorities shall have the duty to extend particular care to children without a family and to those without adequate means of support. Payment of State and other assistance towards the maintenance of children of large families is desirable.

## PRINCIPLE 7

The child is entitled to receive education, which shall be free and compulsory, at least in the elementary stages. He shall be given an education which will promote his general culture, and enable him, on a basis of equal opportunity, to develop his abilities, his individual judgement, and his sense of moral and social responsibility, and to become a useful member of society.

The best interests of the child shall be the guiding principle of those responsible for his education and guidance; that responsibility lies in the first place with his parents.

The child shall have full opportunity for play and recreation, which should be directed to the same purposes as education; society and the public authorities shall endeavour to promote the enjoyment of this right.

## PRINCIPLE 8

The child shall in all circumstances be among the first to receive protection and relief.

## PRINCIPLE 9

The child shall be protected against all forms of neglect, cruelty and exploitation. He shall not be the subject of traffic, in any form.

The child shall not be admitted to employment before an appropriate minimum age; he shall in no case be caused or permitted to engage in any occupation or employment which would prejudice his health or education, or interfere with his physical, mental or moral development.

## PRINCIPLE 10

The child shall be protected from practices which may foster racial, religious and any other form of discrimination. He shall be brought up in a spirit of understanding, tolerance, friendship among peoples, peace and universal brotherhood, and in full consciousness that his energy and talents should be devoted to the service of his fellow men.

## PRINCIPLE 3

L'enfant a droit, dès sa naissance, à un nom et à une nationalité.

## PRINCIPLE 4

L'enfant doit bénéficier de la sécurité sociale. Il doit pouvoir grandir et se développer d'une façon saine; à cette fin, une aide et une protection spéciales doivent lui être assurées ainsi qu'à sa mère, notamment des soins prénatals et postnatals adéquats. L'enfant a droit à une alimentation, à un logement, à des loisirs et à des soins médicaux adéquats.

## PRINCIPLE 5

L'enfant physiquement, mentalement ou socialement désavantagé doit recevoir le traitement, l'éducation et les soins spéciaux que nécessite son état ou sa situation.

## PRINCIPLE 6

L'enfant, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, a besoin d'amour et de compréhension. Il doit, autant que possible, grandir sous la sauvegarde et sous la responsabilité de ses parents et, en tout état de cause, dans une atmosphère d'affection et de sécurité morale et matérielle; l'enfant en bas âge ne doit pas, sauf circonstances exceptionnelles, être séparé de sa mère. La société et les pouvoirs publics ont le devoir de prendre un soin particulier des enfants sans famille ou de ceux qui n'ont pas de moyens d'existence suffisants. Il est souhaitable que soient accordées aux familles nombreuses des allocations de l'État ou autres pour l'entretien des enfants.

## PRINCIPLE 7

L'enfant a droit à une éducation qui doit être gratuite et obligatoire au moins aux niveaux élémentaires. Il doit bénéficier d'une éducation qui contribue à sa culture générale et lui permette, dans des conditions d'égalité de chances, de développer ses facultés, son jugement personnel et son sens des responsabilités morales et sociales, et de devenir un membre utile de la société.

L'intérêt supérieur de l'enfant doit être le guide de ceux qui ont la responsabilité de son éducation et de son orientation; cette responsabilité incombe en priorité à ses parents.

L'enfant doit avoir toutes possibilités de se livrer à des jeux et à des activités récréatives, qui doivent être orientés vers les fins visées par l'éducation; la société et les pouvoirs publics doivent s'efforcer de favoriser la jouissance de ce droit.

## PRINCIPLE 8

L'enfant doit, en toutes circonstances, être parmi les premiers à recevoir protection et secours.

## PRINCIPLE 9

L'enfant doit être protégé contre toute forme de négligence, de cruauté et d'exploitation. Il ne doit pas être soumis à la traite, sous quelque forme que ce soit.

L'enfant ne doit pas être admis à l'emploi avant d'avoir atteint un âge minimum approprié; il ne doit en aucun cas être astreint ou autorisé à prendre une occupation ou un emploi qui nuise à sa santé ou à son éducation, ou qui entrave son développement physique, mental ou moral.

## PRINCIPLE 10

L'enfant doit être protégé contre les pratiques qui peuvent pousser à la discrimination raciale, à la discrimination religieuse ou à toute autre forme de discrimination. Il doit être élevé dans un esprit de compréhension, de tolérance, d'amitié entre les peuples, de paix et de fraternité universelle, et dans le sentiment qu'il lui appartient de consacrer son énergie et ses talents au service de ses semblables.









**C-232**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-232**

An Act to amend the Post Office Act

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-232**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-232**

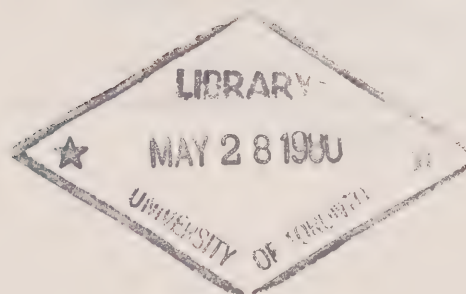
Loi modifiant la Loi sur les postes

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

LIBRARY -



MR. ROBINSON (*Etobicoke-Lakeshore*)

M. ROBINSON (*Etobicoke-Lakeshore*)



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-232**

**BILL C-232**

An Act to amend the Post Office Act

Loi modifiant la Loi sur les postes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Post Office Amendment Act (obscene material)*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5  
titre: *Loi modifiant la Loi sur les postes*  
(*articles obscènes*).

Titre abrégé

R.S., c. P-14

2. The *Post Office Act* is amended by adding thereto, immediately after section 62 thereof, the following section:

2. La *Loi sur les postes* est modifiée par 15  
l'insertion, immédiatement après l'article 62,  
de l'article suivant:

S.R., c. P-14

Obscene matter

“62.1 (1) No person shall knowingly, by means of the mails, deliver, receive or 10  
transmit anything that is obscene, indecent, immoral or scurrilous, but this section does not apply to a person who makes use of the mails for the purpose of delivering, receiving or transmitting anything 15  
mentioned in subsection 162(4) of the *Criminal Code*.”

«62.1 (1) Nul ne doit sciemment livrer, 10  
recevoir ou transmettre par la poste quelque chose qui est obscène, indécent, immoral ou grossier, mais le présent article ne s'applique pas à une personne qui utilise la 15  
poste pour livrer, recevoir ou transmettre une chose mentionnée au paragraphe 162(4) du *Code criminel*.”

Articles obscènes

Penalty

(2) Every one who contravenes subsection (1.1) is guilty of 20  
(a) an indictable offence, or  
(b) an offence punishable on summary conviction.”

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1.1) est coupable 20  
a) d'un acte criminel, ou  
b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

Peine

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Post Office Act* so as to create an offence, that of knowingly delivering, receiving or transmitting obscene material.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier la *Loi sur les postes* de façon à ériger en infraction le fait de livrer, recevoir ou transmettre sciemment par la poste quelque chose d'obscène.



**C-233**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-233**

An Act to encourage the role of the voluntary sector in  
Canadian society

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. McLEAN

**C-233**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-233**

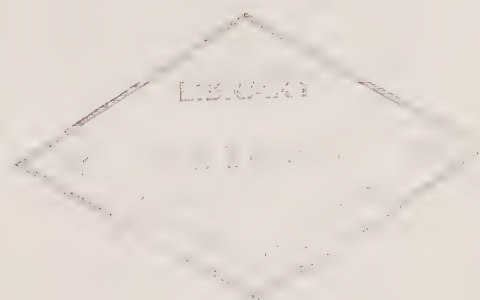
Loi encourageant la participation des bénévoles dans la  
société canadienne

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. McLEAN





THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-233**

**BILL C-233**

An Act to encourage the role of the  
voluntary sector in Canadian society

Loi encourageant la participation des  
bénévoles dans la société canadienne

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

1. This Act may be cited as the *Regis-  
tered Charities Aid Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le  
5 titre suivant: *Loi sur l'aide aux organismes* 5  
*de charité*.

Commission  
established

2. There is hereby established a Commis-  
sion consisting of a chairman and up to six  
members who shall be appointed by the Gov-  
ernor in Council and who shall serve without  
remuneration.

2. Est par la présente établie une Commis-  
sion des organismes bénévoles formée d'un  
président et d'au plus six autres commissai-  
res, nommés par le gouverneur en conseil et 10  
10 exerçant leur fonction sans rémunération.

Création d'une  
commission

Powers

3. The Commission has power to summon  
witnesses, to require them to give evidence on  
oath or solemn affirmation either orally or in  
writing, and to produce such documents,  
papers and things as the Commission may 15  
require.

3. La Commission a le pouvoir de citer  
des témoins, d'exiger qu'ils déposent, sous  
serment ou déclaration solennelle, soit orale-  
ment, soit par écrit, et qu'ils produisent les 15  
documents, pièces et autres choses qu'elle  
leur demande.

Pouvoirs

Rules

4. The Commission may make rules for  
carrying out its work and exercising its  
power.

4. La Commission peut établir des règles  
visant l'exécution de sa tâche et l'exercice de  
son pouvoir. 20

Règles

Acquisition of  
property

5. The Commission may acquire money, 20  
securities or other property from any person  
and may expend, administer and dispose of  
any such money, securities or other property  
as it deems necessary.

5. La Commission peut acquérir de qui-  
conque des fonds, valeurs et autres biens et  
peut les dépenser, gérer et aliéner comme elle  
le juge nécessaire.

Acquisition de  
biens

Duties

6. (1) The Commission shall establish 25  
guidelines for supplying aid-in-kind to regis-  
tered charities at no or limited cost including

6. (1) La Commission peut établir des 25 Fonctions  
principes directeurs pour la fourniture aux  
organismes de charité d'une aide en nature,  
gratuite ou relativement peu onéreuse,  
notamment sous forme



(a) the use of government communications facilities such as telephone lines and computer time in off-peak periods,

(b) special rates or unique designation on charter and excursion flights and rail travel within Canada,

(c) special postal rates for informational materials and publications, and

(d) the use of unused premises or meeting rooms.

a) d'utilisation des installations et services gouvernementaux de communication comme les lignes téléphoniques et les ordinateurs en dehors des périodes d'utilisation de pointe,

b) de tarifs spéciaux ou désignations spéciales pour les vols nolisés ou d'excursion et les transports ferroviaires à l'intérieur du Canada,

c) de tarifs postaux spéciaux pour la documentation et les publications d'information, et

d) d'utilisation de locaux ou salles de réunion inemployés.

(2) The Commission shall make recommendations on the need for legislation or any other action that may be required to encourage greater financial contributions to registered charities.

(2) La Commission doit recommander des mesures législatives en cas de besoin et toute autre mesure nécessaire à encourager l'augmentation des contributions financières accordées aux organismes de charité.

(3) In this section "registered charity" has the same meaning as in the *Income Tax Act*.

(3) Au présent article, «organismes de charité» a le même sens que dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Report tabled  
in Parliament

7. The Commission shall transmit a report of the guidelines and its recommendations to the Minister of Finance within six months from the day this Act comes into force and the Minister shall lay the report before Parliament within ten days after he receives it or, if Parliament is not sitting, on any of the first ten days next that Parliament is sitting.

7. La Commission doit transmettre au ministre des Finances, dans les six mois de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, un rapport sur ses principes directeurs et recommandations et le Ministre doit déposer ce rapport devant le Parlement dans les dix jours de sa réception ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, l'un des dix premiers jours où il siège par la suite.

Rapport au  
Parlement

Coming into  
force

8. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

8. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en  
vigueur

**C-234**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-234**

An Act to provide for the employment of handicapped  
persons in the federal Public Service, federal  
government agencies and private industries under  
federal jurisdiction

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. RAE

**C-234**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-234**

Loi relative à l'emploi des personnes handicapées dans  
la Fonction publique fédérale, les organismes du  
gouvernement fédéral et les industries privées relevant  
de la juridiction fédérale

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. RAE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-234

## BILL C-234

An Act to provide for the employment of handicapped persons in the federal Public Service, federal government agencies and private industries under federal jurisdiction

Loi relative à l'emploi des personnes handicapées dans la Fonction publique fédérale, les organismes du gouvernement fédéral et les industries privées relevant de la juridiction fédérale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Handicapped Employment Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre suivant: *Loi sur l'emploi des handicapés*.

Titre abrégé

"employer"  
«employeur»

2. In this Act,  
"employer" includes

- (a) a person operating or carrying on a federal work, undertaking or business,
- (b) a corporation established to perform any function or duty on behalf of the Government of Canada, and
- (c) Her Majesty in right of Canada.

"federal work, undertaking or business"  
«entreprise fédérale»

"federal work, undertaking or business" has the same meaning as in the *Canada Labour Code*;

"handicap"  
«personne handicapée»

"handicap" means a mental impairment, or a physical handicap as defined in the *Canadian Human Rights Act*;

"Minister"  
«Ministre»

"Minister" means the Minister of Labour;

"Public Service"  
«Fonction publique»

"Public Service" means the several positions in or under any department or other portion of the public service of Canada specified from time to time in Schedule I of the *Public Service Staff Relations Act*;

2. Dans la présente loi,  
«employeur» comprend

- a) une personne qui dirige une entreprise fédérale,
- b) toute société dont l'objet est de remplir une fonction pour le compte du gouvernement du Canada et
- c) Sa Majesté du chef du Canada.

10

«entreprise fédérale» a le même sens que dans le *Code canadien du travail*;

«entreprise fédérale»  
"federal work, undertaking or business"  
«Fonction publique»  
"Public Service"

«Fonction publique» désigne les divers postes des ministères, départements et autres éléments de la Fonction publique du Canada figurant à l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*;

«handicap»  
"handicap"

«handicap» désigne une altération mentale, ou un handicap physique défini dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne*;

25

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to provide employment opportunities for the handicapped. Although there now exists legislation which prohibits *discrimination against* the physically handicapped in employment, there is no *obligation* on the part of government or private employers to hire the physically or mentally handicapped.

This Bill would establish a quota of 3% in the private sector and 4% for hiring in the Public Service.

The Minister of Labour, on the recommendation of the newly established "Handicapped Employment Board", would be able to vary this percentage in certain cases or entirely exempt an employer from the requirements of the Bill. A register of employable physically handicapped persons would be established for the purpose of facilitating efforts by employers to meet the required quota.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à donner aux handicapés physiques des possibilités d'emploi. Bien que la législation actuelle contienne des dispositions interdisant la *discrimination contre* les handicapés physiques en matière d'emploi, ni le gouvernement ni les employeurs du secteur privé ne sont soumis à *l'obligation* d'en engager.

Le bill fixerait, pour l'emploi des handicapés physiques, un quota de 3% dans le secteur privé et de 4% dans la Fonction publique.

Le ministre du Travail, sur la recommandation de la nouvelle «Commission d'emploi des handicapés», pourrait modifier ce pourcentage dans certains cas ou soustraire complètement un employeur aux obligations imposées par le bill. Un registre des handicapés physiques employables serait tenu pour aider les employeurs à respecter les quotas établis.

"register" «registre»	"register" means the register of handicapped persons established under section 9.	«Ministre» désigne le ministre du Travail;  «registre» désigne le registre des personnes handicapées établi en vertu de l'article 9.	«Ministre» "Minister"  «registre» "register"
Employment of handicapped persons	3. (1) Subject to subsection (2), every employer shall ensure that the number of handicapped persons whom he employs at any time is equal to at least three percent of the total number of his employees.	3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout employeur doit s'assurer que le nombre des personnes handicapées qu'il emploie à n'importe quel moment est d'au moins trois pour cent du total de ses employés.	5 Emploi des personnes handicapées
Public Service quota	(2) The number of handicapped persons employed in the Public Service at any time shall be equal to at least four percent of the total number of employees in the Public Service.	(2) Le nombre des personnes handicapées employées dans la Fonction publique doit toujours être d'au moins quatre pour cent du total des employés de la Fonction publique.	10 Quota de la Fonction publique
Priority	(3) In meeting the quotas established by subsections (1) and (2), the employer shall give priority to an employee who has a handicap that was caused by an accident arising out of and in the course of employment with him.	(3) Lorsqu'il engage une personne aux fins de respecter les quotas établis par les paragraphes (1) et (2), l'employeur doit donner priorité à un employé dont le handicap est dû à un accident de travail survenu en cours d'emploi au service de l'employeur.	15 Priorité
Prohibition	4. (1) No employer shall hire any person other than a handicapped person if the number of handicapped persons employed by the employer is less than the employer's quota established under section 3.	4. (1) Nul employeur ne doit engager quelqu'un d'autre qu'une personne physiquement handicapée si le nombre des personnes physiquement handicapées qu'il emploie représente un pourcentage inférieur à celui fixé en vertu de l'article 3.	20 Interdiction  25
Exception	(2) Subsection 1 does not apply to an employer who hires a person, (a) as a result of an agreement to reinstate the person entered into before the day on which this Act comes into force, or (b) in accordance with an order issued by the Minister under section 8.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un employeur qui engage une personne a) par suite d'un accord de réintégration de cette personne dans ses fonctions conclu avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ou b) conformément à une ordonnance pris par le Ministre en vertu de l'article 8.	30 Exception  35
Board established	5. (1) A Board is hereby established to be known as the Handicapped Employment Board consisting of seven members at least four of whom shall be handicapped who shall be appointed by the Governor in Council.	5. (1) Est par la présente créé une Commission, appelée. Commission d'emploi des handicapés, constituée par sept commissaires dont au moins quatre sont des handicapés nommés par le gouverneur en conseil.	35 Création d'une commission
Duty of Board	(2) The members of the Board shall serve without remuneration.  6. The Board may, upon application made to it by an employer, recommend to the Minister that he (a) exempt an employer or class of employers from the operation of this Act,	(2) Les commissaires exercent leurs fonctions à titre gracieux.  6. La Commission peut, à la demande d'un employeur, recommander au Ministre a) de soustraire un employeur ou une catégorie d'employeurs à l'application de la présente loi,	40  Fonction de la Commission  45





- (b) establish a quota for an employer or class of employers that is less than the quota established by subsection 4(1), or  
 (c) permit an employer to hire one or more persons who are not handicapped persons for purposes set forth in the order.

Minister may  
set quota

7. The Minister may, upon recommendation by the Board, by order

- (a) exempt an employer or class of employers from the operation of this Act, 10  
 (b) establish a quota for an employer or class of employers that is less than the quota established by subsection 4(1), or  
 (c) permit an employer to hire one or more persons who are not handicapped 15 persons for purposes set forth in the order.

Register

8. (1) The Minister shall establish and maintain a register of handicapped persons as an aid to employers.

(2) The register shall record the name, 20 address, qualifications, skills and the nature of the handicap of each person registered therein and such other information as is prescribed by regulation.

(3) Upon application in prescribed form, a 25 person is entitled to be registered as a handicapped person for the purposes of this Act if, in the opinion of the Minister,

- (a) the person suffers from a handicap that reduces the person's possibilities for 30 obtaining employment; and  
 (b) the person is capable of performing work in one or more work situations without causing danger to other employees.

Offence

9. (1) Every employer who contravenes 35 this Act is guilty of an offence and on summary conviction is liable,

- (a) if an individual, to a fine of not more than \$1,000; or  
 (b) if a corporation, to a fine of not more 40 than \$10,000.

(2) No prosecution against an employer shall be instituted under this Act unless the employer has been notified of the intent to

b) d'établir pour un employeur ou une catégorie d'employeurs un quota inférieur à celui que fixe le paragraphe 4(1), ou

c) d'autoriser un employeur à engager une 5 ou plusieurs personnes non handicapées 5 aux fins indiquées dans l'arrêté d'autorisation.

7. Le Ministre peut, sur recommandation de la Commission, par arrêté,

a) soustraire un employeur ou une catégo- 10 rie d'employeurs à l'application de la présente loi,

b) établir pour un employeur ou une catégorie d'employeurs un quota inférieur à celui que fixe le paragraphe 4(1), ou 15

c) autoriser un employeur à engager une ou plusieurs personnes non handicapées aux fins indiquées dans l'arrêté.

Le Ministre  
peut fixer un  
quota

8. (1) Pour aider les employeurs, le Ministre doit faire ouvrir et tenir un registre des 20 personnes handicapées.

(2) Au registre doivent figurer les nom, adresse, aptitudes et compétences de chaque personne y inscrite ainsi que la nature de son handicap et tout autre renseignement pres- 25 crit par règlement.

(3) Sur demande en la forme prescrite, une personne obtient le droit d'être inscrite au registre des personnes handicapées aux fins de la présente loi si le Ministre estime 30

a) que la personne est victime d'un handicap qui réduit ses possibilités d'obtenir un emploi; et

b) que la personne est capable de travailler dans une ou plusieurs situations sans 35 danger pour d'autres employés.

Registre

9. (1) Tout employeur qui contrevient à la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, 40

a) d'une amende ne dépassant pas \$1,000 s'il s'agit d'un particulier, ou

b) d'une amende ne dépassant pas \$10,000 s'il s'agit d'une société.

(2) Un employeur ne peut être poursuivi 45 en vertu de la présente loi que si l'intention de le poursuivre lui est signifiée et s'il lui est

Infraction



bring a prosecution and afforded a reasonable opportunity to show or achieve compliance with this Act.

offre une possibilité raisonnable de se conformer à la présente loi ou de démontrer qu'il s'y est conformé.

Regulations

**10.** The Governor in Council may make regulations,

(a) prescribing the information to be recorded in respect of handicapped persons in the register,

(b) prescribing the form of the application referred to in section 9, and

(c) governing records to be kept and reports to be provided by each employer concerning the handicapped persons employed by the employer.

**10.** Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) prescrivant quels sont les renseignements à inscrire au registre des personnes handicapées,

b) prescrivant la forme de la demande mentionnée à l'article 9, et

c) régissant la documentation que doit tenir ou fournir chaque employeur en ce qui concerne les personnes handicapées qu'il emploie.

Règlements

5

10

10

R.S., c. L-1

**11.** Section 37 of the *Canada Labour Code* is repealed.

**11.** L'article 37 du *Code canadien du travail* est abrogé.

S.R., c. L-1

Coming into force

**12.** This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

**12.** La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en vigueur

*Clause 11: Section 37 of the Canada Labour Code at present reads as follows:*

*37. (1) For the purpose of enabling a person to be gainfully employed who has a disability that constitutes a handicap in the performance of any work to be done by him for an employer, the Minister may, upon the application of the handicapped person or an employer, authorize the employment of such person at a wage lower than the minimum wage prescribed under section 35 if, having regard to all the circumstances of the case, the Minister is of the opinion that it is in the interests of such person to do so.*

*(2) An application made under subsection (1) shall be supported by such evidence of disability and handicap as the Minister may require.*

*Article 11 du bill. — Voici le texte actuel de l'article 37 du Code canadien du travail:*

*37. (1) En vue de permettre à une personne, atteinte d'une invalidité qui constitue pour elle un handicap dans l'exécution d'un travail qu'elle doit accomplir pour un employeur, d'occuper un emploi rémunéré, le Ministre peut, à la demande de la personne handicapée ou d'un employeur, autoriser l'emploi de cette personne à un salaire inférieur au minimum que prescrit l'article 35 si, eu égard à toutes les circonstances du cas, le Ministre estime servir ainsi l'intérêt de cette personne.*

*(2) Une demande présentée aux termes du paragraphe (1) doit être étayée de la preuve d'invalidité et de handicap que le Ministre peut exiger.*



















**C-235**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-235**

An Act respecting legal tender  
(braille numbers)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-235**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-235**

Loi concernant la monnaie légale  
(chiffres en braille)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

IN CONTACT WITH NATIONAL



**MR. MAYER**

**M. MAYER**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-235**

**BILL C-235**

An Act respecting legal tender

Loi concernant la monnaie légale

(braille numbers)

(chiffres en braille)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. B-2

1. Subsection 21(4) of the *Bank of Canada Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le paragraphe 21(4) de la *Loi sur la Banque du Canada* est abrogé et remplacé 5 par ce qui suit:

S.R., c. B-2

Form and  
material

“(4) The form and material of the notes shall be subject to approval by the Minister, but each note shall be printed in both the English and the French languages with the denomination numbers in regular print and in braille.” 10

“(4) La forme et la matière des billets sont assujetties à l'approbation du Ministre, mais chacun desdits billets doit être imprimé à la fois en anglais et en français et sa valeur en chiffres doit l'être en chiffres arabes et en chiffres braille.” 10

Forme et  
matière

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to have the denomination numbers of bank notes printed in braille so that the blind may conduct their own business affairs with less dependence on others.

## NOTE EXPLICATIVE

L'objet de ce bill est de faire imprimer en braille les montants en chiffres des billets de banque pour permettre aux aveugles de dépendre moins d'autrui dans la conduite de leurs propres affaires.





650  
C-236

First Session, Thirty-second<sup>2</sup> Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-236**

An Act respecting the acquisition of land by  
non-Canadians

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. STOLLERY

C-236

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-236**

Loi concernant l'acquisition de biens fonds par des  
non-Canadiens

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. STOLLERY

DEPARTMENT LIBRARY MATERIAL



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-236**

**BILL C-236**

An Act respecting the acquisition of land by  
non-Canadians

Loi concernant l'acquisition de biens fonds  
par des non-Canadiens

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Foreign  
Land Ownership Act*.

**1.** La présente loi peut être citée sous le  
5 titre: *Loi sur le droit des étrangers à la  
propriété foncière*. Titre

Definitions

**2.** (1) In this Act,  
“land holding” means any interest in real  
property situate in Canada, including  
(a) any interest held under an agree-  
ment to purchase or lease, and  
(b) any interest held under an agree-  
ment that may directly or indirectly vest  
the title to real property, confer the  
right to possession thereof, or confer any  
right or control ordinarily accruing to  
an owner of real property,  
but not including  
(c) any interest in mines or minerals or  
in real property used for the purpose of  
extracting, processing, storing or trans-  
porting minerals, or  
(d) any interest held as security for a  
debt or other obligation;  
“province” means the province or territory in  
which a land holding is situate;  
“total shore frontage”, in relation to a land  
holding, means the sum of all segments of  
natural shoreline which form a boundary,

Définitions

**2.** (1) Dans la présente loi,  
«longueur totale en bordure du rivage» signi-  
fie, lorsqu'il est question d'une propriété  
foncière, la somme de tous les segments de  
rivage qui délimitent la propriété ou qui se  
trouvent à l'intérieur de ses limites;  
«propriété foncière» désigne tout intérêt dans  
des biens fonds situés au Canada, y  
compris  
a) tout intérêt détenu en vertu d'un  
accord d'achat ou de bail, et  
b) tout intérêt détenu en vertu d'un  
accord pouvant directement ou indirecte-  
ment conférer le titre de propriété ou  
le droit de possession de biens fonds ou  
tout droit ou contrôle revenant ordinai-  
rement à un propriétaire de bien fonds,  
à l'exclusion de  
c) tout intérêt dans des mines ou miné-  
raux ou dans des biens fonds utilisés  
pour l'extraction, le traitement, l'entre-  
posage ou le transport de minéraux, et  
d) tout intérêt détenu en garantie d'une  
créance ou d'un autre droit;

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to prohibit the acquisition of land by persons who are not Canadian citizens or landed immigrants, except for residential and recreational uses up to a maximum of ten acres or for the purposes of a business permitted under the terms of the *Foreign Investment Review Act*. Persons now in possession of land within Canada would be affected only when they chose to dispose of it, at which point they would be obliged to find purchasers who qualify under the Act.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à interdire l'acquisition de biens fonds par des personnes autres que des citoyens canadiens et des immigrants reçus, sauf à des fins de loisirs et de résidence, jusqu'à concurrence de dix acres, ou aux fins d'une entreprise autorisée aux termes de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*. Ceux qui possèdent actuellement des biens fonds au Canada ne seraient touchés que lorsqu'ils décideraient de les céder; ils devraient alors trouver des acheteurs remplissant les conditions prévues par la loi.

or which are contained within the boundaries, of the land holding.

(2) In this Act, the expressions "Canadian business enterprise", "new business" and "non-eligible person" have the same meaning as in section 3 of the *Foreign Investment Review Act*.

«province» désigne la province ou le territoire où se trouve la propriété foncière.

(2) Dans la présente loi, les expressions «entreprise commerciale canadienne», «entreprise nouvelle» et «personne non admissible» ont la même signification que leur donne l'article 3 de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*.

#### Prohibition

3. Notwithstanding any provision of any other Act of Parliament, no land holding may be acquired by a non-eligible person unless

(a) the total land holdings of such person following the acquisition will not exceed ten acres in area or have a total shore frontage exceeding one hundred feet, and the land holding is acquired for the personal use and enjoyment of such person, if an individual, or of its shareholders, if a corporation;

(b) the land holding is used exclusively for the purposes of a Canadian business enterprise the acquisition of control of which by such person has been allowed under the *Foreign Investment Review Act*; or

(c) the land holding is used exclusively for the purpose of a new business the establishment of which by such person has been allowed under the *Foreign Investment Review Act*.

#### Acquisitions by heirs, creditors

4. (1) A non-eligible person who acquires a land holding

(a) by devise or by operation of the law of the province relating to intestate succession, or

(b) by the realization of his security for a debt or other obligation,

may continue to hold it for a period of two years from the date of acquisition.

#### Sale by court order

(2) If the land holding has not been disposed of within the period mentioned in subsection (1), the superior court of the province may, upon the application of any person, order a sale of the land holding at public auction and payment of the proceeds to the non-eligible person.

#### Interdiction

3. Nonobstant toute disposition de toute autre loi du Parlement, une personne non admissible ne peut acquérir de propriété foncière que dans l'un des cas suivants:

a) si l'ensemble de ses propriétés foncières après l'acquisition ne dépassera pas dix acres de superficie ou cent pieds de longueur totale en bordure du rivage et que la propriété foncière est acquise pour l'usage et la jouissance soit de la personne elle-même, lorsqu'il s'agit d'un particulier, soit de ses actionnaires, lorsqu'il s'agit d'une corporation;

b) si la propriété foncière sert exclusivement aux fins d'une entreprise commerciale canadienne dont l'acquisition du contrôle par la personne a été autorisé en vertu des dispositions de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*; ou

c) si la propriété foncière sert exclusivement aux fins d'une entreprise nouvelle que la personne a été autorisée à créer en vertu de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*.

4. (1) Une personne non admissible qui acquiert une propriété foncière

a) par legs immobilier ou par application du droit de la province relatif aux successions *ab intestat*, ou

b) par réalisation de la garantie d'une créance ou autre droit

peut continuer de la détenir pendant deux ans à compter de la date d'acquisition.

#### Acquisition par des héritiers, des créanciers

#### Vente par ordre d'un tribunal

(2) Si une propriété foncière n'a pas été cédée dans la période prévue au paragraphe (1), la cour supérieure de la province peut, sur demande de quiconque, ordonner sa vente aux enchères publiques et le versement du produit à la personne non admissible.





Contracts void

5. Every contract entered into after the commencement of this Act by which a land holding is acquired by a non-eligible person is null and void to the extent that it conflicts with the provisions of this Act.

5. Tout contrat conclu après l'entrée en vigueur de la présente loi et par lequel une personne non admissible acquiert une propriété foncière est nul dans la mesure où il est en contradiction avec la présente loi.

Nullité de  
contrats

5

Commence-  
ment

6. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

6. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en  
vigueur





**C-237**

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**

**C-237**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-237**

**BILL C-237**

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

---

First reading, May 2, 1980

---



---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MR. CLARKE

M. CLARKE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-237

BILL C-237

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. 14 (1st  
Suppl.);  
1977-78, c. 3

1. The definition "hours of the day" in section 2 of the *Canada Elections Act* is repealed and the following substituted therefor:

"hours of the  
day" «heures  
du jour»

““hours of the day” and all other refer-  
ences to time, unless otherwise provided,  
relate to local time;”

1. La définition de «heures du jour», à  
5 l'article 2 de la *Loi électorale du Canada* est  
abrogée et remplacée par la suivante:

S.R., c. 14 (1<sup>er</sup>  
suppl.);  
1977-78, c. 3

« «heures du jour» et toutes les autres men-  
tions de l'heure, sauf disposition con-  
traire, se rapportent à l'heure locale;»

«heures du jour»  
“hours of the  
day”

2. Subsection 33(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Hours of  
polling

“(5) The poll shall be opened simul-  
taneously and kept open concurrently in 15  
all time zones on polling day, as follows:

(a) from 12:30 p.m. to 8:30 p.m., New-  
foundland Time;

(b) from 12:00 p.m. to 8:00 p.m., 20  
Atlantic Time;

(c) from 11:00 a.m. to 7:00 p.m., East-  
ern Time;

(d) from 10:00 a.m. to 6:00 p.m., Cen-  
tral Time;

(e) from 9:00 a.m. to 5:00 p.m., Moun- 25  
tain Time;

(f) from 8:00 a.m. to 4:00 p.m., Pacific  
Time;

and each deputy returning officer shall,  
during that time, in the polling station 30

2. Le paragraphe 33(5) de ladite loi est 10  
abrogé et remplacé par le suivant:

“(5) Tous les bureaux de scrutin, dans  
toutes les zones horaires, ouvrent en même  
temps, le jour du scrutin, et demeurent  
ouverts pendant les huit heures consécuti- 15  
ves suivantes:

a) de 12h30 à 20h30, heure de Terre-  
Neuve;

b) de 12h00 à 20h00, heure de l'Atlan- 20  
tique;

c) de 11h00 à 19h00, heure de l'Est;

d) de 10h00 à 18h00, heure du Centre;

e) de 9h00 à 17h00, heure des Monta-  
gnes;

f) de 8h00 à 16h00, heure du Pacifique; 25

Heures de  
scrutin

et, dans le bureau de scrutin qui lui est  
assigné, chaque scrutateur reçoit durant ce



## EXPLANATORY NOTES

*Clause 1:* This amendment, which adds the underlined words, is consequential on the amendment proposed in clause 2.

*Clause 2:* In recognition of the influence of televised early results on the outcome of election campaigns, and the consequent psychological impact on the various regions of the country, both on election night and after, this amendment proposes to change the hours of polling in the different time zones. In order to have simultaneous returns across the country, the polls in every electoral district from Newfoundland to the Yukon would open and close at the same moment, and all results would begin coming in simultaneously.

By this means, Canadians in all regions will be able to participate to the same extent in the election process and to feel that their vote carries equal weight with those of all others. Westerners will no longer hear the Eastern election results before casting their own votes.

Subsection 33(5) at present reads as follows:

*"(5) The poll shall be opened at the hour of nine o'clock in the forenoon and kept open until eight o'clock in the afternoon of the same day, and each deputy returning officer shall, during that time, in the polling station assigned to him, receive in the manner prescribed in this Act the votes of the electors qualified to vote at the polling station."*

## NOTES EXPLICATIVES

*Article 1 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés, découle de la modification proposée à l'article 2 du bill.

*Article 2 du bill.* — Vu l'influence que les résultats télévisés ont sur le résultat d'une élection et leur effet psychologique dans les diverses régions du pays, non seulement le soir de l'élection mais longtemps après, cette modification propose de changer les heures de scrutin dans les diverses zones horaires. Afin d'avoir en même temps les résultats pour l'ensemble du pays, l'ouverture et la clôture du scrutin auraient lieu au même moment dans toutes les circonscriptions électorales d'un océan à l'autre, et tous les résultats commenceraient à nous parvenir simultanément.

De cette façon, les Canadiens de toutes les régions pourraient participer dans la même mesure au processus électoral et avoir le sentiment que leur vote a autant de poids que celui des autres. Les habitants de l'Ouest n'entendraient plus les résultats de l'élection dans l'Est avant d'aller voter.

Voici le texte actuel du paragraphe 33(5):

*«(5) Le bureau de scrutin ouvre à neuf heures du matin et reste ouvert jusqu'à huit heures du soir le même jour, et, dans le bureau de scrutin qui lui est assigné, chaque scrutateur reçoit durant ce temps, de la manière prescrite dans la présente loi, les suffrages des électeurs habiles à voter à ce bureau.»*

assigned to him, receive in the manner prescribed in this Act the votes of the electors qualified to vote at the polling station.

temps, de la manière prescrite dans la présente loi, les suffrages des électeurs habiles à voter à ce bureau.

Daylight  
Saving Time

(5.1) At an election in which the polling day falls between the last Sunday in April and the last Sunday in October in any year, the times referred to in subsection (5) are the respective Daylight Saving Times, whether or not Daylight Saving Time is observed in a particular time zone or any part thereof.”

(5.1) À une élection où le jour du scrutin est compris entre le dernier dimanche d'avril et le dernier dimanche d'octobre, les heures indiquées au paragraphe (5) sont les heures avancées correspondantes, que ces heures avancées soient ou non en vigueur dans une zone ou partie de zone 10 horaire.»

Heure avancée

3. (1) Section 43 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (7) thereof, the following subsections: 15

3. (1) L'article 43 de ladite loi est modifié par l'insertion, à la suite du paragraphe (7), des paragraphes suivants:

Change of  
dwelling place

“(7.01) An elector whose name appears on the list of electors for a polling division at an election and who, between the enumeration date and polling day,

«(7.01) Un électeur dont le nom figure 15 sur la liste des électeurs d'une section de vote pour une élection et qui, entre la date de l'énumération et le jour du scrutin,

Changement de  
demeure

(a) changes his dwelling place from 20 that polling division to another polling division in the same electoral district, or  
(b) takes up temporary residence for purposes of employment or education in another polling division in the same 25 electoral district, where the electoral district appears on the list in Schedule III,

a) change de demeure et va demeurer dans une autre section de vote de la 20 même circonscription électorale ou,  
b) à des fins d'emploi ou d'éducation, établit temporairement sa résidence dans une autre section de vote de la même circonscription électorale, lorsque 25 cette circonscription figure sur la liste de l'annexe III,

may, at any time until ten o'clock in the evening of the last Friday preceding poll- 30 ing day, apply, in the prescribed form, to the returning officer for the electoral district in which he is qualified to vote for a transfer certificate to vote at the other polling division. 35

peut, n'importe quand mais au plus tard à 22 heures le dernier vendredi précédant le jour du scrutin, demander, selon la for- 30 mule prescrite, au président d'élection de la circonscription électorale dans laquelle il est habile à voter, un certificat de transfert l'autorisant à voter dans une autre section de vote. 35

Application for  
transfer  
certificate

(7.02) An application made pursuant to subsection (7.01) shall be signed by the elector and delivered by him personally to the returning officer referred to in subsection (7.1) or to the deputy returning offi- 40 cer for the polling division in which he is applying to vote.

(7.02) Une demande faite conformé- ment au paragraphe (7.01) doit être signée par l'électeur et par lui personnellement remise au président d'élection mentionné au paragraphe (7.1) ou au scrutateur de la 40 section de vote dans laquelle il demande à voter.

Demande de  
certificat de  
transfert

Issue of  
transfer  
certificate

(7.03) Where a returning officer or deputy returning officer referred to in subsection (7.02) receives an application for a 45 transfer certificate from an elector in accordance with that subsection, he shall, after satisfying himself that

(7.03) Lorsqu'un président d'élection ou un scrutateur visé au paragraphe (7.02) est saisi d'une demande de certificat de 45 transfert en conformité de ce paragraphe, il doit, s'il est convaincu

Délivrance de  
certificat de  
transfert

*Clause 3:* New. The purpose of this amendment, which adds the underlined words, is to widen the franchise to ensure that everyone who is entitled to vote is able to vote, and is not prevented from casting his ballot by reason of a change of residence from one polling division to another during the election period.

*Article 3 du bill.* — Nouveau. Cette modification, qui ajoute les mots soulignés, vise à élargir la possibilité de voter pour assurer que quiconque en a le droit puisse voter sans en être empêché du fait d'un changement de demeure d'une section à une autre section de vote pendant la période électorale.

(a) the elector's name appears on the list of electors referred to in subsection (7.01), and

(b) the elector will, as of polling day at the election, reside in another polling division in the same electoral district for the reasons described in that subsection, complete and issue a transfer certificate, in the prescribed form, entitling the elector to vote in the latter polling division.” 10

a) que le nom de l'électeur figure sur la liste électorale visée au paragraphe (7.01), et

b) que l'électeur résidera, le jour du scrutin de l'élection, dans une autre section de vote de la même circonscription électorale pour les raisons indiquées dans ce paragraphe, remplir et émettre un certificat de transfert, en la forme prescrite, autorisant l'électeur à voter dans cette autre section de vote.» 5

(2) All that portion of subsection 43(8) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Toute la partie du paragraphe 43(8) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par la suivante: 15

Signing,  
numbering and  
recording

“(8) The returning officer, election clerk or deputy returning officer by whom any transfer certificate is issued shall” 15

«(8) Le président d'élection, le secrétaire d'élection ou le scrutateur qui délivre un certificat de transfert doit»

Signature,  
numérotage et  
inscription

(3) Paragraph 43(9)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 20

(3) L'alinéa 43(9)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant: 20

“(a) in the case of a voter who holds a transfer certificate issued to him under subsection (7.03) or (7.3), that the voter is the holder of such a certificate; and”

«a) le cas échéant, que le votant est détenteur d'un certificat de transfert délivré en vertu du paragraphe (7.03) ou (7.3); et»

4. (1) Subsection 46(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. (1) Le paragraphe 46(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant: 25

Appointment of  
proxy voters

“46. (1) Where an elector whose name appears on the list of electors for a polling division at an election is qualified to vote in the polling division at the election and has reason to believe that he will be unable to vote in the polling division at the election, during the hours for voting on the ordinary polling day and on the days fixed for the advance poll and for the taking of votes in the office of the returning officer by reason of

«46. (1) Lorsqu'un électeur, dont le nom figure sur la liste des électeurs d'une section de vote à une élection, est habile à voter dans la section de vote à l'élection et qu'il a des motifs de croire qu'il sera incapable de voter dans la section de vote à l'élection, durant les heures de vote le jour ordinaire du scrutin ou les jours fixés comme jours de scrutin spécial ou pour voter dans le bureau du président d'élection, en raison de

Nomination  
d'électeurs  
mandataires

(a) his absence from the electoral district, or 40

a) son absence de la circonscription électorale, ou

(b) his illness or physical incapacity, he may, in the prescribed form, appoint another elector whose name appears on the list of electors for any polling division in the same electoral district and who is qualified to vote in that polling division, to

b) sa maladie ou son incapacité physique, 40

il peut, selon la formule de procuration prescrite, nommer un autre électeur dont le nom figure sur la liste des électeurs d'une section de vote de la même circonscription 45



*Clause 4:* This amendment would make proxy votes available to anyone who is unable to vote in his constituency because of absence from the constituency during the whole of the period that votes can be taken at an advance poll or on the regular polling day. While the granting of proxy certificates would be kept under reasonable control, certificates would be available to all who needed them to participate in the democratic process when prevented from voting in person.

(1) Subsection 46(1) at present reads as follows:

“46. (1) Where an elector whose name appears on the list of electors for a polling division at an election is qualified to vote in the polling division at the election and has reason to believe that he will be unable to vote in the polling division at the election, during the hours for voting on the ordinary polling day and on the days fixed for the advance poll and for the taking of votes in the office of the returning officer by reason of

(a) *his absence from the polling division in the course of his employment as a fisherman, mariner, member of an aircrew, member of a forestry crew, member of a topographical survey crew, prospector or trapper,*

(b) *his illness or physical incapacity, or*

(c) *his absence from the polling division while a full-time student duly registered at a recognized educational institution in Canada during an academic term,*

*Article 4 du bill.* — Cette modification permettrait de voter par procuration à quiconque ne peut voter dans sa circonscription du fait de son absence de la circonscription pendant toute la période des jours de scrutin spécial ou le jour ordinaire du scrutin. Bien que l'attribution de certificats de procuration aurait lieu sous contrôle raisonnable, pourraient en obtenir tous ceux qui en auraient besoin pour participer à l'élection lorsqu'ils ne peuvent voter en personne.

(1) Voici le texte actuel du paragraphe 46(1):

«46. (1) Lorsqu'un électeur, dont le nom figure sur la liste des électeurs d'une section de vote à une élection, est habile à voter dans la section de vote à l'élection et qu'il a des motifs de croire qu'il sera incapable de voter dans la section de vote à l'élection, durant les heures de vote le jour ordinaire du scrutin ou les jours fixés comme jours de scrutin spécial ou pour voter dans le bureau du président d'élection, en raison de

a) *son absence de la section de vote pendant l'exercice de ses fonctions comme pêcheur, marin, membre de l'équipage d'un avion, membre d'une équipe de forestiers, membre d'une équipe topographique, prospecteur ou trappeur,*

b) *sa maladie ou de son incapacité physique, ou de*

c) *son absence de la section de vote, alors qu'il est un étudiant à plein temps régulièrement inscrit au Canada à une institution d'enseignement reconnue, durant l'année scolaire,*



be his proxy voter to vote for and in place of him at the election."

(2) Paragraphs 46(3)(c) and (d) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(c) is satisfied that

- (i) the elector is entitled to appoint a proxy voter under subsection (1),
- (ii) the name of the elector appears on the list of electors prepared during the election for the polling division in which the elector is qualified to vote,
- (iii) the name of the proxy voter appears on the list of electors prepared during the election for a polling division in the same electoral district,
- (iv) a proxy certificate has not been issued by him during the election to any other person to act as a proxy voter for the elector, and
- (v) the proxy voter has not previously been appointed during the election to be a proxy voter for any other elector,"

(3) Paragraph 46(4)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) where possible, transmit a copy of the certificate to the deputy returning officers for the polling divisions in which the elector and the proxy voter, respectively, are qualified to vote; and"

(4) All that portion of subsection 46(8) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(8) Where, on the ordinary polling day, a proxy voter appointed in accordance with this section delivers to the deputy returning officer for the polling division in which he is qualified to vote a proxy certificate issued under this section and takes the oath set out under that certificate in

cription électorale et qui est habile à voter dans cette section de vote, comme son mandataire, pour voter à sa place à l'élection.»

(2) Les alinéas 46(3)c) et d) de ladite loi sont abrogés et remplacés par le suivant:

«c) est assuré

- (i) que l'électeur a le droit de nommer un mandataire en vertu du paragraphe (1),
- (ii) que le nom de l'électeur figure sur la liste des électeurs dressée, durant l'élection, pour la section de vote dans laquelle l'électeur est habile à voter,
- (iii) que le nom du mandataire figure sur la liste des électeurs dressée, durant l'élection, pour une section de vote de la même circonscription électorale,
- (iv) qu'il n'a pas délivré un certificat de procuration, durant l'élection, en faveur d'une autre personne pour qu'elle agisse en qualité de mandataire de cet électeur, et
- (v) que le mandataire n'a pas déjà été nommé, durant l'élection, pour agir en qualité de mandataire d'un autre électeur.»

(3) L'alinéa 46(4)b) de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant:

«b) si possible, transmettre un exemplaire du certificat aux scrutateurs des sections de vote dans lesquelles l'électeur et le mandataire sont, respectivement habiles à voter; et»

(4) Toute la partie du paragraphe 46(8) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par la suivante:

«(8) Lorsque, le jour ordinaire du scrutin, un mandataire nommé conformément au présent article remet, au scrutateur de la section de vote dans laquelle il est habile à voter, un certificat de procuration délivré en vertu du présent article et qu'il prête le serment énoncé au dessous de ce certificat,

he may, in the prescribed form, appoint another elector whose name appears on *that* list of electors and is qualified to vote in *the* polling division at the election to be his proxy voter to vote for and in place of him at the election.”

(2) Paragraphs 46(3)(c) and (d) at present read as follows:

“(c) *in the case of an elector referred to in paragraph (1)(c), receives a statement completed by the registrar of a recognized educational institution in Canada stating that the elector is a full-time student duly registered at that educational institution, and*

(d) is satisfied that

- (i) the elector is entitled to appoint a proxy voter under subsection (1),
- (ii) the *names* of the elector *and proxy voter both appear* on the list of electors prepared during the election for *the* polling division in which the elector is qualified to vote,
- (iii) a proxy certificate has not been issued by him during the election to any other person to act as a proxy voter for the elector, and
- (iv) the proxy voter has not previously been appointed during the election to be a proxy voter for any other elector.”

il peut, selon la formule de procuration prescrite, nommer un autre électeur, dont le nom figure sur *cette* liste des électeurs et qui est habile à voter dans *la* section de vote à l'élection, comme son mandataire, pour voter à sa place à l'élection.»

(2) Voici le texte actuel des alinéas 46(3)c) et d):

«c) *dans le cas d'un électeur mentionné à l'alinéa (1)c), reçoit une déclaration établie par le secrétaire d'une institution d'enseignement reconnue attestant que l'électeur est un étudiant à plein temps régulièrement inscrit au Canada à cette institution d'enseignement, et*

d) est assuré

- (i) que l'électeur a le droit de nommer un mandataire en vertu du paragraphe (1),
- (ii) que le nom de l'électeur *et celui du mandataire figurent tous deux* sur la liste des électeurs dressée, durant l'élection, pour la section de vote dans laquelle l'électeur est habile à voter,
- (iii) qu'il n'a pas délivré un certificat de procuration, durant l'élection, en faveur d'une autre personne pour qu'elle agisse en qualité de mandataire pour cet électeur, et
- (iv) que le mandataire n'a pas déjà été nommé, durant l'élection, pour agir en qualité de mandataire d'un autre électeur.»

(3) This subclause would add the underlined words.

(3) Ce paragraphe ajouterait les mots soulignés.

(4) The relevant portion of subsection 46(8) at present reads as follows:

“(8) Where, on the ordinary polling day, a proxy voter appointed in accordance with this section delivers to the deputy returning officer for the polling division in which he *and the elector who appointed him to be his proxy voter are* qualified to vote a proxy certificate issued under this section and takes the oath set out under that certificate in the form of proxy certificate prescribed pursuant to subsection (3),”

(4) Voici le texte actuel de la partie pertinente du paragraphe 46(8):

«(8) Lorsque, le jour ordinaire du scrutin, un mandataire nommé conformément au présent article remet au scrutateur de la section de vote dans laquelle l'électeur dont il est le mandataire désigné et lui-même sont habiles à voter, un certificat de procuration délivré en vertu du présent article, et qu'il prête le serment énoncé au-dessous de ce certificat, selon la formule de certificat de procuration prescrite en vertu du paragraphe (3),»

the form of proxy certificate prescribed pursuant to subsection (3).”

(5) All that portion of subsection 46(9) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“an elector who has appointed a proxy voter pursuant to subsection (1) and the proxy voter so appointed by him are unable, because of distance, to apply in 10 person pursuant to subsection (2) for a proxy certificate, the deputy returning officer for the polling division in which the proxy voter is qualified to vote may, for the purposes of subsection (8), accept an 15 appointment under oath in the proxy form prescribed pursuant to subsection (1) in place of a proxy certificate.”

5. Section 101 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“101. In an electoral district in which two or more local times are observed, the hours of the day for every operation prescribed by this Act, other than the holding of the poll on polling day, shall be determined by the returning officer with the approval of the Chief Electoral Officer, and such hours, after a notice to that effect has been published in the proclamation in Form 2, shall be uniform throughout the electoral district.”

6. The long title of the *Special Voting Rules* contained in Schedule II to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“RULES TO ENABLE CANADIAN FORCES ELECTORS, PUBLIC SERVICE ELECTORS, SPECIAL EXTERNAL ELECTORS AND VETERAN ELECTORS TO EXERCISE THEIR FRANCHISE AT A GENERAL 40 ELECTION”

7. (1) The definition “coordinating officer” in section 2 of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

selon la formule de certificat de procuration prescrite conformément au paragraphe (3).»

(5) Toute la partie du paragraphe 46(9) de ladite loi qui suit l’alinéa b) est abrogée et 5 remplacée par la suivante:

«un électeur qui a nommé un mandataire en vertu du paragraphe (1) et le mandataire qu’il a ainsi nommé sont incapables, en raison de la distance, de se 10 présenter en personne, conformément au paragraphe (2), pour obtenir un certificat de procuration, le scrutateur du bureau de scrutin où le mandataire est habile à voter peut, aux fins du paragraphe (8), accepter 15 une nomination sous serment, selon la formule de procuration prescrite en vertu du paragraphe (1) à la place d’un certificat de procuration.»

5. L’article 101 de ladite loi est abrogé et 20 remplacé par le suivant:

«101. Lorsque l’heure locale n’est pas la même dans toutes les parties d’une circonscription, le président d’élection fixe les heures du jour pour chaque opération prescrite par la présente loi, sauf pour la tenue du scrutin le jour du scrutin, avec l’approbation du directeur général des élections, et ces heures, après qu’un avis à cet effet a été publié dans la proclamation selon la 30 formule 2, doivent être uniformes dans toute la circonscription.»

6. Le titre intégral des *Règles électorales spéciales* énoncé à l’annexe II de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant: 35

«RÈGLES POUR PERMETTRE AUX ÉLECTEURS DES FORCES CANADIENNES, AUX ÉLECTEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE, AUX ÉLECTEURS SPÉCIAUX À L’ÉTRANGER ET AUX ÉLECTEURS 40 ANCIENS COMBATTANTS D’EXERCER LEUR DROIT DE VOTE À UNE ÉLECTION GÉNÉRALE»

7. (1) La définition de «officier coordonnateur», à l’article 2 desdites règles est abrogée et remplacée par la suivante: 45

When polls lie  
in two time  
zones

Circonscription  
divisée quant à  
l’heure locale



(5) Subsection 46(9) at present reads as follows:

“(9) Where, in any rural polling division,

(a) in an electoral district specified in Schedule III, or

(b) designated by the Chief Electoral Officer pursuant to subsection (10),

an elector who has appointed a proxy voter pursuant to subsection (1) and the proxy voter so appointed by him are unable, because of distance, to apply in person pursuant to subsection (2) for a proxy certificate, the deputy returning officer for the polling division in which the *elector and proxy voter are* qualified to vote may, for the purposes of subsection (8), accept an appointment under oath in the proxy form prescribed pursuant to subsection (1) in place of a proxy certificate.”

*Clause 5:* This amendment, which adds the underlined words, is consequential on the amendment proposed in clause 2.

*Clause 6:* This amendment, which adds the underlined words, is consequential on the addition of Part IIIA to the *Special Voting Rules* as proposed in clause 8.

*Clause 7:* The amendment proposed in subclause (1) corrects an omission arising through inadvertence in a previous amending Act. The remaining amendments, which

(5) Voici le texte actuel du paragraphe 46(9):

«(9) Lorsque, dans une section rurale

a) comprise dans une circonscription mentionnée à l'annexe III, ou

b) désignée par le directeur général des élections en application du paragraphe (10),

un électeur qui a nommé un mandataire en vertu du paragraphe (1) et le mandataire qu'il a ainsi nommé sont incapables, en raison de la distance, de se présenter en personne, conformément au paragraphe (2), pour obtenir un certificat de procuration, le scrutateur du bureau de scrutin où *l'électeur et son mandataire sont habiles* à voter peut, aux fins du paragraphe (8), accepter une nomination sous serment, selon la formule de procuration prescrite en vertu du paragraphe (1) à la place d'un certificat de procuration.»

*Article 5 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés, découle de celle que propose l'article 2 du bill.

*Article 6 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés, découle de l'insertion de la Partie IIIA dans les *Règles électorales spéciales* que propose l'article 8 du bill.

*Article 7 du bill.* — La modification proposée au paragraphe (1) corrige une omission faite par inadvertance dans une loi d'une session antérieure. Les autres modifications,

"coordinating officer"  
«officier coordonnateur»

"“coordinating officer” means an officer designated by the Minister of National Defence or the Secretary of State for External Affairs pursuant to section 36.1 or by the Minister of Veterans Affairs pursuant to section 57.1;"

« «officier coordonnateur» désigne un officier désigné par le ministre de la Défense nationale ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en conformité de l'article 36.1 ou par le ministre des Affaires des anciens combattants en conformité de l'article 57.1;»

«officier coordonnateur»  
"coordinating officer"

(2) The definition "dependant" in section 2 of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

(2) La définition de «personne à charge», à l'article 2 desdites Règles, est abrogée et remplacée par la suivante:

"dependant"  
«personne à charge»

"“dependant” means a spouse or relative by blood or marriage of a Canadian Forces elector, Public Service elector or Special External elector who ordinarily resides with the elector;"

« «personne à charge» désigne un conjoint ou un parent, par les liens du sang ou du mariage, d'un électeur des Forces canadiennes, d'un électeur de la Fonction publique ou d'un électeur spécial à l'étranger qui réside ordinairement avec l'électeur;»

«personne à charge»  
"dependant"

(3) The definition "dependant elector" in the section 2 of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

(3) La définition d'«électeur à charge», à l'article 2 desdites règles, est abrogée et remplacée par la suivante: suit:

"dependant elector"  
«électeur à charge»

"“dependant elector” means, except where otherwise specified, a dependant of a Canadian Forces elector, Public Service elector or Special External elector who is qualified and entitled, under section 22, 30 or 35.3, to vote under these Rules;"

« «électeur à charge» désigne, sauf indication contraire, une personne à la charge d'un électeur des Forces canadiennes, d'un électeur de la Fonction publique ou d'un électeur spécial à l'étranger qui est habile à voter et qui a le droit, en vertu de l'article 22, 30 ou 35.3 de voter selon les présentes règles;»

«électeur à charge»  
"dependant elector"

(4) The definition "elector" in the section 2 of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

(4) La définition d'«électeur», à l'article 2 desdites règles, est abrogée et remplacée par la suivante:

"elector"  
«électeur»

"“elector” means, except where otherwise specified, a Canadian Forces elector, a Public Service elector, a Special External elector and a Veteran elector;"

« «électeur» désigne, sauf indication contraire, un électeur des Forces canadiennes, un électeur de la Fonction publique, un électeur spécial à l'étranger et un électeur ancien combattant;»

«électeur»  
"elector"

(5) Section 2 of the said Rules is further amended by inserting therein, immediately after the definition "scrutineer", the following definition:

(5) L'article 2 desdites règles est en outre modifié par l'insertion, à la suite de la définition d'«électeur des Forces canadiennes», de la définition suivante:

"Special External elector"  
«électeur spécial...»

"“Special External elector” means a person who is qualified and entitled, under section 35.2, to vote under these Rules;"

«électeur spécial à l'étranger» désigne une personne qui est habile à voter et qui a le droit, en vertu de l'article 35.2, de voter selon les présentes règles;»

«électeur spécial à l'étranger»  
"Special..."

8. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 35 thereof, the following Part:

8. Lesdites règles sont en outre modifiées par l'insertion, à la suite de l'article 35, de la Partie suivante:



add the underlined words, are consequential on the amendment proposed in clause 8.

qui ajoutent les mots soulignés, découlent de la modification proposée par l'article 8 du bill.

*Clause 8:* The purpose of this amendment, which would add Part IIIA to the *Special Voting Rules*, is to extend the franchise to all those whose employment necessitates their

*Article 8 du bill.* — Cette modification, qui ajouterait la Partie IIIA aux *Règles électorales spéciales*, a pour objet d'étendre la possibilité de voter à tous ceux que leur emploi

## "PART IIIA

QUALIFICATIONS, ENTITLEMENT  
TO VOTE AND STATEMENTS OF  
ORDINARY RESIDENCE OF SPE-  
CIAL EXTERNAL ELECTORS AND  
THEIR DEPENDANT ELECTORS 5

*Application*

Application

**35.1** This Part applies only in respect of Special External electors and dependant electors who are dependants of Special External electors.

*Qualifications and Entitlement to Vote*Special  
External  
electors

**35.2** Every person who is qualified under 10 the Act as an elector and who

- (a) is residing outside Canada for the purpose of full-time employment,
- (b) at the date of issue of the writs for a general election has been continuously 15 resident outside Canada for a period of less than five years, and
- (c) is not entitled to vote under Part II or III of these Rules,

is a Special External elector and entitled 20 to vote under these Rules at that general election.

Dependant  
electors

**35.3** A dependant of a Special External elector who

- (a) is qualified under the Act as an 25 elector,
- (b) is residing with the elector during a period of employment of the elector outside Canada, and
- (c) is not a Special External elector, 30 Public Service elector or Canadian Forces elector,

is a dependant elector and is entitled to vote under these Rules.

*Limitations on Entitlement to Vote*Disqualifica-  
tions

**35.4** Notwithstanding anything in these 35 Rules, a Special External elector or dependant elector who is subject to any disqualification set out in subsection 14(4) of the Act is disqualified from voting under these Rules.

## «PARTIE IIIA

QUALITÉS REQUISES, DROIT DE  
VOTE ET DÉCLARATIONS DE  
RÉSIDENCE ORDINAIRE DES  
ÉLECTEURS SPÉCIAUX À  
L'ÉTRANGER ET DE LEURS 5  
ÉLECTEURS À CHARGE

*Application*

Application

**35.1** La présente Partie s'applique unique-  
ment aux électeurs spéciaux à l'étranger et  
aux électeurs à charge qui sont des personnes  
à la charge d'électeurs spéciaux à l'étranger. 10

*Qualités requises et droit de vote*Électeurs  
spéciaux à  
l'étranger

**35.2** Chaque personne qui a qualité d'élec-  
teur aux termes de la présente loi et qui

- a) réside à l'étranger à des fins d'emploi  
à plein temps,
- b) à la date de l'émission des brefs 15  
d'une élection générale a résidé conti-  
nuellement à l'étranger pendant une  
période de moins de cinq ans, et
- c) n'est pas habile à voter selon la  
Partie II ou III des présentes règles, 20

est un électeur spécial à l'étranger et est  
habile à voter selon les présentes règles à  
cette élection générale.

**35.3** Une personne à la charge d'un élec-  
teur spécial à l'étranger qui 25

Électeurs à  
charge

- a) a qualité d'électeur aux termes de la  
présente loi,
- b) réside avec l'électeur alors que celui  
ci est employé à l'étranger, et
- c) n'est ni un électeur spécial à l'étran- 30  
ger, ni un électeur de la Fonction publi-  
que, ni un électeur des Forces canadien-  
nes

est un électeur à charge et a le droit de  
voter en vertu des présentes règles. 35

*Restrictions du droit de vote*

Incapacités

**35.4** Nonobstant toute autre disposition  
des présentes règles, un électeur spécial à  
l'étranger ou un électeur à charge qui est  
frappé d'une incapacité prévue au paragra-

temporary residence outside Canada. This would not include study outside Canada, except when incidental to the elector's employment or in the case of an elector's dependants. A limitation of 5 years would apply to the elector's eligibility, as beyond that period it is likely that his contact with Canadian public affairs would be extremely limited, and the employment would take on more of a permanent than a temporary nature.

Canadian consular offices would provide a type of pre-registration similar to that already provided for electors posted abroad in the Canadian Forces and Public Service. Voters' home constituencies could be established in advance by statements of ordinary residence completed at the time of arrival at the place of external employment.

oblige à résider temporairement à l'étranger. Cela ne couvrirait pas la résidence à l'étranger à des fins d'études sauf lorsque celles-ci découlent de l'emploi de l'électeur ou dans le cas des personnes à la charge de l'électeur. L'admissibilité serait limitée à 5 ans car, au-delà de cette durée, la participation de l'électeur aux affaires publiques canadiennes serait probablement très réduite et son emploi serait alors plutôt permanent que temporaire.

Les services consulaires du Canada fourniraient une formule de préinscription analogue à celle déjà fournie dans les Forces canadiennes et la Fonction publique pour les électeurs en poste à l'étranger. Les circonscriptions des votants pourraient être déterminées par des déclarations de résidence ordinaire remplies au moment de leur arrivée au lieu de leur travail à l'étranger.

Statements and  
declarations of  
ordinary  
residence

**35.5** Notwithstanding section 35.2, a Special External elector is not entitled to vote under these Rules unless he completes

- (a) a statement of ordinary residence pursuant to section 35.8 or subparagraph 44(2)(d)(iii); and
- (b) a declaration as described in subsections 44(1) and (2).

Idem

**35.6** Notwithstanding section 35.3, a dependant elector is not entitled to vote under these Rules unless

- (a) the Special External elector of whom the dependant elector is a dependant has completed a statement of ordinary residence pursuant to section 35.8 or subparagraph 44(2)(d)(iii); and
- (b) the dependant elector completes a declaration as described in subsections 44(3) and (4).

Voting limited  
to electoral  
district of  
ordinary  
residence

**35.7** A Special External elector and a dependant elector who is a dependant of a Special External elector are, respectively, entitled to vote under these Rules only for a candidate for election at a general election in the electoral district in which is situated the place of ordinary residence of the Special External elector as shown on the statement of ordinary residence made by that elector under section 35.8 or subparagraph 44(2)(d)(iii).

#### *Statements of Ordinary Residence*

Ordinary  
residence of  
Special  
External elector

**35.8** (1) A person who becomes a Special External elector by reason of temporary employment outside Canada or upon the coming into force of this Part may

- (a) within two months of his arrival at his place of employment outside Canada, or
- (b) within two months from the day this Part comes into force,

as the case may be, complete in triplicate, before a Canadian consul, consul-designate, or person authorized by a Canadian consul to receive statements of ordinary residence, a statement of ordinary resi-

phe 14(4) de la présente loi est inhabile à voter en vertu des présentes règles.

**35.5** Nonobstant l'article 35.2, un électeur spécial à l'étranger n'a pas le droit de voter en vertu des présentes règles, sauf s'il établit

- a) une déclaration de résidence ordinaire en conformité de l'article 35.8 ou du sous-alinéa 44(2)d)(iii); et
- b) la déclaration visée aux paragraphes 44(1) et (2).

Déclarations de  
résidence  
ordinaire

5

10

**35.6** Nonobstant l'article 35.3, un électeur à charge n'a pas le droit de voter en vertu des présentes règles, sauf

- a) si l'électeur spécial à l'étranger dont il est une personne à charge a établi une déclaration de résidence ordinaire en conformité de l'article 35.8 ou du sous-alinéa 44(2)d)(iii); et
- b) si l'électeur à charge établit la déclaration visée aux paragraphes 44(3) et (4).

Idem

15

20

**35.7** Un électeur spécial à l'étranger et un électeur à charge qui est une personne à sa charge ont respectivement le droit de voter en vertu des présentes règles uniquement à une élection générale pour un candidat dans la circonscription où est situé le lieu de résidence ordinaire de l'électeur spécial à l'étranger comme l'indique la déclaration de résidence ordinaire faite par cet électeur en vertu de l'article 35.8 ou du sous-alinéa 44(2)d)(iii).

Le vote est  
restreint à la  
circonscription  
de la résidence  
ordinaire

25

30

30 44(2)d)(iii).

#### *Déclarations de résidence ordinaire*

**35.8** (1) Une personne qui devient électeur spécial à l'étranger du fait d'un emploi temporaire à l'étranger ou à l'entrée en vigueur de la présente Partie peut

Résidence  
ordinaire d'un  
électeur spécial  
à l'étranger

35

- a) dans les deux mois de son arrivée au lieu de son emploi à l'étranger, ou
- b) dans les deux mois de la date d'entrée en vigueur de la présente Partie,

40

selon le cas, établir en triple exemplaire, devant un consul du Canada ou une personne en faisant fonction ou devant une personne autorisée par un consul du Canada à recevoir des déclarations de résidence ordinaire, une déclaration de rési-

45





	<p>dence in the prescribed form, indicating the city, town, village or other place in Canada, with street address, if any, and province, of</p> <p>(c) the place of his ordinary residence immediately prior to his departure from Canada, or</p> <p>(d) the residence of a person who is his spouse, dependant, relative or next of kin, and indicating the postal address of his current place of employment outside Canada.</p>	<p>dence ordinaire, selon la formule prescrite, indiquant la cité, la ville, le village ou autre lieu du Canada, avec l'adresse complète, s'il y en a, et la province,</p> <p>c) du lieu de sa résidence ordinaire immédiatement avant son départ du Canada, ou</p> <p>d) du lieu de résidence d'une personne qui est son conjoint, une personne à sa charge, un parent proche ou éloigné, et indiquant l'adresse postale du lieu de son emploi à l'étranger à ce moment-là.</p>	
Expiry of statement	<p>(2) The statement of ordinary residence of a Special External elector ceases to have effect upon the return of the Special External elector to Canada and, if he again resides outside Canada for purposes of employment, he may complete a new statement of ordinary residence pursuant to subsection (1).</p>	<p>(2) La déclaration de résidence ordinaire de l'électeur spécial à l'étranger cesse d'avoir effet dès le retour de cet électeur au Canada et, s'il va ensuite résider de nouveau à l'étranger à des fins d'emploi, il peut établir une nouvelle déclaration de résidence ordinaire conformément au paragraphe (1).</p>	Expiration de la validité de la déclaration
Forwarding to Chief Electoral Officer	<p>(3) All copies of a statement of ordinary residence completed pursuant to this section shall be sent to the Director General of Consular Services who shall forward all copies received by him to the Chief Electoral Officer.</p>	<p>(3) Tous les exemplaires d'une déclaration de résidence ordinaire établie en conformité du présent article doivent être transmis au directeur général des services consulaires qui doit expédier tous les exemplaires reçus au directeur général des élections.</p>	Envoi au directeur général des élections
Stamping of statements	<p>(4) Upon receipt pursuant to subsection (3) of the copies of a statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (1), the Chief Electoral Officer shall</p> <p>(a) cause them to be stamped with the name of the electoral district in which is situated the place of ordinary residence shown in the statement; and</p> <p>(b) return all copies of the statement to the Director General of Consular Services.</p>	<p>(4) Dès la réception, en conformité du paragraphe (3), des exemplaires d'une déclaration de résidence ordinaire, selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (1), le directeur général des élections doit</p> <p>a) les faire estampiller au nom de la circonscription où est situé le lieu de résidence ordinaire qui est inscrit dans la déclaration; et</p> <p>b) retourner tous les exemplaires de la déclaration au directeur général des services consulaires.</p>	Estampillage des déclarations
Distribution of copies	<p>(5) Upon receipt pursuant to subsection (4) of the copies of a statement of ordinary residence, the Director General of Consular Services shall</p> <p>(a) retain the original statement; and</p> <p>(b) send the duplicate and triplicate copies of the statement to the consulate at which the statement was completed.</p>	<p>(5) Dès la réception, en conformité du paragraphe (4), des exemplaires d'une déclaration de résidence ordinaire, le directeur général des services consulaires doit</p> <p>a) conserver l'original de la déclaration; et</p> <p>b) transmettre le double et le troisième exemplaire de la déclaration au consulat où elle a été établie.</p>	Acheminement des déclarations
Idem	<p>(6) Upon receipt of the duplicate and triplicate copies of a statement referred to in</p>	<p>(6) Sur réception du double et du troisième exemplaire d'une déclaration mention-</p>	Idem



subsection (5), the consul or other officer in charge of a consulate shall

- (a) retain the duplicate copy, and
- (b) forward the triplicate copy to the Special External elector.

Destruction of  
copies

(7) Where a Special External elector who has completed a statement of ordinary residence returns to Canada, he shall return the triplicate copy of the statement to the consulate where the statement was completed or otherwise inform the consulate of his return to Canada, and all copies of the statement shall be sent to the Director General of Consular Services who shall

- (a) destroy the duplicate and triplicate copies of the statement; and
- (b) retain the original statement for a period of one year.

Idem

(8) Where the triplicate copy of a statement of ordinary residence completed by a Special External elector is not returned to the consulate where it was completed within six years, the duplicate copy shall be returned to the Director General of Consular Services who shall destroy the original and the duplicate copy."

9. Section 36 of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

Application

"36. This Part applies only in respect of Canadian Forces electors, Public Service electors, Special External electors and dependant electors."

10. (1) Subparagraph 37(1)(b)(iii) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

"(iii) designate, for each territory, one or more Canadian Forces electors or Public Service electors to act as liaison officer in connection with the taking of the votes of electors and dependant electors, and"

(2) Paragraph 37(5)(b) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

née au paragraphe (5), le consul ou autre fonctionnaire en charge d'un consulat doit

- a) conserver le double de la déclaration; et

- b) transmettre le troisième exemplaire de la déclaration à l'électeur spécial à l'étranger.

Destruction des  
déclarations

(7) Lorsqu'un électeur spécial à l'étranger qui a établi une déclaration de résidence ordinaire revient au Canada, il doit renvoyer le troisième exemplaire de la déclaration au consulat où elle a été établie ou autrement informer le consulat de son retour au Canada, et tous les exemplaires de la déclaration doivent être envoyés au directeur général des services consulaires qui doit

- a) détruire le double et le troisième exemplaire de la déclaration; et
- b) conserver l'original de la déclaration pendant un an.

Idem

(8) Lorsque le troisième exemplaire d'une déclaration de résidence ordinaire établie par un électeur spécial à l'étranger n'est pas renvoyé au consulat où elle a été établie dans un délai de six ans, le double doit être renvoyé au directeur général des services consulaires qui doit détruire l'original et le double."

9. L'article 36 desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant:

"36. La présente Partie s'applique uniquement en ce qui concerne les électeurs des Forces canadiennes, les électeurs de la Fonction publique, les électeurs spéciaux à l'étranger et les électeurs à charge."

Application

10. (1) Le sous-alinéa 37(1)(b)(iii) desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant:

"(iii) désigner pour chacun des territoires de vote un ou plusieurs électeurs des Forces canadiennes ou de la Fonction publique pour remplir les fonctions d'agents de liaison pour le vote des électeurs et des électeurs à charge, et"

(2) L'alinéa 37(5)(b) desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant:

*Clause 9 to 17:* These amendments, which add the underlined words, are consequential on the addition of Part IIIA. Canadian voters resident abroad for employment purposes would be able to cast their ballot at any Canadian Consulate in their voting territory or, under the circumstances described in Rule 50, at any other Canadian Consulate.

*Articles 9 à 17 du bill.* — Ces modifications, qui ajoutent les mots soulignés, découlent de l'insertion de la Partie IIIA. Les électeurs canadiens résidant à l'étranger pour cause d'emploi pourraient voter dans tout consulat canadien situé dans leur territoire de vote ou, dans les conditions indiquées par la règle 50, dans tout autre consulat canadien.



“(b) 5 copies of lists of the Canadian Forces electors, Public Service electors or Special External electors, as applicable, whose statements of ordinary residence have been stamped as to electoral districts by the Chief Electoral Officer setting out the place of ordinary residence of each elector; and”

«b) 5 exemplaires des listes des électeurs des Forces canadiennes, des électeurs de la Fonction publique ou des électeurs spéciaux à l'étranger, selon le cas, dont la déclaration de résidence ordinaire a été estampillée au nom d'une circonscription par le directeur général des élections, indiquant le lieu de la résidence ordinaire de chaque électeur; et»

11. Subsections 38(5) and (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

11. Les paragraphes 38(5) et (6) de ladite loi sont abrogés et remplacés par les suivants:

Idem

“(4.1) The head of each post that is a Consulate in any voting territory shall provide Special External electors resident in that voting territory and their dependant electors with all facilities necessary to enable them to cast their votes in the manner set out in these Rules.

«(4.1) Le chef de chaque poste qui est un consulat dans un territoire de vote doit fournir aux électeurs spéciaux à l'étranger résidant dans ce territoire de vote et à leurs électeurs à charge toutes les facilités nécessaires pour leur permettre de voter de la manière énoncée dans les présentes règles.

Idem

Mobile voting places

(5) Each commanding officer and head of post may establish a mobile poll in any area for the purpose of taking the votes of Canadian Forces electors and their dependant electors, Public Service electors and their dependant electors or Special External electors and their dependant electors, as the case may be, who cannot conveniently reach the voting places established at his unit or post.

(5) Chaque commandant et chaque chef de poste peuvent établir un bureau mobile de vote dans une zone à l'intention des électeurs des Forces canadiennes, des électeurs de la Fonction publique ou des électeurs spéciaux à l'étranger et de leurs électeurs à charge respectifs, selon le cas, qui ne peuvent commodément se rendre aux lieux de vote établis pour son unité ou son poste.

Bureaux mobiles de vote

Idem

(6) A mobile poll shall remain in an area and be open for the taking of votes during such hours and on such days of the period of 6 days referred to in subsection (2) as the commanding officer or head of post deems necessary to give all Canadian Forces electors and their dependant electors, Public Service electors and their dependant electors or Special External electors and their dependant electors, as the case may be, in the area a reasonable opportunity to vote.”

(6) Un bureau mobile de vote doit demeurer dans une zone et être ouvert durant les heures et aux dates, au cours de la période de 6 jours mentionnée au paragraphe (2), que le commandant ou chef de poste estime nécessaires pour donner à tous les électeurs des Forces canadiennes, les électeurs de la Fonction publique ou les électeurs spéciaux à l'étranger et à leurs électeurs à charge respectifs, selon le cas, qui se trouvent dans la zone, une possibilité raisonnable de voter.»

Idem

12. Paragraph 40(1)(a) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

12. L'alinéa 40(1)a) desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant:

“(a) designate a sufficient number of Canadian Forces electors and Public Service electors as deputy returning officers to take the votes of electors serving

«a) désigner un nombre suffisant d'électeurs des Forces canadiennes et d'électeurs de la Fonction publique à titre de scrutateurs pour recevoir les votes des





in or attached to his unit or post and their dependant electors, and, in the case of a post that is a consulate, to take the votes of Special External electors resident in the voting territory in which the Consulate is situate and their dependant electors." 5

13. (1) Paragraph 44(2)(b) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor: 10

"(b) state the elector's name and Social Insurance Number and  
 (i) his unit, if he is a Canadian Forces elector,  
 (ii) the department or other portion 15 of the Public Service of Canada to which he belongs, if he is a Public Service elector, or  
 (iii) his employer and place of residence outside Canada, if he is a Spe- 20 cial External elector;"

(2) Paragraph 44(2)(d) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

"(d) state, 25  
 (i) if the elector's statement of ordinary residence is available for inspection and has been stamped as to electoral district pursuant to subsection 27(10), 35(5) or 35.8(4), the name of 30 his electoral district only,  
 (ii) if the elector's statement of ordinary residence is available has not been stamped as to electoral district pursuant to subsection 27(10), or 35 35(5) or 35.8(4), the place of his ordinary residence as indicated in that statement of ordinary residence, together with the electoral district in which the place of his ordinary resi- 40 dence is situated, as ascertained by him, or  
 (iii) if no statement of ordinary residence made by the elector is available for inspection, the place of his ordi- 45 nary residence and the electoral district in which the place of his ordinary residence is situated, as ascertained by him and shown in a statement,

électeurs en service ou en affectation dans son unité ou à son poste et de leurs électeurs à charge et, dans le cas d'un poste qui est un consulat, pour recevoir les votes des électeurs spéciaux à l'étran- 5 ger résidant dans le territoire de vote où se trouve le consulat et les votes de leurs électeurs à charge.

13. (1) L'alinéa 44(2)b) desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant: 10

«b) énoncer le nom et le numéro d'assurance sociale de l'électeur ainsi que  
 (i) son unité s'il est un électeur des Forces canadiennes,  
 (ii) le ministère, le département ou 15 l'autre partie de la Fonction publique du Canada dont il relève s'il est un électeur de la Fonction publique, ou  
 (iii) son employeur et son lieu de résidence à l'étranger s'il est un électeur 20 spécial à l'étranger;»

(2) L'alinéa 44(2)d) desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant:

«d) énoncer  
 (i) si la déclaration de résidence ordi- 25 naire de l'électeur est disponible aux fins d'inspection et a été estampillée quant à la circonscription en conformité du paragraphe 27(10), 35 (5) ou 35.8(4), le nom de sa circonscription 30 seulement;  
 (ii) si la déclaration de résidence ordinaire de l'électeur est disponible aux fins d'inspection mais n'a pas été estampillée quant à sa circonscription 35 en conformité du paragraphe 27(10), 35(5) ou 35.8(4), le lieu de sa résidence ordinaire comme l'indique cette déclaration de résidence ordinaire, ainsi que la circonscription dans 40 laquelle le lieu de sa résidence ordinaire est situé, comme il l'a déterminé, ou  
 (iii) si aucune déclaration de résidence ordinaire faite par l'électeur 45 n'est disponible aux fins d'inspection, le lieu de sa résidence ordinaire et la circonscription où est situé le lieu de



which shall be subscribed in triplicate before a deputy returning officer in

(A) the form prescribed pursuant to subsection 27(1), if the elector is a member of the regular force of the Canadian Forces,

(B) the form prescribed pursuant to subsection 27(5), if the elector is a member of the reserve force or the special force of the Canadian Forces,

(C) the form prescribed pursuant to subsection 35(1), if the elector is a Public Service elector, or

(D) the form prescribed pursuant to subsection 35.8(1), if the member is a Special External elector."

sa résidence ordinaire, comme il l'a déterminé et comme l'indique une déclaration qui doit être souscrite en triple exemplaire devant un scrutateur

(A) selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 27(1), si

l'électeur est un membre de la force régulière des Forces canadiennes,

(B) selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 27(5), si l'électeur est un membre de la force de réserve ou de la force spéciale des Forces canadiennes,

(C) selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 35(1), si l'électeur est un électeur de la Fonction publique, ou

(D) selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 35.8(1), si l'électeur est un électeur spécial à l'étranger.»

14. (1) Subparagraph 47(a)(iv) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) in a separate and clearly identified parcel, every statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection 27(1) or (5) or subsection 35(1) or 35.8(1) completed pursuant to subparagraph 44(2)(d)(iii); and”

14. (1) Le sous-alinéa 47a)(iv) desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant:

«(iv) dans un colis distinct et clairement identifié, chaque déclaration de résidence ordinaire selon la formule prescrite en vertu des paragraphes 27(1) ou (5) ou du paragraphe 35(1) ou 35.8(1) qui a été remplie conformément au sous-alinéa 44(2)d)(iii); 30 et»

(2) Subparagraph 47(b)(i) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

“(i) deal with and dispose of the originals and copies of the statements of ordinary residence subscribed pursuant to subparagraph 44(2)(d)(iii) and transmitted to him pursuant to paragraph (a) of this section in accordance with subsections 27(8) to 27(14), subsections 35(4) to 35(8) or subsections 35.8(3) to (8), as may be applicable, and”

(2) Le sous-alinéa 47b)(i) desdites règles est abrogé et remplacé par le suivant:

«(i) traiter les originaux et exemplaires des déclarations de résidence ordinaire souscrites conformément au sous-alinéa 44(2)d)(iii) et à lui transmises en application de l'alinéa a) du présent article et en disposer conformément aux paragraphes 27(8) à 27(14), aux paragraphes 35(4) à 35(8) ou aux paragraphes 35.8(3) à 35.8(8), selon le cas, et»

15. (1) All that portion of section 50 of the said Rules preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

15. (1) Toute la partie de l'article 50 desdites règles qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par la suivante:





Voting at  
alternative unit  
or post

“50. Where an elector is absent from his unit, post or place of employment while on duty, leave or furlough or a dependant elector is absent from the unit, post or place of employment where the elector of whom he is a dependant is serving, during a period fixed pursuant to subsection 38(2), the elector or dependant elector may”

(2) The said section is further amended by 10 adding thereto the following paragraph:

“(b.1) in the case of a Special External elector or a dependant elector who is a dependant of a Special External elector, at the voting place in any Canadian 15 Consulate,”

16. Paragraph 88(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e) makes any untrue declaration in 20 the statement of ordinary residence completed by him pursuant to section 27, 35 or 35.8 or subparagraph 44(2)(d)(iii),”

17. Subsection 95(1) of the said Rules is 25 repealed and the following substituted therefor:

“95. (1) Each coordinating officer and the Director General of Consular Services shall, during the first 2 weeks of October 30 in every year, except a year in which

(a) a general election is in progress at any time during those 2 weeks, or

(b) voting on the ordinary polling day at a general election took place less 35 than 2 months before the last day of September,

transmit to the Chief Electoral Officer in respect of each electoral district such number of copies as the Chief Electoral 40 Officer directs of a list of the Canadian Forces electors, Public Service electors or Special External electors, as the case may be, whose places of ordinary residence are in that electoral district.” 45

Coordinating  
officer to  
transmit list of  
electors

«50. Lorsqu'un électeur est absent de son unité, de son poste ou du lieu de son emploi alors qu'il est en service, en congé ou en permission ou lorsqu'un électeur à charge est absent de l'unité, du poste ou du lieu d'emploi où est en service l'électeur dont il est une personne à charge, pendant un délai fixé en conformité du paragraphe 38(2), l'électeur ou électeur à charge peut»

(2) Ledit article est en outre modifié par 10 l'insertion de l'alinéa suivant:

«b.1) dans le cas d'un électeur spécial à l'étranger ou d'un électeur à charge qui est une personne à la charge d'un électeur spécial à l'étranger, au lieu de vote 15 dans un consulat du Canada,»

16. L'alinéa 88e) de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant:

«e) qui fait une fausse déclaration dans la déclaration de résidence ordinaire 20 établie par lui en conformité de l'article 27, 35 ou 35.8 ou du sous-alinéa 44(2)d)(iii),»

17. Le paragraphe 95(1) de ladite loi est 25 abrogé et remplacé par le suivant:

«95. (1) Chaque agent coordonnateur et le directeur général des services consulaires, pour chaque circonscription, doivent transmettre au directeur général des élections au cours des 2 premières semaines 30 d'octobre de chaque année, le nombre d'exemplaires, prescrit par ce dernier, des listes des électeurs des Forces canadiennes, des électeurs de la Fonction publique ou des électeurs spéciaux à l'étranger, selon le 35 cas, dont le lieu de résidence ordinaire se trouve dans cette circonscription; cette disposition ne s'applique pas lorsque

a) ces 2 semaines coïncident au moins partiellement avec la tenue d'une élec- 40 tion générale, ou

b) le jour ordinaire de scrutin à une élection générale précède de moins de 2 mois le dernier jour de septembre.»

Vote dans une  
autre unité ou  
un autre poste

Transmission  
des listes des  
électeurs par  
l'agent  
coordonnateur











**C-238**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-238**

An Act to amend the Criminal Code  
(invasion of privacy)

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. BAKER (*Nepean—Carleton*)

**C-238**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-238**

Loi modifiant le Code criminel  
(intrusion dans la vie privée)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. BAKER (*Nepean—Carleton*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-238

## BILL C-238

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

(invasion of privacy)

(intrusion dans la vie privée)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. C-34;  
1973-74, c. 50;  
1976-77, c. 53  
Repeal

1. Subsections 178.12(2), (3) and (4) of the *Criminal Code* are repealed.

1. Les paragraphes 178.12(2), (3) et (4) 5 du *Code criminel* sont abrogés.

S.R., c. C-34;  
1973-74, c. 50;  
1976-77, c. 53  
Abrogation

2. Subsection 178.13(1.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le paragraphe 178.13(1.1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Where  
authorization  
not to be given

“(1.1) No authorization may be given to intercept a private communication at the office or residence of a solicitor, or at any other place ordinarily used by a solicitor and by other solicitors for the purpose of consultation with clients.

«(1.1) Le juge auquel est faite une demande d'autorisation en vue d'intercepter des communications privées au bureau 10 ou à la résidence d'un avocat, ou à tout autre endroit qui sert ordinairement à l'avocat ou à d'autres avocats pour la tenue de consultations avec des clients, doit refuser de l'accorder. 15

Obligation de  
refuser  
l'autorisation

Idem

(1.11) No authorization shall be given 15 to intercept a private communication of a candidate seeking election to the House of Commons of Canada during the period after the issue of the writ for an election until the candidate obtaining the highest 20 number of votes is returned as elected.”

(1.11) Le juge auquel est faite une demande d'autorisation en vue d'intercepter des communications privées d'un candidat à une élection à la Chambre des communes du Canada doit refuser de l'accorder si cette demande est faite durant la période subséquente à l'émission du bref d'élection jusqu'à ce que le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de votes ait été élu.» 25

Idem

3. Subsections 178.16 (1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

3. Les paragraphes 178.16 (1) à (3) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

## EXPLANATORY NOTES

*Clause 1:* Clause 1 would exclude the possibility of obtaining, under present *Code* provisions, judicial permission to extend a wiretap authorization at the same time as the original authorization application is made, although such a possibility subsequent to the original authorization is not ruled out. (See clause 4.) Subsections 178.12(2), (3) and (4) at present read as follows:

“(2) An application for an authorization may be accompanied by an application, personally signed by the Attorney General of the province in which the application for the authorization is made or the Solicitor General of Canada if the application for the authorization is made by him or on his behalf, to substitute for the period mentioned in subsection 178.23(1) such longer period not exceeding three years as is set forth in the application.

(3) Where an application for an authorization is accompanied by an application referred to in subsection (2), the judge to whom the applications are made shall first consider the application referred to in subsection (2) and where, on the basis of the affidavit in support of the application the authorization and any other affidavit evidence submitted in support of the application referred to in subsection (2), the judge is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of such application, he shall fix a period, not exceeding three years, in substitution for the period mentioned in subsection 178.23(1).

(4) Where the judge to whom an application for an authorization and an application referred to in subsection (2) are made refuses to fix a period in substitution for the period mentioned in subsection 178.23(1) or where the judge fixes a period in substitution therefor that is less than the period set forth in the application referred to in subsection (2), the person appearing before the judge on the application for the authorization may withdraw the application for the authorization and thereupon the judge shall not proceed to consider the application for the authorization or to give the authorization and shall return to the person appearing before him on the application for the authorization both applications and all other material pertaining thereto.”

*Clause 2:* Under the present provisions of subsection 178.13(1.1) of the *Criminal Code*, a judge may grant an authorization to wiretap the telephones of a solicitor's office, his residence, or any other place used by him to consult with his clients or with other solicitors, if reasonable grounds exist to believe that the solicitor, any other solicitor in practice with him, any other person employed by him or any other such solicitor, or a member of the

## NOTES EXPLICATIVES

*Article 1 du bill.* — L'article 1 du bill supprimerait la possibilité d'obtenir, comme le permettent les dispositions actuelles du *Code*, la permission judiciaire de prolonger la période couverte par l'autorisation d'interception au moment même où l'on fait la demande d'autorisation originale, sans supprimer une telle possibilité après l'octroi de cette autorisation. (Voir l'article 4 du bill.) Voici le texte actuel des paragraphes 178.12 (2), (3) et (4):

«(2) La demande d'autorisation peut être accompagnée d'une autre demande, signée personnellement par le procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, visant à faire remplacer la période prévue au paragraphe 178.23(1) par une période d'au plus trois ans, tel qu'indiqué dans la demande.

(3) Le juge auquel sont présentées la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) doit premièrement considérer celle qui est visée au paragraphe (2) et, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée qui appuie la demande visée au paragraphe (2), que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette demande, il doit fixer une autre période d'une durée maximale de trois ans, en remplacement de celle qui est prévue au paragraphe 178.23(1).

(4) Lorsque le juge auquel la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) sont présentées refuse de modifier la période prévue au paragraphe 178.23(1) ou fixe une autre période en remplacement de celle-ci plus courte que celle indiquée dans la demande mentionnée au paragraphe (2), la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation peut alors la retirer; le juge ne doit pas considérer la demande d'autorisation ni accorder l'autorisation et doit remettre à la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation les deux demandes et toutes les pièces et documents qui s'y rattachent.»

*Article 2 du bill.* — En vertu des dispositions actuelles du paragraphe 178.13(1.1) du *Code criminel*, un juge peut accorder l'autorisation d'intercepter les communications téléphoniques de l'étude d'un avocat, de sa résidence ou de tout autre lieu où il a des consultations avec ses clients ou avec d'autres avocats, s'il existe des motifs raisonnables de croire que l'avocat, un autre avocat qui exerce le droit avec lui, un de ses employés, un employé de cet autre avocat ou



Intercepted  
private  
communication  
admissibility

“**178.16** (1) A private communication that has been intercepted is inadmissible as evidence against any person unless

(a) the interception was lawfully made; or

(b) the person has expressly consented to the admission thereof; and

(c) section 178.23 has been complied with.

Inadmissibility  
of tainted  
evidence

(2) Evidence obtained directly or indirectly as a result of information acquired by interception of a private communication that is inadmissible pursuant to subsection (1) is inadmissible as evidence against any person.”

4. Section 178.23 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Written  
notification to  
be given

“**178.23** The Attorney General of the province in which an application for an authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf shall, within ninety days, or such other time that the judge who issued the authorization or a judge having the same jurisdiction may fix, next following the period for which the authorization was given, notify in writing the person who was the object of the interception pursuant to the authorization and shall, in a manner prescribed by regulations made by the Governor in Council, certify to the court that issued the authorization that such person has been so notified.”

5. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 178.13 thereof, the following:

Possession of  
intercepted  
information

“**178.24** Every one who, without lawful excuse, has in his possession information acquired by interception of a private communication more than two years after final judgment in the trial of the offence in respect of which the communication was intercepted, or more than two years after the interception thereof in the case of an interception that did not lead to prosecution, is guilty of an indictable offence and

«**178.16** (1) Une communication privée qui a été interceptée est inadmissible en preuve contre toute personne à moins

a) que l'interception n'ait été faite légalement, ou

b) que la personne n'ait expressément consenti à ce qu'elle soit admise en preuve, et

c) que l'article 178.23 n'ait été respecté.

(2) Des preuves découlant directement ou indirectement de l'interception d'une communication privée qui est inadmissible en vertu du paragraphe (1) sont inadmissibles contre quiconque.»

4. L'article 178.23 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«**178.23** Le procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, doit aviser par écrit, dans les quatre-vingt-dix jours, ou tout autre délai que fixe le juge qui a octroyé l'autorisation ou un juge de même compétence, qui suivent la période pour laquelle l'autorisation a été donnée, la personne qui a fait l'objet de l'interception en vertu de cette autorisation et doit, de la façon prescrite par règlement établi par le gouverneur en conseil, certifier au tribunal qui a octroyé l'autorisation que cette personne a été ainsi avisée.»

5. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 178.13, de ce qui suit:

«**178.24** Quiconque a, sans excuse légitime, des renseignements acquis par interception d'une communication privée en sa possession plus de deux ans après le jugement final du procès de l'infraction au sujet de laquelle la communication fut interceptée, ou plus de deux ans après l'interception lorsque cette dernière n'a pas mené à des poursuites, est coupable d'un acte criminel et passible d'une amende

Admissibilité en  
preuve des  
communica-  
tions privées

Inadmissibilité  
des preuves

Avis à donner  
par écrit

Possession de  
renseignements  
interceptés

solicitor's household has been or is about to become a party to an offence.

The purpose of clause 2 is to grant absolute immunity to communications made at the business, residential and other premises used by solicitors for private consultation with their clients and to communications of candidates for election to the House of Commons.

Subsection 178.13(1.1) at present reads as follows:

“(1.1) No authorization may be given to intercept a private communication at the office or residence of a solicitor, or at any other place ordinarily used by a solicitor and by other solicitors for the purpose of consultation with clients, *unless the judge to whom the application is made is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the solicitor, any other solicitor practising with him, any person employed by him or any other such solicitor or a member of the solicitor's household has been or is about to become a party to an offence.*”

*Clause 3:* The admissibility provisions under the present *Criminal Code* section 178.16 allow the reception in evidence of information obtained from an illegal interception of a private communication, if the judge at the proceedings determines that such evidence, although strictly inadmissible and therefore tainted, is relevant to an issue in the proceedings. Thus, all derivative evidence is allowed in by reason of the discretionary power given to the judge under this section.

Clause 3 of this Bill would establish a balanced exclusionary rule providing that only lawfully obtained evidence may be adduced as original evidence for the purposes of determining a fact at issue in proceedings. It would also insert a provision stipulating that the notification required under section 178.23 must be made before the information obtained from the interception can be adduced in evidence.

Subsections 178.16(1) to (3) at present read as follows:

“**178.16** (1) A private communication that has been intercepted is inadmissible as evidence against the *originator of the communication or the person intended by the originator to receive it* unless

(a) the interception was lawfully made; or

(b) *the originator thereof or the person intended by the originator to receive it* has expressly consented to the admission thereof;

*but evidence obtained directly or indirectly as a result of information acquired by interception of a private communication is not inadmissible by reason only that the private communication is itself inadmissible as evidence.*

(2) *Notwithstanding subsection (1), the judge or magistrate presiding at any proceedings may refuse to admit evidence obtained directly or indirectly as a result of information acquired by interception of a private communication that is itself inadmissible as evidence where he is of the opinion that the admission thereof would bring the administration of justice into disrepute.*

(3) *Where the judge or magistrate presiding at any proceedings is of the opinion that a private communication that, by virtue of subsection (1), is inadmissible as evidence in the proceedings*

*une personne qui habite sa résidence est partie à une infraction ou s'apprête à le devenir.*

L'article 2 du bill vise à assurer l'immunité absolue pour les communications qui ont lieu à l'étude, à la résidence ou en d'autres endroits dont les avocats se servent pour des consultations privées avec leurs clients et pour les communications des candidats aux élections à la Chambre des communes.

Voici le texte actuel du paragraphe 178.13(1.1):

«(1.1) Le juge auquel est faite une demande d'autorisation en vue d'intercepter des communications privées au bureau ou à la résidence d'un avocat, ou à tout autre endroit qui sert ordinairement à l'avocat ou à d'autres avocats pour la tenue de consultations avec des clients, doit refuser de l'accorder à moins qu'il ne soit convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'avocat, un autre avocat qui exerce le droit avec lui, un de ses employés, un employé de cet autre avocat ou une personne qui habite sa résidence est partie à l'infraction ou s'apprête à le devenir.»

*Article 3 du bill.* — Les dispositions relatives à l'admissibilité des preuves aux termes de l'actuel article 178.16 du *Code criminel* permettent d'admettre en preuve les renseignements obtenus grâce à l'interception illégale d'une communication privée si le juge du procès estime que ces preuves, bien qu'elles soient, strictement parlant, inadmissibles et donc viciées, concernent un des points en litige. Donc, toutes les preuves ainsi obtenues peuvent être admises en raison du pouvoir discrétionnaire accordé au juge par cet article.

L'article 3 du bill établirait une règle d'exclusion prévoyant que seules les preuves légalement obtenues peuvent être admises aux fins de déterminer un fait en litige. Il contient également une disposition stipulant que l'avis exigé par l'article 178.23 doit être donné avant que les renseignements obtenus grâce à l'interception puissent être reçus en preuve.

Voici le texte actuel des paragraphes 178.16(1) à (3):

«**178.16** (1) Une communication privée qui a été interceptée est inadmissible en preuve contre son auteur ou la personne à laquelle son auteur la destinait à moins

a) que l'interception n'ait été faite légalement, ou

b) que l'auteur de la communication privée ou la personne à laquelle son auteur la destinait n'ait expressément consenti à ce qu'elle soit admise en preuve,

*toutefois les preuves découlant directement ou indirectement de l'interception d'une communication privée ne sont pas inadmissibles du seul fait que celle-ci l'est.*

(2) *Par dérogation au paragraphe (1), le juge ou le magistrat qui préside à une instance quelconque peut refuser d'admettre en preuve des preuves découlant directement ou indirectement de l'interception d'une communication privée qui est elle-même inadmissible s'il est d'avis que leur admission en preuve ternirait l'image de la justice.*

(3) *Par dérogation au paragraphe (1), le juge ou magistrat qui préside à une instance quelconque peut déclarer admissible en preuve*



is liable to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for two years, or to both.”

n'excédant pas cinq mille dollars ou d'un emprisonnement de deux ans, ou de l'une et l'autre peine.»

(a) is relevant to a matter at issue in the proceedings, and  
 (b) is inadmissible as evidence therein by reason only of a defect of form or an irregularity in procedure, not being a substantive defect or irregularity, in the application for or the giving of the authorization under which such private communication was intercepted,  
 he may, notwithstanding subsection (1), admit such private communication as evidence in the proceedings.”

**Clause 4:** Clause 4 of this Bill re-instates the former provision of the *Criminal Code* requiring that a person who has been the object of electronic surveillance shall be notified of the fact within ninety days following the termination of such surveillance, or such other time that the judge who issued the authorization or a judge having the same jurisdiction may fix.

Section 178.23 at present reads as follows:

“**178.23** (1) The Attorney General of the province in which an application for an authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf shall, within ninety days next following the period for which the authorization was given or renewed or within such other period as is fixed pursuant to subsection 178.12(3) or subsection (4) of this section, notify in writing the person who was the object of the interception pursuant to the authorization and shall, in a manner prescribed by regulations made by the Governor in Council, certify to the court that issued the authorization that such person has been so notified.

(2) Subsection (1) does not apply in the case of a warrant issued under subsection 16(2) of the Official Secrets Act.

(3) At any time within the ninety day period mentioned in subsection (1) or any other period that is less than three years that was fixed by a judge pursuant to subsection 178.12(3) or substituted pursuant to this subsection in relation to a particular authorization, the Attorney General by or on whose behalf the application for the authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf may apply to a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a judge as defined in section 482 to substitute for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the other period so fixed or substituted, such longer period not exceeding three years as is set forth in the application.

(4) Where the judge to whom an application referred to in subsection (3) is made, on the basis of an affidavit submitted in support of the application, is satisfied that the investigation of the offence to which the authorization relates is continuing and is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of the application, he shall fix a period, not exceeding three years, in substitution for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the period fixed pursuant to subsection 178.12(3).

une communication privée qui serait irrecevable en vertu du paragraphe (1), s'il estime

a) qu'elle concerne un des points en litige; et

b) que l'irrecevabilité tient non pas au fond mais uniquement à un vice de forme ou de procédure dans la demande d'interception ou dans l'autorisation qui a été accordée à cet effet.»

**Article 4 du bill.** — L'article 4 de ce bill rétablit l'ancienne disposition du *Code criminel* qui exige qu'une personne qui a été soumise à une surveillance électronique en soit avisée dans les quatre-vingt-dix jours de la cessation de cette surveillance, ou tout autre délai que fixe le juge qui a octroyé l'autorisation ou un juge de même compétence.

Voici le texte actuel de l'article 178.23:

«**178.23** (1) Le procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, doit aviser par écrit, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la période pour laquelle l'autorisation a été donnée ou renouvelée ou au cours de toute autre période fixée en vertu du paragraphe 178.12(3) ou du paragraphe (4) du présent article, la personne qui a fait l'objet de l'interception en vertu de cette autorisation et doit, de la façon prescrite par règlement établi par le gouverneur en conseil, certifier au tribunal qui a octroyé l'autorisation que cette personne a été ainsi avisée.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'un mandat délivré en vertu du paragraphe 16(2) de la Loi sur les secrets officiels.

(3) A tout moment pendant la période de quatre-vingt-dix jours prévue au paragraphe (1) ou pendant toute autre période inférieure à trois ans fixée par un juge en vertu du paragraphe 178.12(3) ou fixée en remplacement en vertu de ce paragraphe au sujet d'une autorisation donnée, le procureur général qui a présenté ou au nom duquel a été présentée la demande ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, peut demander à un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou à un juge tel que défini à l'article 482, le remplacement de la période de quatre-vingt-dix jours mentionnée au paragraphe (1) ou de toute autre période ainsi fixée ou fixée en remplacement, par une autre période plus longue d'au plus trois ans, qu'il indique dans la demande.

(4) Le juge auquel une demande visée au paragraphe (3) est présentée doit, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée appuyant la demande, que l'enquête au sujet de l'infraction pour laquelle l'autorisation est demandée continue et que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette demande, fixer une autre période d'au plus trois ans, en remplacement de la période de quatre-vingt-dix jours visée au paragraphe (1) ou de celle fixée en vertu du paragraphe 178.12(3).



(5) *An application pursuant to subsection (3) shall be accompanied by an affidavit which may be sworn on the information and belief of a peace officer or public officer deposing to*

*(a) the facts relied on to justify the belief that an extension of the ninety day period mentioned in subsection (1) or any other period fixed or substituted therefor should be granted; and*

*(b) the number of instances, if any, on which an application has been made under that subsection in relation to the particular authorization and on which the application was withdrawn or the application was not granted, the date on which each such application was made and the name of the judge to whom each such application was made."*

*Clause 5:* There is at present no prohibition in the *Criminal Code*, or in any other Act of Parliament, against the retention in electronic data banks and elsewhere of information, obtained through wiretap authorizations, that is extraneous to the principal issue. The disposition of such records is not known, although the presumption generally exists that the material is destroyed after a case has been adjudicated. This amendment would require the destruction of such records within a period of two years following upon the determination of a case. It would not affect, of course, court transcripts of the particular proceedings, which are a matter of public record.

(5) *Une demande en vertu du paragraphe (3) doit être accompagnée d'une déclaration assermentée d'un agent de la paix ou d'un fonctionnaire public pouvant être faite sur la foi de renseignements tenus pour véridiques et déposant ce qui suit:*

*a) les faits sur lesquels le déclarant se fonde pour justifier qu'à son avis, il y a lieu d'accorder une prolongation de la période de quatre-vingt-dix jours mentionnée au paragraphe (1) ou toute autre période fixée ou fixée en remplacement; et*

*b) le nombre de cas, s'il y a lieu, où une demande a été faite en vertu de ce paragraphe au sujet de cette autorisation et où la demande a été retirée ou refusée, la date de chacune de ces demandes et le nom du juge auquel chacune a été présentée."*

*Article 5 du bill.* — Actuellement, il n'est interdit, ni par le *Code criminel*, ni par aucune autre loi du Parlement, de conserver dans des banques de données électroniques ou ailleurs les renseignements obtenus grâce à des autorisations d'écoute, même lorsqu'ils n'ont pas trait à l'affaire en cause. On ignore ce que deviennent les enregistrements, bien qu'en général on présume qu'ils sont détruits lorsque la cause a été jugée. Cette modification exigerait la destruction de ces enregistrements ou dossiers dans les deux ans du jugement de l'affaire. Cette disposition ne s'appliquerait évidemment pas aux transcriptions judiciaires des procédures, qui constituent des archives publiques.



















56  
**C-239**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-239**

An Act to amend the Public Service Staff Relations  
Act and the Canada Labour Code to provide for the  
establishment of sector bargaining

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-239**

Première Session, trente-deuxième Législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-239**

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la  
Fonction publique et le Code canadien du travail de  
manière à établir la négociation par secteur

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

MR. JELINEK

M. JELINEK

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-239

## BILL C-239

An Act to amend the Public Service Staff Relations Act and the Canada Labour Code to provide for the establishment of sector bargaining

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique et le Code canadien du travail de manière à établir la négociation par secteur

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Sector Bargaining Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre: *Loi sur la négociation par secteur*.

Titre abrégé

5

R.S., c. P-35

PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS ACT

LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS  
LA FONCTION PUBLIQUE

S.R., c. P-35

2. Section 2 of the *Public Service Staff Relations Act* is amended by adding thereto, immediately after the definition "bargaining agent", the following definition:

2. L'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* est modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «rémunération», de la définition suivante:

"bargaining sector"  
«secteur de négociation»

" "bargaining sector" means a group of 10 two or more bargaining units that is declared to constitute a bargaining sector pursuant to subsection 32.1 (1);"

« «secteur de négociation» désigne un groupe de deux unités de négociation ou plus, déclaré constituer un secteur de négociation conformément au paragraphe 32.1(1);»

«secteur de négociation»  
"bargaining sector"

10

15

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 32 thereof, the following section:

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 32, de l'article suivant:

Declaration of bargaining sector

"32.1 (1) The Board shall declare that a group of bargaining units constitutes a bargaining sector where

(a) the bargaining units, even though 20 representing different occupational categories, together represent the employees of a common service, agency,

"32.1 (1) La Commission doit déclarer qu'un groupe d'unités de négociation cons- 20 titue un secteur de négociation lorsque

a) les unités de négociation, même si elles représentent des catégories d'occupations différentes, représentent ensemble les employés d'un même service, 25

Déclaration de secteur de négociation

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to require union groups in a single public service sector to bargain with the Treasury Board simultaneously, and to negotiate contracts which would run for three years and expire at the same time. This would assure the taxpaying public that each essential public service sector would be strike free, except for the possibility of a walkout every three years.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à obliger les syndicats d'un même secteur de la Fonction publique à négocier en même temps avec le Conseil du Trésor et à conclure des contrats d'une durée de trois ans et expirant à la même date. De cette manière, les contribuables seraient assurés que chaque secteur essentiel de la Fonction publique ne pourrait être touché par une grève que tous les trois ans au plus.

	<p>department or other public undertaking of the Government of Canada; and</p> <p>(b) a strike by any one bargaining unit in the group would, in the opinion of the Board, detrimentally affect the quality of service which would be provided by another bargaining unit in the group.</p>	<p>organisme, ministère ou autre entreprise publique du gouvernement du Canada; et</p> <p>b) la Commission est d'avis qu'une grève par l'une ou l'autre des unités de négociation du groupe abaisserait la qualité des services qui assureraient d'autres unités de négociation de ce même groupe.</p>
Simultaneous expiry of contracts	<p>(2) The bargaining agents for the bargaining units declared by the Board to be a bargaining sector shall together give or receive notice to bargain collectively, pursuant to section 49, and all collective agreements thereby negotiated shall expire on the same date."</p>	<p>(2) Les unités de négociation, qui constituent un secteur de négociation selon la déclaration de la Commission, doivent donner ou recevoir ensemble un avis de négocier collectivement, conformément à l'article 49, et toutes les conventions collectives négociées en conséquence doivent expirer à la même date."</p>
	<p>4. Section 57 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:</p>	<p>4. L'article 57 de ladite loi est modifié par l'insertion des paragraphes suivants:</p>
Three year contract	<p>"(4) A collective agreement of a bargaining unit comprised in a bargaining sector shall be for a term of not less than three years."</p>	<p>«(4) La convention collective d'une unité de négociation appartenant à un secteur de négociation doit avoir une durée d'au moins trois ans.»</p>
Commencement	<p>(5) When the collective agreement of any bargaining unit comprised in a bargaining sector expires,</p> <p>(a) that collective agreement shall be renegotiated pursuant to subsection (4); and</p> <p>(b) the collective agreement of any other bargaining units in that sector, upon expiry and notwithstanding subsection (4), shall be renegotiated for a period to end at the same time as the collective agreement which first expired.</p>	<p>(5) Lorsque prend fin la convention collective d'une unité de négociation appartenant à un secteur de négociation</p> <p>a) cette convention collective est renégociée en conformité du paragraphe (4); et</p> <p>b) les conventions collectives des autres unités de négociation du même secteur, à leur expiration et nonobstant le paragraphe (4), doivent être renégociées pour une période se terminant à la date d'expiration de la convention collective qui a pris fin la première.</p>
R.S., c. L-1; 1972, c. 18, s. 1	CANADA LABOUR CODE	CODE CANADIEN DU TRAVAIL
	<p>6. (1) Subsection 107(1) of the <i>Canada Labour Code</i> is amended by adding thereto, immediately after the definition "bargaining agent", the following definition:</p>	<p>6. (1) Le paragraphe 107(1) du <i>Code canadien du Travail</i> est modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «professionnel», de la définition suivante:</p>
"bargaining sector" «secteur de négociation»	<p>"«bargaining sector» means a group of two or more bargaining units that is declared to constitute a bargaining sector pursuant to section 125.1;</p>	<p>««secteur de négociation» désigne un groupe de deux unités de négociation ou plus déclaré constituer un secteur de négociation conformément à l'article 125.1.»</p>
	<p>(2) Subsection 107(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immedi-</p>	<p>(2) Le paragraphe 107(1) de ladite loi est en outre modifié par l'insertion, immédiate-</p>





ately after the definition "employers' organization", the following definition:

"federal government work, undertaking or business"  
«entreprise...»

" "federal government work, undertaking or business" means a work, undertaking or business included in the definition "federal work, undertaking or business" in section 2, which is financed directly or indirectly by the Government;"

ment après la définition de «employeur», de la définition suivante:

« «entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral» désigne une entreprise, affaire ou ouvrage correspondant à la définition de «entreprise, affaire ou ouvrage de compétence fédérale», à l'article 2, et qui est directement ou indirectement financé par le gouvernement;»

«entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral»  
"federal government work,..."

7. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 10125, the following section:

Declaration of bargaining sector

"125.1 (1) The Board shall declare that a group of bargaining units constitute a bargaining sector where

(a) the bargaining units, even though 15 representing workers performing different functions, together represent the employees of the same federal government work, undertaking or business; and  
(b) a strike by any one bargaining unit 20 would, in the opinion of the Board, detrimentally affect the quality of service which would be provided by the other bargaining units in the same federal government work, undertaking or 25 business.

Simultaneous expiry of contracts

(2) The bargaining agents for the bargaining units declared by the Board to be a bargaining sector, shall together give or receive notice to bargain collectively pursuant to section 147, and all collective agreements thereby negotiated shall expire on the same date."

Three year contract

"160.1 (1) Where a collective agreement is negotiated pursuant to section 125.1 it shall be for a period of not less than three years."

Commencement

(2) When the collective agreement of any bargaining unit comprised in a bargaining sector expires

7. Ladite loi est modifiée par l'insertion, 10 immédiatement après l'article 125, de l'article suivant:

"125.1 (1) La Commission doit déclarer qu'un groupe d'unités de négociation constitue un secteur de négociation lorsque 15

a) les unités de négociation, même si elles représentent des travailleurs exécutant des fonctions différentes, représentent ensemble les employés d'une même entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral; et  
b) la Commission est d'avis qu'une grève par l'une ou l'autre des unités de négociation abaisserait la qualité des services que pourraient assurer les 25 autres unités de négociation de la même entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral.

Déclaration de secteur de négociation

(2) Les agents négociateurs des unités de négociation, déclarés par la Commission constituer un secteur de négociation, doivent donner ou recevoir ensemble un avis de négocier collectivement conformément à l'article 147 et toutes les conventions collectives ainsi négociées doivent 35 expirer à la même date."

Expiration simultanée des contrats

8. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 35160, the following section:

8. Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 160, de l'article suivant:

"160.1 (1) Une convention collective 40 négociée conformément à l'article 125.1 doit avoir une durée d'au moins trois ans."

Contrat de trois ans

(2) Lorsque prend fin la convention collective d'une unité de négociation appartenant à un secteur de négociation 45

Entrée en vigueur



(a) the collective agreement shall be renegotiated pursuant to section 125.1; and

(b) the collective agreement of any other bargaining unit comprised in that sector, upon expiry and notwithstanding section 160.1, shall be renegotiated for a period to end at the same time as the collective agreement which first expired. 5

a) cette convention collective est renégociée en conformité de l'article 125.1; et

b) les conventions collectives des autres unités de négociation appartenant à ce même secteur, à leur expiration et nonobstant l'article 160.1, doivent être renégociées pour une période se terminant à la date d'expiration de la convention collective qui a pris fin la première. 10

**C-242****DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL****C-242**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA****CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA****BILL C-242****BILL C-242**

An Act to prohibit discrimination on grounds of sexual  
orientation

Loi prohibant la discrimination fondée sur l'orientation  
sexuelle

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MISS CARNEY

MLLE CARNEY



1st Session, 32nd Parliament, 29 Elizabeth II,  
1980

1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature, 29 Elizabeth II,  
1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-242

## BILL C-242

An Act to prohibit discrimination on grounds  
of sexual orientation

Loi prohibant la discrimination fondée sur  
l'orientation sexuelle

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

1960, c. 44

### CANADIAN BILL OF RIGHTS

### DÉCLARATION CANADIENNE DES DROITS

1960, c. 44

1. All that portion of section 1 of the  
*Canadian Bill of Rights* preceding para-  
graph (a) thereof is repealed and the follow-  
ing substituted therefor:

1. Toute la partie de l'article 1 de la  
*Déclaration canadienne des droits* qui pré-  
cède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par  
ce qui suit:

Recognition  
and declaration  
of rights and  
freedoms

"1. It is hereby recognized and declared  
that in Canada there have existed and  
shall continue to exist without discrimina-  
tion by reason of race, national origin,  
colour, religion, sex or sexual orientation,  
the following human rights and fundamen-  
tal freedoms, namely,"

«1. Il est par les présentes reconnu et  
déclaré que les droits de l'homme et les  
libertés fondamentales ci-après énoncés  
ont existé et continueront à exister pour  
tout individu au Canada quels que soient  
sa race, son origine nationale, sa couleur,  
sa religion, son sexe ou son orientation  
sexuelle:»

Reconnaissance  
et déclaration  
des droits et  
libertés

15

1976-77, c. 33

### CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

### LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

1976-77, c. 33

2. Paragraph 2(a) of the *Canadian*  
*Human Rights Act* is repealed and the fol-  
lowing substituted therefor:

"(a) every individual should have an  
equal opportunity with other individuals to  
make for himself or herself the life that he  
or she is able and wishes to have, con-  
sistent with his or her duties and obliga-  
tions as a member of society, without

2. L'alinéa 2a) de la *Loi canadienne sur  
les droits de la personne* est abrogé et rem-  
placé par ce qui suit:

«a) tous ont droit, dans la mesure com-  
patible avec leurs devoirs et obligations au  
sein de la société, à l'égalité des chances  
d'épanouissement, indépendamment des  
considérations fondées sur la race, l'origine  
nationale ou ethnique, la couleur, la reli-

20

## EXPLANATORY NOTES

The 1979 annual report of the Canadian Human Rights Commission recommends to Parliament that "sexual orientation be added to the proscribed grounds of discrimination under the *Canadian Human Rights Act*." The purpose of this Bill is to implement that recommendation and to extend the same principle to all areas of federal activity by making the appropriate amendments to the *Canadian Bill of Rights* and the *Criminal Code*.

*Clause 1:* The relevant portion of section 1 at present reads as follows:

"1. It is hereby recognized and declared that in Canada there have existed and shall continue to exist without discrimination by reason of race, national origin, colour, religion or sex, the following human rights and fundamental freedoms, namely,"

*Clause 2:* Paragraph 2(a) at present reads as follows:

"(a) every individual should have an equal opportunity with other individuals to make for himself or herself the life that he or she is able and wishes to have, consistent with his or her duties and obligations as a member of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex or marital status, or conviction for an offence for which a pardon has been granted or by discriminatory employment practices based on physical handicap; and"

## NOTES EXPLICATIVES

La Commission canadienne des droits de la personne, dans son rapport annuel de 1979, recommande au Parlement «d'ajouter l'orientation sexuelle aux motifs de distinction illicite prévus par la *Loi canadienne sur les droits de la personne*». L'objet de ce bill est d'appliquer la recommandation et d'en étendre le principe à tous les domaines d'activité du gouvernement fédéral en apportant à la *Déclaration canadienne des droits* et au *Code criminel* les modifications appropriées.

*Article 1 du bill:* Voici le texte actuel de la partie pertinente de l'article 1 de la loi:

«1. Il est par les présentes reconnu et déclaré que les droits de l'homme et les libertés fondamentales ci-après énoncés ont existé et continueront à exister pour tout individu au Canada quels que soient sa race, son origine nationale, sa couleur, sa religion ou son sexe.»

*Article 2 du bill:* Voici le texte actuel de l'alinéa 2a) de la loi:

«a) tous ont droit, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, la situation de famille ou l'état de personne graciée ou, en matière d'emploi, de leurs handicaps physiques;»

being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation or marital status, or conviction for an offence for which a pardon has been granted or by discriminatory employment practices based on physical handicap; and” 5

3. Section 3 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Proscribed grounds of discrimination

“3. For all purposes of this Act, race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, conviction for which a pardon has been granted and, in matters related to employment, physical handicap, are prohibited grounds of discrimination.” 15

4. Subsection 15(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 20

Special programs

“15. (1) It is not a discriminatory practice for a person to adopt or carry out a special program, plan or arrangement designed to prevent disadvantages that are likely to be suffered by, or to eliminate or reduce disadvantages that are suffered by, any group of individuals when those disadvantages would be or are based on or related to the race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status or physical handicap of members of that group, by improving opportunities respecting goods, services, facilities, accommodation or employment in relation to that group.” 35

gion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, la situation de famille ou l'état de personne graciée ou, en matière d'emploi, de leurs handicaps physiques;»

3. L'article 3 de ladite loi est abrogé et 10 remplacé par ce qui suit:

Motifs de distinction illicite

«3. Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, la situation de famille ou l'état de personne graciée et, en matière d'emploi, sur un handicap physique.» 10

4. Le paragraphe 15(1) de ladite loi est 15 abrogé et remplacé par ce qui suit:

Programmes spéciaux

«15. (1) Ne constitue pas un acte discriminatoire le fait d'adopter ou de mettre en oeuvre des programmes ou des plans ou de prendre des arrangements spéciaux destinés à supprimer, diminuer ou prévenir les désavantages que subit ou peut vraisemblablement subir un groupe d'individus pour des motifs fondés directement ou indirectement sur leur race, leur origine nationale ou ethnique, leur couleur, leur religion, leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur situation de famille ou leur handicap physique en améliorant leurs chances d'emploi ou d'avancement ou en leur facilitant l'accès à des biens, des services, installations ou moyens d'hébergement.» 20 25 30

R.S., c. C-34

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

S.R., c. C-34

Repeal

5. Section 155 of the *Criminal Code* is repealed.

5. L'article 155 du *Code criminel* est 35 abrogé.

Abrogation

6. Section 156 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. L'article 156 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Indecent assault on male

“156. Every male person who indecently assaults another male person is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.” 40

«156. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans toute personne du sexe masculin qui 40

Attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin



*Clause 3: Section 3 at present reads as follows:*

“3. For all purposes of this Act, race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status, conviction for which a pardon has been granted and, in matters related to employment, physical handicap, are prohibited grounds of discrimination.”

*Clause 4: Subsection 15(1) at present reads as follows:*

“15. (1) It is not a discriminatory practice for a person to adopt or carry out a special program, plan or arrangement designed to prevent disadvantages that are likely to be suffered by, or to eliminate or reduce disadvantages that are suffered by, any group of individuals when those disadvantages would be or are based on or related to the race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status or physical handicap of members of that group, by improving opportunities respecting goods, services, facilities, accommodation or employment in relation to that group.”

*Clause 5: Section 155 at present reads as follows:*

“155. Every one who commits buggery or bestiality is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for fourteen years.”

In line with recommendations of the Law Reform Commission of Canada in its *Report on Sexual Offences*, and in keeping with the general principle of this Bill to remove inconsistent treatment of homosexuals and heterosexuals from the laws of Canada, the crime of buggery is repealed. It is now accepted that the state has no place in the bedrooms of the nation. The laws of assault, of course,

*Article 3 du bill: Voici le texte actuel de l'article 3 de la loi:*

«3. Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, la situation de famille ou l'état de personne graciée et, en matière d'emploi, sur un handicap physique.»

*Article 4 du bill: Voici le texte actuel du paragraphe 15(1) de la loi:*

«15. (1) Ne constitue pas un acte discriminatoire le fait d'adopter ou de mettre en oeuvre des programmes ou des plans ou de prendre des arrangements spéciaux destinés à supprimer, diminuer ou prévenir les désavantages que subit ou peut vraisemblablement subir un groupe d'individus pour des motifs fondés directement ou indirectement sur leur race, leur origine nationale ou ethnique, leur couleur, leur religion, leur âge, leur sexe, leur situation de famille ou leur handicap physique en améliorant leurs chances d'emploi ou d'avancement ou en leur facilitant l'accès à des biens, des services, installations ou moyens d'hébergement.»

*Article 5 du bill: Voici le texte actuel de l'article 155 du Code criminel:*

«155. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de quatorze ans, quiconque commet la sodomie ou bestialité.»

Conformément aux recommandations faites par la Commission de réforme du droit du Canada dans son *Rapport sur les infractions sexuelles* et conformément au principe général de ce bill qui vise à retrancher du droit canadien les dispositions incompatibles concernant le traitement des homosexuels et des hétérosexuels, la disposition érigeant la

		attente à la pudeur d'une autre personne du sexe masculin.»	
Repeal	7. Section 157 of the said Act is repealed.	7. L'article 157 de ladite loi est abrogé.	Abrogation
Repeal	8. Section 158 of the said Act is repealed.	8. L'article 158 de ladite loi est abrogé.	Abrogation
R.S. (1st Supp.), c. 11	9. Subsection 281.1(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	9. Le paragraphe 281.1(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:	5 S.R. (1 <sup>er</sup> suppl.), c. 11
"identifiable group"	"(4) In this section "identifiable group" means any section of the public distinguished by colour, race, religion, ethnic origin or <u>sexual orientation</u> ."	«(4) Dans le présent article, «groupe identifiable» désigne toute section du public qui se différencie des autres par la couleur, la race, la religion, l'origine ethnique ou <u>l'orientation sexuelle</u> .»	10 «groupe identifiable»



continue to apply, and any public displays of an indecent character are still covered by other more general provisions of the Code, such as s. 169 (exhibitionism) and s. 170 (public nudity).

The principle remains that sexual relations of whatever kind, where discreet and consensual, are not a matter for state intervention.

*Clause 6: Section 156 at present reads as follows:*

"156. Every male person *who assaults another person with intent to commit buggery or* who indecently assaults another male person is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for *ten* years."

Until the multitude of sexual offence provisions are thoroughly rationalized, section 156 is retained in a form that is at least consistent in its penalty with section 149 (indecent assault on female).

*Clause 7: Section 157 at present reads as follows:*

"157. Every one who commits an act of gross indecency with another person is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years."

For identical reasons expounded in clause 5, section 157 is removed from the Code.

*Clause 8: Section 158 at present reads as follows:*

"158. (1) Sections 155 and 157 do not apply to any act committed in private between

- (a) a husband and his wife, or
- (b) any two persons, each of whom is twenty-one years or more of age,

both of whom consent to the commission of the act.

- (2) For the purposes of subsection (1),

(a) an act shall be deemed not to have been committed in private if it is committed in a public place, or if more than two persons take part or are present; and

(b) a person shall be deemed not to consent to the commission of an act

(i) if the consent is extorted by force, threats or fear of bodily harm or is obtained by false and fraudulent misrepresentations as to the nature and quality of the act, or

(ii) if that person is, and the other party to the commission of the act knows or has good reason to believe that that person is feeble-minded, insane, or an idiot or imbecile."

The repeal of this subsidiary provision is consequential to the repeal of sections 155 and 157.

sodomie en infraction est abrogée. Il est maintenant admis que ce qui se passe dans les chambres à coucher ne concerne pas l'État. Le droit relatif aux attentats à la pudeur demeure évidemment applicable et toute conduite indécente en public reste soumise à des sanctions prévues par d'autres dispositions plus générales du Code, par exemple l'art. 169 (exhibitionnisme) et l'art. 170 (nudité dans un endroit public).

Le principe n'en demeure pas moins que les relations sexuelles de toute nature, qui ont lieu discrètement entre personnes consentantes ne justifient aucune intervention de l'État.

*Article 6 du bill: Voici le texte actuel de l'article 156 du Code:*

«156. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de dix ans, toute personne du sexe masculin *qui attaque une autre personne avec l'intention de commettre la sodomie ou* qui attente à la pudeur d'une autre personne du sexe masculin.»

Jusqu'à ce que l'on ait complètement rationalisé la multitude de dispositions relatives aux infractions sexuelles, l'article 156 est conservé en une forme qui au moins est compatible, du point de vue sanction, avec l'article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin).

*Article 7 du bill: Voici le texte actuel de l'article 157 du Code:*

«157. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans, quiconque commet un acte de grossière indécence avec une autre personne.»

Pour des raisons analogues à celles données au sujet de l'article 5 du bill, l'article 157 du Code est abrogé.

*Article 8 du bill: Voici le texte actuel de l'article 158 du Code:*

«158. (1) Les articles 155 et 157 ne s'appliquent à aucun acte commis, dans l'intimité,

- a) entre un mari et sa femme, ou
- b) entre deux personnes, dont chacune est âgée de 21 ans ou plus,

qui consentent, tous les deux, à commettre l'acte.

- (2) Aux fins du paragraphe (1),

a) un acte est réputé ne pas avoir été commis dans l'intimité s'il est commis dans un lieu public ou si plus de deux personnes y prennent part ou y assistent; et

b) une personne est réputée ne pas consentir à commettre un acte

(i) si le consentement est extorqué par la force, par la menace ou la peur de lésions corporelles ou s'il est obtenu au moyen de représentations fausses ou trompeuses quant à la nature ou à la qualité de l'acte, ou

(ii) si cette personne est simple d'esprit, aliénée, idiote ou imbecile et si l'autre partie qui commet l'acte le sait ou a de bonnes raisons de le croire.»

L'abrogation de cette disposition subsidiaire découle de l'abrogation des articles 155 et 157 du Code.



*Clause 9:* Subsection 281.1(4) at present reads as follows:

“(4) In this section “identifiable group” means any section of the public distinguished by colour, race, religion or ethnic origin.”

The purpose of this amendment of the definition “identifiable group” is to prohibit the public incitement of hatred of homosexuals, who form an identifiable segment of society requiring protection. The prohibition of extremist public denunciation of homosexual life-styles is considered to be an essential ingredient in the control of discriminatory conduct in society against individuals on the basis of their sexual orientation.

The amendment should be read in the context of the main offence provision, which reads as follows:

“281.2 (1) Every one who, by communicating statements in any public place, incites hatred against any identifiable group where such incitement is likely to lead to a breach of the peace, is guilty of

- (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for two years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

(2) Every one who, by communicating statements, other than in private conversation, wilfully promotes hatred against any identifiable group is guilty of

- (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for two years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

(7) In this section

“identifiable group” has the same meaning as it has in section 281.1;”

*Article 9 du bill:* Voici le texte actuel du paragraphe 281.1(4) du Code:

«(4) Dans le présent article, «groupe identifiable» désigne toute section du public qui se différencie des autres par la couleur, la race, la religion ou l'origine ethnique.»

Cette modification de la définition de «groupe identifiable» a pour objet d'interdire l'incitation publique à la haine contre les homosexuels qui constituent dans la société un groupe identifiable ayant besoin de protection. On considère qu'il est essentiel d'interdire la condamnation publique outrancière du comportement des homosexuels pour combattre, dans la société, la discrimination que certaines personnes subissent à cause de leur orientation sexuelle.

La modification devrait se lire dans le cadre de la disposition principale créant l'infraction dont voici le texte actuel:

«281.2 (1) Quiconque, par la communication de déclarations en un endroit public, incite à la haine contre un groupe identifiable, lorsqu'une telle incitation est susceptible d'entraîner une violation de la paix, est coupable

- a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans; ou
- b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Quiconque, par la communication de déclarations autrement que dans une conversation privée, fomenté volontairement la haine contre un groupe identifiable est coupable

- a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans; ou
- b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(7) Dans le présent article

«groupe identifiable» a la même signification qu'à l'article 281.1.»



















BS6  
C-243

C-243

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-243

BILL C-243

An Act to amend the British North America Act, 1867  
(abolition of the Senate)

Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord  
britannique, 1867  
(abolition du Sénat)

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. KNOWLES

M. KNOWLES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-243**

**BILL C-243**

An Act to amend the British North America  
Act, 1867

Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord  
britannique, 1867

(abolition of the Senate)

(abolition du Sénat)

30-31 Vict., c. 3  
(U.K.)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

30-31 Vict., c. 3  
(R.-U.)

38-39 Vict., c.  
38 (U.K.)

1. Sections 17 and 18 of the *British North  
America Act, 1867*, are repealed and the  
following substituted therefor:

1. Les articles 17 et 18 de l'*Acte de  
l'Amérique du Nord britannique, 1867*, sont  
abrogés et remplacés par ce qui suit:

38-39 Vict., c.  
38 (R.-U.)

Parliament of  
Canada

"17. There shall be one Parliament for  
Canada, consisting of the Queen and the  
House of Commons.

"17. Il y aura, pour le Canada, un Par-  
lement composé de la Reine et de la  
Chambre des communes.

Parlement du  
Canada

Privileges of  
Commons

18. The privileges, immunities, and 10  
powers to be held, enjoyed, and exercised  
by the House of Commons, and by the  
Members thereof, shall be such as are  
from time to time defined by Act of the  
Parliament of Canada, but so that any Act 15  
of the Parliament of Canada defining such  
privileges, immunities, and powers shall  
not confer any privileges, immunities, or  
powers exceeding those at the passing of  
such Act held, enjoyed, and exercised by 20  
the Commons House of Parliament of the  
United Kingdom of Great Britain and Ire-  
land, and by the Members thereof."

18. La Chambre des communes et ses 10  
membres posséderont et exerceront les pri-  
vilèges, les immunités et les pouvoirs que le  
Parlement du Canada aura, de temps à  
autre, déterminés au moyen d'une loi;  
mais, en déterminant ces privilèges, ces 15  
immunités et ces pouvoirs, une loi du Par-  
lement du Canada ne pourra en conférer  
de plus étendus que ceux que la Chambre  
des communes du Royaume-Uni de  
Grande-Bretagne et d'Irlande et ses mem- 20  
bres peuvent posséder et exercer au  
moment où cette loi est adoptée."

Privileges des  
Communes

5-6 Geo. V, c.  
45, (U.K.);  
1965, c. 4

2. The heading preceding section 21 and  
sections 21 to 36 of the said Act are 25  
repealed.

2. La rubrique précédant l'article 21 et les  
articles 21 à 36 de ladite loi sont abrogés.

5-6 Geo. V, c.  
45 (R.-U.);  
1965, c. 4

Senators not to  
sit in Commons

3. Section 39 of the said Act is repealed.

3. L'article 39 de ladite loi est abrogé.

25 Sénateurs  
exclus des  
Communes

5-6 Geo. V, c.  
45 (U.K.)

4. Section 51A of the said Act is repealed.

4. L'article 51A de ladite loi est abrogé.

5-6 Geo. V, c.  
45 (R.-U.)

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to implement the principle that legislation should be enacted only by elected representatives responsible to the people. The Senate being a non-elected body, this Bill proposes its abolition.

Sections 21 to 36 of the *British North America Act, 1867*, under the heading "The Senate", are the main sections dealing with the constitution of the Senate, that is, the number of senators, the representation of the provinces in the Senate, the qualifications of senators, the summons of a senator, the addition of four to eight senators in certain cases, the subsequent reduction to the normal number, the maximum number of senators, the tenure of place in the Senate, resignation and disqualification, questions arising respecting qualifications and vacancies in the Senate, the appointment of the Speaker of the Senate, the quorum and voting in the Senate. All of these sections are intended to be repealed by clause 2 of this Bill, the effect of which is to abolish the Senate.

The amendments to the other sections of the *B.N.A. Act, 1867*, are consequential, namely amendments to sections 17, 18, 39, 51A, 59, 91, 99, 128, 133 and 147, and the fifth Schedule, as is the repeal of the *B.N.A. Act, 1975 (No. 2)*.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill tend à l'application du principe que les représentants élus, comptables devant le peuple de leur mandat, sont seuls autorisés à légiférer. Le Sénat n'étant pas un corps électif, le présent bill en propose l'abolition.

Les articles 21 à 36 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, qui apparaissent sous la rubrique «Le Sénat», constituent les principales dispositions ayant trait à la constitution du Sénat: elles fixent le nombre des sénateurs, déterminent la représentation des provinces, établissent les qualités que doivent posséder les sénateurs, fixent leur mode de nomination, portent leur nombre de quatre à huit dans certains cas et en prévoient la réduction subséquente à l'effectif normal, prévoient le nombre maximum de sénateurs, la durée de leur mandat, leur démission et leur déchéance, tranchent les problèmes relatifs aux qualités requises et aux vacances, à la nomination d'un président, au quorum et au vote du Sénat. Ces articles sont abrogés par l'article 2 du bill, dont l'effet serait d'abolir le Sénat.

Les modifications proposées aux articles 17, 18, 39, 51A, 59, 91, 99, 128, 133 et 147, et à la cinquième cédula de l'*A.A.N.B., 1867*, et l'abrogation de l'*A.A.N.B., 1975 (n° 2)*, découlent de l'abrogation susmentionnée.

Tenure of  
Lieutenant  
Governors

5. Section 59 of the said Act is amended by deleting therefrom the words "to the Senate and".

5. L'article 59 de ladite loi est modifié par le retranchement des mots «au Sénat et».

Mandat des  
lieutenants-gou-  
verneurs

Legislative  
authority of  
Parliament

6. That part of section 91 of the said Act preceding the enumeration of classes of subjects is amended by deleting therefrom the words "Senate and".

6. La partie de l'article 91 de ladite loi qui précède l'énumération de catégories de sujets est modifiée par le retranchement des mots «du Sénat et».

Autorité  
législative du  
Parlement

Tenure of  
judges

7. Subsection 99(1) of the said Act is amended by deleting therefrom the words "Senate and".

7. Le paragraphe 99(1) de ladite loi est modifié par le retranchement des mots «du 10 Sénat et».

Mandat des  
juges

8. Section 128 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. L'article 128 de ladite loi est abrogé et 10 remplacé par ce qui suit:

Oath of  
allegiance

"128. Every Member of the House of Commons of Canada shall before taking his seat therein take and subscribe before 15 the Governor General or some person authorized by him, and every Member of a Legislative Assembly of any Province shall before taking his seat therein take and subscribe before the Lieutenant Governor 20 of the Province or some person authorized by him, the Oath of Allegiance contained in the Fifth Schedule to this Act."

«128. Tout membre de la Chambre des communes du Canada, avant d'y siéger, prêtera et souscrira devant le Gouverneur général ou une personne par lui autorisée, 15 et tout membre de l'Assemblée législative d'une province, avant d'y siéger, prêtera et souscrira devant le lieutenant-gouverneur de la province ou une personne par lui autorisée, le serment d'allégeance que ren- 20 ferme la cinquième annexe de la présente loi.»

Serment  
d'allégeance

9. Section 133 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. L'article 133 de ladite loi est abrogé et 25 remplacé par ce qui suit:

Use of English  
and French  
languages

"133. Either the English or the French language may be used by any person in the debates of the House of Commons of Canada and of the National Assembly of Quebec; and both those languages shall be 30 used in the respective records and journals of those Houses; and either of those languages may be used by any person or in any pleading or process in or issuing from any Court of Canada established under 35 this Act, and in or from all or any of the Courts of Quebec.

«133. A la Chambre des communes du 25 Canada et à l'Assemblée nationale du Québec, chacun pourra, dans les débats, faire usage de la langue anglaise ou de la langue française; mais les archives et les journaux respectifs des Chambres susdites 30 devront être tenus dans ces deux langues. Devant tout tribunal du Canada établi en vertu de la présente loi et tout tribunal du Québec, chacun pourra faire usage de l'une ou de l'autre de ces deux langues 35 dans les procédures ou les plaidoyers qui y seront faits ou dans les actes de procédure qui en émaneront.

Usage des  
langues  
française et  
anglaise

The Acts of the Parliament of Canada and of the National Assembly of Quebec shall be printed and published in both 40 those languages."

Les Lois du Parlement du Canada et de l'Assemblée nationale du Québec doivent 40 être imprimées et publiées dans l'une et l'autre de ces langues.»

New provinces

10. Section 147 of the said Act is repealed.

10. L'article 147 de ladite loi est abrogé.

Nouvelles  
provinces





Property qualification of Senators	<b>11.</b> The Declaration of Qualification in the Fifth Schedule to the said Act is repealed.	<b>11.</b> La Déclaration des qualifications exigées dans la cinquième cédule de ladite loi est abrogée.	Biens que doivent posséder les Sénateurs
1974-75-76, c. 53	<b>12.</b> The <i>British North America Act, 1975</i> (No. 2) is repealed.	<b>12.</b> L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1975 (n° 2) est abrogé.	1974-75-76, c. 53
Short title and citation	<b>13.</b> This Act may be cited as the <i>British North America Act, 1980</i> , and the <i>British North America Acts, 1867 to 1975</i> and this Act may be cited together as the <i>British North America Acts, 1867 to 1980</i> .	<b>13.</b> La présente loi peut être citée sous le titre: <i>Acte de l'Amérique du Nord britannique 1980</i> , et les <i>Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1975</i> , et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: les <i>Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1980</i> .	Titre abrégé et citation
Coming into Force	<b>14.</b> This Act shall come into force on the first day of July, 1981.	<b>14.</b> La présente loi entrera en vigueur le premier juillet 1981.	Entrée en vigueur







**C-244**

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**

**C-244**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-244**

**BILL C-244**

An Act respecting the International Land Boundary  
between Canada and the State of Alaska

Loi concernant la frontière terrestre internationale  
entre le Canada et l'État de l'Alaska

---

First reading, May 2, 1980

---



---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MR. FULTON

M. FULTON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-244**

**BILL C-244**

An Act respecting the International Land  
Boundary between Canada and the  
State of Alaska

Loi concernant la frontière terrestre interna-  
tionale entre le Canada et l'État de  
l'Alaska

Preamble

WHEREAS the award of the 1903 Alaska  
Boundary Tribunal was detrimental to Cana-  
da's and British Columbia's best interests;

CONSIDÉRANT que la décision du Tribu-  
nal chargé d'établir la frontière de l'Alaska  
en 1903 allait à l'encontre des intérêts du  
Canada et de la Colombie-Britannique;

Préambule

AND WHEREAS there is in Canada grave  
concern as to the composition of the Tri-  
bunal, which pursuant to the Hay-Herbert  
Treaty of 1903 was to be composed of  
"impartial jurists of repute";

CONSIDÉRANT qu'au Canada nous 5  
sommes déçus de la composition du Tribunal  
qui, d'après le Traité Hay-Herbert de 1903,  
devait se composer d'«éminents juristes  
impartiaux»;

AND WHEREAS the arbitral provision of  
that treaty was deleted by the United States 10  
Senate without Canada's consent;

CONSIDÉRANT que la clause du traité 10  
relative à l'arbitrage a été retranchée par le  
Sénat des États-Unis sans le consentement  
du Canada;

AND WHEREAS the British government, in  
submitting to American representations,  
neglected to act in the best interests of  
Canada;

CONSIDÉRANT que le gouvernement bri-  
tannique, en cédant aux réclamations améri- 15  
caines, a négligé les intérêts du Canada;

AND WHEREAS the award of the 1903  
Alaska Boundary Tribunal resulted in a mas-  
sive loss of the territory of Canada as  
described in the Anglo-Russian Treaty of  
1825 and the 1867 purchase agreement;

ET CONSIDÉRANT que la décision du Tri-  
bunal chargé d'établir la frontière de  
l'Alaska en 1903 a fait perdre au Canada un  
énorme territoire délimité dans le Traité 20  
Anglo-Russe de 1825 et l'accord d'achat de  
1867;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and  
with the advice and consent of the Senate  
and House of Commons of Canada, enacts as  
follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis  
et du consentement du Sénat et de la Cham-  
bre des communes du Canada, décrète: 25

Canada not  
bound by  
Tribunal award

1. It is hereby recognized and declared 25  
that Canada does not submit to the award of  
the 1903 Alaska Boundary Tribunal insofar  
as it relates to the international land bound-  
ary between British Columbia and Alaska.

1. La présente loi reconnaît et déclare que  
le Canada ne se soumet pas à la décision du  
Tribunal chargé d'établir la frontière de  
l'Alaska en 1903, dans la mesure où cette  
décision a trait à la frontière terrestre inter- 30  
nationale entre la Colombie-Britannique et  
l'Alaska.

Le Canada  
n'est pas lié par  
la décision du  
Tribunal

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to encourage the re-opening of negotiations between Canada and the United States on the question of the land boundary between British Columbia and Alaska established in 1903 by the international Alaska Boundary Tribunal.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à encourager la réouverture des négociations entre le Canada et les États-Unis au sujet de la frontière terrestre entre la Colombie-Britannique et l'Alaska, établie en 1903 par le Tribunal de la frontière internationale de l'Alaska.

Government to  
seek re-opening  
of negotiations

2. In order to resolve the boundary in dispute, the Governor in Council shall inform the United States of the position of the Parliament of Canada and of its desire that negotiations be re-opened forthwith upon the coming into force of this Act.

2. Afin de régler le différend concernant la frontière, le gouverneur en conseil doit informer les États-Unis de la position du Parlement du Canada et de son désir de rouvrir les négociations dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le gouverne-  
ment doit  
réclamer la  
réouverture des  
négociations



6  
**C-245**

2  
First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

3  
**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

11  
**BILL C-245**

An Act to repeal the Prairie Farm Assistance Act

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-245**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-245**

Loi abrogeant la Loi sur l'assistance à l'agriculture des  
Prairies

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

MR. NEIL

M. NEIL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-245**

**BILL C-245**

An Act to repeal the Prairie Farm Assistance  
Act

Loi abrogeant la Loi sur l'assistance à  
l'agriculture des Prairies

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. P-16, c.  
15 (2nd Supp.)

**1. The *Prairie Farm Assistance Act* is  
repealed.**

Transitional

**2. Notwithstanding section 1,**

(a) the amount of any levies deducted  
pursuant to section 11 of the said Act  
prior to its repeal shall be paid, and

(b) information with respect to the 10  
quantity and purchase price of grains  
upon which such levies were deducted  
shall be submitted

in accordance with any regulations under the  
said Act as they read immediately prior to 15  
such repeal.

Idem

**3. Notwithstanding section 1, for the pur-  
poses of any offence committed or penalty  
incurred under any provision of the Act prior  
to its repeal, the Act as it read immediately 20  
prior thereto shall continue to apply.**

Prairie Farm  
Emergency  
Fund

**4. (1) All moneys standing to the credit of  
the Prairie Farm Emergency Fund at the  
coming into force of this Act shall thereupon  
be vested in the Trust established by 25  
section 5 for the purpose of research into  
cereal grains and oilseeds fit for cultivation  
in the prairie provinces.**

**1. La *Loi sur l'assistance à l'agriculture*  
*5 des Prairies* est abrogée.**

S.R., c. P-16; c.  
15 (2<sup>e</sup> suppl.) 5

**2. Nonobstant l'article 1,**

a) le montant des contributions dédui-  
tes en application de l'article 11 de  
ladite loi avant son abrogation doit être  
payé, et 10

b) les renseignements sur les quantités  
et les prix des grains d'après lesquels ces  
déductions ont été calculées doivent être  
communiqués

conformément aux règlements de ladite loi 15  
tels qu'ils existaient immédiatement avant  
son abrogation.

Dispositions  
provisoires

**3. Nonobstant l'article 1, en ce qui con-  
cerne les infractions commises ou les peines  
encourues aux termes de toute disposition de 20  
la loi avant son abrogation, la loi, telle  
qu'elle existait immédiatement avant son  
abrogation, continuera de s'appliquer.**

Idem

**4. (1) Tous les fonds inscrits au crédit de  
la Caisse d'urgence des terres des Prairies au 25  
moment de l'entrée en vigueur de la présente  
loi seront alors dévolus au Conseil fiduciaire  
créé par l'article 5 pour des fins de recherche  
sur les céréales et graines oléagineuses pro-  
pres à la culture des provinces des Prairies. 30**

Caisse  
d'urgence des  
terres des  
Prairies



Application of  
capital and  
income

(2) The said moneys shall be invested in securities guaranteed by the Government of Canada or of any of the prairie provinces, and the income from such securities shall be allocated from time to time to individuals, universities, corporations or organizations resident or having a permanent establishment in the prairie provinces for the purpose of carrying out research described in subsection (1).

10

(2) Lesdits fonds doivent être placés dans des valeurs garanties par le gouvernement du Canada ou d'une province des Prairies, et les revenus de ces valeurs doivent être attribués 5 à l'occasion à des particuliers, des universités, des corporations ou des associations résidant ou ayant un établissement permanent dans les provinces des Prairies aux fins de recherche mentionnées au paragraphe (1).

Utilisation des  
capitaux et  
revenus

Trust  
established

5. (1) The Prairie Cereal and Oilseed Research and Development Trust is hereby established, consisting of four trustees who shall serve without remuneration.

5. (1) La présente établit le Conseil fiduciaire de recherche et d'amélioration des céréales et graines oléagineuses des Prairies, formé de quatre fidéicommissaires exerçant leurs fonctions sans rémunération.

Création d'un  
Conseil  
fiduciaire

Constitution

(2) A trustee shall be elected from each of the three prairie provinces for a term of four years commencing on January 1 of the year following his election, and the three trustees so elected shall appoint a person expert in the field of crop research and development to be a fourth trustee and chairman of the Trust for the same period of four years.

(2) Un fidéicommissaire de chacune des trois provinces des Prairies est élu pour un mandat de quatre ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit son élection, et les trois fidéicommissaires ainsi élus nomment un expert en matière de recherche et d'amélioration des récoltes qui devient le quatrième fidéicommissaire et le président du Conseil fiduciaire pour la même période de quatre ans.

Constitution

Qualification

(3) Only producers, actually engaged in the production of grain and designated in a permit book issued by the Canadian Wheat Board, are eligible to be elected trustees.

(3) Ne peuvent être élus fidéicommissaires que les producteurs qui sont réellement cultivateurs de grain et désignés dans un registre de permis émis par la Commission canadienne du blé.

Conditions à  
remplir

Disqualification

(4) No director, officer, partner or employee of a corporation, partnership or cooperative licensed by the Canadian Grain Commission to operate a primary elevator is eligible as a trustee.

(4) Nul administrateur, dirigeant, associé ni employé d'une corporation, société en nom collectif ou coopérative titulaire d'un permis d'exploitation d'élevateur primaire délivré par la Commission canadienne des grains ne peut être élu fidéicommissaire.

Cause  
d'inéligibilité

Elections of  
trustees

(5) The election of trustees shall be conducted by the Canadian Wheat Board at the time of the election of its Advisory Committee, employing the same personnel, facilities and arrangements and a common ballot for both elections.

(5) La Commission canadienne du blé procède à l'élection des fidéicommissaires au moment de l'élection de son comité consultatif, en utilisant pour les deux élections le même personnel, les mêmes locaux, la même procédure et un scrutin commun.

Elections des  
fidéicommissaires

Idem

(6) Section 10.5 of the *Canadian Wheat Board Act* applies, except as regards qualifications of trustees, to the election of trustees in the same way as to the election of members of the Advisory Committee, with such modifications as the circumstances require.

(6) L'article 10.5 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* s'applique, sauf en ce qui a trait aux conditions à remplir par les fidéicommissaires, à l'élection de ces derniers de la même façon qu'à l'élection des membres du comité consultatif, avec les modifications qu'exigent les circonstances.

Idem





Temporary trustees	(7) The governments of the three prairie provinces may each appoint a trustee to hold office in place of the elected trustees until such time as the first trustees elected under this section commence their term of office.	(7) Les gouvernements des trois provinces des Prairies peuvent nommer chacun un fidéicommissaire qui occupera le poste au lieu du fidéicommissaire élu jusqu'à ce que les premiers fidéicommissaires élus en vertu du présent article entrent en fonction.	Fidéicommissaires temporaires
Donations	6. The trustees may receive gifts or bequests from any person to be used for the purpose referred to in subsection 4(1).	6. Les fidéicommissaires peuvent recevoir de toute personne des dons et legs à utiliser aux fins mentionnées au paragraphe 4(1).	Donations
Audit	7. (1) The trustees shall keep accounts of all financial transactions, which shall be audited each year by the Auditor General.	7. (1) Pour toutes les opérations financières, les fidéicommissaires tiennent des comptes qui sont chaque année soumis à la vérification du Vérificateur général.	Vérification
Annual report	(2) Within three months after the end of each year, the trustees shall submit to the Minister of Agriculture a report on its activities for the year including financial statements and the report of the Auditor General thereon.	(2) Dans les trois premiers mois de chaque année, les fidéicommissaires soumettent au ministre de l'Agriculture un rapport sur leurs activités de l'année précédente, en y incluant notamment les états financiers et le rapport du Vérificateur général à leur sujet.	Rapport annuel
Tabling in Parliament	(3) The Minister of Agriculture shall lay the report referred to in subsection (2) before the Senate and House of Commons on any of the first fifteen days that either of those Houses is sitting after he receives it.	(3) Le ministre de l'Agriculture doit déposer le rapport mentionné au paragraphe (2) au Sénat et à la Chambre des communes au cours de l'un de leurs quinze premiers jours de séance qui suivent celui où il l'a reçu.	Dépôt au Parlement
Coming into force	8. (1) This Act, except subsection 5(7), comes into force on January 1, 1981.	8. (1) La présente loi, à l'exception de son paragraphe 5(7), entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1981.	Entrée en vigueur
Temporary trustees	(2) Subsection 5(7) comes into force the day this Act is assented to.	(2) Le paragraphe 5(7) entre en vigueur le jour de la sanction de la présente loi.	Fidéicommissaires temporaires







**C-246**

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**

**C-246**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-246**

**BILL C-246**

An Act to amend the Official Secrets Act

Loi modifiant la Loi sur les secrets officiels

---

First reading, May 2, 1980

---



---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MR. COOPER

M. COOPER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-246

## BILL C-246

An Act to amend the Official Secrets Act

Loi modifiant la Loi sur les secrets officiels

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. O-3

1. Subsections 3(1) and (2) of the *Official Secrets Act* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les paragraphes 3(1) et (2) de la *Loi 5 sur les secrets officiels* sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

R.S., c. O-3

Espionage

“3. (1) Every person is guilty of an offence who, for any purpose prejudicial to the defence or security of Canada,

«3. (1) Est coupable d'infraction qui- 15 conque, dans un dessein nuisible à la défense ou à la sécurité du Canada,

Espionnage

(a) approaches, inspects, passes over or enters any prohibited place;

a) s'approche d'un endroit prohibé, 10 l'inspecte, le traverse ou y pénètre;

(b) makes any sketch, plan, model or note that he intends to be directly or indirectly useful to a foreign power; or

b) prend une note ou fait un croquis, 15 plan ou modèle dans l'intention d'aider directement ou indirectement une puissance étrangère; ou

(c) obtains, collects, records, publishes or communicates to another person any code word, pass word, sketch, plan, model, article, note, document or information with the intention of aiding directly or indirectly a foreign power.” 20

c) obtient, recueille, enregistre, publie 20 ou communique à une autre personne un chiffre ou mot de passe, ou un croquis, plan, modèle, article, note, document ou renseignement avec l'intention d'aider, 20 directement ou indirectement une puissance étrangère.»

2. (1) Subsection 4(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) Le paragraphe 4(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Communicat-  
ing, using,  
withholding or  
endangering  
information

“4. (1) Every person is guilty of an offence who has in his possession or control any code word, pass word, sketch, plan, model, article, note, document or information

«4. (1) Est coupable d'infraction qui- 25 conque a en sa possession ou contrôle un chiffre, mot de passe, croquis, plan, modèle, article, note, document ou renseignement

Communica-  
tion, utilisation,  
rétention ou  
défaut de veiller  
à la sécurité des  
renseignements

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to better define the scope of the *Official Secrets Act* so as to prevent its abuse in the interests of government secrecy. This is especially important at this time in view of the Government's introduction of the *Access to Information Act* in this Session.

This Bill is necessary for Freedom of Information to become a meaningful piece of legislation. Unless amended, the *Official Secrets Act* and the *Access to Information Act* will contradict each other.

The existing law inadvertently exposes Members of Parliament, civil servants and the press to lengthy jail terms for the most innocent exchanges of information.

The proposed wording, consistent with the true spirit and original intent of the Act, expressly limits its application to enemy espionage and offences against national defence and security, as opposed to mere "leaks" of embarrassing but non-strategic information.

Subsections 3(1) and (2) at present read as follows:

"3. (1) Every person is guilty of an offence under this Act who, for any purpose prejudicial to the *safety or interests of the State*,

(a) approaches, inspects, passes over, or is in the neighbourhood of, or enters any prohibited place;

(b) makes any sketch, plan, model or note that is calculated to be or might be or is intended to be directly or indirectly useful to a foreign power; or

(c) obtains, collects, records, or publishes, or communicates to any other person any secret official code word, or pass word, or any sketch, plan, model, article, or note, or other document or information that is calculated to be or might be or is intended to be directly or indirectly useful to a foreign power.

(2) On a prosecution under this section, it is not necessary to show that the accused person was guilty of any particular act tending to show a purpose prejudicial to the safety or interests of the State, and, notwithstanding that no such act is proved against him, he may be convicted if, from the circumstances of the case, or his conduct, or his known character as proved, it appears that his purpose was a purpose prejudicial to the safety or interests of the State; and if any sketch, plan, model, article, note, document or information relating to or used in any prohibited place, or anything in such a place, or any secret official code word or pass word is made, obtained, collected, recorded, published or communicated by any person other than a person acting under lawful authority, it shall be deemed to have been made,

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à mieux définir la portée de la *Loi sur les secrets officiels* afin d'empêcher les services gouvernementaux d'en abuser. Ceci est particulièrement important maintenant que le gouvernement a déposé un projet de *Loi sur l'accès à l'information*.

Le présent bill est nécessaire pour que le bill sur la liberté de l'information devienne une mesure législative valable. Les dispositions actuelles de la *Loi sur les secrets officiels* et celles du projet de *Loi sur l'accès à l'information* sont contradictoires. Actuellement, la législation expose par inadvertance les parlementaires, les fonctionnaires et les membres de la presse à de longues peines d'emprisonnement pour des échanges de renseignements pour lesquels le secret n'a pas la moindre importance.

Le libellé proposé, qui correspond au véritable esprit et à l'intention première de la loi, restreint expressément son application à l'espionnage ennemi et aux infractions contre la défense et la sécurité nationales par opposition aux simples «fuites» de renseignements embarrassants mais sans importance stratégique.

Voici le texte actuel des paragraphes 3(1) et (2):

«3. (1) Est coupable d'infraction à la présente loi quiconque, dans un dessein nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État,

a) s'approche d'un endroit prohibé, l'inspecte, le traverse, se trouve dans son voisinage ou y pénètre;

b) prend une note ou fait un croquis, plan ou modèle propre ou destiné à aider, ou susceptible d'aider directement ou indirectement à une puissance étrangère; ou

c) obtient, recueille, enregistre, publie ou communique à une autre personne un chiffre officiel ou mot de passe, ou un croquis, plan, modèle, article, note ou autre document ou renseignement propre ou destiné à aider, ou susceptible d'aider, directement ou indirectement une puissance étrangère.

(2) Dans une poursuite intentée sous le régime du présent article, il n'est pas nécessaire de démontrer que l'accusé était coupable d'un acte particulier indiquant un dessein nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État, et, bien que la preuve d'un tel acte ne soit pas établie à son encontre, il peut être déclaré coupable s'il apparaît, d'après les circonstances de l'espèce, sa conduite ou la preuve de sa réputation, que son dessein était nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État; et si un croquis, un plan, un modèle, un article, une note, un document ou un



- (a) that relates to or is used in a prohibited place or that relates to anything in a prohibited place,
- (b) that has been made or obtained in contravention of section 3, 5
- (c) that the person has obtained or to which he has had access while subject to the *Code of Service Discipline* within the meaning of the *National Defence Act*, or 10
- (d) that the person has obtained or to which he has had access owing to his position as a party to a contract performed in whole or in part in a prohibited place, or as an employee of a person 15 who is or has been such a party, and who, for any purpose prejudicial to the defence or security of Canada,
- (e) communicates the code word, pass word, sketch, plan, model, article, notes, 20 document or information to any person other than a person to whom he is authorized to communicate it;
- (f) uses the information for the benefit of any foreign power; 25
- (g) retains the sketch, plan, model, article, note or document in his possession or control when he has no right to retain it, or fails to comply with any direction issued by lawful authority with 30 regard to the return or disposal thereof; or
- (h) fails to take reasonable care of the code word, pass word, sketch, plan, model, article, note, document or infor- 35 mation or so conducts himself as to endanger its safety.”
- (2) Subsection 4(4) of the said Act is repealed.
- a) qui se rapporte à un endroit prohibé ou à quelque chose en cet endroit ou qui y est utilisé,
- b) qui a été fabriqué ou obtenu en contravention de l'article 3, 5
- c) qu'il a obtenu ou auquel il a eu accès, alors qu'il était assujéti au *Code de discipline militaire* au sens de la *Loi sur la défense nationale*, ou
- d) qu'il a obtenu ou auquel il a eu accès 10 en tant que partie à un contrat exécuté en totalité ou en partie dans un endroit prohibé, ou en tant qu'employé d'une personne qui est ou a été partie à un tel contrat, 15
- et, dans un dessein nuisible à la défense ou à la sécurité du Canada,
- e) communique le chiffre, mot de passe, croquis, plan, modèle, article, note, document ou renseignement à toute per- 20 sonne autre que celle à laquelle il est autorisé à le communiquer;
- f) utilise les renseignements au profit d'une puissance étrangère;
- g) retient le croquis, le plan, le modèle, 25 l'article, la note ou le document qu'il a en sa possession ou contrôle quand il n'a pas le droit de le retenir ou ne se conforme pas à toute instruction donnée par l'autorité compétente relativement à sa 30 remise ou à la façon d'en disposer; ou
- h) ne prend pas les précautions raisonnables en vue de la conservation du chiffre, du mot de passe, du croquis, du plan, du modèle, de l'article, de la note, 35 du document, ou du renseignement, ou se conduit de manière à en compromettre la sécurité.»
- (2) Le paragraphe 4(4) de ladite loi est abrogé. 40



*obtained, collected, recorded, published or communicated for a purpose prejudicial to the safety or interests of the State unless the contrary is proved."*

Subsections 4(1) and (4) at present read as follows:

"4. (1) Every person is guilty of an offence under this Act who, having in his possession or control any secret official code word, or pass word, or any sketch, plan, model, article, note, document or information that relates to or is used in a prohibited place or anything in such a place, or that has been made or obtained in contravention of this Act, or that has been entrusted in confidence to him by any person holding office under Her Majesty or that he has obtained or to which he has had access while subject to the Code of Service Discipline within the meaning of the *National Defence Act* or owing to his position as a person who holds or has held office under Her Majesty, or as a person who holds or has held a contract made on behalf of Her Majesty, or a contract the performance of which in whole or in part is carried out in a prohibited place, or as a person who is or has been employed under a person who holds or has held such an office or contract,

(a) communicates the code word, pass word, sketch, plan, model, article, note, document or information to any person, other than a person to whom he is authorized to communicate with, or a person to whom it is in the interest of the State his duty to communicate it;

(b) uses the information in his possession for the benefit of any foreign power or in any other manner prejudicial to the safety or interests of the State;

(c) retains the sketch, plan, model, article, note, or document in his possession or control when he has no right to retain it or when it is contrary to his duty to retain it or fails to comply with all directions issued by lawful authority with regard to the return or disposal thereof; or

(d) fails to take reasonable care of, or so conducts himself as to endanger the safety of the sketch, plan, model, article, note, document, secret official code word or pass word or information."

"(4) Every person is guilty of an offence under this Act who

(a) retains for any purpose prejudicial to the safety or interest of the State any official document, whether or not completed or issued for use, when he has no right to retain it, or when it is contrary to his duty to retain it, or fails to comply with any directions issued by any Government department or any person authorized by such department with regard to the return or disposals thereof; or

(b) allows any other person to have possession of any official document issued for his use alone, or communicates any secret official code word or pass word so issued, or, without lawful authority or excuse, has in his possession any official document or secret official code word or pass word issued for the use of some person other than himself, or on obtaining possession of any official document by finding or otherwise, neglects or fails to restore it to the person or authority by whom or for whose use it was issued, or to a police constable."

*renseignement se rapportant à un endroit prohibé ou qui y est utilisé, ou quelque chose en cet endroit, ou un chiffre officiel ou mot de passe est fabriqué, obtenu, recueilli, enregistré, publié ou communiqué par une personne autre qu'une personne légalement autorisée, il est censé avoir été fabriqué, obtenu, recueilli, enregistré, publié ou communiqué dans un dessein nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État, à moins de preuve contraire."*

Voici le texte actuel des paragraphes 4(1) et (4):

«4. (1) Est coupable d'infraction à la présente loi quiconque, ayant en sa possession ou contrôle un chiffre officiel ou mot de passe, ou un croquis, plan, modèle, article, note, document ou renseignement se rapportant à un endroit prohibé ou à quelque chose en cet endroit ou qui y est utilisé, ou qui a été fabriqué ou obtenu contrairement à la présente loi, ou qui lui a été confié par une personne détenant une fonction relevant de Sa Majesté, ou qu'il a obtenu ou auquel il a eu accès, alors qu'il était assujéti au Code de discipline militaire au sens de la *Loi sur la défense nationale*, ou à titre de personne détenant ou ayant détenu une fonction relevant de Sa Majesté, ou à titre de personne qui est ou a été l'adjudicataire d'un contrat passé pour le compte de Sa Majesté, ou d'un contrat qui est exécuté en totalité ou en partie dans un endroit prohibé, ou à titre de personne qui ou a été à l'emploi de quelqu'un qui détient ou a détenu cette fonction, ou est ou a été l'adjudicataire du contrat,

a) communique le chiffre, mot de passe, croquis, plan, modèle, article note document ou renseignement à toute personne autre que celle avec laquelle il est autorisé à communiquer ou à qui il est tenu de le communiquer dans l'intérêt de l'État;

b) utilise les renseignements qu'il a en sa possession au profit d'une puissance étrangère ou de toute autre manière nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État;

c) retient le croquis, le plan, le modèle, l'article, la note ou le document qu'il a en sa possession ou contrôle quand il n'a pas le droit de le retenir, ou qu'il ne se conforme pas aux instructions données par l'autorité compétente relativement à sa mise ou à la façon d'en disposer; ou

d) ne prend pas les précautions raisonnables en vue de la conservation du croquis, du plan, du modèle, de l'article, de la note, du document, du chiffre officiel ou mot de passe ou du renseignement, ou se conduit de manière à en compromettre la sécurité.»

«(4) Est coupable d'infraction à la présente loi, quiconque

a) retient, dans un dessein nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État, un document officiel, qu'il soit ou non complété ou émis pour usage, lorsqu'il n'a pas le droit de le retenir ou lorsqu'il est contraire à son devoir de le retenir, ou ne se conforme pas aux instructions données par un département du gouvernement ou par toute personne autorisée par ce département concernant la remise dudit document officiel ou la façon d'en disposer; ou

b) permet qu'un document officiel émis pour son propre usage entre en la possession d'une autre personne, ou communique un chiffre officiel ou mot de passe ainsi émis, ou, sans autorité ni excuse légitime, a en sa possession un document officiel ou un chiffre officiel ou mot de passe émis pour l'usage d'une personne autre que lui-même, ou en obtenant possession d'un document officiel par découverte ou autrement, néglige ou omet de le remettre à la personne ou à l'autorité par qui ou pour l'usage de laquelle il a été émis, ou à un agent de police.»







**C-247**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**C-247**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL****THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA****CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA****BILL C-247****BILL C-247**

An Act to amend the Statistics Act

Loi modifiant la Loi sur la statistique

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MISS MACDONALD (*Kingston and the Islands*)

MLLE MACDONALD (*Kingston et les Îles*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-247**

**BILL C-247**

An Act to amend the Statistics Act

Loi modifiant la Loi sur la statistique

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1970-71-72,  
c. 15

1. Section 29 of the *Statistics Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. L'article 29 de la *Loi sur la statistique* 5 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1970-71-72,  
c. 15

False information or failure to co-operate

“29. (1) Every person who, without lawful excuse, 10  
(a) knowingly gives false or misleading information  
(i) in response to a request for information made by a person employed or deemed to be employed under this Act, or  
(ii) on any form that he has been 15 requested to fill in pursuant to this Act, or  
(b) in connection with a census of population under section 18 or a census of agriculture under section 19, refuses or 20 neglects  
(i) to give pertinent information requested of him by a person employed or deemed to be employed under this Act, 25  
(ii) to fill in to the best of his knowledge and belief any form that he has been requested to fill in, or  
(iii) to return such form when and as requested of him 30  
is, for every such deception, refusal or neglect, guilty of an offence and liable on

«29. (1) Toute personne qui, sans excuse légitime,

Renseignements faux ou non-coopération

a) sciemment donne des renseignements faux ou trompeurs  
(i) en réponse à toute demande de 10 renseignements faite par une personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi, ou  
(ii) dans toute formule qu'on lui a demandé de remplir en application de 15 la présente loi, ou  
b) dans le cadre d'un recensement de la population mentionné à l'article 18 ou d'un recensement agricole mentionné à l'article 19, refuse ou néglige 20  
(i) de donner des renseignements pertinents qui lui sont demandés par une personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi,  
(ii) de remplir au mieux, d'après ce 25 qu'elle sait ou croit savoir, toute formule qu'on lui a demandé de remplir, ou  
(iii) de retourner cette formule quand et comme elle doit le faire d'après la 30 demande



## EXPLANATORY NOTES

## This Bill would

(a) permit a person who objects to answering Statistics Canada questions to do so without penalty, except in a census of population or a census of agriculture; and

(b) incorporate into section 29, as subsections (2) and (3), the provisions presently contained in sections 31 and 32.

*Clause 1: Section 29 at present reads as follows:*

“29. Every person who, without lawful excuse,

(a) *refuses or neglects to answer, or wilfully answers falsely, any question requisite for obtaining any information sought in respect of the objects of this Act or pertinent thereto that has been asked of him by any person employed or deemed to be employed under this Act, or*

(b) *refuses or neglects to furnish any information or to fill in to the best of his knowledge and belief any schedule or form that he has been required to fill in, and to return the same when and as required of him pursuant to this Act, or knowingly gives false or misleading information or practises any other deception thereunder*

is, for every such refusal or neglect, or false answer or deception, guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five hundred dollars or to imprisonment for a term not exceeding three months or to both.”

*Clause 2: Sections 31 and 32 at present read as follows:*

“31. The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, or the delivery by the post office at any house of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time by the occupant of the house, or in his absence by some other member of the family, is, as against the occupant, a sufficient *requirement* so to fill in and sign the schedule or form notwithstanding that the occupant is not named in the notice, or personally served therewith.”

“32. The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, at the office or other place of business of any person or the delivery by the post office to any person or his agent, of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time is, as against the person, a sufficient *requirement* so to fill in and sign the schedule or form, and if so required in the notice, to mail the schedule or form within a stated time to Statistics Canada.”

## NOTES EXPLICATIVES

## Ce bill a pour objet

a) de permettre à une personne de ne pas répondre aux questions de Statistique Canada sans subir de peine, sauf dans le cas de recensement de la population ou de recensement agricole; et

b) d'inclure dans l'article 29, sous forme des paragraphes (2) et (3), les dispositions que renferment actuellement les articles 31 et 32.

*Article 1 du bill: Voici le texte actuel de l'article 29:*

«29. Toute personne qui, sans excuse légitime,

a) *refuse ou néglige de répondre, ou donne volontairement une réponse fausse, à une question indispensable à l'obtention de renseignements que l'on cherche à obtenir pour les objets de la présente loi ou se rapportant à ces renseignements, et qui lui est posée par une personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi, ou*

b) *refuse ou néglige de fournir des renseignements ou de remplir au mieux, d'après ce qu'elle sait ou croit savoir, un questionnaire ou une formule qu'elle a été requise de remplir, et de les transmettre au moment et de la manière fixés en application de la présente loi, ou sciemment donne des renseignements faux ou trompeurs ou commet quelque autre fraude sous le régime de la présente loi,*

est, pour chaque refus, négligence, fausse déclaration ou fraude, coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cinq cents dollars au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au plus ou de l'une et l'autre peine.»

*Article 2 du bill: Voici le texte actuel des articles 31 et 32:*

«31. Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé dans une maison ou un logement ou que la poste y a livré un questionnaire ou une formule paraissant avoir été établi en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés, dans un délai déterminé, par l'occupant de cette maison ou de ce logement, ou en son absence par quelque autre membre de la famille, constitue, pour l'occupant, une *injonction* suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, bien que l'occupant ne soit pas nommément désigné dans l'avis, ou qu'il n'en ait pas reçu signification personnelle.»

«32. Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé au bureau ou autre lieu d'affaires d'une personne ou que la poste a livré à une personne ou à son agent un questionnaire ou une formule paraissant établis en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés dans un délai déterminé, constitue, pour cette personne, une *injonction* suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, ainsi que de l'expédier par la poste, à Statistique Canada, dans un délai déterminé, si l'avis le requiert.»

summary conviction to a fine not exceeding five hundred dollars or to imprisonment for a term not exceeding three months or to both.

Leaving notice  
at house

(2) The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, or the delivery by the post office at any house of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time by the occupant of the house, or in his absence by some other member of the family, is, as against the occupant, a sufficient request so to fill in and sign the schedule or form notwithstanding that the occupant is not named in the notice, or personally served therewith.

Leaving notice  
at office

(3) The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, at the office or other place of business of any person or the delivery by the post office to any person or his agent, of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time is, as against the person, a sufficient request so to fill in and sign the schedule or form, and if so required in the notice, to mail the schedule or form within a stated time to Statistics Canada."

Repeal

2. Sections 31 and 32 of the said Act are repealed.

est, pour chaque fraude, refus ou négligence, coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cinq cents dollars au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au plus ou de l'une et l'autre peine.

Avis laissé à  
domicile

(2) Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé dans une maison ou un logement ou que la poste y a livré un questionnaire ou une formule paraissant avoir été établi en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés, dans un délai déterminé, par l'occupant de cette maison ou de ce logement, ou en son absence par quelque autre membre de la famille, constitue, pour l'occupant, une demande suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, bien que l'occupant ne soit pas nommément désigné dans l'avis, ou qu'il n'en ait pas reçu signification personnelle.

Avis laissé au  
bureau

(3) Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé au bureau ou autre lieu d'affaires d'une personne ou que la poste a livré à une personne ou à son agent un questionnaire ou une formule paraissant établis en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés dans un délai déterminé, constitue, pour cette personne, une demande suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, ainsi que de l'expédier par la poste, à Statistique Canada, dans un délai déterminé, si l'avis le requiert.»

Abrogation

2. Les articles 31 et 32 de ladite loi sont abrogés.

**C-248**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-248**

An Act establishing a moratorium on the continued  
development of nuclear power in Canada for the purpose  
of establishing a public inquiry into nuclear power that  
is followed by a national referendum

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. BLAIE

**C-248**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-248**

Loi prévoyant un délai pour le développement de  
l'énergie nucléaire au Canada afin de procéder, au sujet  
de cette énergie, à une enquête publique suivie d'un  
référendum

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. BLAIE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-248**

**BILL C-248**

An Act establishing a moratorium on the continued development of nuclear power in Canada for the purpose of establishing a public inquiry into nuclear power that is followed by a national referendum

Loi prévoyant un délai pour le développement de l'énergie nucléaire au Canada afin de procéder, au sujet de cette énergie, à une enquête publique suivie d'un référendum

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title	<b>1.</b> This Act may be cited as the <i>Nuclear Power Act</i> .	<b>1.</b> La présente loi peut être citée sous le 5 titre suivant: <i>Loi sur l'énergie nucléaire</i> .	Titre abrégé 5
Definitions	<b>2.</b> In this Act,	<b>2.</b> Dans la présente loi,	Définitions
"Commission"	"Commission" means the Nuclear Power Commission established under this Act;	«Commission» désigne la Commission de l'énergie nucléaire créée par la présente loi;	«Commission»
"nuclear power"	"nuclear power" means power that is created as a result of nuclear fission.	10 «énergie nucléaire» signifie énergie provenant 10 de la fission nucléaire;	«énergie nucléaire»
Commission established	<b>3.</b> There is hereby established a Nuclear Power Commission consisting of a chairman and up to six other members who shall be appointed by the Governor in Council and shall serve without remuneration.	<b>3.</b> Est par la présente créée une Commission de l'énergie nucléaire comprenant un président et jusqu'à six autres commissaires nommés par le gouverneur en conseil et ser- 15 vant à titre gracieux.	Création d'une commission
Conflict of interest	<b>4.</b> No member of the Commission shall, directly or indirectly, have any interest in a corporation or undertaking that is engaged in the manufacturing, buying or selling of materials or equipment intended for use in the nuclear power industry.	<b>4.</b> Un commissaire ne doit avoir aucun intérêt direct ou indirect dans une société ou entreprise qui fabrique, achète ou vend des matières ou du matériel destinés à l'industrie 20 de l'énergie nucléaire.	Conflit d'intérêt
Powers	<b>5.</b> The Commission has power to summon witnesses, to require them to give evidence on oath or solemn affirmation either orally or in writing, and to produce such documents, 25	<b>5.</b> La Commission a le pouvoir de citer des témoins à comparaître, d'exiger qu'ils témoignent sous serment ou affirmation solennelle, oralement ou par écrit, et qu'ils produisent 25	Pouvoirs





	papers and things as the Commission may require.	les documents, pièces et choses qu'elle demande.	
Rules	6. The Commission may make rules for carrying out its work and exercising its power.	6. La Commission peut établir des règles pour effectuer son travail et exercer son pouvoir.	Règles 5
Acquisition of property	7. The Commission may acquire money, securities or other property from any person and may expend, administer and dispose of any such money, securities or other property as it deems necessary.	7. La Commission peut acquérir de quiconque des fonds, valeurs ou autres biens et peut les dépenser, gérer ou aliéner comme elle le juge nécessaire.	Acquisition de biens
Duties	8. The Commission shall (a) hold a public inquiry into the use and development of nuclear power in Canada and make recommendations with respect to the advisability of continuing its use and development, and (b) establish a procedure for holding a national referendum on the continued use and development of nuclear power.	8. La Commission doit a) faire une enquête publique sur l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire au Canada et faire des recommandations sur l'opportunité d'en continuer l'utilisation et le développement, et b) établir une procédure pour la tenue d'un référendum national sur la continuation de l'utilisation et du développement de l'énergie nucléaire.	10 Fonctions 15
Report tabled in Parliament	9. The Commission shall report its recommendations to the Minister of Energy, Mines and Resources within two years from the day this Act comes into force and the Minister shall lay the report before Parliament within ten days after he receives it or, if Parliament is not sitting, on any of the first ten days next that Parliament is sitting.	9. La Commission doit, dans un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, faire rapport de ses recommandations au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui doit déposer le rapport devant le Parlement dans les dix jours de sa réception ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, l'un des dix premiers jours où il siège par la suite.	Dépôt du rapport au Parlement 25
Referendum	10. The Governor in Council shall hold a national referendum on the question of the continued use and development of nuclear power in accordance with the procedure established by the Commission within three months from the day the Commission submits its report.	10. Le gouverneur en conseil doit faire tenir un référendum national sur la continuation de l'utilisation et du développement, de l'énergie nucléaire conformément à la procédure établie par la Commission dans les trois mois de la date de dépôt du rapport de la Commission.	Référendum 30 35
Offence	11. (1) No person shall construct or aid in the construction of a commercial nuclear reactor with a capacity greater than sixty megawatts during the three years following the day this Act comes into force.  (2) No person shall export any equipment or substance which is likely to be used in the construction of a nuclear reactor with a capacity greater than sixty megawatts during the three years following the day this Act comes into force.	11. (1) Nul ne doit procéder ni aider à la construction d'un réacteur nucléaire d'une capacité supérieure à soixante mégawatts pendant trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.  (2) Nul ne doit exporter de matériel ni de substance probablement destinés à la construction d'un réacteur nucléaire d'une capacité supérieure à soixante mégawatts pendant trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.	Infraction 40 45





(3) Every person who contravenes this section is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years or a fine of one million dollars or to both.

(3) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans ou d'une amende d'un million de dollars, ou de l'une et l'autre peine.

5

Coming into  
force

**12.** This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

**12.** La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en  
vigueur





6  
**C-249**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

**BILL C-249**

An Act respecting metric measurement  
(voluntary adaption)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. SCOTT (*Hamilton-Wentworth*)

**C-249**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-249**

Loi concernant les mesures métriques  
(adaptation facultative)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. SCOTT (*Hamilton-Wentworth*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-249**

**BILL C-249**

An Act respecting metric measurement  
(voluntary adaption)

Loi concernant les mesures métriques  
(adaptation facultative)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Metric Conversion Commission Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5  
titre suivant: *Loi sur la commission de con-  
version au système métrique*.

Titre abrégé

"Commission"

2. In this Act,  
"Commission" means the Metric Conversion Commission established pursuant to section 3; and

2. Dans la présente loi,  
«Commission» désigne les commission de conversion au système métrique créée par l'article 3; et 10

«Commission»

"Minister"

"Minister" means the Minister of Industry, Trade and Commerce. 10

«Ministre» désigne le ministre de l'Industrie et du Commerce.

«Ministre»

Establishment of Commission

3. A Commission is hereby established to be known as the Metric Conversion Commission consisting of

3. Est par la présente créée une commission appelée commission de conversion au système métrique et formée 15

Création d'une commission

(a) a full-time member who shall be the Chairman of the Commission, and

a) d'un commissaire à plein temps qui est président de la Commission et

(b) not more than fifteen part-time members,

b) d'un maximum de quinze commissaires à temps partiel,

who shall be appointed by the Governor in Council from the public service of Canada and who shall serve without remuneration. 20

tous nommés par le gouverneur en conseil 20  
parmi les fonctionnaires fédéraux et exerçant sans rémunération leurs fonctions de commissaires.

Rules

4. The Commission may make such rules as may be necessary for the conduct of its meetings and the performance of its duties.

4. La Commission peut au besoin établir les règles nécessaires à la tenue de ses réunions et à l'exercice de ses fonctions. 25

Règles

Technical assistance

5. The Governor in Council may, upon the request of the Commission, provide the Com-

5. Le gouverneur en conseil peut, à la demande de la Commission, lui fournir les

Assistance technique



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to bring democracy to the metrification process. It is not intended to change retroactively those metric programs already in effect.

The Bill is designed to bring into law a system of voluntary conversion in those areas where the process is not already in final stages of implementation; and in those sectors of the economy which are threatened by metrification because the process is either too costly or unnecessary and who wish to revert to the Imperial System of measurement.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à démocratiser la conversion au système métrique. Son objet n'est pas de modifier rétroactivement les programmes de conversion déjà mis en oeuvre.

Le bill a pour but d'introduire dans la législation un système de conversion facultative dans les domaines où la conversion n'en est pas encore aux étapes finales de réalisation ainsi que dans les secteurs de l'économie qui sont menacés par la conversion du fait qu'elle est trop coûteuse ou inutile et qui veulent revenir au système de mesures de l'Empire britannique.

mission with the services of such officers and employees employed by or in any department of the Government of Canada as are necessary for the proper conduct of the business of the Commission, and the Commission may obtain the advice and assistance of any department or agency of the Government of Canada.

Purposes and powers

6. The Commission is established for the purpose of advising the Minister on plans for encouraging the voluntary conversion to the metric system, and for that purpose, the Commission may

- (a) undertake investigations, surveys, studies and public hearings to determine the implications of conversion to the metric system for different sectors of the Canadian economy and the level of its acceptance by the public;
- (b) prepare, in consultation and co-operation with any department or agency of the Government of Canada, any department or agency of the government of a province, the Standards Council of Canada, or other interested parties an overall program of public education to encourage voluntary conversion to the metric system;
- (c) establish a procedure whereby any interested group could recommend a conversion program for a specified industry;
- (d) recommend that an individual or a group that has applied to the Commission be exempted from complying with any existing Act or regulation relating to metric conversion.

7. The Commission shall, within three months after the termination of each year, submit to the Minister a report on its activities for that year, and the Minister shall cause the report to be laid before Parliament within fifteen days after receiving it or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

services des fonctionnaires et autres employés de tout ministère ou département fédéral dont elle a besoin pour exercer convenablement ses fonctions et la Commission peut obtenir des avis et de l'aide de tout ministère, département ou organisme fédéral.

Objets et pouvoirs

6. L'objet de la Commission est de conseiller le Ministre sur les plans visant à encourager la conversion facultative au système métrique et à cette fin la Commission peut

- a) entreprendre des enquêtes, études et relevés et tenir des audiences publiques aux fins de déterminer quelles sont les implications de la conversion au système métrique dans les divers secteurs de l'économie canadienne et dans quelle mesure le public l'accepte;
- b) préparer, en consultation et en collaboration avec tout ministère, département ou organisme fédéral, tout ministère, département ou organisme provincial, le Conseil canadien des normes ou d'autres intéressés, un programme général d'éducation publique pour encourager la conversion facultative au système métrique;
- c) établir une procédure permettant à un groupe d'intéressés de recommander un programme de conversion pour une industrie donnée;
- d) recommander qu'un particulier ou un groupe qui lui en a fait la demande ne soit pas tenu de se conformer à une loi ou un règlement en vigueur concernant la conversion au système métrique.

7. Dans les trois premiers mois de chaque année, la Commission soumet au Ministre un rapport sur ses activités de l'année précédente et le Ministre fait déposer ce rapport devant le Parlement dans les quinze jours de sa réception ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, l'un des quinze premiers jours de séance suivants.

**C-250**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-250**

An Act to amend the Divorce Act  
(alimony and maintenance orders)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-250**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-250**

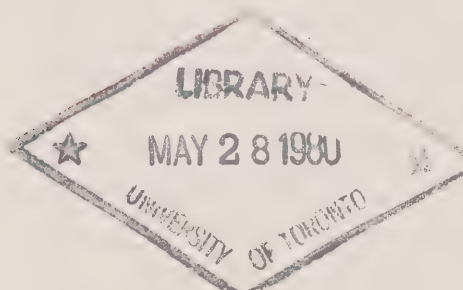
Loi modifiant la Loi sur le divorce  
(ordonnances de pension alimentaire)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY



MR. HUNTINGTON

M. HUNTINGTON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-250**

**BILL C-250**

An Act to amend the Divorce Act

Loi modifiant la Loi sur le divorce

(alimony and maintenance orders)

(ordonnances de pension alimentaire)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. D-8

1. Section 15 of the *Divorce Act* is repealed and the following substituted therefor:

Registration of  
orders

“15. An order made under section 10 or 11 by any court may be registered in any other superior court in Canada and, when registered, shall be deemed to have been made by that superior court and shall have the same force and effect as if the order had originated from it. 10

Enforcement of  
orders

15.1 (1) Notwithstanding any law or practice to the contrary, every court making an order under section 10 or 11 and every court deemed by section 15 to have made such an order is responsible for the enforcement of the order within the province where the court has jurisdiction. 20

No special  
default  
proceedings

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the court shall not require a spouse to initiate a procedure for garnishment of wages or seizure and sale of property or any other procedure in order to compel enforcement of an order described in subsection (1), but shall, through its officers, upon default under such an order, issue such continuing orders

1. L'article 15 de la *Loi sur le divorce* est abrogé et remplacé par ce qui suit;

S.R., c. D-8

5

Enregistrement  
des ordonnances

«15. Une ordonnance rendue en vertu des articles 10 ou 11 par un tribunal peut être enregistrée à toute autre cour supérieure au Canada et, après enregistrement, est réputée avoir été rendue par cette cour supérieure et a la même force exécutoire et le même effet que si elle l'avait été. 10

Exécution des  
ordonnances

15.1 (1) Nonobstant toute règle de droit ou pratique contraire, tout tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 10 ou 11 et tout tribunal qui, en vertu de l'article 15, est réputé en avoir rendu une est responsable de son exécution dans la province de son ressort. 15

Aucune  
procédure  
spéciale à  
défaut  
d'exécution

(2) Sans restreindre la portée générale du paragraphe (1), le tribunal ne doit pas exiger d'un conjoint qu'il engage une procédure de saisie-arrêt de salaires ou de saisie et vente de biens ni quelque autre procédure pour forcer l'exécution d'une ordonnance visée au paragraphe (1), mais, à défaut de son exécution, il doit, par l'entremise de ses officiers, rendre les



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to propose a scheme, within the constraints of the procedural restrictions that parliamentary tradition imposes on private members' initiatives, whereby maintenance and other money orders made pursuant to the *Divorce Act* could be enforced by the courts making the orders.

In its *Working Paper on Divorce* published in 1975, the Law Reform Commission of Canada stated that one of the most serious problems facing a divorced spouse is the inability to enforce an existing maintenance order by some simple, quick and inexpensive procedure. The Commission reiterated the conclusion expressed in its *Working Paper on The Family Court* that it is necessary to establish services and procedures whereby the court, through its officers, can directly secure the enforcement of its orders. Officers of the court should assume the responsibility for the receipt and disbursement of moneys and should be empowered to institute appropriate proceedings to ensure that any default under a court order is explained, and where appropriate, made good.

For the further economic protection of family dependants, the Law Reform Commission went on to recommend that the court should have the power to make an assignment of wages or a continuing garnishee so as to guarantee the payment of moneys ordered by the court. The Commission felt that the present requirement whereby garnishee proceedings must ordinarily be instituted after each and every default should be eliminated. Finally, they considered that public servants should not be exempt from the garnishee process. The rights of family dependants should no longer be ignored merely on the basis of legal anachronisms regulating the position of the Crown and its servants. This latter recommendation is reinforced by the Commission's Report, dated November 30, 1977, *on the exigibility to attachment of remuneration payable by the Crown in right of Canada*.

*Clause 1:* Section 15 at present reads as follows:

"15. An order made under section 10 or 11 by any court may be registered in any other superior court in Canada and may be enforced in like manner as an order of that superior court or in such other manner as is provided for by any rules of court or regulations made under section 19."

## NOTES EXPLICATIVES

L'objet de ce bill est de proposer, dans les limites des restrictions procédurales que la tradition parlementaire impose aux projets de loi présentés par des députés, un système grâce auquel l'exécution des ordonnances d'entretien et autres ordonnances de paiement rendues en vertu de la *Loi sur le divorce* pourrait être assurée par les tribunaux qui les rendent.

Dans son *Document de travail sur le divorce* publié en 1975, la Commission canadienne de réforme du droit a déclaré que l'une des principales difficultés rencontrées par un conjoint divorcé est l'impossibilité de faire exécuter une ordonnance d'entretien au moyen d'une procédure simple, rapide et peu coûteuse. Elle a repris la conclusion, exprimée dans son *Document de travail sur le tribunal de la famille*, à l'effet qu'il faudrait créer des services et procédures permettant au tribunal, agissant par l'entremise de ses officiers, de faire directement exécuter ses ordonnances. Les officiers du tribunal devraient assumer la responsabilité de l'encaissement et du versement des deniers et être habilités à engager les procédures appropriées pour que tout défaut de paiement exigé par une ordonnance du tribunal soit expliqué et, lorsqu'il y a lieu, corrigé.

Pour augmenter la protection des personnes à charge, la Commission de réforme du droit a également recommandé que le tribunal soit habilité à ordonner l'attribution aux personnes à charge des salaires du débiteur ou une saisie-arrêt permanente sur ces salaires pour garantir les paiements ordonnés par le tribunal. La commission a estimé que l'actuelle obligation de faire mettre une nouvelle saisie-arrêt après chaque nouveau défaut devrait être supprimée. Enfin, elle a recommandé que les fonctionnaires publics ne soient pas exempts de saisie-arrêt. Les droits des personnes à charge ne devraient plus être ignorés sous le seul prétexte d'anachronismes juridiques régissant la situation de la Couronne et de ses fonctionnaires. Cette dernière recommandation est renforcée par le *Rapport* de la commission, en date du 30 novembre 1977, *sur la saisie des rémunérations versées par la Couronne du chef du Canada*.

*Article 1 du bill.* — Voici le texte actuel de l'article 15:

"15. Une ordonnance rendue en vertu des articles 10 ou 11 par un tribunal peut être enregistrée à toute autre cour supérieure au Canada et peut être exécutée de la même manière qu'une ordonnance de cette cour supérieure ou de toute autre manière prévue par des règles de pratique ou des règlements adoptés en vertu de l'article 19."

	and initiate such further action as it may, under the circumstances, deem necessary.	ordonnances permanentes et prendre les autres mesures qu'en l'espèce il juge nécessaires à l'exécution de l'ordonnance.	
Payment into court	(3) To better ensure the enforcement of its orders, the court may require that all moneys owing pursuant to an order made under section 10 or 11 be paid into court, whereupon the court shall forthwith transmit the moneys so paid to the spouse on behalf of whom or on behalf of whose children the order was made.	(3) Pour mieux assurer l'exécution de ses ordonnances, le tribunal peut exiger que toutes les sommes dues aux termes d'une ordonnance rendue en vertu des articles 10 ou 11 soient versées en cour, et il doit alors immédiatement transmettre les sommes ainsi versées au conjoint pour lequel ou pour les enfants duquel l'ordonnance a été rendue.	5 Paiement en cour
Moneys payable by Her Majesty are attachable	<b>15.2</b> (1) Upon default by a public servant to make a payment pursuant to an order made under section 10 or 11, the court may make such continuing order of attachment or assignment of wages as it deems fit, provided that the amount so attached or assigned shall not exceed the amount that might under the laws of the province be attached or assigned under execution or garnishee proceedings.	<b>15.2</b> (1) Lorsqu'un fonctionnaire public ne fait pas un paiement conformément à une ordonnance rendue en vertu des articles 10 ou 11, le tribunal peut rendre l'ordonnance permanente de saisie-arrêt ou de cession de salaires qu'il estime appropriée, à la condition que le montant sur lequel porte cette ordonnance ne soit pas supérieur à celui qui pourrait, en application du droit de la province, faire l'objet d'une saisie-arrêt ou cession de salaires à un tiers dans des procédures d'exécution.	15 Les deniers payables par Sa Majesté sont saisissables
Idem	(2) For greater certainty, moneys owing, payable or accruing due from the Crown in right of Canada, or from an agent of the Crown, or from any board or commission appointed by or acting under the Crown, as salary or wages to any public servant may be attached or assigned pursuant to this Act.	(2) Pour plus de certitude, les traitements et salaires dus et qui sont ou deviendront payables, par la Couronne ou un mandataire de la Couronne, pour le Canada, ou par un conseil, un office ou une commission constitués par la Couronne ou en relevant, à un fonctionnaire public peuvent faire l'objet d'une saisie-arrêt ou cession de salaires à un tiers en vertu de la présente loi.	25 Idem
Definition	(3) In this section, "public servant" means a person to whom moneys are due from or payable by Her Majesty in right of Canada as salary or wages.	(3) Dans le présent article, «fonctionnaire public» désigne une personne à qui des deniers sont dus ou payables à titre de traitement ou salaire par Sa Majesté, pour le Canada.»	35 Définition
	<b>2.</b> The said Act is further amended by adding, immediately after section 21 thereof, the following heading and section:	<b>2.</b> Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 21, de la rubrique et de l'article suivants:	40
	"APPLICATION	"APPLICATION	
Binding on Crown	<b>21.1</b> This Act is binding on Her Majesty in right of Canada."	<b>21.1</b> La Couronne, pour le Canada, est liée par la présente loi."	Obligation de la Couronne



**C-251**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-251**

An Act to amend the Public Service Staff Relations  
Act  
(prohibiting right to strike)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. GAMBLE

**C-251**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-251**

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la  
Fonction publique  
(interdiction de faire grève)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. GAMBLE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-251

## BILL C-251

An Act to amend the Public Service Staff  
Relations Act

Loi modifiant la Loi sur les relations de  
travail dans la Fonction publique

(prohibiting right to strike)

(interdiction de faire grève)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. P-35

1. Subsection 79(1) of the *Public Service  
Staff Relations Act* is repealed and the fol-  
lowing substituted therefor:

Designated  
employees

“79. (1) Notwithstanding section 78, no  
conciliation board shall be established for  
the investigation and conciliation of a dis-  
pute in respect of a bargaining unit until 10  
the parties have agreed on or the Board  
has determined pursuant to this section the  
employees or classes of employees in the  
bargaining unit (hereinafter in this Act  
referred to as “designated employees”) 15  
whose duties consist in whole or in part of  
duties the performance of which at any  
particular time or after any specified  
period of time is or will be necessary in the  
interest of the safety, security, conveni- 20  
ence, mobility or economic well-being of  
the public.”

S.R., c. P-35

1. Le paragraphe 79(1) de la *Loi sur les  
relations de travail dans la Fonction publi-* 5  
*que* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Employés  
désignés

«79. (1) Nonobstant l'article 78, il ne  
doit pas être établi de bureau de concilia-  
tion pour l'enquête et la conciliation d'un  
différend relatif à une unité de négociation 10  
tant que les parties ne se sont pas mises  
d'accord ou que la Commission n'a pris,  
aux termes du présent article, aucune déci-  
sion sur la question de savoir quels sont les  
employés ou les classes d'employés de 15  
l'unité de négociation (ci-après dans la  
présente loi appelés «employés désignés»)  
dont les fonctions sont, en tout ou en  
partie, des fonctions dont l'exercice à un  
moment particulier ou après un délai spé- 20  
cifié est ou sera nécessaire dans l'intérêt de  
la sûreté, la sécurité, de la commodité, de  
la mobilité ou du bien-être économique du  
public.»

## EXPLANATORY NOTES

At present, all full-time federal public servants not employed in a managerial or confidential capacity enjoy the right to strike, except for "designated employees" whose duties may affect the safety or security of the public. Many other public servants whose duties affect the economic well-being, mobility or convenience of Canadians have, and have exercised, the right to withdraw their services.

This Bill would broaden the class of employees who could be "designated" so that it would include all who perform essential services.

Subsection 79(1) at present reads as follows:

"79. (1) Notwithstanding section 78, no conciliation board shall be established for the investigation and conciliation of a dispute in respect of a bargaining unit until the parties have agreed on or the Board has determined pursuant to this section the employees or classes of employees in the bargaining unit (hereinafter in this Act referred to as "designated employees") whose duties consist in whole or in part of duties the performance of which at any particular time or after any specified period of time is or will be *necessary in the interest of the safety or security of the public.*"

Subsection 101(1) reads as follows:

"101. (1) *No employee shall participate in a strike*

(a) who is not included in a bargaining unit for which a bargaining agent has been certified by the Board,

(b) who is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is by the referral thereof to arbitration, or

(c) *who is a designated employee.*"

## NOTES EXPLICATIVES

Actuellement, les fonctionnaires à plein temps qui n'exercent pas des fonctions de gestion ou de confiance, à l'exception des «employés désignés» dont l'interruption du travail peut affecter la sûreté ou la sécurité du public, ont le droit de faire grève. Bien d'autres fonctionnaires dont l'interruption du travail affecte le bien-être économique, la mobilité ou la commodité des Canadiens ont le droit de suspendre leurs services et l'ont exercé.

Ce bill élargirait la catégorie des employés pouvant être «désignés» de façon à y englober tous ceux dont les services sont essentiels.

Voici le texte actuel du paragraphe 79(1) de la loi:

«79. (1) Nonobstant l'article 78, il ne doit pas être établi de bureau de conciliation pour l'enquête et la conciliation d'un différend relatif à une unité de négociation tant que les parties ne se sont pas mises d'accord ou que la Commission n'a pris, aux termes du présent article, aucune décision sur la question de savoir quels sont les employés ou les classes d'employés de l'unité de négociation (ci-après dans la présente loi appelés «employés désignés») dont les fonctions sont, en tout ou en partie, des fonctions dont l'exercice à un moment particulier ou après un délai spécifié est ou sera *nécessaire dans l'intérêt de la sûreté ou de la sécurité du public.*»

Voici le texte actuel du paragraphe 101(1)

«101. (1) *Ne doit participer à une grève aucun employé*

a) qui ne fait pas partie d'une unité de négociation pour laquelle un agent négociateur a été accrédité par la Commission,

b) qui appartient à une unité de négociation à l'égard de laquelle la méthode de règlement d'un différend est le renvoi du différend à l'arbitrage, ou

c) *qui est un employé désigné.*»



**C-252**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-252**

An Act to amend the constitution of Canada  
(federal general elections)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-252**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-252**

Loi modifiant la constitution du Canada  
(élections générales fédérales)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOT OF PARLIAMENTARY MATERIAL



MR. MALONE

M. MALONE

1st Session, 32nd Parliament, 29 Elizabeth II,  
1980

1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature, 29 Elizabeth II,  
1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-252

## BILL C-252

An Act to amend the constitution of Canada  
(federal general elections)

Loi modifiant la constitution du Canada  
(élections générales fédérales)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

### BRITISH NORTH AMERICA ACT

### ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE

30-31 Vict., c. 3  
(U.K.)

1. Section 50 of the *British North Ameri-  
ca Act, 1867* is repealed and the following  
substituted therefor:

1. L'article 50 de l'*Acte de l'Amérique du  
Nord britannique, 1867* est abrogé et rem-  
placé par ce qui suit:

30-31 Vict., c. 3  
(R.-U.)

Term of  
Parliament

“50. (1) Every Parliament shall contin-  
ue until dissolved by the Governor Gen-  
eral, which shall be not sooner than four  
years less forty days, nor later than four 10  
years plus forty days, from the day that  
the last preceding Parliament was dis-  
solved.

«50. (1) Chaque législature du Parle-  
ment durera jusqu'à sa dissolution par le  
gouverneur général qui aura lieu au plus  
tôt quatre ans moins quarante jours et au 10  
plus tard quatre ans plus quarante jours  
après la date de dissolution de la  
précédente.

Durée d'une  
législature

Vote of  
non-confidence

(2) Notwithstanding subsection (1), the  
Governor General may dissolve a Parlia- 15  
ment at any time if the Government is  
defeated in the House of Commons on a  
motion for the approval of its budgetary  
policy, a motion in amendment thereto, a  
motion to concur in main estimates or a 20  
motion expressing confidence or lack of  
confidence in the Government.”

(2) Nonobstant le paragraphe (1), le  
gouverneur général peut dissoudre une 15  
législature du Parlement n'importe quand  
si le gouvernement est défait à la Chambre  
des communes lors d'un vote sur une  
motion d'approbation de sa politique bud-  
gétaire, de modification d'une telle motion 20  
d'approbation, d'approbation du budget  
principal des dépenses, ou de confiance ou  
de défiance à son égard.»

Vote de  
non-confiance

### CANADA ELECTIONS ACT

### LOI ÉLECTORALE DU CANADA

R.S., c. 14 (1st  
Suppl.)

2. Section 6 of the *Canada Elections Act*  
is amended by inserting therein, immediately  
after subsection (1), the following subsection: 25

2. L'article 6 de la *Loi électorale du  
Canada* est modifié par l'insertion, immédia- 25

S.R., c. 14 (1<sup>er</sup>  
suppl.)



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to provide an element of predictability in the calling of federal general elections. At present, there is almost total discretion in the Prime Minister to choose a time that is convenient to the Government. Under the Bill, elections would be held regularly at four-year intervals, except where a term was cut short by the defeat of a Government on a matter of confidence. In the latter event, the newly-elected Government would start with a fresh four-year mandate.

Nothing in the Bill would prevent the Governor General, where a Government lost the confidence of the House of Commons, from calling upon the opposition to form a new Government, in circumstances where the Governor General already has such power.

*Clause 1: Section 50 of the British North America Act at present reads as follows:*

“50. Every House of Commons shall continue for Five Years from the Day of the Return of the Writs for choosing the House (subject to be sooner dissolved by the Governor General), and no longer.”

*Clause 2: This amendment would enshrine in statute law the constitutional convention that writs for a general election are to be issued immediately upon the dissolution of Parliament.*

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à introduire dans la constitution un élément permettant de prévoir l'époque des élections générales fédérales. Actuellement, le premier ministre a à peu près toute liberté de choisir un moment qui convient au gouvernement. En vertu du bill, les élections auraient lieu à intervalles réguliers de quatre ans sauf si la durée d'une législature se trouvait diminuée par suite de la défaite du gouvernement sur une question de confiance. En ce cas, le nouveau gouvernement suivant aurait lui aussi un mandat de quatre ans.

Aucune disposition du bill n'empêcherait le gouverneur général de demander à l'opposition, dans les circonstances où il peut actuellement le faire, de former un nouveau gouvernement pour remplacer un gouvernement qui aurait perdu la confiance de la Chambre des communes.

*Article 1 du bill. — Voici le texte actuel de l'article 50 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique:*

«50. La durée de la Chambre des Communes ne sera que de cinq ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le gouverneur-général.»

*Article 2 du bill. — Cette modification insérerait dans le droit statutaire la règle constitutionnelle selon laquelle on doit, dès la dissolution d'une législature, émettre des brefs d'élection générale.*

Issued at  
dissolution

“(1.1) Writs of election for a general election shall be issued on the day that a Parliament is dissolved.”

3. Subsection 22(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Polling day

“(1) The Governor in Council shall fix the day on which the poll shall be held at any election, which shall be not later than eighty days after the day that the writ of election was issued, and that day shall be named in the writ of election.”

tement après le paragraphe (1), du paragraphe suivant:

«(1.1) Les brefs d'une élection générale sont émis le jour de la dissolution d'une législature.»

Brefs émis dès  
la dissolution

5

3. Le paragraphe 22(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Jour du scrutin

“(1) Le gouverneur en conseil fixe le jour du scrutin d'une élection à une date qui n'est pas postérieure de plus de quatre-vingts jours à celle de l'émission du bref d'élection, et cette date est indiquée dans le bref d'élection.”

10

*Clause 3:* This amendment, which adds the underlined words, would ensure that general elections and by-elections are always held within a reasonable time from the day the writs are issued.

*Article 3 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés, assurerait la tenue des élections générales et partielles dans un délai raisonnable après la date d'émission des brefs y afférents.









**C-253**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-253**

An Act to amend the Juvenile Delinquents Act

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. ALLMAND

**C-253**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-253**

Loi modifiant la Loi sur les jeunes délinquants

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. ALLMAND

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-253**

**BILL C-253**

An Act to amend the Juvenile Delinquents  
Act

Loi modifiant la Loi sur les jeunes  
délinquants

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., 1970, c.  
J-3

1. The definition "child" contained in sec-  
tion 2(1) of the *Juvenile Delinquents Act* is  
repealed and the following substituted  
therefor:

"child"  
«enfant»

" "child" means a person under the age of  
eighteen years."

Repeal

2. Section 2(2) of the said Act is repealed. 10

1. La définition du mot «enfant» figurant  
5 au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes* 5  
*délinquants* est abrogée et remplacée par la  
suivante:

S.R., 1970, c.  
J-3

« «enfant» signifie une personne âgée de  
moins de dix-huit ans.»

«enfant»  
"child"

2. Le paragraphe 2(2) de ladite loi est 10 Abrogation  
abrogé.

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Act is to provide a uniform age in Canada for children to be tried in adult courts. Under the present law children of sixteen or seventeen years may be tried in some provinces as an adult and sentenced to a penitentiary, while in other provinces they are tried in Juvenile Court under the *Juvenile Delinquents Act* and receive more appropriate sentences. This is not equal justice for all Canadian children.

*Clause 1:* The definition "child" contained in section 2(1) at present reads as follows:

"child" means any boy or girl apparently or actually under the age of sixteen years, or such other age as may be directed in any province pursuant to subsection (2)."

*Clause 2:* Subsection 2(2) at present reads as follows:

"(2) The Governor in Council may from time to time by proclamation

(a) direct that in any province the expression "child" in this Act means any boy or girl apparently or actually under the age of eighteen years, and any such proclamation may apply either to boys only or to girls only or to both boys and girls, and

(b) revoke any direction made with respect to any province by a proclamation under this section, and thereupon the expression "child" in this Act in that province means any boy or girl apparently or actually under the age of sixteen years."

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à uniformiser pour tout le Canada l'âge auquel les enfants peuvent être jugés par les tribunaux pour adultes. D'après la législation actuelle, les enfants de seize ou dix-sept ans peuvent, dans certaines provinces, être jugés comme adultes et condamnés au pénitencier tandis que dans d'autres provinces ils sont jugés par les tribunaux pour enfants en vertu de la *Loi sur les jeunes délinquants* et sont condamnés à des peines plus appropriées. De ce fait, la justice n'est donc pas la même pour tous les enfants canadiens.

*Article 1 du bill.* — La définition du mot «enfant» figurant au paragraphe 2(1) est la suivante:

«enfant» signifie un garçon ou une fille qui, apparemment ou effectivement, n'a pas atteint l'âge de seize ans ou tel autre âge qui peut être prescrit dans une province en conformité du paragraphe (2).»

*Article 2 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 2(2):

«(2) Le gouverneur en conseil peut, de temps à autre, par proclamation,

a) prescrire que, dans toute province, l'expression «enfant», employée dans la présente loi, signifie un garçon ou une fille apparemment ou effectivement âgés de moins de dix-huit ans, et toute semblable proclamation peut viser les garçons ou les filles seulement, ou à la fois les garçons et les filles; et

b) révoquer toute prescription établie à l'égard d'une province aux termes d'une proclamation prévue par le présent article et, dès lors, l'expression «enfant», employée dans la présente loi, signifiera, dans ladite province, un garçon ou une fille apparemment ou effectivement âgés de moins de seize ans.»



**C-255**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-255**

An Act to amend the Railway Act  
(half-fare railway tickets for senior citizens)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-255**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

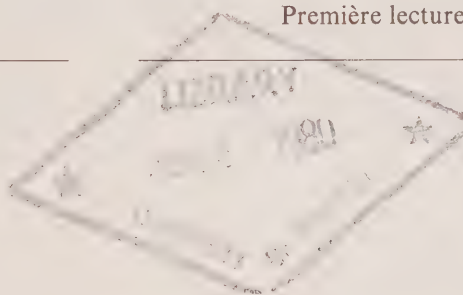
**BILL C-255**

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer  
(billets de demi-tarif pour les personnes âgées)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



ORIGINAL & JUNE MATERIAL

MR. GAMBLE

M. GAMBLE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-255**

**BILL C-255**

An Act to amend the Railway Act

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer

(half-fare railway tickets for senior  
citizens)

(billets de demi-tarif pour les personnes  
âgées)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. R-2

1. The *Railway Act* is amended by adding  
thereto, immediately after paragraph  
291(1)(b) thereof, the following paragraph:

“(b.1) railways from issuing at half  
rates passenger tickets for the use of  
persons 65 years of age or over;”

1. La *Loi sur les chemins de fer* est modi-  
fiée par l'insertion, immédiatement après 5  
l'alinéa 291(1)b), de ce qui suit:

«b.1) les compagnies de chemin de fer  
d'émettre des billets de transport à  
demi-tarif pour les voyageurs âgés de 65  
ans ou plus;»

S.R., c. R-2

10



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Railway Act* to permit railway companies operating in Canada to issue half-fare passenger tickets to persons 65 years of age or over.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier la *Loi sur les chemins de fer* en autorisant les compagnies de chemin de fer en service au Canada à émettre des billets de transport à demi-tarif pour les voyageurs âgés de 65 ans ou plus.



**C-256**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-256**

An Act to amend the Bank Act  
(qualification of directors)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. HERBERT

**C-256**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-256**

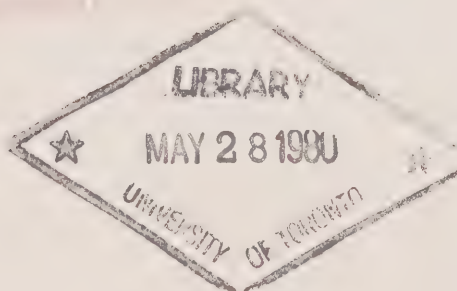
Loi modifiant la Loi sur les banques  
(qualités requises des administrateurs)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. HERBERT



1st Session, 32nd Parliament, 29 Elizabeth II,  
1980

1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature, 29 Elizabeth II,  
1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-256**

**BILL C-256**

An Act to amend the Bank Act  
(qualification of directors)

Loi modifiant la Loi sur les banques  
(qualités requises des administrateurs)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. B-1

**1.** Subsection 18(2) of the *Bank Act* is  
repealed.

**1.** Le paragraphe 18(2) de la *Loi sur les*  
*5 banques* est abrogé.

S.R., c. B-1

5

## EXPLANATORY NOTE

Subsection 18(2) of the *Bank Act* is discriminatory to all but a few who can meet the financial requirements and therefore restricts directorships to a small and unrepresentative segment of the population.

It reads as follows:

“(2) A person is not eligible to be a director unless he holds stock of the bank as the absolute and sole owner thereof in his individual right and not as a trustee or in the right of another, on which not less than

(a) three thousand dollars, or such greater amount as the by-laws require, have been paid up, when the paid-up capital stock of the bank is one million dollars or less;

(b) four thousand dollars, or such greater amount as the by-laws require, have been paid up, when the paid-up capital stock of the bank exceeds one million dollars and does not exceed three million dollars; or

(c) five thousand dollars, or such greater amount as the by-laws require, have been paid up, when the paid-up capital stock of the bank exceeds three million dollars;

except that in the case of not more than one-quarter of the directors the minimum requirements with respect to holdings of stock in paragraphs (a), (b) and (c) shall be reduced to fifteen hundred dollars, two thousand dollars and twenty-five hundred dollars, respectively.”

## NOTE EXPLICATIVE

Le paragraphe 18(2) de la *Loi sur les banques* est discriminatoire à l'égard de la plupart des gens car seule une petite minorité peut satisfaire aux conditions financières; donc la possibilité d'être administrateur n'est offerte qu'à un petit groupe de gens qui n'est pas représentatif de l'ensemble de la population.

Voici le texte du paragraphe 18(2):

«(2) Une personne n'est apte à être administrateur que si elle détient, en qualité de propriétaire absolu et exclusif, de son propre chef et non à titre de fiduciaire ou du chef d'une autre personne, des actions de la banque sur lesquelles il a été acquitté au moins

a) trois mille dollars, ou tel montant plus élevé que les règlements exigent, quand le capital social versé de la banque est de un million de dollars ou moins;

b) quatre mille dollars, ou tel montant plus élevé que les règlements exigent, quand le capital social versé de la banque dépasse un million de dollars mais n'excède pas trois millions de dollars; ou

c) cinq mille dollars, ou tel montant plus élevé que les règlements exigent, quand le capital social versé de la banque excède trois millions de dollars;

sauf que, dans le cas d'au plus le quart des administrateurs, les montants minimums de souscriptions au capital social prescrits aux alinéas a), b) et c) doivent être réduits à quinze cents dollars, deux mille dollars et deux mille cinq cents dollars, respectivement.»





**C-257**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-257**

An Act to amend the Criminal Code  
(abortion)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. OBERLE

**C-257**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-257**

Loi modifiant le Code criminel  
(avortement)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. OBERLE

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-257

## BILL C-257

An Act to amend the Criminal Code  
(abortion)

Loi modifiant le Code criminel  
(avortement)

S.R., c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-34

1. Subsection 251(4) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le paragraphe 251(4) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

Certificate  
warranting  
miscarriage

“(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

Certificat  
autorisant  
l'avortement

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital or of a therapeutic abortion review board, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital ou d'un conseil de révision de l'avortement thérapeutique, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

(b) a female person who in good faith permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

b) à une personne du sexe féminin qui, de bonne foi, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

if, before the use of those means,

si, avant que ces moyens ne soient employés,

(c) the therapeutic abortion committee for the hospital, by a majority of its members at a meeting where the case of such person was considered, has, by certificate in writing signed by such members and setting forth its reasons, deter-

c) le comité de l'avortement thérapeutique de l'hôpital, par décision de la majorité des membres présents lors d'une réunion où le cas de cette personne a été examiné, a établi, par certificat signé

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to discourage the casual granting of abortion certificates by hospital abortion committees without sufficient evidence of genuine danger to the life or health of the mother. Where a provincial Attorney-General was made aware of an alleged departure from the strict terms of the law, he would be in a position to have the certificate reviewed by the provincial board set up under this amendment. Additionally, the father of the unborn child and, in cases where the mother is a minor, her parents, would have the right to request such a review directly.

*Clause 1:* Subsection 251(4) at present reads as follows:

“(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

(b) a female person who, *being pregnant*, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means *described in paragraph (a)* for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means, the therapeutic abortion committee for *that accredited or approved* hospital, by a majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of such female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing *stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger* her life or health, and

(d) *has caused* a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner.”

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à empêcher les comités de l'avortement thérapeutique d'accorder trop librement des certificats d'avortement sans avoir des preuves suffisantes que la vie ou la santé de la mère est véritablement en danger. Informé d'une allégation que l'on ne s'est pas conformé strictement aux dispositions de la loi, le procureur général de la province serait en mesure de faire examiner le certificat par le conseil provincial constitué par ce bill. En outre, le père de l'enfant à naître et les parents de la mère, si elle est mineure, pourraient demander directement un tel examen.

*Article 1 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 251(4):

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

b) à une personne du sexe féminin qui, *étant enceinte*, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen *mentionné à l'alinéa a)* aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital *accrédité ou approuvé*, par décision de la majorité des membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné,

c) a *déclaré* par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie ou la santé de cette dernière, et

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié.»

mined that the miscarriage is necessary to protect the life or health of such person,

(d) five days have elapsed from the date on which the certificate was issued, and no application for review has been made pursuant to subsection (4.1), or such application has been made and the certificate has been confirmed, and

(e) the qualified medical practitioner has received a copy of such certificate.

Review of  
certificate

(4.1) Where a certificate has been issued by the therapeutic abortion committee of a hospital for the purposes of subsection (4),

(a) the Attorney-General of the province in which the hospital is situated,

(b) any person claiming to be the father of the unborn child of the female person, or

(c) a parent or guardian of the female person, where such person is under the age of majority in her province of ordinary residence,

may make application to the therapeutic abortion review board for the province in which the hospital is situated for a review of the certificate, and the board shall within five days of such application determine whether the certificate was justified on the basis of the reasons set forth therein and shall confirm or revoke the certificate accordingly."

2. (1) All that portion of subsection 251(6) of the said Act preceding the definition of "accredited hospital" is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

"(6) For the purpose of subsections (4), (4.1) and (5) and this subsection"

(2) Subsection 251(6) is further amended by adding thereto, after the definition of "therapeutic abortion committee", the following definition:

"therapeutic  
abortion review  
board"  
«conseil . . .»

" "therapeutic abortion review board" for any province means a board, comprised of not less than five members each of whom is a qualified medical practition-

par ces membres et donnant les raisons de sa décision, qu'il est nécessaire de procurer l'avortement pour protéger la vie ou la santé de cette personne,

d) cinq jours se sont écoulés depuis la date d'émission du certificat, et aucune demande d'examen n'a été présentée aux termes du paragraphe (4.1) ou une telle demande a été faite et le certificat entériné, et

e) le médecin qualifié a reçu une copie du certificat.

(4.1) Lorsqu'un certificat est émis par le comité de l'avortement thérapeutique d'un hôpital aux fins du paragraphe (4),

a) le procureur général de la province dans laquelle l'hôpital est situé,

b) une personne revendiquant la paternité de l'enfant à naître de la personne de sexe féminin, ou

c) un parent ou tuteur de la personne du sexe féminin, lorsque cette dernière n'est pas majeure dans la province où elle demeure ordinairement,

peut demander au conseil de révision de l'avortement thérapeutique de la province dans laquelle l'hôpital est situé d'examiner le certificat et le conseil doit, dans les cinq jours de la demande, décider si le certificat est justifié d'après les raisons énoncées et l'entériner ou le révoquer en conséquence."

2. (1) Toute la partie du paragraphe 251(6) de ladite loi qui précède la définition de «comité de l'avortement thérapeutique» est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«(6) Aux fins des paragraphes (4), (4.1) et (5) et du présent paragraphe»

(2) Le paragraphe 251(6) est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «conseil», de la définition suivante:

Définitions

«conseil de révision de l'avortement thérapeutique» d'une province désigne un conseil composé d'au moins cinq membres, tous médecins qualifiés, nommés

«conseil de  
révision de  
l'avortement  
thérapeutique»  
"therapeutic . . .  
board"

*Clause 2:* This amendment, which adds the underlined and sidelined words, is consequential on the amendment proposed in clause 1.

*Article 2 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés et en regard de la ligne verticale, découle de la modification proposée à l'article 1.



er, appointed by the Minister of Health of the province on the recommendation of the provincial college of physicians and surgeons;”

par le ministre de la Santé de la province sur la recommandation du collège des médecins et chirurgiens de la province;»







**C-258**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-258**

An Act to amend the Immigration Act

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. GAMBLE

**C-258**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-258**

Loi modifiant la Loi sur l'immigration

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. GAMBLE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-258

## BILL C-258

An Act to amend the Immigration Act

Loi modifiant la Loi sur l'immigration

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1976-77, c. 52

1. The definition "permit" in subsection 2(1) of the *Immigration Act*, 1976 is repealed and the following substituted therefor:

"permit"  
«permis»

““permit” means a subsisting permit issued under subsection 37(1) or (2);”

2. Subsection 32(6) of the *Immigration Act*, 1976 is repealed and the following substituted therefor:

Deportation or  
departure of  
other than  
permanent  
residents

“(6) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a person described in subsection 27(2), he shall, subject to subsections 45(1) and 47(3), make a deportation order against the person, unless the person is not a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f) or (g) or 27(2)(a), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k) or (l) and the adjudicator is satisfied that

(a) having regard to all the circumstances of the case, a deportation order ought not to be made against the person, and

(b) the person will leave Canada on or before a date specified by the adjudicator,

in which case he shall issue a departure notice to the person specifying therein the

1976-77, c. 52

1. La définition de «permis», à l'article 52(1) de la *Loi sur l'immigration de 1976*, est abrogée et remplacée par la suivante:

«permis»  
“permit”

« «permis» désigne un permis en cours de validité, délivré en vertu du paragraphe 37(1) ou (2);»

2. Le paragraphe 32(6) de la *Loi sur l'immigration de 1976* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Expulsion ou  
interdiction de  
séjour des  
non-résidents  
permanents

“(6) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête est visée par le paragraphe 27(2), doit, sous réserve des paragraphes 45(1) et 47(3), en prononcer l'expulsion; cependant, dans le cas d'une personne non visée aux alinéas 19(1)c), d), e), f) ou g) ou 27(2)a), c), d), e), f), g), h), i), j), k) ou l), l'arbitre doit émettre un avis d'interdiction de séjour fixant à ladite personne un délai pour quitter le Canada, s'il est convaincu

a) qu'une ordonnance d'expulsion ne devrait pas être rendue eu égard aux circonstances de l'espèce; et

b) que ladite personne quittera le Canada dans le délai imparti.»

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to ensure the timely removal of persons found present in Canada illegally contrary to the provisions of the *Immigration Act*. The Bill would close off certain legal manoeuvres currently available and would strengthen the enforcement provisions of the Act with regard to illegal immigrants and others.

*Clause 1:* This amendment, which adds the underlined reference, is consequential on the amendment proposed in clause 3.

*Clause 2:* This amendment, which adds the underlined references, would remove the existing discretion of adjudicators in the making of deportation orders. At present, persons in certain categories can be released from custody on the understanding that they will leave voluntarily. The amendment would make a deportation order mandatory for any non-resident who was found present in Canada illegally, or who had been convicted of a criminal offence or had failed to support his dependants.

The relevant portions of subsection 27(2) read as follows:

“ . . . a person in Canada, other than a Canadian citizen or a permanent resident . . . who

(a) if he were applying for entry, would not or might not be granted entry by reason of his being a member of an inadmissible class other than an inadmissible class described in paragraph 19(1)(h) or 19(2)(c),

(b) has engaged or continued in employment in Canada contrary to this Act or the regulations,

(c) is engaged in or instigating subversion by force of any government,

(d) has been convicted of an offence under the *Criminal Code* or of an offence that may be punishable by way of indictment under any Act of Parliament other than the *Criminal Code* or this Act,

(e) entered Canada as a visitor and remains therein after he has ceased to be a visitor,

(f) came into Canada at any place other than a port of entry and failed to report forthwith to an immigration officer or eluded examination or inquiry under this Act or escaped from lawful custody or detention under this Act,

(g) came into Canada or remains therein with a false or improperly obtained passport, visa or other document pertaining to his admission or by reason of any fraudulent or improper means or misrepresentation of any material fact, whether exercised or made by himself or by any other person,

(h) came into Canada contrary to section 57,

(i) has not left Canada on or before the date specified in a departure notice that was issued to him or, having so left Canada, has been allowed to come into Canada pursuant to paragraph 14(1)(c),

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à assurer le départ en temps voulu des personnes dont la présence au Canada a été jugée illégale du fait qu'elle constitue une contravention à la *Loi sur l'immigration*. Le bill supprimerait certaines manoeuvres juridiques dont on peut actuellement se prévaloir et donnerait plus de poids aux dispositions d'exécution de la loi en ce qui concerne les immigrants qui ne sont pas en règle et d'autres personnes.

*Article 1 du bill.* — Cette modification, qui ajoute le renvoi souligné, découle de celle que propose l'article 3 du bill.

*Article 2 du bill.* — La modification, qui ajoute les renvois soulignés, supprimerait la latitude actuellement laissée aux arbitres en ce qui concerne les ordonnances d'expulsion. Actuellement, certaines catégories de personnes peuvent être remises en liberté si elles promettent de quitter le pays. La modification obligerait de rendre une ordonnance d'expulsion contre tout non-résident dont la présence au Canada a été jugée illégale ou qui a été déclaré coupable d'une infraction criminelle ou n'a pas pourvu à l'entretien des personnes à sa charge.

Voici le texte des parties pertinentes du paragraphe 27(2):

« . . . une personne se trouvant au Canada, autre qu'un citoyen canadien ou un résident permanent, . . . qui

a) pourrait se voir refuser l'autorisation de séjour du fait qu'elle fait partie d'une catégorie non admissible, autre que celles visées aux alinéas 19(1)h) ou 19(2)c),

b) a pris ou conservé un emploi au Canada en violation de la présente loi ou des règlements,

c) travaille ou incite au renversement d'un gouvernement par la force,

d) a été déclarée coupable d'une infraction en vertu du *Code criminel* ou d'une infraction qui peut être punissable par voie de mise en accusation en vertu d'une loi du Parlement autre que le *Code criminel* ou la présente loi,

e) est entrée au Canada en qualité de visiteur et y demeure après avoir perdu cette qualité,

f) est entrée au Canada à un endroit autre qu'un point d'entrée et ne s'est pas immédiatement présentée à un agent d'immigration ou s'est dérobée à un examen ou à une enquête prévus par la présente loi ou encore s'est évadée alors qu'elle était légalement détenue ou sous garde en vertu de la présente loi,

g) est entrée au Canada ou y demeure soit sous le couvert d'un passeport, visa ou autre document relatif à son admission faux ou obtenu irrégulièrement, soit par des moyens frauduleux ou irréguliers soit grâce à une représentation erronée d'un fait important, que ces moyens aient été exercés ou ces représentations faites par ladite personne ou par un tiers,



date on or before which the person is required to leave Canada."

3. (1) Subsection 35(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Reopening of inquiry

"35. (1) Subject to subsection (4) and the regulations an inquiry by an adjudicator may be reopened at any time by that adjudicator or by any other adjudicator for the hearing and receiving of any additional evidence or testimony and the adjudicator who hears and receives such evidence or testimony may confirm, amend or reverse any decision previously given by an adjudicator."

(2) Section 35 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Persons illegally in Canada

"(4) Where a person is found by an adjudicator at an inquiry to be a person described in paragraph 27(1)(a) or (e) or 27(2)(a), (e), (f), (g), (h), (j) or (k) and a deportation order has been made against that person, the inquiry shall not be reopened for the receiving or hearing of additional evidence or testimony relative to that finding unless the Board so orders pursuant to section 74."

4. Subsections 37(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Permits to come into Canada

"37. (1) The Minister may issue a written permit authorizing a person outside Canada being a member of an inadmissible class and not previously the subject of a deportation order referred to in paragraph 50(a) or (b) to come into Canada.

Permits to remain in Canada

(2) The Minister may issue a written permit authorizing a person in Canada, with respect to whom a report has been or may be made under paragraph 27(2)(b) or (i), to remain in Canada, unless

(a) a removal order has been made against that person and no appeal from that order has been allowed,

(b) a departure notice has been issued to that person, or

3. (1) Le paragraphe 35(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

5

"35. (1) Sous réserve du paragraphe (4) et des règlements, une enquête menée par un arbitre peut être réouverte à tout moment par le même arbitre ou par un autre, à l'effet d'entendre de nouveaux témoignages et de recevoir d'autres preuves, et l'arbitre peut alors confirmer, modifier ou révoquer la décision antérieure."

Réouverture d'enquête

(2) L'article 35 de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction du paragraphe suivant:

"(4) Lorsqu'un arbitre établit au cours d'une enquête qu'une personne tombe sous le coup des dispositions de l'alinéa 27(1)(a) ou e) ou 27(2)(a), e), f), g), h), j) ou k), et qu'une ordonnance d'expulsion a été rendue contre cette personne, l'enquête ne doit être réouverte à l'effet d'entendre de nouveaux témoignages et de recevoir d'autres preuves à ce sujet que si la Commission l'ordonne en vertu de l'article 74."

Personnes se trouvant illégalement au Canada

4. Les paragraphes 37(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

"37. (1) Le Ministre peut délivrer un permis écrit autorisant une personne se trouvant à l'étranger qui fait partie d'une catégorie de personnes non admissibles et qui n'a pas précédemment fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion mentionnée à l'alinéa 50a) ou b) à entrer au Canada.

Permis d'entrée au Canada

(2) Le Ministre peut délivrer un permis écrit autorisant une personne se trouvant au Canada, au sujet de laquelle a été ou peut être fait un rapport prévu à l'alinéa 27(2)b) ou i), à demeurer au Canada, sauf

Permis de demeurer au Canada

a) si cette personne a fait l'objet d'une ordonnance de renvoi et qu'aucun appel de cette ordonnance n'a été accueilli,

b) si un avis d'interdiction de séjour a été émis contre cette personne, ou



(j) came into Canada as or to become a member of a crew and, without the approval of an immigration officer, failed to be on the vehicle when it left a port of entry,

(k) was authorized pursuant to paragraph 14(2)(b), 23(1)(b) or 32(3)(b) to come into Canada and failed to present himself for further examination within such time and at such place as was directed,

(l) wilfully fails to support any dependent member of his family in Canada,

“ . . . ”

*Clause 3:* This amendment, which adds the underlined and sidelined words, would prevent the reopening of an inquiry by an adjudicator on his own initiative after he had determined that the person subject of the inquiry was present in Canada illegally.

Paragraphs 27(1)(a) and (e) read as follows:

“ . . . a permanent resident . . . who

(a) if he were an immigrant, would not be granted landing by reason of his being a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), (d), (e) or (g) or in paragraph 19(2)(a) due to his having been convicted of an offence before he was granted landing,

“ . . . ”

(e) was granted landing by reason of possession of a false or improperly obtained passport, visa or other document pertaining to his admission or by reason of any fraudulent or improper means or misrepresentation of any material fact, whether exercised or made by himself or by any other person,

“ . . . ”

*Clause 4:* This amendment would prevent the issue of Minister's permits to persons present in Canada illegally or persons who had been previously deported for that reason, as well as to criminals, subversives and absconding heads of families.

Subsections 37(1) and (2) at present read as follows:

“37. (1) The Minister may issue a written permit authorizing any person to come into or remain in Canada if that person is

(a) in the case of a person seeking to come into Canada, a member of an inadmissible class, or

(b) in the case of a person in Canada, a person with respect to whom a report has been or may be made under *subsection* 27(2).

(2) Notwithstanding subsection (1), a permit may not be issued to

(a) a person against whom a removal order has been made who has not been removed from Canada pursuant to such an order or has not otherwise left Canada, unless an appeal from that order has been allowed;

(b) a person to whom a departure notice has been issued who has not left Canada; or

(c) a person in Canada with respect to whom an appeal made pursuant to section 79 has been dismissed.”

h) est entrée au Canada en violation de l'article 57,

i) n'a pas quitté le Canada dans le délai imparti par l'avis d'interdiction de séjour qui lui a été adressé ou, après avoir ainsi quitté le Canada, a obtenu l'autorisation d'y entrer en vertu de l'alinéa 14(1)c),

j) est entrée au Canada à titre de membre de l'équipage d'un véhicule ou pour le devenir et a, sans l'autorisation d'un agent d'immigration, négligé de regagner le véhicule lors de son départ d'un point d'entrée,

k) a été autorisée à entrer au Canada en vertu des alinéas 14(2)b), 23(1)b) ou 32(3)b) et a négligé de se présenter à l'examen complémentaire dans le délai et au lieu indiqués,

l) néglige délibérément de subvenir aux besoins d'une personne à charge, membre de sa famille au Canada,

“ . . . ”

*Article 3 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés et les mots en regard des traits marginaux, empêcherait la réouverture de l'enquête d'un arbitre agissant de sa propre initiative lorsqu'il a jugé que la personne faisant l'objet de l'enquête se trouve illégalement au Canada.

Voici le texte des alinéas 27(1)a) et e):

“ . . . un résident permanent . . . qui

a) ne remplit pas les conditions d'obtention du droit d'établissement du fait de son appartenance à l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c), d), e) ou g) ou à l'alinéa 19(2)a) par suite d'une déclaration de culpabilité faite à son égard avant l'obtention du droit d'établissement,

“ . . . ”

e) a obtenu le droit d'établissement soit sur présentation d'un passeport, visa ou autre document relatif à son admission faux ou obtenu irrégulièrement, soit par des moyens frauduleux ou irréguliers soit grâce à une représentation erronée d'un fait important, que ces moyens aient été exercés ou ces représentations faites par ledit résident ou par un tiers,

“ . . . ”

*Article 4 du bill.* — Cette modification empêcherait de délivrer des permis ministériels à des personnes se trouvant illégalement au Canada ou à des personnes ayant été précédemment expulsées pour cette raison, de même qu'aux criminels, aux individus subversifs et aux chefs de famille qui se dérobent à leurs obligations.

Voici le texte actuel des paragraphes 37(1) et (2):

«37. (1) Le Ministre peut délivrer un permis écrit autorisant une personne à entrer au Canada ou à y demeurer. Peuvent se voir octroyer un tel permis

a) les personnes faisant partie d'une catégorie non admissible, désireuses d'entrer au Canada, ou

b) les personnes se trouvant au Canada, qui font l'objet ou sont susceptibles de faire l'objet du rapport prévu au *paragraphe* 27(2).

(2) Par dérogation au paragraphe (1), ne peuvent obtenir le permis

a) les personnes ayant fait l'objet d'une ordonnance de renvoi, qui se trouvent encore au Canada sauf si l'appel interjeté de cette ordonnance a été accueilli;

b) les interdits de séjour qui n'ont pas encore quitté le Canada; ou

c) les personnes se trouvant encore au Canada dont l'appel interjeté en vertu de l'article 79 a été rejeté.»

(c) an appeal made by a sponsor pursuant to section 79 with respect to that person has been dismissed.”

5. Section 50 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

When orders to be executed

“50. Subject to sections 51 and 52,

(a) a deportation order made under subsection 32(2) against a person described in paragraph 27(1)(a), (d) or (e) shall be executed not later than the 10 fifth day after it is made,

(b) a deportation order made under subsection 32(6) against a person described in paragraph 27(2)(a), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (j) or (k) shall be 15 executed not later than 48 hours after it is made, and

(c) any other removal order shall be executed as soon as is reasonably practicable.” 20

6. Subsection 72(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appeals by permanent residents and returning residents

“72. (1) Where a removal order is made against 25

(a) a permanent resident, other than a person with respect to whom a report referred to in subsection 40(1) has been made, or

(b) a person lawfully in possession of a 30 valid returning resident permit issued to him pursuant to the regulations,

that person may appeal to the Board

(c) on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or 35 mixed law and fact; and

(d) except in the case of a deportation order described in paragraph 50(a), on the ground that, having regard to all the circumstances of the case, the person 40 should not be removed from Canada.”

7. Subsection 104(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Arrest without warrant

“(2) Every peace officer in Canada, 45 whether appointed under the laws of Canada or of any province or municipality

c) si un appel interjeté au sujet de cette personne par un répondant conformément à l'article 79 a été rejeté.»

5. L'article 50 de ladite loi est abrogé et 5 remplacé par ce qui suit:

5

«50. Sous réserve des articles 51 et 52,

a) une ordonnance d'expulsion rendue en vertu du paragraphe 32(2) contre une personne visée à l'alinéa 27(1)a), d) ou e) doit être exécutée dans les cinq jours 10 de sa date,

b) une ordonnance d'expulsion rendue en vertu du paragraphe 32(6) contre une personne visée à l'alinéa 27(2)a), c), d), e), f), g), h), j) ou k) doit être exécutée 15 dans les 48 heures, et

c) toute autre ordonnance de renvoi doit être exécutée dès que les circonstances le permettent.»

Délai d'exécution des ordonnances

6. Le paragraphe 72(1) de ladite loi est 20 abrogé et remplacé par ce qui suit:

«72. (1) Toute personne frappée par une ordonnance de renvoi et qui est 25

a) soit un résident permanent, autre qu'une personne ayant fait l'objet du 25 rapport visé au paragraphe 40(1),

b) soit un titulaire de permis de retour valable et émis conformément aux règlements,

peut interjeter appel à la Commission 30

c) en invoquant un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait; et,

d) sauf dans le cas d'une ordonnance 35 d'expulsion visée à l'alinéa 50a), en invoquant le motif que, compte tenu des circonstances de l'espèce, elle ne devrait pas être renvoyée du Canada.»

Appels des résidents permanents et des résidents de retour

7. Le paragraphe 104(2) de ladite loi est 40 abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Tout agent de la paix au Canada, nommé en vertu d'une loi fédérale, provinciale ou d'un règlement municipal, et tout

Arrestation sans mandat

*Clause 5:* This amendment would prescribe a specific time limit for the implementation of deportation orders against persons found to be in Canada illegally, persons engaged in subversive activities and persons convicted of criminal offences. The prescribed period would be 5 days in the case of permanent residents (landed immigrants) and 48 hours for all others.

Section 50 at present reads as follows:

“50. Subject to sections 51 and 52, a removal order shall be executed as soon as reasonably practicable.”

*Clause 6:* This amendment, which adds the underlined words, would limit the grounds of appeal against a deportation order to errors of law or of fact for any permanent resident found to have entered or remained in Canada illegally. At present, the Immigration Appeal Board can exercise discretion in allowing such a person to remain in Canada on the basis of “all the circumstances of the case.”

*Clause 7:* This amendment would extend the powers of peace officers and immigration officers to apprehend suspected illegal immigrants without warrant. The underlined paragraphs refer to persons belonging to an inadmissible class and persons who unlawfully fail to present themselves for examination after receiving authority to enter Canada.

*Article 5 du bill.* — Cette modification prescrirait un délai pour l'exécution des ordonnances d'expulsion rendues contre les personnes jugées se trouver illégalement au Canada, les personnes ayant des activités subversives et celles qui sont déclarées coupables d'infractions criminelles. Le délai prescrit serait de 5 jours pour les résidents permanents (immigrants reçus) et de 48 heures pour tous les autres.

Voici le texte actuel de l'article 50:

«50. Sous réserve des articles 51 et 52, une ordonnance de renvoi doit être exécutée dès que les circonstances le permettent.»

*Article 6 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés, restreindrait les motifs d'appel d'une ordonnance d'expulsion aux erreurs de droit ou de fait pour un résident permanent qui a été jugé être entré ou demeuré illégalement au Canada. Actuellement, la Commission d'appel de l'immigration peut exercer un pouvoir discrétionnaire en permettant à une telle personne de demeurer au Canada «compte tenu des circonstances de l'espèce.»

*Article 7 du bill.* — Cette modification étendrait les pouvoirs qu'ont les agents de la paix et de l'immigration d'appréhender sans mandat les personnes qu'ils soupçonnent d'être des immigrants illégaux. Les alinéas soulignés visent les personnes faisant partie d'une catégorie non admissible et celles qui négligent illégalement de se présenter à l'examen complémentaire après avoir obtenu l'autorisation d'entrer au Canada.



thereof, and every immigration officer may, without the issue of a warrant, an order or a direction for arrest or detention, arrest and detain or arrest and make an order to detain

(a) for an inquiry, any person who on reasonable grounds is suspected of being a person referred to in paragraph 27(2)(a), (b), (e), (f), (g), (h), (i), (j) or (k), or  
 (b) for removal from Canada, any person against whom a removal order has been made that is to be executed, where, in his opinion, the person poses a danger to the public or would not otherwise appear for the inquiry or for removal from Canada.”

agent d'immigration peuvent, sans mandat, ordre ou directive à cet effet, arrêter et détenir ou arrêter et ordonner de détenir

a) aux fins d'enquête, toute personne soupçonnée, pour des motifs valables, de faire partie de l'une des catégories visées aux alinéas 27(2)a), b), e), f), g), h), i), j) ou k), ou

b) aux fins de renvoi du Canada, toute personne frappée par une ordonnance de renvoi exécutoire,

au cas où ils estiment que ladite personne constitue une menace pour le public ou qu'à défaut de cette mesure, elle ne se présenterait pas à l'enquête ou n'obtempérerait pas à l'ordonnance de renvoi.»

**C-259**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-259**

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act  
(renewable energy)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. SCHELLENBERGER

**C-259**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

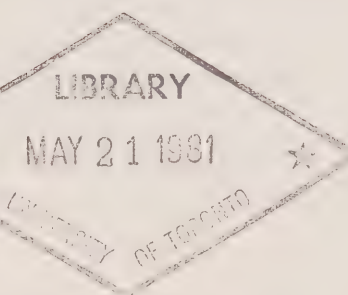
**BILL C-259**

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du  
blé  
(énergie renouvelable)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



M. SCHELLENBERGER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-259

BILL C-259

An Act to amend the Canadian Wheat  
Board Act

Loi modifiant la Loi sur la Commission  
canadienne du blé

(renewable energy)

(énergie renouvelable)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. C-12; c.  
15 (2nd Suppl.);  
1972, c. 16;  
1974-75-76, cc.  
27, 87, 109;  
1976-77, cc. 55,  
56; 1980, c. 40

S.R., c. C-12; c.  
15 (2<sup>e</sup> suppl.);  
1972, c. 16;  
1974-75-76, cc.  
27, 87, 109;  
1976-77, cc. 55,  
56; 1980, c. 40

1. Subsection 2(1) of the *Canadian Wheat  
Board Act* is amended by inserting, immedi-  
ately after the definition of the term "eleva-  
tor", the following:

1. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur la  
Commission canadienne du blé* est modifié  
par l'insertion, à la suite de la définition de  
l'expression «acres du contingent», de ce qui  
suit:

"fuel alcohol"

""fuel alcohol" means agricultural ethanol;"

«alcool carburant» désigne l'éthanol agri-  
cole;»

«alcool  
carburant»

2. Section 4 of the said Act is amended by 10  
adding, immediately after subsection (4)  
thereof, the following:

2. L'article 4 de ladite loi est modifié par  
l'adjonction, à la suite du paragraphe (4), de  
ce qui suit:

Idem

"(5) Notwithstanding anything in this  
Act or in the *Canada Grain Act*, the Board  
may buy, take delivery of, store, transfer, 15  
sell, ship or otherwise dispose of surplus,  
low-grade, contaminated or infested grain  
for the purpose of producing fuel alcohol."

«(5) Nonobstant toute disposition con- 15  
traire de la présente loi ou de la *Loi sur les  
grains du Canada*, la Commission peut, à  
des fins de production d'alcool carburant,  
acheter, emmagasiner, transférer, vendre  
ou expédier du grain excédentaire, du 20  
grain de classe inférieure, du grain conta-  
miné ou infesté, ou elle peut en prendre  
livraison ou autrement en disposer.»

Idem

3. Subsection 5(1) of the said Act is  
repealed and the following substituted 20  
therefor:

3. Le paragraphe 5(1) de ladite loi est  
abrogé et remplacé par ce qui suit: 25

Sale and  
disposal of  
grain

"5. (1) Subject to regulations, the  
Board shall sell and dispose of grain

«5. (1) Sous réserve des règlements, la  
Commission doit vendre le grain qu'elle a

Vente et  
aliénation du  
grain



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to extend the objects and powers of the Canadian Wheat Board so as to allow it to purchase and market surplus or deteriorating grain for eventual use in the production of fuel alcohol (agricultural ethanol).

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à étendre les objets et pouvoirs de la Commission canadienne du blé de façon à lui permettre d'acheter et commercialiser des surplus de grain ou du grain qui est en train de se détériorer, pour son utilisation éventuelle dans la production d'alcool carburant (éthanol agricole).

*Clause 3:* Subsection 5(1) at present reads as follows:

“5. (1) Subject to regulations, the Board shall sell and dispose of grain acquired by it pursuant to its operations under this Act for such prices as it considers reasonable with the object of promoting the sale of grain produced in Canada in world markets.”

*Article 3 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 5(1) de la loi:

«5. (1) Sous réserve des règlements, la Commission doit vendre le grain qu'elle a acquis à la suite de ses opérations prévues dans la présente loi et en disposer aux prix qu'elle considère comme raisonnables en vue d'encourager la vente du grain produit au Canada sur le marché mondial.»

acquired by it pursuant to its operations under this Act for such prices as it considers reasonable with the objects of promoting the sale of grain produced in Canada in world markets and promoting the production of fuel alcohol."

4. Subsection 11(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(2) Except for the purpose of fuel alcohol production or as directed by the Governor in Council, the Board shall not buy grain, other than wheat."

acquis à la suite de ses opérations prévues dans la présente loi et en disposer aux prix qu'elle considère comme raisonnables en vu d'encourager la vente du grain produit au Canada sur le marché mondial et la production d'alcool carburant."

4. Le paragraphe 11(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Sauf aux fins de production d'alcool carburant ou sauf sur instructions du gouverneur en conseil, la Commission ne doit pas acheter de grain autre que le blé.»

Achat de blé  
seulement

Purchase of  
wheat only

*Clause 4:* Subsection 11(2) at present reads as follows:

“(2) Except as directed by the Governor in Council, the Board shall not buy grain, other than wheat.”

*Article 4 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 11(2) de la loi:

«(2) Sauf sur instructions du gouverneur en conseil, la Commission ne doit pas acheter de grain autre que le blé.»









**C-260**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-260**

An Act to amend the Canada Shipping Act  
(pollution)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-260**

Première Session, trente-deuxième Législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

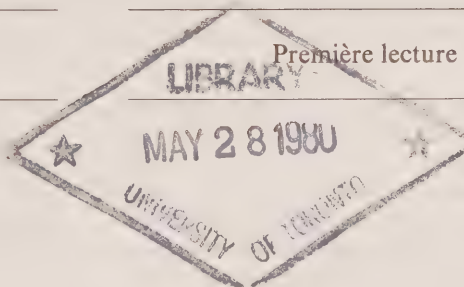
**BILL C-260**

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du  
Canada  
(pollution)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



**MR. FRIESEN**

**M. FRIESEN**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-260**

**BILL C-260**

An Act to amend the Canada Shipping Act  
(pollution)

Loi modifiant la Loi sur la marine  
marchande du Canada  
(pollution)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. S-9; c.  
27 (2nd Supp.)

1. The *Canada Shipping Act* is amended  
by adding immediately after section 730  
thereof the following section:

New oil tankers  
to have double  
bottoms

“730.1 No ship of more than seventy  
thousand deadweight tons constructed  
after December 31, 1977 shall enter  
Canadian waters carrying oil in bulk 10  
unless it is fitted throughout its cargo  
length with a double bottom and the space  
between the inner and outer plating there-  
of is not being used for the carriage of oil.”

2. The said Act is further amended by 15  
adding after section 755 thereof the follow-  
ing section:

Carrying oil  
without double  
bottom

“755.1 Any ship that enters Canadian  
waters in contravention of section 730.1 is  
guilty of an offence and liable on summary 20  
conviction to a fine not exceeding one hun-  
dred thousand dollars.”

S.R., c. S-9; c.  
27 (2<sup>e</sup> supp.)

1. La *Loi sur la marine marchande du*  
*Canada* est modifiée par l'insertion, immé- 5  
diatement après l'article 730, de l'article  
suivant:

Les nouveaux  
pétroliers  
doivent avoir un  
double fond

«730.1 Aucun navire de plus de  
soixante-dix mille tonnes de chargement  
en lourd, construit après le 31 décembre 10  
1977, ne doit entrer dans les eaux cana-  
diennes avec une cargaison d'huile en vrac  
s'il n'est pas muni de doubles fonds sur  
toute sa longueur de chargement et si l'es-  
pace entre la virure intérieure et la virure 15  
extérieure ne sert pas au transport  
d'huile.»

2. Ladite loi est en outre modifiée par  
l'insertion, après l'article 755, de l'article 20  
suivant:

20

«755.1 Tout navire qui entre dans les  
eaux canadiennes en contravention de l'ar-  
ticle 730.1 est coupable d'une infraction et  
passible, sur déclaration sommaire de cul-  
pabilité, d'une amende de cent mille dol- 25  
lars au plus.»

Transport  
d'huile sans  
doubles fonds

## EXPLANATORY NOTE

*Clause 1:* This amendment would prohibit large oil tankers built after 1977 from plying the internal and territorial waters of Canada unless equipped with double bottoms.

## NOTE EXPLICATIVE

*Article 1 du bill.* — Cette modification empêcherait les pétroliers géants qui seront construits après 1977 d'entrer dans les eaux intérieures et territoriales du Canada s'ils ne sont pas munis de doubles fonds.

*Clause 2:* This amendment would impose a penalty for the contravention of section 730.1.

*Article 2 du bill.* — Cette modification infligerait une peine pour avoir enfreint l'article 730.1.



**C-261**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-261**

An Act to amend the Resources and Technical Surveys  
Act  
(renewable energy)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-261**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-261**

Loi modifiant la Loi sur les ressources et les relevés  
techniques  
(énergie renouvelable)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**



MR. SCHELLENBERGER

M. SCHELLENBERGER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-261**

**BILL C-261**

An Act to amend the Resources and Techni-  
cal Surveys Act

Loi modifiant la Loi sur les ressources et les  
relevés techniques

(renewable energy)

(énergie renouvelable)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. R-7; c.  
14 (2nd Suppl.);  
1978-79, c. 13

1. The definition "technical surveys" in  
section 2 of the *Resources and Technical  
Surveys Act* is repealed and the following  
substituted therefor:

"technical  
surveys"

"technical surveys" means geological,  
geophysical, geochemical, geographical,  
geodetic, topographical, hydrographic, 10  
oceanographic and meteorological sur-  
veys and any surveys required to assess  
renewable energy resources."

2. Section 3 of the said Act is amended

(a) by repealing paragraph (a) thereof 15  
and substituting the following therefor:

"(a) collect and publish full statistics of  
Canadian mineral production, renew-  
able energy production (including  
evaluations of the potential for its cap- 20  
ture and use), and of the mining and  
metallurgical industries of Canada, and  
such data regarding the economic min-  
erals of Canada as relate to the pro-  
cesses and activities connected with 25  
their utilization, and collect and pre-  
serve all available records of mines and  
mining works in Canada;" and

1. La définition de «relevés techniques», à  
5 l'article 2 de la *Loi sur les ressources et les  
relevés techniques* est abrogée et remplacée  
par la suivante:

S.R., c. R-7; c.  
14 (2<sup>e</sup> suppl.);  
1978-79, c. 13

««relevés techniques» signifie les plans et  
levés géologiques, géophysiques, géochi-  
miques, géographiques, géodésiques, 10  
topographiques, hydrographiques, océa-  
nographiques et météorologiques et tous  
les relevés servant à évaluer les ressour-  
ces d'énergie renouvelable.»

«relevés  
techniques»

2. L'article 3 de ladite loi est modifié 15  
a) par l'abrogation de l'alinéa a) et son  
remplacement par le suivant:

«a) recueillir et publier une statistique  
complète de la production minérale  
canadienne, de la production canadienne 20  
d'énergie renouvelable (y compris des  
évaluations de sa capacité potentielle de  
harnachement et d'utilisation) et des  
industries minières et métallurgiques du  
Canada et telles données sur les miné- 25  
raux économiques du Canada qui visent  
les procédés et activités connexes à leur  
utilisation, et rassembler et conserver  
tous les éléments d'information disponi-



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to ensure that the issue of renewable energy is always taken into account when resource statistics are gathered, surveys are made and information is disseminated pursuant to the *Resources and Technical Surveys Act*.

*Clause 1:* The definition "technical surveys" at present reads as follows:

" "technical surveys" means geological, geophysical, geochemical, geographical, geodetic, topographical, hydrographic, oceanographic and meteorological surveys."

*Clause 2:* (a) Paragraph 3(a) at present reads as follows:

"(a) collect and publish full statistics of the mineral production and of the mining and metallurgical industries of Canada, and such data regarding the economic minerals of Canada as relate to the processes and activities connected with their utilization, and collect and preserve all available records of mines and mining works in Canada;"

(b) Paragraph 3(f) at present reads as follows:

"(f) collect and prepare for exhibition such specimens of the different ores and associated rocks and minerals of Canada and other materials as are necessary to afford a knowledge of the geology and mineralogy and the mining and metallurgical resources and industries of Canada; and"

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à faire en sorte qu'il soit toujours tenu compte de l'énergie renouvelable lors de la compilation de statistiques des ressources, de l'établissement de relevés et de la dissémination d'informations en application de la *Loi sur les ressources et les relevés techniques*.

*Article 1 du bill.* — Voici la définition actuelle de «relevés techniques»:

« «relevés techniques» signifie les plans et levés géologiques, géophysiques, géochimiques, géographiques, géodésiques, topographiques, hydrographiques, océanographiques et météorologiques. »

*Article 2 du bill.* — a) Voici le texte actuel de l'alinéa 3a) de la loi:

«a) recueillir et publier une statistique complète de la production minérale et des industries minières et métallurgiques du Canada et telles données sur les minéraux économiques du Canada qui visent les procédés et activités connexes à leur utilisation, et rassembler et conserver tous les éléments d'information disponibles sur les mines et les travaux miniers au Canada;»

b) Voici le texte actuel de l'alinéa 3f) de la loi:

«f) recueillir et préparer, pour exposition, tels spécimens des différents minerais du Canada et des roches et minéraux associés, et d'autres matières, qui sont nécessaires pour permettre de connaître la géologie et la minéralogie ainsi que les ressources et industries minières et métallurgiques du Canada; et»

(b) by repealing paragraph (f) thereof and substituting the following therefor:

“(f) collect and prepare for exhibition such specimens of the different ores and associated rocks and minerals of Canada, and other materials, and such examples of renewable energy technology, as are necessary to afford a knowledge of the geology and mineralogy and the mining, metallurgical and energy resources, industries and potential of Canada; and”.

3. Section 4 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“4. The Minister may, for the purpose of obtaining a basis for the representation of the mineral, mining and renewable energy resources and of the geographical and geological features of any part of Canada, cause such measurements, observations, investigations and physiographic, exploratory and reconnaissance surveys to be made as are necessary for or in connection with the preparation of maps, sketches, plans, sections or diagrams.”

bles sur les mines et les travaux miniers au Canada;» et

b) par l'abrogation de l'alinéa f) et son remplacement par le suivant:

«f) recueillir et préparer, pour exposition, tels spécimens des différents minéraux du Canada et des roches et minéraux associés, et d'autres matières, et tels exemples de la technique des ressources d'énergie renouvelable, qui sont nécessaires pour permettre de connaître la géologie et la minéralogie ainsi que les ressources et industries et le potentiel miniers, métallurgiques et énergétiques du Canada; et».

3. L'article 4 de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant:

«4. Le Ministre peut, en vue d'obtenir une base pour la représentation des ressources minérales, minières et d'énergie renouvelable ainsi que des aspects géographiques et géologiques de toute partie du Canada, faire effectuer le mesurage, les observations ou investigations, les levés physiographiques, et les levés d'exploration et de reconnaissance, nécessaires à la préparation des cartes, esquisses, plans, sections ou diagrammes, ou les concernant.»

Surveys

Levés et plans

*Clause 3: Section 4 at present reads as follows:*

“4. The Minister may, for the purpose of obtaining a basis for the representation of the mineral and mining resources and of the geographical and geological features of any part of Canada, cause such measurements, observations, investigations and physiographic, exploratory and reconnaissance surveys to be made as are necessary for or in connection with the preparation of maps, sketches, plans, sections or diagrams.”

*Article 3 du bill. — Voici le texte actuel de l'article 4 de la loi:*

«4. Le Ministre peut, en vue d'obtenir une base pour la représentation des ressources minérales et minières ainsi que des aspects géographiques et géologiques de toute partie du Canada, faire effectuer le mesurage, les observations ou investigations, les levés physiographiques, et les levés d'exploration et de reconnaissance, nécessaires à la préparation des cartes, esquisses, plans, sections ou diagrammes, ou les concernant.»









**C-262**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-262**

An Act to amend the Canada Elections Act  
(publication of the result of opinion polls)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. COATES

**C-262**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-262**

Loi modifiant la Loi électorale du Canada  
(publication de résultats de sondages d'opinion)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. COATES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-262

## BILL C-262

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

(publication of the result of opinion polls)

(publication de résultats de sondages  
d'opinion)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. 14 (1st  
Supp.) c. 10  
(2nd Supp.) c.  
51, 1973 c. 5,  
1974

1. The *Canada Elections Act* is amended  
by inserting therein, immediately after sec-  
tion 104 thereof, the following:

1. La *Loi électorale du Canada* est modi-  
fiée par l'insertion, immédiatement après  
l'article 104, de ce qui suit:

S.R., c. 14 (1<sup>er</sup>  
Supp.) c. 10 (2<sup>e</sup>  
Supp.) c. 51,  
1973 c. 5, 1974

### "PUBLIC OPINION POLLS

### "SONDAGES D'OPINION PUBLIQUE

Publication of  
opinion polls  
forbidden

105. (1) No person, company or corpora-  
tion shall, after the issue of the writ for  
an election, and until the polls are closed,  
publish the result or purported result of a  
poll of the political opinions of electors in  
any electoral district in which an election  
is being held, whether such publication is  
by radio or television broadcast, or by  
newspaper, news-sheet, poster, bill-board,  
handbill, or in any other manner.

105. (1) Nulle personne, compagnie ou  
société ne doit, après l'émission du bref  
d'élection et jusqu'à la fermeture des  
bureaux de vote, publier le résultat ou  
supposé résultat d'un sondage sur les opi-  
nions politiques des électeurs dans les dis-  
tricts électoraux où ont lieu des élections,  
que cette publication ait lieu par émission  
radiophonique ou télévisée, dans la presse,  
par affiche, panneau d'affichage, circu-  
laire ou autrement.

La publication  
de sondages  
d'opinion est  
interdite

Offence

(2) Any person, company or corporation  
that contravenes the provisions of this sec-  
tion and, in the case of a company or  
corporation, any person responsible for the  
contravention thereof, is guilty of an ille-  
gal practice and of an offence against this  
Act."

(2) Une personne, compagnie ou société  
qui enfreint les dispositions du présent  
article et, dans le cas d'une compagnie ou  
société, une personne responsable de cette  
infraction est coupable d'un acte illicite et  
d'une infraction à la présente loi.

Infraction

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this amendment is to prohibit, and to make punishable as an illegal practice, the publication in any manner before election day of the results of a poll of the political opinions of the electors. The proposed amendment does not prohibit the taking of such a poll for private purposes.

## NOTE EXPLICATIVE

Cet amendement interdit toute publication, avant le jour de l'élection, des résultats d'un sondage portant sur les opinions politiques des électeurs, et rend ladite publication punissable à titre d'acte illicite. La modification proposée n'interdit pas un sondage de ce genre lorsque celui-ci est effectué à des fins privées.



**C-263**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-263**

An Act respecting the use of Social Insurance Numbers

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-263**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-263**

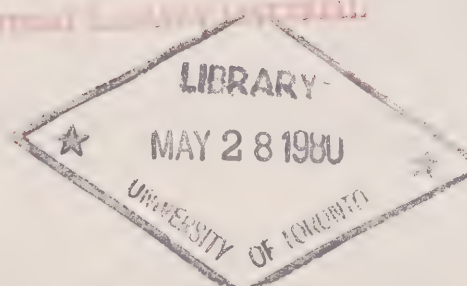
Loi concernant l'utilisation des numéros d'assurance  
sociale

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITED LIBRARY



MR. FRIESEN

M. FRIESEN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-263

## BILL C-263

An Act respecting the use of Social  
Insurance Numbers

Loi concernant l'utilisation des numéros  
d'assurance sociale

Preamble

WHEREAS it is desirable to prevent Social Insurance Numbers from becoming an employee identification number, a student identification number, a patient identification number, a customer identification number, and generally a national single identification number;

AND WHEREAS it is desirable to ensure that any further disclosure or use of Social Insurance Numbers is specifically authorized 10 by prior Act of Parliament after full consideration and public consultation;

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, 15 enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Social Insurance Number Act*.

Definitions

"federal body"

2. In this Act, "federal body" means any ministry, 20 department, board, commission, person, regulatory agency, tribunal, advisory council, office or other body exercising or purporting to exercise jurisdiction or powers conferred by or under an Act of 25 the Parliament of Canada;

Préambule

ATTENDU QU'il est souhaitable d'empêcher que les numéros d'assurance sociale ne deviennent des numéros d'identification d'employés, d'étudiants, de malades, de 5 clients et, d'une façon générale, les seuls numéros d'identification des Canadiens;

ET ATTENDU QU'il est souhaitable de veiller à ce que toute autre communication ou utilisation des numéros d'assurance sociale soit spécifiquement et préalablement 10 autorisée par une loi du Parlement après étude approfondie et consultation du public;

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la 15 Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur les numéros d'assurance sociale*.

Définitions

2. Dans la présente loi, «numéro d'assurance sociale» désigne un 20 «numéro attribué à une personne en vertu d'une loi du Parlement pour servir de numéro de dossier, de numéro de compte ou à des fins de traitement de données; 25 «organisme fédéral» désigne un ministère, un département, un office, un conseil,

«numéro d'assurance sociale»

«organisme fédéral»





"Social  
Insurance  
Number"

"Social Insurance Number" means a number assigned a person under an Act of Parliament for use as a file number, account number or for data processing purposes.

5

une commission, une personne, un organisme de réglementation, un tribunal, un conseil consultatif, un bureau ou un autre organisme ayant ou présenté comme ayant une compétence ou des pouvoirs conférés aux termes ou en vertu d'une loi du Parlement du Canada.

5

## PART I

## DISCLOSURE

Disclosure

3. Except as provided in this or any other Act, no person is required to disclose his Social Insurance Number.

Federal body

4. When a person is requested in writing by a federal body to disclose his Social Insurance Number and the request is accompanied by a statement setting out

(a) the particular purpose for which the Social Insurance Number is requested, and

(b) the particular Act that authorizes such disclosure,

the person shall disclose his Social Insurance Number to the federal body.

Non-federal  
body

5. When a person is requested in writing by a body, organization, group or person that is not a federal body, to disclose his Social Insurance Number and the request is accompanied by a statement

(a) setting out the particular purpose for which the Social Insurance Number is requested, and

(b) advising the person that he has the right to refuse to disclose his Social Insurance Number,

the person may consent or refuse to disclose his Social Insurance Number to the body, organization, group or person.

Use only for  
purpose  
requested

6. A Social Insurance Number shall not be used for a purpose other than a purpose for which disclosure is required or permitted under this or any other Act.

## PARTIE I

## COMMUNICATION

Communication

3. Sous réserve de toute disposition contraire de la présente loi, nul n'est tenu de communiquer son numéro d'assurance sociale.

4. Lorsqu'un organisme fédéral demande par écrit à une personne de communiquer son numéro d'assurance sociale et qu'à la demande est jointe une déclaration indiquant

a) à quelle fin le numéro d'assurance sociale est demandé, et

b) quelle est la loi autorisant cette communication,

la personne doit communiquer son numéro d'assurance sociale à l'organisme fédéral.

Organisme  
fédéral

5. Lorsqu'un organisme, une association, un groupe ou une personne, qui n'est pas un organisme fédéral, demande par écrit à une personne de communiquer son numéro d'assurance sociale et qu'à la demande est jointe une déclaration

a) indiquant à quelle fin le numéro d'assurance sociale est demandé, et

b) avertissant la personne qu'elle a le droit de refuser de communiquer son numéro d'assurance sociale,

la personne peut accepter ou refuser de communiquer son numéro d'assurance sociale au requérant.

Organisme  
autre qu'un  
organisme  
fédéral

6. Un numéro d'assurance sociale ne doit être utilisé qu'à la fin pour laquelle la communication est demandée ou permise en vertu de la présente ou d'une autre loi.

Utilisation  
limitée à la fin  
indiquée

40



## PART II

## PUBLIC INTEREST

Motion in  
House of  
Commons

7. (1) Where they are of the opinion that it is in the public interest to disclose and use the Social Insurance Number for any purpose not authorized by law, twenty members of the House of Commons may file a motion with the Speaker for the consideration of the House, to the effect that a Special Committee consisting of seven members be appointed to review and report upon whether the public interest would be best served by the disclosure and use of the Social Insurance Number for such purpose.

Consideration  
of motion

(2) Not later than five sitting days next after the motion has been filed with the Speaker, the House shall take up and consider the motion.

Adoption  
deemed

(3) On the day the motion is taken up and considered, it shall be deemed to be adopted by the House at the normal time of adjournment, unless sooner adopted or negatived by the House.

## PARTIE II

## INTÉRÊT PUBLIC

Motion à la  
Chambre des  
communes

7. (1) Lorsque vingt députés à la Chambre des communes sont d'avis que la communication du numéro d'assurance sociale à une certaine fin qui n'est pas légalement autorisée est d'intérêt public, ils peuvent présenter à l'Orateur, pour que la Chambre l'étudie, une motion visant à faire constituer un comité spécial de sept membres chargé de faire une étude et un rapport sur la question de savoir si la communication et l'utilisation du numéro d'assurance sociale à cette fin servirait au mieux l'intérêt public.

Étude de la  
motion

(2) Dans les cinq premiers jours de séance qui suivent la présentation de la motion à l'Orateur, la Chambre doit prendre en considération et étudier la motion.

La motion est  
réputée adoptée

(3) Le jour où la motion est prise en considération et étudiée, elle est réputée avoir été adoptée par la Chambre à l'heure normale de l'ajournement si elle n'a pas été adoptée ou rejetée avant ce moment.

## PART III

## REMEDIES

Remedies

8. (1) Any person may make application to a superior court for a declaration, injunction, damages or other remedy where, as a result of lawfully refusing to disclose his Social Insurance Number he is denied a benefit or threatened with the denial of a benefit to which he is entitled.

Disclosure  
where not  
required by law

(2) Every person who discloses his Social Insurance Number where such disclosure is not required by law shall be deemed not to have forfeited any remedy referred to in subsection (1).

## PARTIE III

## RECOURS

Recours

8. (1) Toute personne peut solliciter d'une cour supérieure un jugement déclaratif, une injonction, des dommages-intérêts ou un autre recours lorsque, pour avoir refusé, comme elle en avait le droit, de communiquer son numéro d'assurance sociale, elle se voit refuser un avantage ou une prestation à laquelle elle a droit ou est menacée d'un tel refus.

30

(2) Une personne qui communique son numéro d'assurance sociale lorsque cette communication n'est pas légalement requise est réputée ne pas avoir abandonné son droit à un recours mentionné au paragraphe (1).

35

Communication  
non requise par  
la loi

## PART IV

## OFFENCES

Offences

9. (1) Every one who  
(a) publishes, without that person's consent, the Social Insurance Number of any person disclosed pursuant to this Act,

## PARTIE IV

## INFRACTIONS

Infractions

9. (1) Quiconque  
a) publie, sans le consentement de son titulaire, un numéro d'assurance sociale



(b) compels or attempts to compel a person by threat, intimidation or force to disclose his Social Insurance Number where the number was not by law required to be disclosed, or

(c) makes use of the Social Insurance Number of a person in a manner unauthorized by law,

is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding one thousand dollars.

communiqué conformément à la présente loi,

b) oblige ou essaie d'obliger, par menace, par intimidation ou par la force, une personne à communiquer son numéro d'assurance sociale lorsque la communication n'en est pas légalement requise, ou

c) utilise le numéro d'assurance sociale d'une personne d'une manière qui n'est pas légalement autorisée,

est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité et passible d'une amende de mille dollars au maximum.

Coming into  
force

**10.** This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

**10.** La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en  
vigueur



50  
**C-266**

2  
First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

4  
**BILL C-266**

An Act to amend the Railway Act  
(movement of western grain)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. BENJAMIN

**C-266**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

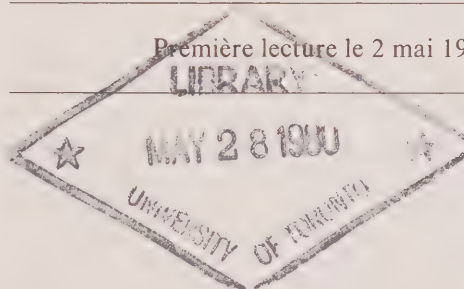
**BILL C-266**

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer  
(transport du grain de l'Ouest)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



M. BENJAMIN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-266

## BILL C-266

An Act to amend the Railway Act  
(movement of western grain)

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer  
(transport du grain de l'Ouest)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. R-2

1. Section 266 of the *Railway Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. L'article 266 de la *Loi sur les chemins de fer* est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

S.R., c. R-2

Movement of  
grain from  
western  
provinces

"266. If, in the opinion of the Canadian Wheat Board, the company fails to provide sufficient facilities for the movement of grain from the western provinces to Thunder Bay, to destinations east thereof or to Vancouver, Prince Rupert or Churchill, and in consequence thereof grain from any district cannot be marketed, the Board may require the company alone or in conjunction with any other company to supply the necessary cars and engines and to furnish all facilities within its powers for the carriage of grain from that district to a terminal elevator at any of those destinations via such intermediate points of interchange as the Board may direct; the rates lawfully published and filed by the company apply over any joint route with such other company and shall be apportioned as the Board may direct."

«266. Si, de l'avis de la Commission canadienne du blé, la compagnie omet de fournir des facilités suffisantes pour le mouvement du grain venant des provinces de l'Ouest jusqu'à Thunder Bay, jusqu'à destination à l'est de cette ville ou jusqu'à Vancouver, Prince Rupert ou Churchill et si le grain d'un district ne peut en conséquence être mis sur le marché, la Commission peut exiger que la compagnie, seule ou conjointement avec une autre fournisse les wagons et locomotives nécessaires et toutes les facilités en son pouvoir pour le transport du grain de ce district jusqu'à un élévateur de tête de ligne de l'une de ces destinations via les points d'échange intermédiaires que la Commission peut désigner; les tarifs légalement publiés et déposés par la compagnie s'appliquent à tout itinéraire commun des deux compagnies et doivent être répartis comme l'ordonne la Commission.»

Mouvement du  
grain venant  
des provinces de  
l'Ouest

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to transfer to the Canadian Wheat Board some of the specific powers now vested in the Canadian Transport Commission relative to the movement of railway grain traffic. Further, it would make these powers applicable the year round and extend them to other export ports besides the lakehead.

Section 266 at present reads as follows:

"266. If the company *is unable or fails* to provide sufficient facilities for the movement of grain from the western provinces to *the elevators at the head of Lake Superior, or to destinations east thereof, after the close of navigation on the Great Lakes and before the next harvest*, and grain in certain sections or districts cannot by reason thereof be marketed, the *Commission* may require the company to furnish all facilities within its powers for the carriage of such grain in such sections or districts to *any intermediate point or points of interchange with another company or any terminal elevator, and there to make delivery thereof to such other company or companies or to such elevator for carriage by such other company or companies* as the *Commission* may direct; and the *Commission* may require such other company or companies to transport the grain and supply the necessary cars and engines therefor, and the rates lawfully published and filed by the company in default and obtaining on its route apply over the joint route or routes so directed and shall be apportioned between the companies as the *Commission* may direct."

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet de transmettre à la Commission canadienne du blé certains des pouvoirs que détient actuellement la Commission canadienne des transports en ce qui concerne le transport ferroviaire du grain. En outre, le bill rendrait ces pouvoirs applicables pendant toute l'année et les étendrait à d'autres port d'exportation.

Voici le texte actuel de l'article 266:

"266. Si la compagnie *est incapable ou omet* de fournir des facilités suffisantes pour le mouvement du grain venant des provinces de l'Ouest *jusqu'aux éleveurs à la tête du lac Supérieur, ou jusqu'à destination à l'est de ce lac, après la clôture de la navigation sur les Grands lacs et avant la récolte suivante*, et que le grain dans certaines sections ou certains districts ne peut, pour cette raison, être mis sur le marché, la Commission peut exiger que *ladite* compagnie fournisse toutes les facilités en son pouvoir pour le transport de ce grain dans ces sections ou districts *jusqu'aux point ou points d'échange intermédiaires avec une autre compagnie ou* quelque élévateur de tête de ligne, et là d'en faire livraison à cette autre ou ces autres compagnies, ou à cet élévateur pour le transport par cette autre ou ces autres compagnies, selon que la Commission peut prescrire; et la Commission peut exiger que *cette autre ou ces autres compagnies transportent ce grain et fournissent les wagons et les locomotives nécessaires à ce transport, et les tarifs légalement publiés et déposés par la compagnie en défaut et qui prévalent sur sa route, doivent s'appliquer à la route ou aux routes communes ainsi désignées et doivent être réparties entre les compagnies selon que la Commission peut le prescrire.*"



**C-267**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-267**

An Act to amend the Canada Labour Code

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-267**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

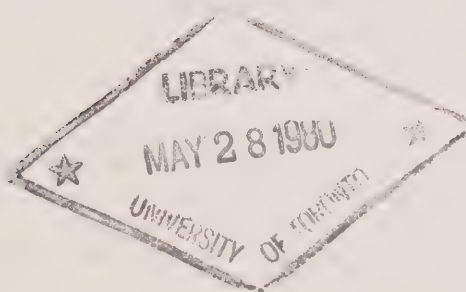
**BILL C-267**

Loi modifiant le Code canadien du travail

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



MR. OBERLE

M. OBERLE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-267**

**BILL C-267**

An Act to amend the Canada Labour Code

Loi modifiant le Code canadien du travail

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. L-1;  
1972, c. 18

1. The *Canada Labour Code* is amended by adding, immediately after section 186 thereof, the following:

Nugatory provisions

“186.1 (1) Notwithstanding anything in this Act, every provision in a collective agreement requiring an employer

(a) to discharge an employee because 10  
the employee refuses to become a member of, or to undertake to become a member of a trade union specified therein, or

(b) to discharge an employee because 15  
the employee is or continues to be a member of, or engages in activities on behalf of a union other than a trade union specified therein

is null and void. 20

Compulsory deductions void

(2) Every provision in a collective agreement requiring an employer to make a deduction from the remuneration paid to an employee for the support of a trade union is null and void unless the deduction 25  
is authorized by the employee.”

S.R., c. L-1;  
1972, c. 18

1. Le *Code canadien du travail* est modifié par l'insertion, immédiatement après l'article 186, de ce qui suit:

Dispositions nulles

«186.1 (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, est invalide toute stipulation de convention collective astreignant un employeur 10

a) à congédier un employé parce que celui-ci refuse de devenir membre ou de s'engager à devenir membre d'un syndicat déterminé, ou

b) à congédier un employé parce que 15  
celui-ci est ou demeure membre d'un syndicat autre qu'un syndicat déterminé, ou se livre à une activité au nom d'un syndicat autre qu'un syndicat déterminé. 20

(2) Est invalide toute stipulation d'une convention collective astreignant un employeur à opérer, sur le traitement versé à un employé, une déduction destinée au 25  
soutien d'un syndicat, sauf si l'employé a autorisé cette déduction.»

Les déductions forcées sont illégales



## EXPLANATORY NOTE

The provisions of this amendment are self-explanatory.

## NOTE EXPLICATIVE

La présente modification s'explique d'elle-même.



B56  
C-268

2  
First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

3  
THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

4  
BILL C-268

An Act to change the name of the electoral district of  
Saint-Hyacinthe

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. OSTIGUY

C-268

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-268

Loi visant à changer le nom de la circonscription  
électorale de Saint-Hyacinthe

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. OSTIGUY

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-268

## BILL C-268

An Act to change the name of the electoral  
district of Saint-Hyacinthe

Loi visant à changer le nom de la  
circonscription électorale de Saint-Hyacinthe

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Name changed  
to  
"Saint-Hyacin-  
the—Bagot"

1. In the representation order declared in  
force by Proclamation of June 11, 1976  
under the *Electoral Boundaries Readjust-  
ment Act*, effective upon the dissolution of  
Parliament on March 26, 1979, paragraph  
62 of that part relating to the Province of  
Quebec is amended by substituting the name  
"SAINT-HYACINTHE—BAGOT" for the  
name "SAINT-HYACINTHE".

1. Dans l'ordonnance de représentation  
5 déclarée en vigueur par proclamation du 11  
juin 1976 en vertu de la *Loi sur la révision  
des limites des circonscriptions électorales*, à  
compter de la dissolution du Parlement du 26  
mars 1979, le paragraphe 62 de la partie  
relative à la province de Québec est modifié  
10 par la substitution du nom «SAINT-HYA-  
CINTHE—BAGOT» au nom «SAINT-  
HYACINTHE».

Nom modifié:  
«Saint-Hyacin-  
the—Bagot»

Coming into  
force

2. This Act shall come into force six  
months after the day it is assented to unless,  
during those six months,

- (a) the Chief Electoral officer publishes  
a notice in the *Canada Gazette* that the  
necessary preparations have been made  
for the application of this Act to an  
election, in which case this Act shall  
come into force the day such notice is  
published, or
- (b) a writ is issued for the election of a  
member to the House of Commons from  
the electoral district referred to in sec-  
tion 1, in which case this Act shall come  
into force the day immediately following  
the publication of a notice in the  
*Canada Gazette* of the election of such  
member.

2. La présente loi entre en vigueur six  
mois après la date de sa sanction sauf si, 15  
entre-temps,

- a) le directeur général des élections  
publie, dans la *Gazette du Canada*, un  
avis annonçant que les préparatifs  
nécessaires à la mise en application de la  
présente loi à une élection ont été faits,  
auquel cas la présente loi entre en  
vigueur le jour où cet avis est publié, ou
- b) un bref est émis pour l'élection d'un  
député originaire du district électoral  
mentionné à l'article 1, auquel cas la  
présente loi entre en vigueur le jour  
suivant la parution, dans la *Gazette du  
Canada*, de l'avis annonçant l'élection  
de ce député.

Entrée en  
vigueur







C-268

C-268

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-268**

**BILL C-268**

An Act to change the name of the electoral district of  
Saint-Hyacinthe

Loi visant à changer le nom de la circonscription  
électorale de Saint-Hyacinthe

---

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS  
JUNE 27, 1980

---

---

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 27 JUIN 1980

---



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-268**

**BILL C-268**

An Act to change the name of the electoral  
district of Saint-Hyacinthe

Loi visant à changer le nom de la  
circonscription électorale de Saint-Hyacinthe

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Name changed  
to  
"Saint-Hyacin-  
the—Bagot"

1. In the representation order declared in  
force by Proclamation of June 11, 1976  
under the *Electoral Boundaries Readjust-  
ment Act*, effective upon the dissolution of  
Parliament on March 26, 1979, paragraph  
62 of that part relating to the Province of  
Quebec is amended by substituting the name  
"SAINT-HYACINTHE—BAGOT" for the  
name "SAINT-HYACINTHE".

1. Dans l'ordonnance de représentation  
5 déclarée en vigueur par proclamation du 11  
juin 1976 en vertu de la *Loi sur la revision  
des limites des circonscriptions électorales*, à  
compter de la dissolution du Parlement du 26  
mars 1979, le paragraphe 62 de la partie  
relative à la province de Québec est modifié 10  
par la substitution du nom «SAINT-HYA-  
CINTHE—BAGOT» au nom «SAINT-  
HYACINTHE».

Nom modifié:  
«Saint-Hyacin-  
the—Bagot»

Coming into  
force

2. This Act shall come into force six  
months after the day it is assented to unless,  
during those six months,

(a) the Chief Electoral Officer publishes  
a notice in the *Canada Gazette* that the  
necessary preparations have been made  
for the application of this Act to an  
election, in which case this Act shall 20  
come into force the day such notice is  
published, or

(b) a writ is issued for the election of a  
member to the House of Commons from  
the electoral district referred to in sec-  
tion 1, in which case this Act shall come  
into force the day immediately following  
the publication of a notice in the  
*Canada Gazette* of the election of such  
member. 30

2. La présente loi entre en vigueur six  
mois après la date de sa sanction sauf si, 15  
entre-temps,

a) le directeur général des élections  
publie, dans la *Gazette du Canada*, un  
avis annonçant que les préparatifs  
nécessaires à la mise en application de la 20  
présente loi à une élection ont été faits,  
auquel cas la présente loi entre en  
vigueur le jour où cet avis est publié, ou

b) un bref est émis pour l'élection d'un  
député originaire du district électoral 25  
mentionné à l'article 1, auquel cas la  
présente loi entre en vigueur le jour  
suivant la parution, dans la *Gazette du  
Canada*, de l'avis annonçant l'élection  
de ce député. 30

Entrée en  
vigueur





**REPRINT**

**C-270**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**RÉIMPRESSION**

**C-270**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-270**

**BILL C-270**

An Act respecting nuclear control and administration

Loi concernant le contrôle et l'administration nucléaires

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



MR. McMILLAN

M. McMILLAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-270**

**BILL C-270**

An Act respecting nuclear control and  
administration

Loi concernant le contrôle et l'administration  
nucléaires

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-  
ment du Sénat et de la Chambre des commu-  
nes du Canada, décrète :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Nuclear  
Control and Administration Act*.

**1.** *Loi sur le contrôle et l'administration  
5 nucléaires.*

Titre abrégé  
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

"Board"  
«Commission»

**2.** In this Act,  
"Board" means the Nuclear Control Board,  
formerly the Atomic Energy Control  
Board, continued by section 6;

"nuclear  
energy"  
«énergie  
nucléaire»

"nuclear energy" means all forms of energy 10  
released in the course of nuclear fission,  
nuclear fusion or other nuclear transmuta-  
tion;

"nuclear  
facility"  
«établissement  
nucléaire»

"nuclear facility" means a nuclear reactor, a  
subcritical nuclear assembly, a particle 15  
accelerator, a plant for the separation,  
processing, re-processing or fabrication of  
fissionable substances, a plant for the  
separation of deuterium or the production  
of deuterium compounds, a facility for the 20  
processing, handling, storage or disposal of  
prescribed substances and such other  
works and facilities as may be designated  
by regulations made under Part I and  
includes all lands, buildings, structures 25  
and equipment that are connected or  
associated with any such work or facility;

**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent  
à la présente loi.

«Commission» La Commission de contrôle  
nucléaire qui prend la suite de l'ancienne  
Commission de contrôle de l'énergie ato- 10  
mique maintenue en existence sous ce nou-  
veau nom par l'article 6.

«énergie nucléaire» Toutes les formes d'éner-  
gie provenant de la fission nucléaire, de la  
fusion nucléaire ou de toute autre trans- 15  
mutation nucléaire.

«établissement nucléaire» N'importe lequel  
des établissements suivants: réacteurs  
nucléaires, assemblages nucléaires sous-  
critiques, accélérateurs de particules, 20  
usines de séparation, de traitement, de  
retraitement ou de fabrication des matiè-  
res fissiles, usines de séparation de deuté-  
rium ou de production de ses composés,  
établissements de traitement, de manuten- 25  
tion, de stockage ou d'élimination des sub-  
stances visées et autres ouvrages ou éta-

Définitions

«Commission»  
"Board"

«énergie  
nucléaire»  
"nuclear  
energy"

«établissement  
nucléaire»  
"nuclear  
facility"





"prescribed equipment"  
«matériel visé»

"prescribed equipment" means equipment designated by regulations made under Part I as being designed for use in the production, use or application of nuclear energy;

"prescribed substance"  
«substances visées»

"prescribed substance" means uranium, thorium, all elements of atomic number greater than 92, deuterium, their respective derivatives and compounds, radioactive nuclides, and any substances that are designated by regulations made under Part I as being capable of releasing nuclear energy or as being requisite for the production, use or application of nuclear energy;

"prescribed technology"  
«technologie visée»

"prescribed technology" means the technical information that is designated by regulations made under Part I as capable of being used in the production, use or application of nuclear energy or prescribed equipment;

"vehicle"  
«véhicule»

"vehicle" means any ship, railway train, bus, automobile, truck, aircraft or other means of transport by sea, land or air.

blissements que les règlements établis en vertu de la Partie I désignent comme tels; doivent également y être assimilés tous les terrains, bâtiments, structures et équipements reliés ou associés à ces ouvrages ou établissements.

«matériel visé» Le matériel que les règlements établis en vertu de la Partie I désignent comme conçu pour la production, l'utilisation ou les applications de l'énergie nucléaire.

«substances visées» L'uranium, le thorium, les éléments d'un numéro atomique supérieur à 92, le deutérium ainsi que leurs dérivés et composés respectifs, les radionucléides et toute substance que les règlements établis en vertu de la Partie I désignent comme capable de dégager de l'énergie nucléaire ou essentielle à sa production, son utilisation ou son application.

«technologie visée» Les renseignements techniques que les règlements établis en vertu de la Partie I désignent comme utilisables dans la production, l'utilisation ou les applications de l'énergie nucléaire ou du matériel visé.

«véhicule» Un navire, un wagon de chemin de fer, un autobus, une automobile, un camion, un avion et tout moyen de transport terrestre, maritime ou aérien.

«matériel visé»  
"prescribed equipment"

«substances visées»  
"prescribed..."

«technologie visée»  
"prescribed technology"

«véhicule»  
"vehicle"

#### DECLARATION

Works and undertakings

3. All works and undertakings whether heretofore constructed or hereafter to be constructed

(a) for the production, use and application of nuclear energy,

(b) for research and investigation with respect to nuclear energy,

(c) for the production, refining, processing, reprocessing, handling, storage or disposal of prescribed substances, and

(d) for any application or use of a prescribed substance or prescribed technology

are declared to be works for the general advantage of Canada.

Binding on the Crown

4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province and any agent

#### DÉCLARATION

3. Les ouvrages et entreprises construits jusqu'ici ou à construire à l'avenir

a) pour la production, l'utilisation et les applications de l'énergie nucléaire,

b) pour la recherche sur l'énergie nucléaire ou son étude,

c) pour la production, l'affinage, le traitement initial ou ultérieur, la manutention, le stockage ou l'élimination des substances visées et

d) pour toute application ou utilisation d'une substance visée ou d'une technologie visée

sont déclarés être à l'avantage général du Canada.

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et ses agents et

Ouvrages et entreprises

Sa Majesté est liée



thereof except in any matter relating to national defence that the Governor in Council, by order, exempts.

mandataires sauf en toute matière concernant la défense nationale que le gouverneur en conseil ordonne de soustraire à ses dispositions.

PART I

CONTROL OF HEALTH, SAFETY,  
SECURITY AND ENVIRONMENTAL  
ASPECTS OF NUCLEAR ENERGY

Interpretation

Definitions

“Canadian waters”  
«eaux...»

“Chairman” and “Vice-Chairman”  
«Président» et «Vice-Présidents»

“Fund”  
«caisse»

“inspector”  
«inspecteur»

“licence”  
«permis»

“member”  
«commissaire»

“Minister”  
«Ministre»

“regulation”  
«règlements»

5. In this Part,  
“Canadian waters” has the meaning assigned to that expression by the *Canada Shipping Act*;  
“Chairman” and “Vice-Chairman” mean the Chairman and Vice-Chairman of the Board designated by the Governor in Council pursuant to subsection 11(1);  
“Fund” means the Radioactive Decontamination Fund established by section 51;  
“inspector” means a person designated as an inspector under section 37;  
“licence” means a licence issued pursuant to section 22;  
“member” means a member or a substitute member of the Board;  
“Minister” means the Minister of the Environment;  
“regulation” means any regulation made under section 56;  
“site approval” means an approval of the site of a nuclear facility referred to in paragraph 22(3)(a).

Board established

Board established

6. The Atomic Energy Control Board constituted by the *Atomic Energy Control Act*, chapter A-19 of the Revised Statutes of Canada, is hereby continued under the name of the Nuclear Control Board, which shall consist of not less than nine and not more than thirteen members to be appointed by the Governor in Council on the recommenda-

PARTIE I

CONTRÔLE DES ASPECTS DE  
L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE TOUCHANT  
LA SANTÉ, LA SÛRETÉ, LA  
SÉCURITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Définitions

5. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente Partie.  
«approbation d'emplacement» L'approbation de l'emplacement de l'établissement nucléaire mentionnée à l'alinéa 22(3)a).  
«Caisse» La Caisse de décontamination radioactive établie par l'article 51.  
«commissaire» Un membre ou un membre suppléant de la Commission.  
«eaux canadiennes» Dans le sens que la *Loi sur la marine marchande du Canada* donne à cette expression.  
«inspecteur» Une personne nommée inspecteur en vertu de l'article 37.  
«Ministre» Le ministre de l'Environnement.  
«permis» Un permis délivré en vertu de l'article 22.  
«président» et «vice-président» Le président et le vice-président de la Commission nommés par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 11(1).  
«règlements» Les règlements établis en vertu de l'article 56.

Institution de la Commission

6. La Commission de contrôle de l'énergie atomique établie par la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique*, chapitre A-19 des Statuts révisés du Canada est par la présente maintenue en existence sous le nom de Commission de contrôle nucléaire, composée d'au moins neuf et d'au plus treize commissaires nommés par le gouverneur en conseil sur avis

Définitions

«approbation d'emplacement»  
“site approval”

«Caisse»  
“Fund”

«commissaire»  
“member”

«eaux canadiennes»  
“Canadian...”

«inspecteur»  
“inspector”

«Ministre»  
“Minister”

«permis»  
“licence”

«président» et «vice-président»  
“Chairman...”

«règlements»  
“regulation”

Institution de la Commission





tion of the Minister of whom not less than four and not more than nine shall be appointed on a full-time basis.

conforme du Ministre, dont au moins quatre et au plus neuf sont nommés à plein temps.

Tenure of office	7. (1) Each member shall be appointed to hold office for a term not exceeding five years.	7. (1) Les commissaires sont nommés 5 pour une durée maximale de cinq ans.	Durée du mandat
Age limit for appointment	(2) A person who has reached the age of seventy years is not eligible to be appointed a member.	(2) Une personne âgée de soixante-dix ans ou plus n'est pas éligible au poste de commissaire.	5 Âge limite
Re-appointment	(3) On the expiration of his term of office, 10 a member is eligible for reappointment, whether or not he has reached the age referred to in subsection (2).	(3) Le mandat d'un commissaire est renouvelable, que ce commissaire ait ou non atteint l'âge mentionné au paragraphe (2). 10	Renouvellement
Salary	8. (1) Each member is entitled to be paid by the Board a salary to be fixed by the 15 Governor in Council.	8. (1) Les commissaires ont droit de recevoir de la Commission le traitement que fixe le gouverneur en conseil.	Salaire
Expenses	(2) Each member is entitled to be paid by the Board reasonable travel and other expenses incurred by him while absent from his ordinary place of residence in the course 20 of his duties and functions under this Part.	(2) Les commissaires ont droit au remboursement par la Commission des frais de 15 voyages et autres frais raisonnables que leur occasionne l'exercice des fonctions que leur confère la présente Partie, pendant qu'ils sont absents de leur lieu ordinaire de résidence. 20	Dépenses
Substitute members	9. In the event of the absence or incapacity of any member, the Governor in Council may appoint a substitute member for such period and on such terms and conditions as 25 he deems appropriate.	9. Le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire substitut pour la durée et aux conditions qu'il prescrit, en cas d'absence ou d'empêchement d'un commissaire.	Commissaires substituts
Eligibility	10. (1) A person is not eligible to be appointed or to continue as a member if he is not a Canadian citizen or if (a) as owner, partner, director, officer or 30 otherwise he is engaged in, or (b) he holds any share, bond, debenture or other security of a corporation that is engaged in the business of producing, selling, buying, 35 exporting or importing prescribed substances, prescribed equipment or nuclear facilities.	10. (1) Ne peuvent être nommées au poste 25 de commissaire ou ne peuvent y demeurer les personnes qui ne sont pas citoyens canadiens ou qui, a) à titre de propriétaire, actionnaire, administrateur, cadre, associé ou autre- 30 ment, s'adonnent, ou b) sont détenteurs d'actions, de parts, de débentures ou d'autres valeurs d'une société commerciale qui s'adonne à la production, la vente, l'achat, l'exporta- 35 tion ou l'importation de substances visées, de matériel visé ou d'établissements nucléaires.	Conditions d'éligibilité
Conflict of interests	(2) A member shall not accept or hold any office or employment inconsistent with his 40 duties and functions under this Part.	(2) Les commissaires ne doivent accepter ni détenir aucun poste ou emploi incompatible avec les fonctions que leur confère la 40 présente Partie.	Conflit d'intérêt
Disclosure and disposal of interest	(3) Where any interest prohibited by subsection (1) vests in any member by will or	(3) Lorsqu'une participation visée au paragraphe (1) échoit à un commissaire à titre	Avis et disposition de la participation





succession for his own benefit, he shall forthwith disclose such interest to the Chairman and the Minister and within three months thereafter absolutely dispose of such interest.

Previous  
employment

(4) Not more than one-half of the members at any time shall have been employed within five years prior to their appointment to the Board by a corporation or within any branch, department, agency or commission of government engaged in the promotion, production, sale, purchase, export or import of prescribed substances, prescribed equipment or nuclear facilities.

Subsequent  
interests

(5) Upon his appointment to the Board, a member shall undertake that he will not, during the eighteen months immediately following the expiry of his last term as a member or his resignation, as the case may be,

(a) become engaged in, as owner, partner, director, officer, or otherwise, or

(b) acquire, otherwise than by will or succession, any share, bond, debenture or other security of a corporation that is engaged in

the business of producing, selling, buying, exporting or importing prescribed substances, prescribed equipment or nuclear facilities.

personnel, par legs ou par dévolution successorale, il doit immédiatement en aviser le président et le Ministre et se départir définitivement de cette participation dans les trois mois qui suivent.

5

Emploi  
antérieur

(4) Il ne doit jamais y avoir plus de la moitié des commissaires qui aient été, au cours des cinq ans précédant leur nomination à la Commission, employés par une société commerciale ni par une direction, un ministère, un département, un organisme ou une commission du gouvernement qui s'adonne à la promotion, la production, la vente, l'achat, l'exportation ou l'importation de substances visées, de matériel visé ou d'établissements nucléaires.

Intérêts  
subséquents

(5) Lors de sa nomination à la Commission, un commissaire doit s'engager, pour les dix-huit mois qui suivent l'expiration de son dernier mandat de commissaire, ou sa démission, le cas échéant,

a) à ne pas s'adonner, à titre de propriétaire, d'associé, d'administrateur, de cadre, ou à un autre titre,

b) à ne pas acquérir, autrement que par testament ou succession, d'actions, de parts, d'obligations, de débentures ni d'autres valeurs d'une société commerciale qui s'adonne

à la production, la vente, l'achat, l'exportation ou l'importation de substances visées, de matériel visé ou d'établissements nucléaires.

#### *Chairman and Vice-Chairman*

Chairman and  
Vice-Chairman

11. (1) The Governor in Council shall designate one of the full-time members to be Chairman of the Board and one of the full-time members to be Vice-Chairman of the Board.

Chairman

(2) The Chairman is the chief executive officer of the Board, has supervision over and direction of the work and the staff of the Board and presides at meetings of the Board.

Vice-Chairman

(3) In the event of the absence or incapacity of the Chairman or if the office of Chairman is vacant, the Vice-Chairman has and may exercise and perform all the powers, duties and functions of the Chairman.

#### *Président et vice-président*

11. (1) Le gouverneur en conseil nomme deux commissaires à plein temps respectivement président et vice-président de la Commission.

Président et  
vice-président

(2) Le président est le premier dirigeant de la Commission; il dirige ses travaux, contrôle la gestion de son personnel et préside à ses réunions.

Président

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président, ou de vacance de son poste, le vice-président est investi des pouvoirs et fonctions du président.

Vice-président



Interim	<b>12.</b> The Board, with the approval of the Governor in Council, may authorize one of its members to act as Chairman for the time being in the event that the Chairman and the Vice-Chairman are absent or unable to act or if the offices are vacant.	<b>12.</b> En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président ou de vacance de leur poste, la Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, autoriser un commissaire à remplacer provisoirement le président.	Intérim
Divisions of the Board	<b>13.</b> (1) The Chairman may establish divisions of the Board, each consisting of one or more members, and may direct any such division to carry out, at such times and places as are specified by him, such of the duties and functions of the Board specified by him as are authorized by by-laws made by the Board under section 18 to be carried out by a division of the Board, and, in carrying out such duties and functions, a division of the Board may exercise all of the powers conferred on the Board by this or any other Act of Parliament.	<b>13.</b> (1) Le président peut créer des sections de la Commission, chacune étant composée d'un ou de plusieurs commissaires et peut leur enjoindre de remplir, dans les limites permises par les règlements administratifs établis par la Commission en vertu de l'article 18, les fonctions de la Commission qu'il précise; ce faisant, une section peut exercer tous les pouvoirs que la présente loi ou toute autre loi du Parlement confère à la Commission.	Sections de la Commission
Acts of divisions of the Board	(2) Any act or thing done by a division of the Board in accordance with a direction by the Chairman made pursuant to subsection (1) is deemed to be an act or thing done by the Board.	(2) Les mesures prises par une section de la Commission conformément à une directive du président donnée en vertu du paragraphe (1) sont présumées être celles de la Commission.	Mesures prises par les sections de la Commission
References to Board by divisions	(3) A division of the Board may, with the consent of the Chairman, and shall, on the direction of the Chairman, refer any matter that is before it to the Board.	(3) Une section de la Commission peut, avec l'assentiment du président, et doit, sur son ordre, renvoyer devant la Commission toute question dont elle est saisie.	Renvois à la Commission
Minimum number of members	(4) Notwithstanding subsection (1) and the terms of any by-law made under section 18, the Chairman may not direct a division of the Board consisting of less than three members to carry out duties and functions of the Board in relation to matters enumerated in subsection 32(2).	(4) Nonobstant le paragraphe (1) et les dispositions des règlements administratifs faits en vertu de l'article 18, le président ne peut enjoindre à une section de la Commission composée de moins de trois commissaires de remplir les fonctions de la Commission relatives aux matières énumérées au paragraphe 32(2).	Nombre minimal de commissaires
<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div> <p><i>Head Office and Meetings</i></p> </div> <div> <p><i>Siège social et réunions</i></p> </div> </div>			
Head office	<b>14.</b> (1) The head office of the Board shall be in the National Capital Region.	<b>14.</b> (1) Le siège social de la Commission est situé dans la région de la Capitale nationale.	Siège social
Meetings	(2) The Board shall meet at least three times a year at its head office on such days as it may determine and may also meet at such other times and places in Canada as the Chairman deems advisable.	(2) La Commission doit se réunir au moins trois fois par année au siège social aux dates qu'elle choisit; elle peut aussi se réunir au Canada aux lieux et dates que le président juge à propos.	Réunions
Open to public	(3) Except for any portion of a meeting dealing with classes of information exempted from public disclosure by the regulations,	(3) A l'exception de toute partie de réunion qui traite de catégories de renseignements que les règlements exemptent de divul-	Les réunions sont publiques





meetings of the Board shall be open to public observation.

Seal

**15.** The Board shall have an official seal, which shall be judicially noticed.

### Staff

Staff

**16.** The Board shall employ such professional, scientific, technical and other officers and employees as are necessary to ensure the health and safety of the public and the protection of the environment.

Technical assistance

**17.** The Board may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge to advise and assist the Board in the performance of its duties.

### By-laws

By-laws

**18.** The Board may make by-laws for the management of its internal affairs, the performance of its duties and functions, including the fixing of a quorum at any of its meetings, and the establishment of special and standing committees.

### Directives

Directives

**19.** (1) The Governor in Council may, by order, on the recommendation of the Minister, issue policy directives to the Board and the Board shall comply therewith.

Publication

(2) An order made under this section shall be forthwith tabled in Parliament and published in the *Canada Gazette*.

### Objects

Objects

**20.** The objects of the Board are

(a) to regulate, control and supervise the development, production, possession and use of nuclear energy, prescribed substances, prescribed equipment and prescribed technology in order to

(i) ensure the preservation of the health and safety of persons and to protect the environment from the hazards associated with the production, possession and use of prescribed substances,

(ii) maintain national security,

gation au public, les réunions de la Commission sont publiques.

**15.** La Commission a un sceau officiel qui est de connaissance judiciaire.

Sceau

### Personnel

5 Personnel

**16.** La Commission emploie les professionnels, scientifiques, techniciens, cadres et salariés dont elle a besoin pour assurer la santé et la sécurité du public et la protection de l'environnement.

**17.** La Commission peut engager temporairement des techniciens ou spécialistes pour la conseiller et l'aider dans l'exécution de ses fonctions.

10 Conseillers techniques

### Règlements administratifs

**18.** La Commission peut faire des règlements administratifs pour son administration interne, l'exécution de ses fonctions, y compris pour la fixation du quorum lors de ses réunions, et l'établissement de comités permanents ou spéciaux.

15 Règlements administratifs

### Directives

**19.** (1) La Commission obéit aux directives de politique générale que lui donne par décret le gouverneur en conseil, sur avis conforme du Ministre.

20 Directives

(2) Les décrets mentionnés au présent article sont immédiatement déposés devant le Parlement et publiés dans la *Gazette du Canada*.

Publication

### Objectifs

**20.** La Commission a pour objectif

a) de réglementer, contrôler et surveiller le développement, la production, la possession et l'utilisation de l'énergie nucléaire, des substances, du matériel et de la technologie visés pour

(i) préserver la santé et la sécurité des personnes et protéger l'environnement des risques que représentent la production, la possession et l'utilisation de substances visées,

(ii) assurer la sécurité nationale,

Objectifs





- (iii) ensure that nuclear energy and prescribed substances will be used only for peaceful purposes, and
- (iv) ensure compliance with measures of international control undertaken by Canada; and
- (b) to act as a source of information for the public on health, safety and environmental matters related to nuclear energy.

- (iii) garantir que l'énergie nucléaire et les substances visées ne seront utilisées qu'à des fins pacifiques, et
- (iv) assurer le respect des mesures internationales de contrôle auxquelles le Canada est partie; et
- b) d'agir comme source de renseignements pour le public sur ces aspects de l'énergie nucléaire qui sont reliés à la santé, à la sûreté et à l'environnement.

### Responsibility and Powers

### Responsabilité et pouvoirs

#### Responsibility

21. For the purposes of achieving its objects under this Part, it is the responsibility of the Board to exercise regulatory and administrative jurisdiction in relation to the health, safety, security and environmental aspects of the production, possession and use of nuclear energy, prescribed substances, prescribed equipment and prescribed technology, taking into account health, safety, security and environmental standards established by or on the recommendation of other departments or agencies of government.

21. Dans la poursuite de ses objectifs en vertu de la présente Partie, la Commission est responsable de la réglementation et de l'administration des questions de santé, de sécurité et de protection des personnes et de l'environnement qui concernent la production, la possession et l'utilisation de l'énergie nucléaire, des substances, du matériel et de la technologie visés, en tenant compte des normes relatives à la santé, à la sécurité et à la protection des personnes et de l'environnement établies par les autres ministères ou organismes du gouvernement ou sur leur recommandation.

#### Responsabilité

#### Licences

22. (1) The Board may, on application made to it accompanied by such fee as is prescribed in relation thereto by the regulations, issue a licence authorizing the carrying out of such of the activities prohibited by sections 30 and 31 as are specified in the licence for a period of time specified therein that does not exceed any maximum period prescribed by the regulations, unless the evidence before the Board indicates that the activities so specified are likely to result in

- (a) danger to the health or safety of persons,
- (b) the use of nuclear energy or prescribed substances for other than peaceful purposes,
- (c) failure to comply with measures of international control undertaken in Canada, or
- (d) a breach of environmental standards established by or on the recommendation of any department or agency of government.

22. (1) La Commission peut, sur demande et sur paiement des frais que les règlements peuvent exiger à cet égard, délivrer un permis autorisant la poursuite de celles des activités interdites par les articles 30 et 31 qu'elle précise dans le permis, pour la période qu'elle y indique ne dépassant toute période maximale prescrite par les règlements à moins que la Commission n'ait des preuves indiquant que les activités ainsi précisées risquent d'entraîner

- a) un danger pour la santé ou la sécurité des personnes,
- b) l'utilisation de l'énergie nucléaire ou de substances visées à d'autres fins que des fins pacifiques,
- c) l'inobservation des mesures de contrôle international que le Canada s'est engagé à prendre, ou
- d) une infraction aux normes de l'environnement établies par un ministère ou organisme du gouvernement ou sur sa recommandation.



Terms and  
conditions

(2) The Board shall impose such terms and conditions in respect of a licence issued or proposed to be issued by it pursuant to subsection (1), including terms and conditions relating to any evidence of financial responsibility of the applicant, as it considers necessary to mitigate or eliminate any danger to health or safety of persons, or any significant degradation of the quality of the environment.

(2) La Commission assortit les permis qu'elle délivre ou se propose de délivrer conformément au paragraphe (1) notamment quant à la preuve de solvabilité du requérant, des modalités qu'elle considère nécessaires pour atténuer ou éliminer tout danger pour la santé ou la sécurité des personnes ou toute détérioration appréciable de la qualité de l'environnement.

Modalités

Site approval

(3) No licence to construct a nuclear facility other than a subcritical nuclear reactor assembly or a particle accelerator may be issued by the Board unless

(3) Sauf dans le cas d'un assemblage de réacteur nucléaire sous-critique ou d'un accélérateur de particules, la Commission ne peut délivrer de permis de construction d'établissements nucléaires, à moins

Approbation  
d'emplacement

(a) the approval of the site on which the nuclear facility is to be constructed has previously been obtained in writing from the Board;

a) d'avoir auparavant approuvé par écrit l'emplacement où sera construit l'établissement nucléaire;

(b) the Board has received evidence satisfactory to it that the applicant for such a licence has complied with the conditions, if any, of such approval; and

b) d'avoir reçu des preuves satisfaisantes que la personne qui demande ce permis a respecté les conditions, s'il y en avait, jointes à cette approbation; et

(c) the Board has received and completed an evaluation of a social, economic and environmental impact assessment of the nuclear facility, including

c) d'avoir reçu et terminé une évaluation de l'incidence sociale, économique et écologique de l'établissement nucléaire comprenant, notamment

(i) a description of the purpose or rationale of the facility and the alternatives thereto;

(i) un exposé de l'objet et de la justification de l'établissement et des autres solutions possibles;

(ii) a description of the persons and environment that will or might be significantly affected by the facility, directly or indirectly;

(ii) un exposé sur les personnes et sur l'environnement que l'établissement affectera ou risque d'affecter appréciablement de façon directe ou indirecte;

(iii) a description of the possible effects of the facility and the actions necessary or that may be expected to be necessary to prevent, change, mitigate or remedy such effects.

(iii) un exposé sur les effets que pourrait avoir l'établissement et sur les mesures nécessaires où que l'on peut prévoir comme nécessaires pour prévenir, modifier, atténuer ces effets ou y remédier.

Renewal,  
amendment,  
suspension,  
revocation

(4) Subject to the procedure that may be prescribed by the regulations, the Board may,

(4) Sous réserve des règles de procédure prescrites par les règlements, la Commission

(a) renew a licence or site approval after considering any objections received in writing to such renewal; and

a) peut renouveler un permis ou une approbation d'emplacement après avoir examiné, le cas échéant, les objections écrites à ce renouvellement qu'elle a reçues; et

(b) shall amend, suspend, or revoke a licence or site approval relative to a nuclear facility where it considers that the facility may create a nuisance, is not in the

b) doit modifier, suspendre ou annuler un permis ou une approbation d'emplacement concernant un établissement nucléaire





public interest, does not comply with the provisions of this Act or the regulations, or may result in a hazard to the health or safety of any person or undue degradation of the quality of the environment.

lorsqu'elle estime que l'établissement peut avoir des effets néfastes, n'est pas dans l'intérêt public, ne se conforme pas aux dispositions de la présente loi ou de ses règlements d'application ou peut créer un danger pour la santé ou la sécurité de quiconque ou entraîner une détérioration indue de la qualité de l'environnement.

Content of application

**23.** (1) An application for a licence or for a site approval referred to in section 22 shall be in such form, contain such information and be accompanied by such documents as may be prescribed by the regulations, shall contain a description of the effects which the proposed activities involving prescribed substances will have or are likely to have on human health and safety or on the environment, and shall be accompanied by any other supplementary information that the Board considers necessary.

**23.** (1) Une demande de permis ou d'approbation d'emplacement mentionnée à l'article 22 doit être en la forme, contenir les renseignements et être accompagnée des documents que peuvent exiger les règlements, elle doit comporter un exposé sur les effets que les activités envisagées en ce qui concerne des substances visées auront ou risquent d'avoir sur la santé et la sécurité des personnes ou sur l'environnement, et elle doit aussi être accompagnée de tout autre renseignement supplémentaire que la Commission juge nécessaire.

Assessment

(2) The Board shall prepare an assessment of an application submitted in accordance with subsection (1).

(2) La Commission doit faire une évaluation écrite de la demande présentée conformément au paragraphe (1).

Public inspection

(3) The Board, at the expense of the applicant, shall make the application and assessment, available for public inspection not less than 60 days prior to holding public hearings on the application, or, where no public hearings are held, not less than 60 days prior to the issuance of the licence, at the Board's head office and at the office of the clerk of each municipality in which the facility is to be constructed or, if the facility is to be constructed in an area without municipal organization, at such place in the vicinity thereof that the Board considers appropriate.

(3) La Commission doit, aux frais du requérant, mettre la demande et l'évaluation à la disposition du public pour son information au moins 60 jours avant la tenue d'auditions publiques au sujet de la demande ou, lorsqu'il n'y a pas d'auditions publiques, au moins 60 jours avant l'attribution du permis, au siège de la Commission et au bureau du secrétaire de chacune des municipalités dans laquelle l'établissement doit avoir des constructions ou, si l'établissement doit être construit dans une zone dépourvue d'organisation municipale, au lieu que la Commission juge approprié dans le voisinage immédiat de l'emplacement prévu.

(4) The Board shall provide a copy of the application and assessment, at a cost no greater than the direct cost of copying to any person who requests such copy in writing.

(4) La Commission doit fournir une copie de la demande et de l'évaluation, à un prix qui n'excède pas le coût direct de la copie, à toute personne qui en réclame une par écrit.

Regional offices

**24.** The Board may establish laboratories and regional offices anywhere in Canada for the achievement of its objects.

**24.** La Commission peut mettre sur pied des laboratoires et des bureaux régionaux partout au Canada pour la réalisation de ses objectifs.

Agreements

**25.** (1) The Board may enter into agreements and cooperate and maintain contact

(1) La Commission peut conclure des accords avec les agences de contrôle des

Bureaux régionaux  
Accords





with regulatory agencies in other countries or international agencies for the purpose of exchanging information relating to the regulation of nuclear energy and related matters.

autres pays et les agences internationales dans le but d'échanger des renseignements sur la réglementation de l'énergie nucléaire et des matières connexes.

Idem

(2) The Board may enter into agreements with any person or with any department or agency of the Government of Canada or of any province on matters related to the objects of the Board.

(2) La Commission peut conclure des accords avec toute personne ou tout ministère ou organisme du gouvernement du Canada ou d'une province sur tout sujet ayant trait à ses objectifs.

5 Idem

Idem

(3) An agreement entered into under subsection (2) may provide for the sharing of costs incurred pursuant to the agreement.

(3) Un accord conclu en vertu du paragraphe (2) peut porter sur le partage des frais qu'il occasionne.

10 Idem

Research programs

26. The Board may establish research programs in order to obtain independent scientific, technical and other information and advice that it considers necessary for the exercise of its powers and the proper performance of its duties.

26. La Commission peut mettre sur pied des programmes de recherche dans le but d'obtenir des renseignements scientifiques, techniques ou autres et des avis de source indépendante afin d'exercer sa compétence et de mieux remplir ses fonctions.

Programmes de recherche

Public information

27. The Board shall provide for the dissemination of information on the health, safety and environmental aspects of the development, production, use and application of nuclear energy.

27. La Commission doit veiller à la diffusion des renseignements sur ces aspects de la production, du développement des utilisations et des applications de l'énergie nucléaire qui touchent la santé et la protection des personnes et de l'environnement.

Information

Duty in respect of nuclear waste

28. (1) In order to protect the health and safety of persons and in order to protect the environment, the Board shall assume responsibility for any prescribed substance or nuclear facility where, in the opinion of the Board,

28. (1) Afin de protéger la santé et la sécurité des personnes et de protéger l'environnement, la Commission assume la responsabilité des substances visées et des établissements nucléaires lorsque, à son avis,

25 Déchets nucléaires

- (a) the substance or facility has been abandoned by the person in possession thereof or the operator thereof; and
- (b) the circumstances of the case are such that it is unreasonable or impractical to require that person to continue to be responsible therefor.

- a) ils ont été abandonnés par leur possesseur ou exploitant; et
- b) les circonstances sont telles qu'il ne serait pas raisonnable ou possible d'exiger de ceux-ci qu'ils continuent à en être responsables.

35

(2) Where the Board has assumed responsibility for any substance or nuclear facility pursuant to subsection (1), the person formerly in possession thereof or the operator thereof is liable, without affecting the liability of an operator under the *Nuclear Liability Act* and without proof of fault or negligence, for all costs and expenses reasonably incurred by the Board or by any person on the order of the Board.

(2) Lorsque la Commission a assumé la responsabilité des substances et établissements nucléaires conformément au paragraphe (1), leur précédent possesseur ou leur exploitant est, sans préjudice de la responsabilité de l'exploitant en vertu de la *Loi sur la responsabilité nucléaire* et sans qu'il faille prouver qu'il y a eu faute ou négligence de sa part, passible du paiement de tous les frais raisonnables exposés par la Commission ou par quiconque sur ordre de la Commission.

40

40

45

45



## Information

**29.** The Board may, for the purposes of this Part, by notice in writing, require any person to provide it with any information relating to any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology in his possession or to any activity carried out by him relating to nuclear energy.

**29.** Par un avis écrit, la Commission peut, aux fins de la présente Partie, exiger de toute personne des renseignements sur les substances, le matériel et la technologie visés en la possession de cette dernière ou sur celles de ses activités qui touchent l'énergie nucléaire.

Demandes de renseignements

## Prohibitions

## Prohibitions

**30.** No person shall, unless exempted by the regulations or unless he is the holder of a licence authorizing him to do so,

- (a) extract, produce, convert, enrich, reprocess or fabricate a prescribed substance;
- (b) possess, transfer or use any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology;
- (c) import or export any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology;
- (d) import or export a nuclear facility;
- (e) construct, operate or decommission a nuclear facility;
- (f) construct, operate or decommission a nuclear-powered vehicle or a vehicle equipped with a nuclear reactor; or
- (g) store, dispose of or abandon a prescribed substance or wastes resulting from the production, possession or use thereof.

## Interdictions

## Interdictions

**30.** A moins d'être titulaire d'un permis à cet effet ou d'en être dispensé par les règlements il est interdit

- a) d'extraire, de produire, de transformer, d'enrichir, de retraiter ou de fabriquer des substances visées
- b) d'avoir en sa possession, de transmettre ou d'utiliser des substances, du matériel ou de la technologie visés;
- c) d'importer ou d'exporter des substances, du matériel ou de la technologie visés;
- d) d'importer ou d'exporter des établissements nucléaires;
- e) de construire, de mettre en service ou de mettre hors service des établissements nucléaires;
- f) de construire, de mettre en service ou de mettre hors service des véhicules à propulsion nucléaire ou des véhicules équipés d'un réacteur nucléaire; ou
- g) d'entreposer, d'éliminer ou d'abandonner des substances visées ou des déchets provenant de leur production, possession ou utilisation.

## Nuclear vehicles

**31. (1)** No person shall cause a nuclear-powered vehicle or a vehicle equipped with a nuclear reactor to enter Canada or Canadian waters unless he or the owner of the vehicle has been issued a licence authorizing the entry of the vehicle into Canada or into Canadian waters.

**31. (1)** Il est interdit de permettre aux véhicules à propulsion nucléaire ou aux véhicules équipés d'un réacteur nucléaire d'entrer au Canada ou de pénétrer dans les eaux canadiennes à moins d'être ou que leur propriétaire ne soit détenteur d'un permis à cet effet.

Véhicules à propulsion nucléaire

## Limitation

**(2)** The powers given by this Part or the regulations to the Board or to any inspector shall be exercised in a manner that is not inconsistent with measures of international control undertaken by Canada.

**(2)** La Commission et les inspecteurs peuvent exercer les pouvoirs que leur donnent la présente Partie et les règlements qu'en conformité avec les mesures internationales de contrôle auxquelles le Canada est partie.

45





*Hearings**Auditions*Discretionary  
hearings

32. (1) The Board may, on its own motion, hold a public hearing in connection with any matter within its jurisdiction and in respect of which it deems such a hearing to be desirable.

(2) The Board shall, not less than 60 days prior to the granting of the site approval or the issue of the licence, hold a public hearing in connection with an application for a site approval or for the issue of a licence to 10 construct or operate

(a) a uranium or thorium processing plant,

(b) a nuclear reactor of power greater than 1 megawatt (thermal), 15

(c) a spent reactor fuel reprocessing plant,

(d) a radioactive waste management facility,

(e) a uranium enrichment plant,

(f) a heavy water plant, or 20

(g) a nuclear powered vehicle or a vehicle equipped with a nuclear reactor.

(3) The Board shall consider any written request to hold a public hearing in connection with any other matter within its 25 jurisdiction.

33. (1) A public hearing under this Part shall be held in the municipality, or if the territory is not municipally organized, in the locality, in which the proposed facility is to 30 be located.

(2) Any person shall have standing to appear at the hearing, be represented by an agent or by counsel, give evidence, call and examine witnesses, present arguments and 35 submissions, and conduct cross-examination of witnesses reasonably required for a full and fair disclosure of the facts in relation to which such witnesses have given evidence.

(3) The Board shall

(a) ensure that all testimony at a hearing is recorded and transcribed;

Auditions

32. (1) Dans le cadre de sa compétence, la Commission peut, de sa propre initiative, tenir les auditions publiques qu'elle estime opportunes.

5

(2) Au moins 60 jours avant de donner l'approbation d'emplacement ou d'accorder le permis, la Commission doit tenir une audition publique au sujet d'une demande d'ap- 10 probation d'emplacement ou de la délivrance d'un permis de construction ou d'exploitation 10

a) d'une usine de traitement d'uranium ou de thorium,

b) d'un réacteur nucléaire d'une puissance supérieure à 1 mégawatt thermique, 15

c) d'une usine de retraitement du combustible nucléaire irradié, 15

d) d'un établissement de stockage des déchets radioactifs,

e) d'une usine d'enrichissement d'uranium, 20

f) d'une usine d'eau lourde, ou

g) d'un véhicule à propulsion nucléaire ou d'un véhicule équipé d'un réacteur nucléaire.

(3) La Commission doit examiner toute 25 demande écrite de tenue d'une audition publique relative à tout autre sujet de sa compétence.

33. (1) Une audition publique prévue par la présente Partie doit se tenir dans la muni- 30 cipalité ou, si le territoire n'est pas organisé en municipalité, dans la localité où doit être construit l'établissement projeté.

(2) Quiconque doit pouvoir comparaître à l'audition, se faire représenter par un fondé 35 de pouvoir ou un avocat, témoigner, faire comparaître et interroger des témoins, présenter des arguments et des exposés, et procéder aux interrogatoires contradictoires de témoins qui sont nécessaires à l'exposition 40 intégrale et loyale des faits au sujet desquels ces témoins ont déposé.

40 (3) La Commission doit





(b) provide a copy of the transcript, at a charge not to exceed the direct cost of copying, to each person who so requests; and

(c) make such transcripts available as soon as possible after each daily session of the hearing.

(4) No member of the Board shall participate in a decision of the Board in respect of which a public hearing was held unless he was present for substantially all of hearing and heard the evidence and the argument of the parties and, except with the consent of the parties, no decision of the Board shall be given unless all members so present participate in the decision.

(5) The Board shall give its final decision and order, if any, in any proceedings in writing and shall give reasons in writing therefor if so requested by any participant in the hearing.

(6) The Board shall send by first class mail addressed to the participants in any proceedings, at their addresses last known to the Board, a copy of the final decision and order, if any, in the proceedings, together with the reasons therefor, where reasons have been given.

(7) The Board may award costs of participating in a hearing to a participant, other than an applicant for a site approval or a licence, who has raised a substantial issue of public policy, to be paid by the applicant.

(8) The Board may receive any oral or documentary evidence, but shall exclude irrelevant, immaterial, or unduly repetitious evidence.

(9) The Board may, by regulation, adopt procedures for the submission of all or part of the evidence of a party in written form, but such procedures shall include a reasonable opportunity for other parties to question the authors of such evidence.

a) faire en sorte que toutes les dépositions faites à une audition soient enregistrées et transcrites;

b) fournir à quiconque en fait la demande une copie de la transcription, à un prix qui n'excède pas le coût direct de la copie; et

c) mettre ces transcriptions à la disposition des requérants dès que possible après chaque séance quotidienne de l'audition.

(4) Un commissaire ne doit prendre part à une décision de la Commission au sujet de laquelle une audition publique s'est tenue que s'il a assisté à presque toute l'audition et a entendu les témoignages et arguments des parties et, sauf du consentement des parties, la Commission ne doit rendre de décision que si tous les commissaires qui ont ainsi assisté à l'audition prennent part à la décision.

(5) Dans toutes procédures, la Commission doit rendre par écrit sa décision finale et son ordonnance, le cas échéant, dans toutes procédures et elle doit en donner par écrit les raisons si un des participants à l'audition en fait la demande.

(6) La Commission doit envoyer par courrier de première classe, à tous les participants aux procédures, à leur dernière adresse connue d'elle, copie de sa décision finale et de son ordonnance, le cas échéant, dans les procédures, ainsi que, le cas échéant, copie des raisons données.

(7) La Commission peut adjuger les frais taxés de participation à une audition à un participant, autre qu'un requérant, d'approbation d'emplacement ou de permis, qui a soulevé une importante question de politique publique, ces frais étant mis à la charge du requérant.

(8) La Commission peut admettre tout témoignage oral ou documentaire mais doit exclure tout témoignage non pertinent, sans importance ou indûment répétitif.

(9) La Commission peut, par règlement, adopter des règles de procédure pour la présentation intégrale ou partielle des témoignages d'une partie par écrit, mais ces règles doivent laisser aux autres parties la possibilité raisonnable d'interroger les auteurs de ces témoignages.



(10) The Board shall compile a record of the proceedings in any case before it, which shall include

- (a) the application, complaint, or other document, if any, by which the proceedings were commenced;
- (b) the notice of any hearing;
- (c) any intermediate orders made by the Board;
- (d) all documentary evidence filed with the Board, subject to any limitation especially imposed by any other Act on the extent to or the purposes for which any such documents may be used in evidence in any proceedings;
- (e) the transcript of the oral evidence given at the hearings; and
- (f) the decision of the tribunal and the reasons therefor, where reasons have been given.

(11) The Board, with the approval of the Governor in Council, may make other rules of procedure, consistent with this Act, respecting hearings held under this Part.

(10) La Commission doit établir pour chaque cause dont elle est saisie, un dossier comprenant

- a) la demande, la plainte ou, le cas échéant, tout autre document introductif d'instance;
- b) l'avis de toute audition;
- c) les ordonnances intermédiaires rendues par la Commission;
- d) tous les témoignages documentaires produits à la Commission, sous réserve de toute restriction spécialement imposée par toute autre loi quant à la mesure dans laquelle ou aux fins pour lesquelles certains de ces documents peuvent être utilisés en preuve dans des procédures;
- e) la transcription des témoignages oraux des participants aux auditions; et
- f) la décision du tribunal administratif et, le cas échéant, les raisons fournies quant à cette décision.

(11) La Commission, avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut établir d'autres règles de procédure, compatibles avec la présente loi, concernant les auditions qu'elle tient en vertu de la présente Partie.

Part I of the  
*Inquiries Act*

34. For the purposes of this Part, the Board has all the powers of a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

34. Aux fins de la présente Partie, la Commission a tous les pouvoirs d'un commissaire en vertu de la Partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Partie I de la  
*Loi sur les*  
*enquêtes*

#### Publication of Notices

Notices

35. (1) The Board shall publish the following notices:

- (a) notice of receipt of an application for a site approval or for a licence; notice of completion of an evaluation under paragraph 22(3)(c), notice of the place or places where an application, assessment or evaluation may be inspected; and other matters as the Board considers necessary or advisable, respecting the construction or operation of nuclear facilities referred to in subsection 32(2); and
- (b) notice of the issue, refusal to issue, amendment, renewal, suspension or revocation of a site approval or a licence respecting the construction or operation of

#### Publication des avis

35. (1) La Commission doit publier les avis suivants:

- a) avis de réception d'une demande d'approbation d'emplacement ou de permis; avis d'achèvement d'évaluation en vertu de l'alinéa 22(3)c), avis du ou des lieux où l'on peut prendre connaissance d'une demande ou d'une évaluation; et avis sur les autres sujets que la Commission estime nécessaires ou judicieux, concernant la construction ou la mise en service d'établissements nucléaires mentionnés au paragraphe 32(2);
- b) avis de délivrance, de refus de délivrer, de modification, de renouvellement, de suspension ou d'annulation des approba-

Avis





nuclear facilities referred to in subsection 32(2); and

(c) notice of a public hearing, including

- (i) a statement of the time, place and purpose of the hearing,
- (ii) a reference to the statutory authority under which the hearing will be held,
- (iii) a statement that if the person notified does not attend at the hearing, the Board may proceed in his absence and he will not be entitled to any further notice in the proceedings,
- (iv) a statement of the place and manner of obtaining a copy of the procedures to be used by the Board, and
- (v) other such information as may be prescribed, by the regulations.

tions d'emplacement ou des permis de construction ou de mise en service d'établissements nucléaires mentionnés au paragraphe 32(2); et

- c) avis d'audition publique comprenant
  - (i) l'indication des temps, lieu et objets de l'audition,
  - (ii) la mention de la disposition légale ou réglementaire en vertu de laquelle se tiendra l'audition,
  - (iii) une déclaration à l'effet que, en l'absence de la personne avisée à l'audition, la Commission peut procéder sans elle et n'est pas tenue de lui envoyer d'autre avis relatif aux procédures,
  - (iv) une déclaration indiquant où et de quelle façon on peut obtenir copie des règles de procédures que doit appliquer la Commission, et
  - (v) le cas échéant, les autres renseignements prescrits par les règlements.

How published

(2) A notice referred to in subsection (1) shall be in such form and contain such information as may be prescribed by the regulations and shall be

- (a) published, where applicable, in a newspaper circulated in the locality in which the nuclear facility is or is proposed to be sited, constructed or operated or in the locality that is likely to be affected by the nuclear facility,
- (b) published in the *Canada Gazette*, and
- (c) sent to the applicant, the clerk of each municipality in which the facility is to be located or which is likely to be affected by the facility, all owners and occupants of lands adjoining the proposed site of the work or undertaking, any person who has requested notice in writing, and such other persons as the Board considers it necessary or advisable to notify.

(2) Les avis mentionnés au paragraphe (1) doivent être en la forme et contenir les renseignements que peuvent exiger les règlements et ils doivent être

- a) publiés, selon le cas, dans un journal de la localité où est situé l'établissement nucléaire, dans celle choisie pour sa construction ou son opération ou dans les localités qui pourraient en subir les conséquences,
- b) publiés dans la *Gazette du Canada*, et
- c) envoyés au requérant, au secrétaire de chacune des municipalités dans laquelle l'établissement doit avoir des constructions ou qui risque d'être affectée par l'établissement, à tous les propriétaires et occupants des terres contiguës à l'emplacement proposé pour l'ouvrage ou l'entreprise, à quiconque en a fait la demande par écrit et à toute autre personne que la Commission estime nécessaire ou judicieux d'aviser.

Publication

#### Disclosure of information

36. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Board shall make available for inspection and copying by the public, at cost, all documents in the possession of the Board that do not contain information that is within a class

#### Divulgate des renseignements

36. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la Commission doit permettre au public de prendre connaissance et copie, au prix coûtant, des documents qu'elle a en sa possession et qui ne contiennent aucun ren-

Documents made available

Accès aux documents





	of information exempted from disclosure by the regulations.	seignement dont la divulgation est interdite par les règlements.	
Exception	(2) An applicant for a licence may request the Board not to disclose any information described in subsection (1) that he submits to the Board in connection with his application.	(2) La personne qui demande un permis peut demander à la Commission d'interdire l'accès à certains des renseignements que décrit le paragraphe (1) qu'elle lui a fournis à propos de sa demande.	Exception 5
Idem	(3) A person who, pursuant to section 29, gives information to the Board relating to any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology in his possession or to any activity carried out by him relating to nuclear energy may request the Board not to disclose any such information.	(3) La personne qui, conformément à l'article 29, remet des renseignements à la Commission au sujet des substances, du matériel ou de la technologie visés qu'elle a en sa possession ou au sujet de celles de ses activités qui touchent l'énergie nucléaire peut demander à la Commission de ne pas les rendre publics.	Idem 10 15
Procedure	(4) A request made under subsection (2) or (3) shall be in writing and shall be considered in accordance with the procedure established by the regulations.	(4) Une demande en vertu des paragraphes (2) ou (3) doit être faite, par écrit, et doit être considérée conformément à la procédure que prévoient les règlements.	Procédure 15
Decision of the Board	(5) Where, after considering a request under subsection (2) or (3), the Board is satisfied that disclosure of the information to which the request relates is not required in the public interest or would unduly impair the competitive position of the person making the request, notwithstanding subsection (1), the Board shall not make available for inspection by the public the documents containing that information.	(5) Nonobstant le paragraphe (1), la Commission ne doit pas permettre au public l'accès aux documents qui contiennent les renseignements visés par une demande faite en vertu des paragraphes (2) ou (3) lorsque après avoir considéré la demande, elle est convaincue que la divulgation de ces renseignements n'est pas essentielle dans l'intérêt public ou qu'elle nuirait indûment à la position compétitive de la personne qui a fait la demande.	Décision de la Commission 20 25 30
Appeal to Federal Court	(6) In any appeal to the Federal Court of Appeal under section 57 from a decision of the Board under subsection (5) respecting any document, the Board shall make the document available to the Court, and pending the disposition of the appeal the Court may, on the application of the person who requested the document of the Board, stay any other proceeding before the Board to which that person is a party where the document is or may be material to an issue in that proceeding.	(6) Dans tout appel interjeté, aux termes de l'article 57, devant la Cour d'appel fédérale contre une décision prise par la Commission en vertu du paragraphe (5) au sujet d'un document, la Commission doit mettre le document à la disposition de la cour et, jusqu'à ce que l'appel soit jugé, la cour peut, à la demande du requérant, surseoir à toute autre procédure intentée devant la Commission à laquelle le requérant est partie lorsque le document a ou peut avoir de l'importance pour une question dans cette procédure.	Appel à la Cour fédérale 35 40

*Inspectors**Inspecteurs*

Designation of inspectors	37. (1) The Board or the Chairman may designate as an inspector for the purposes of this Part or for the purpose of complying with any international treaty obligation relating to the control of nuclear energy	37. (1) La Commission ou le président peut aux fins de la présente Partie ou d'un traité international sur le contrôle de l'énergie nucléaire auquel le Canada est partie nommer inspecteur toute personne qu'il juge	Nomination des inspecteurs 45
---------------------------	--	---	-------------------------------



undertaken by Canada any person it or he deems qualified and may, subject to the approval of the Treasury Board, if that person is not an employee of Her Majesty in right of Canada or a province, or an employee of an agent of Her Majesty in right of Canada or a province, fix and pay his remuneration.

compétente et, avec l'approbation du conseil du Trésor, fixer et payer sa rémunération si cette personne n'est pas un employé de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou d'un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

## Agreements

(2) The Board may enter into an agreement with any person or with any department or agency of the Government of Canada or of any province for the designation, training, certification and employment of inspectors and the sharing of costs and expenses related thereto.

(2) La Commission peut conclure des accords avec toute personne ou tout ministère ou organisme du gouvernement du Canada ou d'une province pour la nomination, la formation, la certification et l'emploi des inspecteurs et pour le partage des frais et dépenses occasionnés par ces accords.

## Accords

## Inspector to show certificate

38. An inspector shall be furnished with a certificate of his designation setting out the purposes for which he has been appointed, the place, area, vehicle or premises in respect of which he has been appointed and the period for which he has been appointed and, on entering any place, vehicle or premises pursuant to section 39 or 40, shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge thereof.

38. On doit remettre à l'inspecteur un certificat de sa nomination établissant les fins pour lesquelles il a été nommé, l'endroit, la région, le véhicule ou les lieux pour lesquels il a été nommé et la durée de sa nomination; en entrant dans un endroit, un véhicule ou un lieu en vertu des articles 39 ou 40, l'inspecteur doit, sur demande, présenter ce certificat à la personne responsable.

## Certificat

## Powers of inspectors

39. (1) An inspector may, if so authorized in his certificate of designation, at any reasonable time,

39. (1) L'inspecteur, autorisé à cette fin dans son certificat de nomination, peut, à tout moment raisonnable,

## Pouvoirs de l'inspecteur

- (a) inspect any nuclear facility,
- (b) inspect any vehicle transporting a prescribed substance and enter the vehicle and inspect the prescribed substance,
- (c) inspect any nuclear-powered vehicle, or
- (d) enter and inspect any premises on which a prescribed substance is located

- a) inspecter tout établissement nucléaire,
- b) inspecter tout véhicule qui transporte des substances visées, y monter et y inspecter les substances visées,
- c) inspecter tout véhicule à propulsion nucléaire, ou
- d) inspecter tout lieu où se trouvent des substances visées

in respect of which a licence has been issued, in order to verify that the requirements of this Part and the regulations and the conditions of the licence are being complied with.

au sujet duquel un permis a été délivré, pour vérifier si sont respectées les exigences de la présente Partie, celles des règlements et les conditions du permis.

## Idem

(2) An inspector may, if so authorized in his certificate of designation, at any reasonable time, enter and inspect any place where components or parts intended for a nuclear facility for which a licence has been issued are being designed or manufactured.

(2) L'inspecteur, autorisé à cette fin dans son certificat de nomination, peut, à tout moment raisonnable, inspecter tout endroit où sont conçus ou fabriqués des composants d'un établissement nucléaire pour lequel un permis a été délivré.

## Idem

## Directions

(3) Where an inspector has reasonable grounds to believe that a theft or loss of a

(3) L'inspecteur qui croit pour des motifs raisonnables que des substances visées ont

## Directives





prescribed substance or a breach of a provision of this Part, the regulations or a condition of a licence has occurred, he may direct

(a) the person holding the appropriate licence to submit to the Board a report respecting

(i) the circumstances of the theft, loss or breach, and

(ii) any remedial action that has been taken in respect thereof; and

(b) such action to be taken as he deems necessary to protect the health and safety of persons, to protect the environment or to maintain security.

été perdues ou volées ou qu'il y a eu violation des dispositions de la présente Partie, des règlements ou des conditions d'un permis, peut enjoindre

a) le titulaire du permis concerné de 5 remettre un rapport à la Commission sur

(i) les circonstances du vol, de la perte ou de l'infraction, et

(ii) les mesures correctives qui furent prises à cet égard; et

b) toute personne de prendre les mesures correctives qu'il juge nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des personnes, pour protéger l'environnement et assurer la sécurité.

Emergency powers

40. (1) An inspector may, at any reasonable time, enter and inspect any place, vehicle or premises in which he believes on reasonable grounds that

(a) there is radioactive contamination,

(b) prescribed substances are being used, stored or handled in a manner, or

(c) a nuclear facility is being operated in a manner or is in a state

that may endanger the health and safety of persons or endanger the environment.

40. (1) L'inspecteur peut, à tout moment raisonnable, inspecter tout endroit, véhicule ou lieu où il a des motifs raisonnables de croire

a) qu'il s'y trouve une contamination radioactive,

b) que des substances visées sont utilisées, entreposées ou manipulées d'une façon, ou

c) qu'un établissement nucléaire est en service d'une façon ou est dans un état

qui pourrait mettre en danger la santé ou la sécurité des personnes ou mettre en danger l'environnement.

Pouvoirs d'urgence

Orders and report

(2) Where an inspector has reasonable grounds to believe that any place, vehicle or premises mentioned in subsection (1), any condition therein or anything being done therein endangers the health and safety of persons or endangers the environment or contravenes the requirements of this Part, he may order that

(a) the place, vehicle or premises be evacuated, closed, sealed and properly labelled,

(b) any prescribed substance in the place or vehicle or on the premises be stored, sealed and properly handled and labelled, or

(c) any nuclear facility in the place or vehicle or on the premises, if it is practical to do so, be put in a safe state

and he shall, forthwith after making the order, report thereon to the Board.

(2) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'un endroit, véhicule ou lieu mentionné au paragraphe (1) ou que quelque chose qui s'y trouve ou qu'on y fait met en danger la santé ou la sécurité des personnes ou met en danger l'environnement, ou contrevient aux exigences de la présente Partie, peut ordonner

a) que cet endroit, ce véhicule ou ce lieu soit évacué ou fermé et que des scellés et des panneaux avertisseurs y soient apposés,

b) que les substances visées y soient entreposées, scellées, étiquetées et manipulées correctement, ou

c) que l'établissement nucléaire, dans la mesure du possible, soit mis en état sûr; il doit en faire parvenir immédiatement un rapport à la Commission.

Directives et rapport





Dwelling	(3) An inspector shall not enter any room or place actually used as a dwelling without the consent of the occupant except under the authority of a search warrant.	(3) L'inspecteur ne peut pénétrer dans une pièce ou endroit utilisé comme maison d'habitation qu'avec le consentement de l'occupant ou un mandat de perquisition.	Maison d'habitation
Decontamination	41. On receipt of a report mentioned in subsection 40(2), the Board shall make an investigation and may take or order any person to take such remedial measures as it considers necessary to decontaminate any radioactively contaminated area or generally to protect the health and safety of persons or to protect the environment.	5 41. Sur réception du rapport mentionné au paragraphe 40(2), la Commission doit faire enquête et peut prendre ou ordonner à toute personne de prendre les mesures correctives qu'elle juge nécessaires pour décontaminer un endroit radioactif ou, d'une façon générale, pour protéger la santé et la sécurité des personnes et pour protéger l'environnement.	5 Décontamination
Inspection	42. When inspecting any place, vehicle or premises, an inspector may (a) use such equipment and, after notification to the person in charge of the place, vehicle or premises, if any, carry out such tests as he considers necessary or expedient; (b) take samples of anything found therein; and (c) examine and make copies and extracts of any books, records or other documents that, on reasonable grounds, he believes contain any information relevant to the enforcement of the provisions of this Part, the regulations or a condition of any licence.	42. Pendant l'inspection d'un endroit, véhicule ou lieu, un inspecteur peut a) utiliser l'équipement et, après en avoir averti la personne responsable de l'endroit, du véhicule ou des lieux qu'il inspecte, faire les tests qu'il juge nécessaires ou opportuns; b) prélever des échantillons des substances qu'il y trouve; et c) examiner et faire des copies ou extraits des livres, registres ou autres documents qu'il a des motifs raisonnables de croire contenir des renseignements pertinents à l'application des dispositions de la présente Partie, des règlements ou des conditions d'un permis.	Inspection 15 20 25
Assistance to inspectors	43. The owner or person in charge of any place, vehicle or premises described in section 39 or 40 and every person found therein shall give an inspector all reasonable assistance in his power to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Part or the regulations and shall furnish him with such information as the inspector may reasonably require.	43. Les propriétaires ou les responsables des endroits, véhicules ou lieux décrits aux articles 39 ou 40, ainsi que toute personne présente, doivent, afin de permettre à l'inspecteur d'exécuter ses fonctions prévues par la présente Partie et les règlements, lui prêter, dans la mesure du possible, leur concours et lui fournir les renseignements qu'il peut normalement exiger.	30 Aide aux inspecteurs 35
Obstruction of inspectors	44. Where an inspector is carrying out his duties and functions under this Part or the regulations, no person shall (a) fail to comply with any reasonable direction or requirement of the inspector; (b) knowingly make any false or misleading statement either verbally or in writing to the inspector; or (c) otherwise obstruct or hinder the inspector.	44. Il est interdit, au cours de l'exercice par l'inspecteur des fonctions prévues par la présente Partie et les règlements, a) de passer outre à toute demande motivée émanant de lui; b) de lui faire sciemment, oralement ou par écrit, des déclarations fausses ou trompeuses; ou c) d'entraver son action d'une façon générale.	Entrave 40 45



No civil action

45. No inspector is personally liable for anything done by him in good faith under the authority or purported authority of this Part or the regulations.

45. L'inspecteur n'est pas responsable des dommages qui peuvent résulter de tout acte qu'il pose de bonne foi en vertu de l'autorité que lui confèrent ou semblent lui conférer la présente Partie ou les règlements.

Aucune action en dommages

5

### Seizure and Forfeiture

### Saisie et confiscation

Seizure

46. Where an inspector has reasonable grounds to believe that any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology is illegally in the possession of any person or that possession thereof by that person could be detrimental to the health or safety of other persons or detrimental to the environment, he may seize that prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology and thereupon shall forthwith send a report thereon to the Board.

46. L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire que la possession de substances, d'équipement ou de technologie visés par une personne est illégale ou met en danger la santé ou la sécurité d'autrui ou l'environnement peut saisir ces substances, équipement ou technologie visés et doit immédiatement en faire rapport à la Commission.

Saisie

15

Forfeiture

47. Where a person is convicted of an offence against any provision of this Part, the judge, court or magistrate sentencing that person may, on application therefor by or on behalf of the Minister, in addition to any other punishment that may be imposed for the offence, declare any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology that was seized from the convicted person pursuant to section 46 to be forfeited to Her Majesty.

47. Le juge, la cour ou le magistrat qui condamne une personne pour une infraction à une disposition de la présente Partie peut, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour l'infraction, sur demande à cet effet par ou au nom du Ministre, ordonner que les substances, l'équipement ou la technologie visés saisis en vertu de l'article 46 soient confisqués au profit de Sa Majesté.

Confiscation

25

Return of things seized

48. Where no proceedings in respect of an offence against a provision of this Part are commenced against a person from whom any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology has been seized pursuant to section 46 within sixty days from the date of the seizure, or where such person is not found guilty of any such offence, anything seized pursuant to section 46 shall forthwith be returned to that person.

48. Les choses saisies en vertu de l'article 46 doivent être immédiatement remises à la personne qui en avait la possession au moment de la saisie lorsque aucune procédure relative à une infraction à une disposition de la présente Partie n'est intentée contre cette dernière dans les soixante jours de la saisie ou lorsqu'elle n'est pas trouvée coupable d'une telle infraction.

Remise

30

Care of things seized

49. The Board shall have the care and custody of any prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology seized pursuant to section 46 pending final decision in proceedings brought against the person from whom the prescribed substance, prescribed equipment or prescribed technology was seized.

49. La Commission a la garde et le contrôle des substances, de l'équipement et de la technologie visés saisie en vertu de l'article 46 jusqu'à décision finale dans les procédures intentées contre la personne qui en avait la possession au moment de la saisie.

Garde

40





*Liability for costs**Responsabilité*

Liability

50. (1) Where a place, vehicle or premises becomes radioactively contaminated, the person who knowingly had the prescribed substance that caused the contamination in his possession at the time the contamination occurred is liable, without affecting the liability of an operator under the *Nuclear Liability Act* and without proof of fault or negligence, for all costs and expenses reasonably incurred by the Board or by any person acting on the order of the Board made pursuant to section 41 as a result of such contamination.

Extent of liability

(2) Nothing in this Act shall be construed as limiting or restricting any right of recourse or indemnity that a person liable pursuant to subsection (1) may have against any other person.

*Radioactive Decontamination Fund*

Fund established

51. (1) There is hereby established in the Consolidated Revenue Fund an account to be known as the Radioactive Decontamination Fund to which shall be credited

(a) all amounts received under subsections 53(1) and (2),

(b) interest computed in accordance with subsection (2), and

(c) any amount recovered by the Board pursuant to section 55,

and to which shall be charged

(d) all amounts that are directed to be paid pursuant to subsection 54(1), and

(e) any interest paid pursuant to subsection 54(2).

Interest to be credited to the Fund

(2) The Minister of Finance shall, at such times as the Governor in Council, by order, directs, credit to the Fund interest at a rate fixed by the Governor in Council on the balance from time to time standing to the credit of the Fund.

Board administers

52. The Board is the administrator of the Fund and shall report on its administration thereof in its annual report.

Responsabilité

50. (1) Lorsqu'un endroit, un véhicule ou un lieu deviennent contaminés par la radioactivité, la personne qui, au moment où la contamination s'est produite, avait sciemment la possession de la substance visée qui a causé cette contamination est responsable, nonobstant la responsabilité de l'exploitant en vertu de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*, sans qu'il soit nécessaire de prouver sa faute ou sa négligence, des frais et dépenses raisonnables engagés par la Commission ou par d'autres personnes sur son ordre en vertu de l'article 41, suite à cette contamination.

(2) Rien dans la présente loi ne doit s'interpréter comme limitant les recours qu'une personne responsable en vertu du paragraphe (1) peut avoir contre les tiers.

Étendue de la responsabilité

*Caisse de décontamination radioactive*

Création de la Caisse

51. (1) Est, par les présentes, établi au Fonds du revenu consolidé, un compte appelé Caisse de décontamination radioactive auquel doivent être crédités

a) les montants reçus en vertu des paragraphes 53(1) et (2),

b) l'intérêt calculé en conformité du paragraphe (2), et

c) les montants recouvrés par la Commission en vertu de l'article 55,

et duquel doivent être débités

d) les montants que la Commission ordonne de payer en vertu du paragraphe 54(1), et

e) l'intérêt payé en vertu du paragraphe 54(2).

Intérêt à créditer à la Caisse

(2) Le ministre des Finances doit, aux moments que le gouverneur en conseil indique, par décret, créditer à la Caisse un intérêt, calculé périodiquement au taux fixé par le gouverneur en conseil, sur le solde créditeur de la Caisse.

40

La Commission administre

52. La Commission administre la Caisse et fait rapport de son administration dans son rapport annuel.





Contributions  
by licensees

53. (1) Every person to whom a licence is issued shall pay to the Receiver General at the time and in the manner prescribed by the regulations such amount per unit as is prescribed by the regulations in respect of each prescribed substance he is thereby authorized to have in his possession.

53. (1) Pour chaque unité de substance visée qu'ils sont autorisés à avoir en leur possession, les détenteurs de permis doivent verser au receveur général au moment et de la façon que prescrivent les règlements, les sommes que ceux-ci exigent.

Contributions  
des détenteurs  
de permisInterests on  
unpaid amount

(2) Where all or any portion of an amount payable under subsection (1) is not paid at the time provided in the regulations, interest is payable on the amount outstanding at a rate fixed by order of the Governor in Council.

(2) Lorsque tout ou partie du montant à payer en vertu du paragraphe (1) n'est pas versé au moment prévu par les règlements, un intérêt est payable sur le solde à payer au taux fixé par décret du gouverneur en conseil.

Intérêt à payer

Debts due to  
Her Majesty

(3) All amounts payable under subsections (1) and (2) are debts due to Her Majesty and are recoverable as such in any court of competent jurisdiction.

(3) Les montants payables en vertu des paragraphes (1) et (2) sont des dettes dues à Sa Majesté recouvrables comme telles devant tout tribunal compétent.

Dettes dues à  
Sa MajestéPayments out  
of Fund

54. (1) Where there is no person against whom costs and expenses described in subsection 50(1) can be recovered as therein provided or, in the opinion of the Board, recovery from such a person pursuant to that subsection would be impractical, the Board shall pay the costs and expenses incurred by it as a result of the contamination referred to in that subsection and shall direct that the costs and expenses incurred by other persons acting on the order of the Board pursuant to section 41, as assessed by the Board, be paid out of the Fund.

54. (1) Lorsqu'il n'y a personne contre qui on pourrait recouvrer les frais et dépenses décrits au paragraphe 50(1) ou que, de l'avis de la Commission, il serait impossible de les recouvrer d'une telle personne, la Commission doit payer les frais et dépenses qu'elle a encourus suite à la contamination mentionnée à ce paragraphe et doit ordonner que les frais et dépenses des autres personnes qui ont agi sur son ordre en vertu de l'article 41, selon l'évaluation qu'en fait la Commission, soient remboursés à même la Caisse.

Paiement

Interest

(2) Where payment of all or any portion of an amount directed by the Board to be paid out of the Fund to a person who acted on the order of the Board pursuant to section 41 is delayed for more than one month from the time when the Board directed payment of the amount, interest on the unpaid amount, calculated from that time at a rate fixed, by order, of the Governor in Council, shall be paid to that person out of the Fund.

(2) Lorsque le paiement d'une partie ou de la totalité du montant que la Commission a ordonné de payer à une personne qui a agi sur son ordre en vertu de l'article 41 est retardé de plus d'un mois à partir du moment où la Commission en a ordonné le paiement, un intérêt sur le solde, calculé à partir de ce moment au taux fixé par décret du gouverneur en conseil, doit être payé à même la Caisse.

Intérêt

Subrogation

55. Where, pursuant to section 54, an amount is paid to a person who acted on the order of the Board, pursuant to section 41, the Board, as administrator of the Fund, is subrogated to all rights and claims of that person against any person liable to pay that amount pursuant to subsection 50(1) and any amount recovered by the Board by virtue of this section, otherwise than as costs of any

55. Lorsqu'un montant est payé, en vertu de l'article 54, à une personne qui a agi sur l'ordre de la Commission en vertu de l'article 41, la Commission, en tant qu'administrateur de la Caisse, est subrogée dans ses droits et réclamations contre toute personne responsable du paiement de ce montant en vertu du paragraphe 50(1); tout montant recouvré par la Commission, à l'exception des frais de

Subrogation



proceedings, shall be paid to the Receiver General and credited to the Fund.

procédures, doit être payé au receveur général et porté au crédit de la Caisse.

### Regulations

### Règlements

#### Regulations

**56.** (1) For the purposes of this Part, the Board may, with the approval of the Governor in Council, recognizing standards established by or on the recommendation of other departments and agencies of the federal and provincial governments, make regulations

- (a) for controlling, licensing and supervising the development, production, use and application of nuclear energy; 10
- (b) governing the design, siting, construction, installation, operation, modification and maintenance of nuclear facilities;
- (c) respecting the development, mining, milling, refining and processing of uranium and thorium; 15
- (d) controlling the production, importation, exportation, refining, possession, use, transfer and disposal of prescribed substances; 20
- (e) controlling the importation, exportation, possession, use and transfer of prescribed equipment and prescribed technology; 25
- (f) prescribing the manner in which prescribed substances are to be packaged and handled and prepared for transportation;
- (g) requiring the keeping of records by the holder of a licence; 30
- (h) for the purpose of maintaining national security, requiring that classes of information specified in the regulations relating to the production, use, application and control of, and research and investigation with respect to, nuclear energy not be disclosed, except as prescribed in the regulations; 35
- (i) designating places as protected places and prescribing special precautions to be taken to protect prescribed substances, prescribed equipment, prescribed technology and nuclear facilities from being lost, stolen or destroyed or falling into the possession of unauthorized persons; 40
- (j) prescribing classes of information that are exempt from disclosure pursuant to 45

#### Règlements

**56.** (1) Aux fins de la présente Partie et tout en reconnaissant les normes établies par les autres ministères et agences des gouvernements fédéral et provinciaux ou sur leur recommandation, la Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règlements 5

- a) sur le contrôle et la surveillance du développement, de la production, des applications et des utilisations de l'énergie nucléaire et sur la délivrance de permis à cet égard; 10
- b) sur la conception, l'emplacement, la construction, l'installation, la mise en service, la modification et l'entretien des établissements nucléaires; 15
- c) concernant la mise en valeur, l'exploitation minière, l'affinage, le traitement de l'uranium et du thorium et le traitement du minerai qui en contient; 20
- d) sur le contrôle de la production, l'importation, l'exportation, l'affinage, la possession, l'utilisation, le transfert et l'élimination des substances visées; 25
- e) sur le contrôle de l'importation, l'exportation, la possession, l'utilisation et le transfert de matériel et de technologie visés; 30
- f) prescrivant les méthodes d'emballage et de manutention des substances visées et de leur préparation en vue du transport;
- g) pour obliger les titulaires de permis à tenir des registres; 35
- h) dans le but de maintenir la sécurité nationale, prescrivant que certaines catégories de renseignements spécifiées dans les règlements concernant la production, l'utilisation, les applications et le contrôle de l'énergie nucléaire ou la recherche à son sujet ne soient divulgués que dans la mesure où ils le prévoient; 40
- i) désignant certains endroits comme protégés et prescrivant les précautions spéciales à prendre pour empêcher que des substances, du matériel ou de la technologie 45





subsection 36(1) to the extent that such exemption will not operate to endanger human health or safety or significantly degrade the quality of the environment;

(k) prescribing the conditions, including any evidence of financial responsibility, that may be attached to a site approval or licence;

(l) prescribing classes of persons who are exempt from the application of section 30;

(m) for the general protection of the public and of the environment from hazards associated with the operation of nuclear facilities or the production, possession, transportation and use of prescribed substances;

(n) prescribing standards of construction and operation of nuclear-powered vehicles or vehicles equipped with a nuclear reactor;

(o) providing for the protection of persons who because of their work or professional activity may come into contact with or may be exposed to prescribed substances;

(p) for controlling the wastes resulting from the operation of a nuclear facility or from the use or storage of prescribed substances;

(q) governing the abandonment or disposal of prescribed substances and nuclear facilities;

(r) establishing safety standards or codes to be complied with by persons who have in their possession or control prescribed substances;

(s) requiring and providing for the training, examination and certification of persons employed in nuclear facilities or on premises where prescribed substances are used or stored and prescribing the qualifications required of such persons;

(t) for the inspection of nuclear facility components during manufacture or installation;

(u) for the conduct of inquiries relating to the use of prescribed substances, the operation of nuclear facilities and the decontamination of radioactively contaminated places, vehicles and premises;

visés et des établissements nucléaires ne soient perdus, volés, détruits ou ne tombent entre les mains de personnes non autorisées;

j) prescrivant les catégories de renseignements qui ne sont pas accessibles au public conformément au paragraphe 36(1), dans la mesure où l'exemption dont elles font l'objet n'aura pas pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité de personnes ou d'abaisser considérablement la qualité de l'environnement;

k) prescrivant les modalités, y compris les preuves de solvabilité, dont peuvent être assortis les approbations d'emplacement et les permis;

l) dispensant certaines catégories de personnes de l'application de l'article 30;

m) généralement pour la protection du public et de l'environnement contre les dangers inhérents à la mise en service d'établissements nucléaires et à la production, la possession, le transport et l'utilisation des substances visées;

n) prescrivant des normes de construction et de mise en service des véhicules à propulsion nucléaire ou des véhicules équipés d'un réacteur nucléaire;

o) pour la protection des personnes qui, à cause de leur travail ou activité professionnelle, peuvent être en contact avec des substances visées ou peuvent être exposées à leurs effets;

p) pour le contrôle des déchets provenant des établissements nucléaires ou de l'utilisation ou du stockage des substances visées;

q) concernant l'abandon des substances visées et des établissements nucléaires ou la façon de s'en débarrasser;

r) établissant des normes de sécurité ou des codes que doivent respecter les personnes qui ont des substances visées en leur possession;

s) concernant la formation et la vérification des compétences des personnes employées dans des établissements nucléaires ou des endroits où des substances visées sont stockées ou utilisées et l'attribution de certificats à ces personnes;





- (v) requiring and providing for the training, examination, designation and certification of inspectors;
- (w) respecting the enforcement of measures of international control undertaken by Canada relating to the control of nuclear material, facilities, equipment, technology and information;
- (x) respecting the perpetual care of prescribed substances and prescribed equipment;
- (y) prescribing or designating anything that is by any other provision of this Part or by section 2 to be prescribed or designated by regulations; and
- (z) generally, as the Board may deem necessary, for carrying out the purposes and provisions of this Part.

- t) pour l'inspection des composants d'établissements nucléaires durant leur fabrication ou leur installation;
- u) pour la conduite d'enquêtes sur l'utilisation de substances visées, la mise en service d'établissements nucléaires et la décontamination des endroits, véhicules et des lieux contaminés par la radioactivité;
- v) concernant la formation, la vérification des compétences et la nomination des inspecteurs ainsi que l'attribution de certificats à ces inspecteurs;
- w) pour l'exécution des mesures internationales de contrôle auxquelles le Canada est partie en matière de contrôle des substances, des établissements, de l'équipement, de la technologie et de l'information qui concernent l'énergie nucléaire;
- x) concernant l'entretien à perpétuité des substances et du matériel visés;
- y) prescrivant ou désignant tout ce qui doit être prescrit ou désigné par les règlements en vertu d'une autre disposition de la présente Partie ou de l'article 2; et
- z) d'une façon générale, selon la Commission le juge nécessaire, pour l'application de la présente Partie.

Publication of  
proposed  
regulation

(2) Subject to subsection (3), the Board shall publish in the *Canada Gazette* at least sixty days before the proposed effective date thereof a copy of every regulation that it proposes to make and a reasonable opportunity shall be afforded to interested persons to make representations to the Board with respect thereto including a public hearing with respect to a proposed regulation under paragraph 56(1)(j) where such a hearing is requested by any person.

Exception

(3) The Board is not required to publish a proposed regulation if the proposed regulation has been published pursuant to subsection (2) whether or not it has been amended as a result of representations made by interested persons as provided in that subsection.

### Review and Appeal

Governor in  
Council may  
vary or review

57. (1) On the petition of any person who is directly affected by an order or decision of the Board received by the Clerk of the Privy

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la Commission doit publier dans la *Gazette du Canada*, au moins soixante jours avant leur date prévue d'entrée en vigueur, une copie des règlements qu'elle se propose d'établir et elle doit offrir aux personnes intéressées une possibilité raisonnable de lui présenter leurs observations en tenant notamment une audience publique au sujet d'un projet de règlement visé ou par l'alinéa 56(1)(j) lorsque quiconque le lui demande.

Publication des  
projets de  
règlements

(3) La Commission n'est pas obligée de publier un projet de règlement qui a déjà été publié conformément au paragraphe (2) qu'il ait ou non été modifié suite aux observations faites par des personnes intéressées conformément à ce paragraphe.

Exception

### Revision et appel

57. (1) Le gouverneur en conseil peut confirmer, modifier ou annuler, en tout ou en partie, tout ordre ou toute décision de la

Le gouverneur  
en conseil peut  
réviser



Council within one month of the making of the order or decision, the Governor in Council may confirm, vary or rescind in whole or in part the order or decision.

Commission sur demande à cet effet de toute personne directement touchée par cet ordre ou cette décision présentée au greffier du Conseil privé dans le délai d'un mois après l'établissement de l'ordre ou de la décision.

5

Appeal to the  
Federal Court

(2) An appeal lies from an order or decision of the Board to the Federal Court of Appeal on a question of law or a question of jurisdiction on leave therefor being obtained from that Court on application made within one month after the making of the order or decision sought to be appealed from or within such further time as a judge of that Court may allow.

(2) Il peut être interjeté appel devant la Cour d'appel fédérale contre un ordre ou une décision de la Commission, sur une question de droit ou de compétence, dès que l'autorisation en a été obtenue de la Cour, sur une requête présentée dans le délai d'un mois après l'établissement de l'ordre ou de la décision dont on veut appeler ou dans tel délai supplémentaire qu'un juge de cette Cour accorde.

Appel à la Cour  
fédérale

15

Idem

(3) No appeal lies after leave therefor has been obtained under subsection (2) unless it is entered in the Federal Court of Appeal within sixty days from the making of the order granting leave to appeal.

(3) Un appel autorisé conformément au paragraphe (2) doit être inscrit devant la Cour fédérale dans les soixante jours qui suivent l'autorisation.

Délai

Canada Labour  
Code

58. The provisions of Part IV of the *Canada Labour Code* and of the regulations made pursuant thereto apply to the operation of any nuclear facility, except as the Board may otherwise order.

58. Les dispositions de la Partie IV du *Code canadien du travail* et des règlements établis sous son régime s'appliquent aux établissements nucléaires, sauf directive contraire de la Commission.

Code canadien  
du travail

### Annual Report

### Rapport annuel

Annual report

59. (1) The Board shall, within three months after the 31st day of March in each year, submit to the Minister a report on the activities of the Board under this Part for that year.

59. (1) La Commission doit, dans les trois mois qui suivent le 31 mars de chaque année, présenter au Ministre le rapport annuel de ses activités sous le régime de la présente Partie.

Rapport annuel

Report laid  
before  
Parliament and  
referred to  
committee

(2) The Minister shall cause any report submitted to him pursuant to subsection (1) to be laid forthwith before Parliament or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days thereafter that either House of Parliament is sitting, and such report shall stand permanently referred to the Standing Committee of the House of Commons on Fisheries and Forestry.

(2) Le Ministre fait déposer devant le Parlement tout rapport qu'on lui présente conformément au paragraphe (1) immédiatement après sa présentation ou, si le Parlement ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou de l'autre Chambre du Parlement. Tout rapport ainsi déposé est renvoyé en permanence au comité permanent des pêches et des forêts de la Chambre des communes.

Rapport déposé  
devant le  
Parlement et  
renvoyé à un  
comité





## PART II

CONTROL OF COMMERCIAL AND  
PROMOTIONAL ACTIVITIES  
RELATED TO NUCLEAR ENERGY*Interpretation*

Definitions	<b>60.</b> In this Part,
"corporation"	"corporation" means a corporation incorporated pursuant to paragraph 65(1)(a) or (c) or the control of which is assumed by the Minister pursuant to paragraph 65(1)(b);
"licence"	"licence" means a licence issued pursuant to subsection 66(2);
"Minister"	"Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council to act as the Minister for the purposes of this Part;
"regulation"	"regulation" means any regulation made by the Governor in Council under section 67.

*Responsibility and Powers of the Minister*

Responsibility	<b>61.</b> The Minister is responsible for regulating and may engage in commercial and promotional activities in relation to nuclear energy and prescribed substances.
Powers of the Minister	<b>62.</b> For the purposes of this Part, the Minister may, subject to the regulations, (a) undertake or cause to be undertaken research with respect to nuclear energy and prescribed substances and the development of technology related thereto; (b) utilize, cause to be utilized or assist others to utilize and prepare for the utilization of nuclear energy and prescribed substances; (c) undertake or cause to be undertaken activities relating to (i) production and marketing of prescribed substances, (ii) the design, manufacture and marketing of equipment for the utilization of radioactive nuclides and radiation for medical, industrial and agricultural purposes,

## PARTIE II

CONTRÔLE DES ACTIVITÉS  
COMMERCIALES ET  
PROMOTIONNELLES RELIÉES À  
L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE*Définitions*

Définitions	<b>60.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente Partie.
«corporation»	«corporation» Une corporation constituée en vertu des alinéas 65(1)a) ou c) ou dont le contrôle et la direction sont assumés par le Ministre en vertu de l'alinéa 65(1)b).
«Ministre»	«Ministre» Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada que le gouverneur en conseil désigne pour agir à titre de ministre aux fins de la présente Partie.
«permis»	«permis» Un permis délivré en vertu du paragraphe 66(2).
«règlements»	«règlements» Les règlements établis par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 67.

*Responsabilité et pouvoirs du Ministre*

Responsabilité	<b>61.</b> Le Ministre est chargé de réglementer les activités commerciales et promotionnelles reliées à l'énergie nucléaire et aux substances visées; il peut participer auxdites activités.
Pouvoirs du Ministre	<b>62.</b> Aux fins de la présente Partie et sous réserve des règlements, le Ministre peut a) entreprendre ou faire entreprendre des recherches sur l'énergie nucléaire, sur les substances visées et sur le développement de la technologie nucléaire; b) utiliser ou faire utiliser l'énergie nucléaire et les substances visées ou se préparer à leur utilisation; c) entreprendre ou faire entreprendre des activités en matière (i) de production et de mise en marché des substances visées, (ii) de conception, de fabrication et de mise en marché d'équipement pour l'utilisation des radionucléides et des rayonnements à des fins médicales, industrielles et agricoles,





(iii) the design, engineering, construction, operation and marketing of nuclear facilities, and

(iv) the design, engineering, construction, operation and marketing of facilities for the production, refining, processing, application and use of prescribed substances; and

(d) cooperate and maintain contact with agencies in other countries, international agencies or with any department or agency of the Government of Canada or of any province on matters related to the production, use, application and control of, and the conduct of research with respect to, nuclear energy and prescribed substances.

(iii) de conception, d'ingénierie, de construction, de mise en service et de mise en marché des établissements nucléaires, et

(iv) de conception, d'ingénierie, de construction, de mise en service et de mise en marché des établissements de production, d'affinage, de traitement, des applications et des utilisations des substances visées; et

d) coopérer et maintenir des relations avec les agences des autres pays, les agences internationales ou avec les ministères ou organismes du gouvernement du Canada ou d'une province sur tout sujet qui concerne la production, l'utilisation, les applications et le contrôle de l'énergie nucléaire et des substances visées ou la recherche dans ces domaines.

Idem

63. For the purposes of this Part, the Minister may, subject to the regulations,

(a) explore for prescribed substances;

(b) acquire or cause to be acquired by purchase, lease or expropriation or by any other means, prescribed substances, nuclear facilities or any deposit or any right or interest in any such deposit of prescribed substances;

(c) lease, loan, sell or otherwise dispose of prescribed substances, nuclear facilities or any deposit or any right or interest in any such deposit of prescribed substances;

(d) acquire or cause to be acquired by purchase, lease or by any other means any patent rights relating to nuclear energy and prescribed substances; and

(e) permit the use of or sell or otherwise dispose of

(i) any discovery or invention,

(ii) any improvements in any process, apparatus or machine, or

(iii) any patent rights

that he has acquired and that relate to nuclear energy, nuclear facilities or prescribed substances and collect royalties and fees thereon and payments therefor.

63. Aux fins de la présente Partie et sous réserve des règlements, le Ministre peut

a) s'adonner à l'exploration relativement aux substances visées;

b) acheter, louer, exproprier ou autrement acquérir, ou faire acquérir, des substances, des établissements nucléaires, des gisements de substances visées ou des droits ou intérêts dans de tels gisements;

c) louer, prêter, vendre ou autrement aliéner des substances visées, des établissements nucléaires, des gisements de substances visées ou des droits ou intérêts dans de tels gisements;

d) acheter, louer ou autrement acquérir, ou faire acquérir, des droits de propriété industrielle reliés à l'énergie nucléaire ou aux substances visées; et

e) vendre ou autrement aliéner

(i) toute découverte ou invention,

(ii) toute amélioration apportée à quel que procédé, appareil ou machine que ce soit, ou

(iii) tout droit de propriété industrielle qu'il a acquis et qui sont reliés à l'énergie nucléaire, aux établissements nucléaires ou aux substances visées ou en autoriser l'utilisation et en percevoir des redevances, des droits ou des paiements.



Expropriation

64. (1) Where in the opinion of the Minister the taking or acquisition of any land, within the meaning assigned to that expression by the *Expropriation Act*, or interest therein by Her Majesty in right of Canada without the consent of the owner is required for the purposes of this Part, the Minister shall so advise the appropriate Minister in relation to Part I of the *Expropriation Act*.

64. (1) Lorsque le Ministre est d'avis que la prise de possession ou l'acquisition, par Sa Majesté du chef du Canada, d'un immeuble au sens que donne à cette expression la *Loi sur l'expropriation* ou d'un droit y afférent, sans le consentement de son propriétaire ou titulaire, est nécessaire aux fins de la présente Partie, il doit en aviser le Ministre compétent aux fins de la Partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

Expropriation

Idem

(2) For the purposes of the *Expropriation Act*, any land or interest therein that, in the opinion of the Minister in relation to Part I of the *Expropriation Act* is required for the purposes of this Part shall be deemed to be land or an interest therein that, in his opinion, is required for a public work or other public purpose, and, in relation thereto, a reference to the Crown in that Act shall be construed as a reference to the Minister.

(2) Aux fins de la *Loi sur l'expropriation*, tout immeuble ou droit y afférent, qui, de l'avis du Ministre mentionné à la Partie I de la *Loi sur l'expropriation*, est nécessaire aux fins de la présente Partie, est censé être un immeuble ou un droit y afférent dont, à son avis, on a besoin pour un ouvrage public ou à une autre fin d'intérêt public, et, à cet égard une mention de la Couronne dans cette loi doit s'interpréter comme une mention du Ministre.

Idem

## Corporations

Corporations

65. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council,

(a) procure the incorporation of corporations under the *Canada Business Corporations Act* to exercise and perform on behalf of the Minister such of the powers conferred on him by sections 61, 62 and 63 as he may direct;

(b) assume the direction and control of bodies corporate whose shares are owned by Her Majesty in right of Canada and delegate to such bodies corporate such of the powers conferred on him by sections 61, 62 and 63 as he may direct;

(c) procure the incorporation in Canada of holding corporations; and

(d) authorize a corporation to incorporate or otherwise establish subsidiary corporations.

Shares to be held in trust for Her Majesty

(2) The shares of a corporation shall be owned or held by the Minister, or by another corporation, in trust for Her Majesty in right of Canada.

Agent of Her Majesty

(3) A corporation is for all purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty.

## Corporations

Corporations

65. (1) Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil,

a) voir à la constitution de corporations en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes* afin qu'elles exercent en son nom ceux des pouvoirs que les articles 61, 62 et 63 lui confèrent qu'il peut déterminer;

b) assumer la direction et le contrôle de personnes morales dont les actions appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada et leur déléguer ceux des pouvoirs que les articles 61, 62 et 63 lui confèrent qu'il peut déterminer;

c) voir à la constitution en corporation au Canada de sociétés de gestion; et

d) autoriser une corporation à constituer d'une façon ou d'une autre des filiales.

(2) Les actions d'une corporation doivent appartenir au Ministre ou être détenues par lui ou par une autre compagnie en fidéicommis pour Sa Majesté du chef du Canada.

Les actions doivent être détenues en fiducie pour Sa Majesté

(3) Les corporations sont, à toutes fins, mandataires de Sa Majesté et elles ne peu-

Mandataire de Sa Majesté





		vent exercer qu'à ce titre les pouvoirs dont elles sont investies.	
Contracts	(4) A corporation may, on behalf of Her Majesty, contract in its corporate name without specific reference to Her Majesty.	(4) Les corporations peuvent, pour le compte de Sa Majesté, conclure des contrats en leur nom propre sans mention spécifique de Sa Majesté.	Contrats
Proceedings by and against a corporation	(5) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by a corporation on behalf of Her Majesty, whether in its name or in the name of Her Majesty, may be brought or taken by or against the corporation in the name of the corporation in any court that would have jurisdiction if the corporation were not an agent of Her Majesty.	(5) Les actions, poursuites ou autres procédures judiciaires concernant un droit acquis ou une obligation contractée par une corporation pour le compte de Sa Majesté, soit en son propre nom, soit au nom de Sa Majesté, peuvent être intentées ou engagées par ou contre la corporation, au nom de Sa Majesté, devant tout tribunal qui serait compétent si la corporation n'était pas mandataire de Sa Majesté.	Procédures par ou contre une corporation
No limitation	(6) Nothing in this section limits the right of a corporation to exercise any power it possesses under the statute or instrument by which it was incorporated.	(6) Le droit d'une corporation d'exercer les pouvoirs qu'elle détient conformément à la loi ou à l'instrument d'incorporation qui l'a créée n'est pas limité par le présent article.	Pas de restriction

*Prohibitions**Interdictions*

Prohibitions	66. (1) No person shall, unless he is a member of a class of persons who are exempted from the application of this subsection by the regulations, extract, mine, mill, produce, import, export, refine, process, possess, own, use, sell or otherwise dispose of prescribed substances unless he holds a licence issued pursuant to subsection (2).	66. (1) A moins d'exemption prévue par les règlements ou à moins d'être détenteur d'un permis à cet effet délivré par le Ministre en vertu du paragraphe (2), il est interdit d'extraire, de produire, d'importer, d'exporter, d'affiner, de traiter, de posséder, d'être propriétaire, d'utiliser, de vendre ou autrement de se débarrasser des substances visées ou de se livrer à des activités d'exploitation minière ou de traitement du minerai, relatives à ces substances.	Interdictions
Licences	(2) The Minister may issue a licence to any applicant therefor in accordance with such procedures and subject to such terms and conditions as may be prescribed by the regulations.	(2) Le Ministre peut délivrer des permis à qui le demande conformément à la procédure et sous réserve des modalités que peuvent prévoir les règlements.	Permis
Idem	(3) The Minister may amend, renew, suspend or revoke a licence, subject to such procedures as may be prescribed by the regulations.	(3) Sous réserve des règles de procédure qui peuvent être prescrites par les règlements, le Ministre peut modifier, renouveler, suspendre ou annuler un permis.	Idem

*Regulations**Règlements*

Regulations	67. The Governor in Council may make regulations	67. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements,	Règlements
-------------	--	---	------------





- (a) to encourage and facilitate research and investigations with respect to nuclear energy and prescribed substances;
- (b) respecting the development, production, use and application of nuclear energy and the extraction, mining, milling, production, importation, exportation, refining, processing, possession, ownership, use, sale, lease, loan or other disposition of prescribed substances;
- (c) prescribing classes of contracts entered into by corporations for which approval by the Governor in Council is required;
- (d) respecting information relating to nuclear energy and prescribed substances;
- (e) prescribing classes of persons who are exempt from the application of subsection 66(1);
- (f) prescribing the procedure to be followed for the issuance, amendment, renewal, suspension or revocation of a licence and the terms and conditions that may be attached to such a licence;
- (g) prescribing the information that any person engaged in exploring for prescribed substances must file with the Minister, in order to permit the Minister to accurately assess, in respect of such substances, the extent of Canada's resources and of the activities undertaken to find and develop those resources; and
- (h) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.
- a) pour faciliter et encourager la recherche en matière d'énergie nucléaire et de substances visées;
- b) sur la mise en valeur, la production, les applications et l'utilisation de l'énergie nucléaire, sur l'extraction, la production, l'importation, l'exportation, l'affinage, le traitement, la possession, la propriété, l'utilisation, la vente, le prêt, le louage et les autres formes d'aliénation des substances visées et sur les activités d'exploitation minière ou de traitement du minéral, relatives à ces substances;
- c) sur les catégories de contrats que les corporations ne peuvent conclure sans l'approbation du gouverneur en conseil;
- d) sur la diffusion d'information concernant l'énergie nucléaire et les substances visées;
- e) prescrivant les catégories de personnes qui sont exemptes de l'application du paragraphe 66(1);
- f) prescrivant la procédure à suivre pour la délivrance, la modification, le renouvellement, la suspension ou l'annulation des permis et les modalités dont ils peuvent être assortis;
- g) prescrivant les renseignements que toute personne s'adonnant à des activités d'exploration des substances prescrites doit déposer auprès du Ministre, de façon à permettre à ce dernier d'évaluer précisément à l'égard de ces substances, l'étendue des ressources du Canada et des activités entreprises en vue de les découvrir et de les développer; et
- h) d'une façon générale pour l'application de la présente Partie.

### PART III

#### GENERAL

##### *Offences and Punishment*

Offences and  
punishment

68. (1) Any person who contravenes a provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine of not less than one thousand dollars and not

### PARTIE III

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### *Infractions et peines*

Infractions et  
peines

68. (1) Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende minimale de mille dol-



more than one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term of two years or to both fine and imprisonment; or

(b) on conviction on indictment, to a fine of not less than one thousand dollars and not more than two hundred and fifty thousand dollars or to imprisonment for five years or to both fine and imprisonment.

Idem

(2) Any person who contravenes a provision of section 10, 43 or 44 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than five thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

Illegal possession

(3) Any person who has in his possession any fissionable substance without being the holder of a licence issued under Part I authorizing him to have such substance in his possession is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for ten years.

Wilful obstruction

(4) Any officer or employee of the Board who wilfully obstructs or delays any person from inspecting or copying a document to which he is entitled under section 36 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than five thousand dollars or imprisonment for not more than three months.

Trial of offences

69. A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried and determined by a court if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of that court although the subject-matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

Offence by employee or agent

70. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.

lars mais d'au plus cent mille dollars et d'une peine d'emprisonnement de deux ans ou de l'une de ces peines; ou

b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende minimale de mille dollars mais d'au plus deux cent cinquante mille dollars et d'une peine d'emprisonnement de cinq ans ou de l'une de ces peines.

(2) Quiconque contrevient à une disposition des articles 10, 43 ou 44 est coupable d'une infraction et passible sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement de six mois ou de l'une de ces peines.

Possession illégale

(3) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de dix ans, quiconque a en sa possession des matières fissiles sans être détenteur d'un permis délivré en vertu de la Partie I l'autorisant à avoir ces substances en sa possession.

Obstruction volontaire

(4) Tout dirigeant ou employé de la Commission qui volontairement empêche ou retarde la consultation ou copie d'un document par une personne qui y a droit en vertu de l'article 36 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cinq mille dollars au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au plus.

Tribunal compétent

69. Est compétent pour connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à la présente loi, indépendamment du lieu de sa perpétration, le tribunal dans le ressort duquel le prévenu réside ou exerce une activité commerciale.

Infractions commises par les employés ou mandataires

70. Dans toute poursuite consécutive à une infraction à la présente loi, il suffit, pour établir l'infraction, de prouver qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire du prévenu, que l'employé ou le mandataire ait ou non été identifié ou poursuivi pour l'infraction, à moins que le prévenu ne prouve que l'infraction a été commise à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher la perpétration.





Copies and extracts as evidence	71. (1) Subject to subsections (2) and (3), a copy or extract made by an inspector pursuant to section 42 and purporting to be certified under his signature as a true copy or extract is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the statements contained therein without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the copy or extract.	71. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les copies ou extraits exigés par un inspecteur en vertu de l'article 42 et certifiés conformes apparemment par sa signature sont recevables en preuve dans toute procédure consécutive à une infraction à la présente loi et, en l'absence de preuve contraire, font preuve de leur contenu sans qu'il soit nécessaire d'authentifier la signature ni d'établir la qualité officielle du signataire.	Preuve
Attendance of inspector	(2) The party against whom any copy or extract is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the inspector for the purposes of cross-examination.	(2) Toute partie contre laquelle des copies ou extraits sont produits conformément au paragraphe (1) peut, avec l'autorisation du tribunal, demander la comparution de l'inspecteur afin de le contre-interroger.	Comparution
Notice	(3) No copy or extract referred to in subsection (1) shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of such intention together with a duplicate of the copy or extract.	(3) Les copies ou extraits visés au paragraphe (1) ne sont recevables en preuve que si la partie ayant l'intention de les produire a donné à l'autre partie un avis de son intention dans un délai raisonnable, assorti d'un exemplaire des copies ou extraits.	Avis

#### Transitional and Repeal

#### Dispositions transitoires et abrogation

Repeal of R.S., c. A-19	72. (1) The <i>Atomic Energy Control Act</i> is repealed.	72. (1) La <i>Loi sur le contrôle de l'énergie atomique</i> est abrogée.	Abrogation S.R., c. A-19
1953-54, c. 47	(2) <i>An Act to amend the Atomic Energy Control Act</i> is repealed.	(2) La <i>Loi modifiant la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique</i> est abrogée.	1953-54, c. 47
1974-75-76, c. 33	(3) Section 263 of the <i>Canada Business Corporations Act</i> is repealed.	(3) L'article 263 de la <i>Loi sur les corporations commerciales canadiennes</i> est abrogé.	1974-75-76, c. 33; 1978-79, c. 9
References to Atomic Energy Control Board and <i>Atomic Energy Control Act</i>	73. Wherever in any contract, instrument, licence or other document the Atomic Energy Control Board or the <i>Atomic Energy Control Act</i> is mentioned or referred to, there shall in every case, unless the context otherwise requires, be substituted the Nuclear Control Board or the <i>Atomic Energy Control Act, 1980</i> , as the case may be.	73. Toute référence, dans un contrat, un acte, un permis ou autre document à la Commission de contrôle de l'énergie atomique ou à la <i>Loi sur le contrôle de l'énergie atomique</i> doit, à moins que le contexte ne s'y oppose, être remplacée par une référence à la Commission de contrôle nucléaire ou à la <i>Loi sur le contrôle de l'énergie atomique de 1980</i> .	Références à la Commission de contrôle de l'énergie atomique et à la <i>Loi sur le contrôle de l'énergie atomique</i>
Corporation controlled by the Minister	74. Every corporation incorporated, or the direction and control of which was assumed, pursuant to subsection 10(2) of the <i>Atomic Energy Control Act</i> by the Minister designated by the Governor in Council pursuant to section 2 of that Act is deemed to be a corporation incorporated or the direction and control of which is assumed pursuant to sub-	74. Toute corporation incorporée ou dont la direction ou le contrôle a été assumé en vertu du paragraphe 10(2) de la <i>Loi sur le contrôle de l'énergie atomique</i> par le Ministre désigné par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 2 de cette loi est présumée être une corporation incorporée ou dont la direction et le contrôle est assumé en vertu	Corporations contrôlées par le Ministre





section 65(1) by the Minister designated by the Governor in Council pursuant to section 60.

du paragraphe 65(1) par le Ministre désigné par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 60.

### Consequential Amendments

### Modifications consécutives

R.S., c. F-10

**75.** Schedule B to the *Financial Administration Act* is amended by deleting therefrom "Atomic Energy Control Board".

**75.** L'annexe B de la *Loi sur l'administration financière* est modifiée par la suppression de la «Commission de contrôle de l'énergie atomique».

S.R., c. F-10

R.S., c. H-3

**76.** Paragraph 15(d) of the *Hazardous Products Act* is repealed and the following substituted therefor:

**76.** L'alinéa 15d) de la *Loi sur les produits dangereux* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. H-3

"(d) a prescribed substance within the meaning of the *Atomic Energy Control Act, 1980*."

"d) une substance visée au sens où l'entend la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique de 1980*."

10

R.S., c. P-4

**77.** The heading preceding section 22 and section 22 of the *Patent Act* are repealed and the following substituted therefor:

**77.** L'article 22 de la *Loi sur les brevets* ainsi que la rubrique qui le précède sont 15 15 abrogés et remplacés par ce qui suit:

S.R., c. P-4

"PATENTS RELATING TO NUCLEAR ENERGY

"BREVETS RELATIFS À L'ÉNERGIE  
NUCLÉAIRE

Communication  
to Nuclear  
Control Board

**22.** Any patent application for an invention that, in the opinion of the Commissioner, relates to the production, application or use of nuclear energy shall, before it is dealt with by an examiner appointed pursuant to section 6, be communicated by the Commissioner to the Nuclear Control Board."

**22.** Toute demande de brevet pour une invention qui, de l'avis du commissaire, concerne la production, l'application ou l'emploi de l'énergie nucléaire, doit, avant qu'un examinateur nommé conformément à l'article 6 ne l'étudie, être communiquée par le commissaire à la Commission de contrôle nucléaire."

Communication  
à la Commis-  
sion de contrôle  
nucléaire

R.S., c. P-31

**78.** Subsection 8(2) of the *Public Servants Inventions Act* is repealed and the following substituted therefor:

**78.** Le paragraphe 8(2) de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. P-31

Restrictions

"(2) No interest in an invention coming within section 20 or 21 of the *Patent Act* shall be waived, abandoned or transferred under this section without the approval of the Minister of National Defence, and no interest in an invention coming within section 22 of that Act shall be waived, abandoned or transferred under this section without the approval of the Nuclear Control Board."

"(2) Aucun intérêt dans une invention visée par les articles 20 ou 21 de la *Loi sur les brevets* ne doit faire l'objet d'une renonciation, d'un abandon ou d'un transfert sous le régime du présent article sans l'approbation du ministre de la Défense nationale, et aucun intérêt dans une invention ressortissant à l'article 22 de ladite loi ne doit faire l'objet d'une renonciation, d'un abandon ou d'un transfert aux termes du présent article, sans l'approbation de la Commission de contrôle nucléaire."

Restrictions

R.S., c. 29 (1st  
Supp.)

**79.** (1) All that portion of the definition "nuclear installation" in section 2 of the *Nuclear Liability Act* preceding paragraph

**79.** (1) La partie de la définition d'«installation nucléaire» à l'article 2 de la *Loi sur la responsabilité nucléaire* qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

S.R., c. 29 (1<sup>er</sup>  
Supp.)



(a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“nuclear  
installation”  
«installation...»

““nuclear installation” means a structure, establishment or place, or two or more structures, establishments or places at a single location, coming within any following description and designated as a nuclear installation for the purposes of this Act by the Nuclear Control Board, namely:”

10

R.S., c. 29 (1st  
Supp.)

(2) The definition “operator” in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“operator”  
«exploitant»

““operator” means the holder of a subsisting licence issued pursuant to Part I of the *Atomic Energy Control Act, 1980* for the operation of a nuclear installation, or, in relation to any nuclear installation for the operation of which there is no such subsisting licence, the recipient of the licence last issued pursuant to the *Atomic Energy Control Act* or Part I of the *Atomic Energy Control Act, 1980* for the operation of the nuclear installation.”

25

R.S., c. 29 (1st  
Supp.)

(3) Paragraph 14(1)*b*) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“*b*) lorsque l’accident nucléaire donnant lieu à l’action, a entraîné des blessures ou des dommages occasionnés dans des lieux où plus d’un tribunal aurait autrement été compétent en vertu du présent paragraphe, au lieu où était située l’installation nucléaire dans laquelle l’accident nucléaire est intervenu, ou accessoirement à laquelle il est intervenu ou, s’il s’agit d’une installation nucléaire qui faisait partie de l’équipement d’un navire, d’un aéronef ou autre moyen de transport, au lieu où elle a été déclarée être située aux fins du présent article par le permis visé à la définition d’«exploitant» à l’article 2 se rapportant à cette installation nucléaire,”

45

«installation nucléaire» désigne un assemblage, un établissement ou un lieu ou deux ou plusieurs assemblages, établissements ou lieux en un même endroit tombant dans l’une des catégories suivantes et désignée comme installation nucléaire aux fins de la présente loi par la Commission de contrôle nucléaire, savoir»

«installation  
nucléaire»  
“nuclear...”

5

(2) La définition d’«exploitant» à l’article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:

S.R., c. 29 (1<sup>er</sup>  
Supp.)

««exploitant» désigne le titulaire d’un permis valide délivré en conformité de la Partie I de la *Loi sur le contrôle de l’énergie atomique de 1980*, pour l’exploitation d’une installation nucléaire, ou pour toute installation nucléaire dont l’exploitation n’est pas régie par un permis valide semblable, le titulaire du dernier en date des permis délivrés en conformité de la *Loi sur le contrôle de l’énergie atomique* ou de la Partie I de la *Loi sur le contrôle de l’énergie atomique de 1980* pour l’exploitation de cette installation nucléaire;»

«exploitant»  
“operator”

(3) L’alinéa 14(1)*b*) de la version française de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. 29 (1<sup>er</sup>  
Supp.)

«*b*) lorsque l’accident nucléaire donnant lieu à l’action, a entraîné des blessures ou des dommages occasionnés dans des lieux où plus d’un tribunal aurait autrement été compétent en vertu du présent paragraphe, au lieu où était située l’installation nucléaire dans laquelle l’accident nucléaire est intervenu, ou accessoirement à laquelle il est intervenu ou, s’il s’agit d’une installation nucléaire qui faisait partie de l’équipement d’un navire, d’un aéronef ou autre moyen de transport, au lieu où elle a été déclarée être située aux fins du présent article par le permis visé à la définition d’«exploitant» à l’article 2 se rapportant à cette installation nucléaire,»

35

40





R.S., c. 29 (1st  
Supp.)

(4) Paragraph 15(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) basic insurance for such term and for such amount not exceeding seventy-five million dollars as may be prescribed with respect to that nuclear installation by the Nuclear Control Board, with the approval of the Treasury Board, and”

R.S., c. P-35

80. Part II of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by deleting therefrom the “Atomic Energy Control Board” and by adding thereto the “Nuclear Control Board”.

R.S., c. P-36

81. Part I of Schedule A to the *Public Service Superannuation Act* is amended by deleting therefrom the “Atomic Energy Control Board” and by adding thereto the “Nuclear Control Board”.

R.S., c. 34 (1st  
Supp.)

82. Section 3 of the *Radiation Emitting Devices Act* is repealed and the following substituted therefor:

Application

“3. This Act does not apply to any radiation emitting device that is designed primarily for the production of nuclear energy within the meaning of the *Atomic Energy Control Act, 1980*.”

Coming into  
force

83. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

## COMING INTO FORCE

Published under authority of the Speaker of the House of Commons  
by the Queen's Printer for Canada

Available from Canadian Government Publishing Centre, Supply and  
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

(4) L'alinéa 15(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) une assurance de base pour la période et un montant ne dépassant pas soixante-quinze millions de dollars que la Commission de contrôle nucléaire avec l'approbation du conseil du Trésor, peut lui prescrire pour cette installation nucléaire; et»

S.R., c. 29 (1<sup>er</sup>  
Supp.)

80. La Partie II de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* est modifiée en remplaçant l'expression «Commission de contrôle de l'énergie atomique» par l'expression «Commission de contrôle nucléaire».

S.R., c. P-35

81. La Partie I de la *Loi sur la pension dans la Fonction publique* est modifiée en remplaçant l'expression «Commission de contrôle de l'énergie atomique» par l'expression «Commission de contrôle nucléaire».

S.R., c. P-36

82. L'article 3 de la *Loi sur les dispositifs émettant des radiations* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. 34 (1<sup>er</sup>  
Supp.)

«3. La présente loi ne s'applique pas à un dispositif émettant des radiations essentiellement destiné à la production de l'énergie nucléaire au sens où l'entend la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique de 1980*.»

Application

83. La présente loi entre en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en  
vigueur

## ENTRÉE EN VIGUEUR

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des  
communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9







**C-271**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-271**

An Act respecting the televised advertisement of beer  
and ale

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. FRIESEN

**C-271**

Première Session, trente-deuxième Législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-271**

Loi concernant la publicité télévisée de la bière

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-271

## BILL C-271

An Act respecting the televised  
advertisement of beer and ale

Loi concernant la publicité télévisée de la  
bière

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Truth in  
Advertising (Beer and Ale) Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le  
5 titre: *Loi sur la véracité de la publicité de la 5*  
*bière.*

Titre abrégé

Warning  
message

2. Every advertisement for beer or ale  
broadcast by a television transmitting under-  
taking shall contain, during the concluding  
five seconds thereof, a visual caption in clear-  
ly legible characters consisting of the follow-  
ing message: "*Excessive use may lead to*  
*addiction or degenerative disease.*"

2. Toute annonce publicitaire de bière dif-  
fusée par une entreprise de transmission de  
télévision doit présenter, au cours de ses cinq  
dernières secondes, une inscription en carac-  
10 tères nettement lisibles portant le message  
suivant: «*Un usage excessif peut entraîner*  
*l'alcoolisme ou des maladies de dégénéres-*  
*cence.*»

Message  
d'avertissement

Enforcement

3. Where a television transmitting under-  
taking broadcasts an advertisement in con-  
15 travention of section 2, the person licensed to  
carry on that undertaking under the *Broad-*  
*casting Act* is guilty of an offence and is  
liable on summary conviction to a fine not  
exceeding five thousand dollars.

3. Lorsqu'une entreprise de transmission 15  
de télévision diffuse une annonce publicitaire  
en contravention de l'article 2, la personne  
autorisée à exploiter cette entreprise en vertu  
de la *Loi sur la radiodiffusion* est coupable  
d'une infraction et passible, sur déclaration 20  
sommaire de culpabilité, d'une amende ne  
dépassant pas cinq mille dollars.

Mise en vigueur

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to counter the effect of “life-style” advertising of beer and ale, associating the product with youth, health and good times rather than conveying any real information about it. Such advertising can be an invitation to abuse, particularly for younger viewers who have not been alerted to the long-term hazards of alcohol consumption.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à combattre l'effet de la publicité qui présente la consommation de la bière comme étant «à la mode», et qui l'associe à la jeunesse, à la santé et aux bons moments plutôt que de fournir de véritables renseignements à son sujet. Une telle publicité peut être une incitation à abuser de la boisson, en particulier pour les jeunes spectateurs qui ne sont pas encore au courant des dangers à long terme que présente la consommation d'alcool.





**C-273**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-273**

An Act to amend the House of Commons Act

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. LAMBERT (*Edmonton West*)

**C-273**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-273**

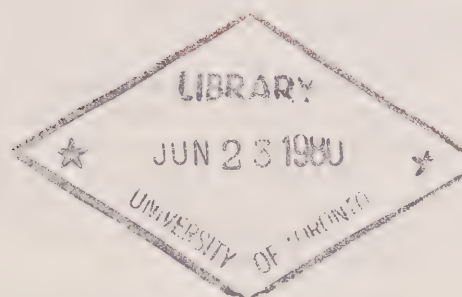
Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



M. LAMBERT (*Edmonton-Ouest*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-273**

**BILL C-273**

An Act to amend the House of Commons  
Act

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des  
communes

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. H-9

**1.** (1) Subsection 16(1) of the *House of  
Commons Act* is repealed and the following  
substituted therefor:

**1.** (1) Le paragraphe 16(1) de la *Loi sur  
la Chambre des communes* est abrogé et 5  
remplacé par ce qui suit:

S.R., c. H-9

Speaker and  
five other  
commissioners  
to act

“**16.** (1) The Governor in Council shall  
appoint five members of the House of  
Commons, who, with the Speaker of the  
House of Commons, shall be commission- 10  
ers for the purposes of this section and  
sections 17 and 18.”

«**16.** (1) Le gouverneur en conseil dési-  
gne cinq députés à la Chambre des com-  
munes, lesquels, avec l'Orateur de la  
Chambre des communes, sont commissai- 10  
res pour les objets du présent article et des  
articles 17 et 18.»

L'Orateur et  
cinq autres  
commissaires  
agissent

(2) Subsections 16(3) and (4) of the said  
Act are repealed and the following substitut-  
ed therefor:

(2) Les paragraphes 16(3) et (4) de ladite  
loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

15

Quorum

“(3) Four, of the commissioners, where-  
of the Speaker of the House of Commons  
shall be one, may carry the said provisions  
into execution, or, in the event of delega-  
tion by the Speaker pursuant to subsection 20  
16(5), any three of them, whereof the  
Chairman shall be one.

«(3) Quatre de ces commissaires, dont 15  
l'Orateur de la Chambre des communes,  
ou, en cas de délégation faite par l'Orateur  
conformément au paragraphe 16(5), trois  
d'entre eux, dont leur président, peuvent  
exécuter lesdites dispositions. 20

Quorum

Death or  
absence of  
Speaker

(4) In the event of the death, disability  
or absence from Canada of the Speaker  
during any dissolution or prorogation of 25  
Parliament, any three of the commission-  
ers, of whom the Chairman shall be one,  
may carry the said provisions into execu-  
tion.”

(4) Si l'Orateur décède, devient incapa-  
ble de remplir ses fonctions ou s'absente  
du Canada pendant que le Parlement est  
dissous ou prorogé, trois des commissaires,  
dont leur président, peuvent exécuter lesdi- 25  
tes dispositions.»

Décès ou  
absence de  
l'Orateur

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this amendment is to increase the number of commissioners on internal economy to six from the present five. It allows for the commissioners to be chosen from the House at large rather than solely from the ranks of Privy Councillors. The bill further provides for delegation by the Speaker of any or all of his administrative powers under sections 16-18 so that his presence would not necessarily be required for the purpose of carrying out those sections. A Chairman would in that case assume the role previously undertaken by the Speaker.

Subsection 16(1) at present read as follows:

“16. (1) The Governor in Council shall appoint *four* members of the Queen's Privy Council for Canada who are also members of the House of Commons, who with the Speaker of the House of Commons, shall be commissioners for the purposes of this section and sections 17 and 18.”

Subsections 16(3) and (4) at present read as follows:

“(3) *Three* of the commissioners, whereof the Speaker of the House of Commons shall be one, may carry the said provisions into execution.

(4) In the event of the death, disability, or absence from Canada of the Speaker during any dissolution or prorogation of Parliament, any three of the commissioners may carry the said provisions into executions.”

Section 18 at present read as follows:

“18. All sums of money voted by Parliament upon such estimates or payable to members of the House of Commons under the *Senate and House of Commons Act*, are subject to the order of the commissioners, or any *three* of them, of whom the Speaker shall be one.”

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à faire passer de cinq à six le nombre des commissaires à l'économie interne. Il permet de choisir les commissaires parmi l'ensemble des députés et non pas seulement parmi les conseillers privés. Le bill permettrait en outre à l'Orateur de déléguer les pouvoirs que lui confèrent les articles 16 à 18, afin que sa présence ne soit pas indispensable pour l'application de ces articles. Un président remplirait en ce cas la fonction précédemment remplie par l'Orateur.

Voici le texte actuel du paragraphe 16(1):

«16. (1) Le gouverneur en conseil désigne *quatre* membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada, qui sont en même temps membres de la Chambre des communes, lesquels, avec l'Orateur de la Chambre des communes, doivent être commissaires pour les objets du présent article et des articles 17 et 18.»

Voici le texte actuel des paragraphes 16(3) et (4):

«(3) *Trois* de ces commissaires, dont l'un est l'Orateur de la Chambre des communes, peuvent exécuter lesdites dispositions.

(4) Si l'Orateur décède, devient incapable de remplir ses fonctions ou s'absente du Canada pendant que le Parlement est dissous ou prorogé, trois des commissaires peuvent exécuter lesdites dispositions.»

Voici le texte actuel de l'article 18:

«18. Toutes sommes votées par le Parlement d'après ces états estimatifs, ou payables aux membres de la Chambre des communes, en vertu de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*, sont assujetties à l'ordre des commissaires ou de *trois* d'entre eux, dont l'un doit être l'Orateur de la Chambre.»

(3) Section 16 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Speaker may  
delegate

“(5) The Speaker shall have the power to delegate any or all of his administrative powers to the commissioners for the purposes of this section and sections 17 and 18, and in respect thereof, may designate one member, who may be a member of the Queen’s Privy Council for Canada, to act as Chairman of the said commissioners.”

2. Section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Money payable  
for member’s  
indemnity

“18. All sums of money voted by Parliament upon such estimates or payable to members of the House of Commons under the Senate and House of Commons Act, are subject to the orders of the Commissioners, or any four of them, of whom the Speaker shall be one, or, in the event of delegation by the Speaker pursuant to Subsection 16(5), any three of them, whereof the Chairman shall be one.”

(3) L’article 16 de ladite loi est en outre modifié par l’adjonction du paragraphe suivant:

Délégation par  
l’Orateur

«(5) L’Orateur est habilité à déléguer tout ou partie de ses pouvoirs administratifs aux commissaires aux fins du présent article et des articles 17 et 18 et, à cet égard, il peut désigner un député, qui peut être un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, pour faire fonction de président desdits commissaires.»

2. L’article 18 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Sommes votées  
pour l’indem-  
nité des  
membres

«18. Toutes sommes votées par le Parlement d’après ces états estimatifs, ou payables aux membres de la Chambre des communes, en vertu de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*, sont assujetties à l’ordre des commissaires ou de quatre d’entre eux, dont l’Orateur de la Chambre, ou, en cas de délégation faite par l’Orateur conformément au paragraphe 16(5), de trois d’entre eux, dont leur président.»

**C-276**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-276**

An Act to stabilize the representation in the House of  
Commons

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-276**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

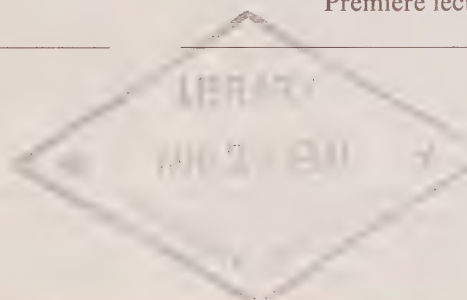
**BILL C-276**

Loi visant à stabiliser la représentation à la Chambre  
des communes

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

MR. ELLIS

M. ELLIS



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

BILL C-276

An Act to stabilize the representation in the  
House of Commons

Loi visant à stabiliser la représentation à la  
Chambre des communes

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title	<b>1.</b> This Act may be cited as the <i>Representation Act, 1980</i> .	<b>1.</b> La présente loi peut être citée sous le 5 titre: <i>Loi de 1980 sur la représentation</i> .	Titre abrégé 5
30-31 Vict., c. 3 (U.K.); 1974-75-76, c. 13 (Can.)	<b>2.</b> (1) All that portion of subsection 51(1) of the <i>British North America Act, 1867</i> , as enacted by the <i>British North America Act, 1974</i> , that precedes Rule 1 thereof is repealed and the following substituted therefor:	<b>2.</b> (1) Toute la partie du paragraphe 51(1) de l' <i>Acte de l'Amérique du Nord bri- tannique, 1867</i> précédant la règle 1, dans la version qu'en donne l' <i>Acte de l'Amérique du 10 Nord britannique, 1974</i> , est abrogée et rem- 10 placée par ce qui suit:	30-31 Vict., c. 3 (R.U.); 1974-75-76, c. 13 (Can.)
Redistribution of seats in Commons	<b>«51.</b> (1) The number of members of the House of Commons and the representation of the provinces therein shall upon the completion of each decennial census, <u>com- 15 mencing with the census taken in the year 1991</u> , be readjusted by the authority, in the manner, and at the time provided by the <i>Electoral Boundaries Readjustment Act</i> , subject and according to the following 20 Rules respecting the relative representa- tion of the provinces:”	<b>«51.</b> (1) Le nombre des députés et la représentation des provinces à la Chambre des communes sont rajustés, après chaque recensement décennal, à <u>compter de celui 15 de 1991</u> , par l'autorité, selon les modalités et à la date prévues par la <i>Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales</i> , sous réserve et en conformité des règles suivantes en ce qui concerne la 20 représentation relative des provinces:»	Redistribution des sièges aux Communes
	(2) Rule 1 of the said subsection is repealed and the following substituted therefor:	(2) La règle 1 dudit paragraphe est abro- gée et remplacée par ce qui suit: 25	
Rules	<b>“1.</b> There shall be assigned to Quebec seventy-five members in <u>each readjust- ment.</u> ”	<b>«1.</b> Sont attribués au Québec soixante- quinze députés <u>lors de chaque rajuste- 25 ment.</u> »	Règles
R.S., c. E-2; 1974-75-76, cc. 10, 28; 1978-79, c. 13	<b>3.</b> (1) Subsection 2(1) of the <i>Electoral Boundaries Readjustment Act</i> is amended in 30	<b>3.</b> (1) Dans la version française du para- graphe 2(1) de la <i>Loi sur la revision des</i> 25	R.S., c. E-2, 1974-75-76, c. 10, 28; 1978-79, c. 13



## EXPLANATORY NOTE

Section 51 of the *British North America Act* at present begins as follows:

“51. (1) The number of members of the House of Commons and the representation of the provinces therein shall upon *the coming into force of this subsection and thereafter on the completion of each decennial census* be readjusted by such authority, in such manner, and from such time *as the Parliament of Canada from time to time provides*, subject and according to the following Rules:

1. There shall be assigned to Quebec seventy-five members in the *readjustment following the completion of the decennial census taken in the year 1971, and thereafter four additional members in each subsequent readjustment.*”

*Clause 2:* (1) This amendment would dispense with the necessity of a readjustment of federal electoral districts based upon the 1981 census. The most recent readjustment, based on the census of 1971, did not finally come into effect until the election of 1979. The adoption of a revised representation formula in the year 1974, after an initial readjustment had taken place, required the whole process to be repeated a second time. The amendment would spare the public from further confusion and expense on this account during the 1980s.

(2) This amendment would maintain the size of the House of Commons at approximately its present strength. The relative representation of the various provinces is determined by a formula found in Rules 1 through 6 of section 51 in which one province, Quebec, serves as the reference point. Quebec's representation now stands at 75, but is to increase by four with each successive readjustment of electoral districts, producing a corresponding increase for other provinces through application of the formula,

## NOTE EXPLICATIVE

Voici le texte actuel de la partie pertinente de l'article 51 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*:

«51. (1) Le nombre des députés et la représentation des provinces à la Chambre des communes sont rajustés, *dès l'entrée en vigueur du présent paragraphe et, par la suite*, après chaque recensement décennal, par l'autorité, selon les modalités et à la date prévues par *le Parlement du Canada*, sous réserve et en conformité des règles suivantes:

1. *Par suite du rajustement consécutif au recensement décennal de 1971*, sont attribués au Québec soixante-quinze députés, *auxquels s'ajouteront quatre députés par rajustement.*»

*Article 2 du bill.* — (1) Cette modification éviterait la nécessité d'un rajustement des circonscriptions électorales fédérales fondé sur le recensement de 1981. Le dernier rajustement, fondé sur le recensement de 1971, n'est finalement entré en vigueur que lors de l'élection de 1979. L'adoption d'une formule de représentation modifiée en 1974, après un rajustement initial, a obligé à tout recommencer ensuite. La modification épargnerait au public un supplément de confusion et de frais à ce titre au cours des années 1980.

(2) Cette modification maintiendrait à peu près à son niveau actuel le nombre des députés à la Chambre. La représentation relative des diverses provinces est déterminée par une formule que donnent les règles 1 à 6 de l'article 51 et dans laquelle une province, le Québec, sert de facteur de référence. La représentation du Québec est actuellement de 75 députés, mais doit augmenter de quatre députés lors de chaque rajustement des circonscriptions électorales, ce qui entraînerait une augmentation correspondante pour les autres provinces par application de la formule qui tient

the French version by the arrangement of the definitions in alphabetical order.

(2) The said subsection is further amended by adding thereto, immediately after the definition "commission", the following definition:

"decennial census"

" "decennial census" means the decennial census taken in the year 1991 and any subsequent decennial census;"

Transitional

4. For greater certainty, the representation order declared in force by Proclamation of June 11, 1976 under the *Electoral Boundaries Readjustment Act*, effective upon the dissolution of the Thirtieth Parliament on March 26, 1979, shall continue in force until the effective date of the representation order made under that Act following the decennial census taken in the year 1991.

*limites des circonscriptions électorales* la disposition des définitions est modifiée de façon à respecter l'ordre alphabétique.

(2) Ledit paragraphe est en outre modifié par l'insertion de la définition suivante à la 5 suite de celle de «rapport»:

« «recensement décennal» désigne le recensement décennal de 1991 et tout recensement décennal subséquent;»

«recensement décennal»

Disposition transitoire

4. Pour plus de certitude, l'ordonnance de 10 représentation déclarée, par proclamation du 11 juin 1976 faite en vertu de la *Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales*, être en vigueur à compter de la 15 dissolution du trentième Parlement, survenue le 26 mars 1979, restera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance de représentation rendue en vertu de ladite loi à la suite du recensement décennal de l'année 1991.

20

which takes into account relative populations among other factors.

By virtue of this arbitrary increment, it is estimated that the number of members will rise from 282 to over 300 at the next redistribution. However, if, as proposed by the Bill, the figure for Quebec were held constant at 75, the figures for the other provinces would also remain steady under the formula, unless their population grew at a rate significantly higher than Quebec's.

The amendment would leave intact the formula itself, which was arrived at after extended negotiations among members of all parties in Parliament. At the same time, it would avert the expansion of the House of Commons to unwieldy proportions by the year 2001.

*Clauses 3 and 4:* Consequential upon the amendment proposed in subclause 2(1).

compte, entre autres facteurs, des chiffres relatifs de la population.

On estime que cette augmentation arbitraire porterait le nombre des députés de 282 à plus de 300 lors de la prochaine répartition. Si cependant, comme le propose ce bill, on maintenait à 75 députés la représentation du Québec, les chiffres pour les autres provinces resteraient aussi les mêmes en application de la formule, à moins que leur population n'ait augmenté à un rythme nettement plus élevé que celle du Québec.

La modification garderait intacte la formule elle-même, qui a été adoptée après de longues négociations entre parlementaires de tous les partis. Elle empêcherait aussi un gonflement exagéré de la Chambre des communes d'ici à l'an 2001.

*Articles 3 et 4 du bill.* — Ils découlent de la modification proposée par le paragraphe 2(1).









C-283

C-283

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-283

BILL C-283

An Act to amend the Canada Pension Plan  
(disability pension)

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada  
(pension d'invalidité)

First reading, May 2, 1980

Première lecture le 2 mai 1980



MR. CACCIA

M. CACCIA

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-283

## BILL C-283

An Act to amend the Canada Pension Plan  
(disability pension)

Loi modifiant le Régime de pensions du  
Canada  
(pension d'invalidité)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des Communes  
du Canada, décrète:

R.S., c. C-5;  
1974-75-76, c.  
4, 1976-77,  
c. 36

1. (1) Paragraph 44 (1)(b) of the *Canada  
Pension Plan* is repealed and the following  
substituted therefor:

“(b) a disability pension shall be paid to  
a contributor who has made any contri-  
bution and is disabled;”

(2) Subsection 44 (2) of the said Act is 10  
repealed and the following substituted  
therefor:

“(2) For the purposes of paragraph  
(1)(f), a contributor shall be considered to  
have made contributions for not less than 15  
the minimum qualifying period only if he  
has made contributions

(a) for at least 5 calendar years and at  
least 1/3 of the total number of calen-  
dar years included either wholly or 20  
partly within his contributory period,  
and where the number of calendar years  
included either wholly or partly within  
his contributory period exceeds 10, for a  
least 5 of the last 10 calendar years so 25  
included, or

(b) for at least 10 calendar years and at  
least 5 of the last 10 calendar years

1. (1) L'alinéa 44(1)b) du *Régime de  
pensions du Canada* est abrogé et remplacé 5  
par ce qui suit:

«(b) une pension d'invalidité doit être  
payée à un cotisant qui a versé une  
cotisation quelconque et qui est inva-  
lide;» 10

(2) Le paragraphe 44(2) de ladite loi est  
abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Aux fins de l'alinéa (1)f), un coti-  
sant n'est réputé avoir versé des cotisations  
pendant au moins la période minimum 15  
d'admissibilité que s'il a versé des cotisa-  
tions

a) pendant au moins 5 années civiles et  
au moins 1/3 du nombre total d'années  
civiles entièrement ou partiellement 20  
comprises dans sa période cotisable et,  
lorsque le nombre d'années civiles entiè-  
rement ou partiellement comprises dans  
sa période cotisable est supérieur à 10,  
pendant au moins 5 des 10 dernières 25  
années civiles comprises dans cette  
période, ou

R.S., c. C-5,  
1974-75-76, c.  
4, 1976-77,  
c. 36

Calcul de la  
période  
minimum  
d'admissibilité

Calculation of  
minimum  
qualifying  
period

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to permit contributors who have paid into the Canada Pension Plan Account for less than the required five years to receive a disability pension proportional to the number of months during which they have made contributions, where such contributors become disabled within the meaning of the *Canada Pension Plan* and regulations thereunder.

*Clause 1:* (1) The relevant portions of subsection 44(1) at present read as follows:

“44. (1) Subject to this Part,

(b) a disability pension shall be paid to a contributor who has made contributions *for not less than the minimum qualifying period* and is disabled;”

(2) Subsection 44(2) at present reads as follows:

“(2) For the purposes of paragraphs (1)(b) and (f),

(a) a contributor shall be considered to have made contributions for not less than the minimum qualifying period only if he has made contributions

(i) for at least 5 calendar years and at least 1/3 of the total number of calendar years included either wholly or partly within his contributory period, and where the number of calendar years included either wholly or partly within his contributory period exceeds 10, for at least 5 of the last 10 calendar years so included, or

(ii) for at least 10 calendar years and at least 5 of the last 10 calendar years included either wholly or partly within his contributory period; and

(b) the contributory period of a contributor shall be the period

(i) commencing January 1, 1966 or when he reaches 18 years of age, whichever is the later, and

(ii) ending with the third month following the month in which he is determined to have become disabled

but does not include any month for which a disability pension was payable to him under this Act or under a provincial pension plan and on or after January 1, 1978, that period does not include any month for which he was a family allowance recipient in a year for which his unadjusted pensionable earnings were equal to or less than his basic exemption for the year.”

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à permettre aux cotisants qui ont cotisé au compte du Régime de pensions du Canada pendant moins des cinq années exigées de recevoir une pension d'invalidité au prorata du nombre de mois pendant lesquels ils ont cotisé lorsque ces cotisants deviennent invalides au sens du *Régime de pensions du Canada* et de ses règlements d'application.

*Article 1 du bill.* — (1) Voici le texte actuel des parties pertinentes du paragraphe 44(1):

«44. (1) Sous réserve de la présente Partie,

b) une pension d'invalidité doit être payée à un cotisant qui a versé des cotisations *pendant au moins la période minimum d'admissibilité* et qui est invalide;»

(2) Voici le texte actuel du paragraphe 44(2):

«(2) Aux fins des alinéas (1)b) et f),

a) un cotisant n'est censé avoir versé des cotisations pendant au moins la période minimum d'admissibilité que s'il a versé des cotisations

(i) pendant au moins 5 années civiles et au moins 1/3 du nombre total d'années civiles entièrement ou partiellement comprises dans sa période cotisable et, lorsque le nombre d'années civiles entièrement ou partiellement comprises dans sa période cotisable est supérieur à 10, pendant au moins 5 des 10 dernières années civiles comprises dans cette période, ou

(ii) pendant au moins 10 années civiles et au moins 5 des 10 dernières années civiles entièrement ou partiellement comprises dans sa période cotisable; et

b) la période cotisable d'un cotisant doit

(i) commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1966 ou au moment où celui-ci atteint l'âge de 18 ans, en choisissant celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, et

(ii) se terminer le troisième mois qui suit le mois depuis lequel il est déclaré invalide,

mais ne comprend pas un mois pour lequel une pension d'invalidité lui était payable en vertu de la présente loi ou en vertu d'un régime provincial de pensions; à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, doivent être exclus de cette période les mois à l'égard desquels il était bénéficiaire d'une allocation familiale dans une année à l'égard de laquelle ses gains non ajustés ouvrant droit à pension étaient égaux ou inférieurs à son exemption de base pour l'année.»

included either wholly or partly within his contributory period.

Contributory  
period

(2.1) For the purposes of subsection (2), the contributory period of a contributor shall be the period

(a) commencing January 1, 1966 or when he reaches 18 years of age, whichever is the later, and

(b) ending with the third month following the month in which he is determined to have become disabled,

but does not include any month for which a disability pension was payable to him under this Act or under a provincial pension plan and on or after January 1, 1978, that period does not include any month for which he was a family allowance recipient in a year for which his unadjusted pensionable earnings were equal to or less than his basic exemption for the year."

1976-77, c. 36

2. Paragraph 54(3)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) subsection 48(1) shall be read as follows:

"48. (1) Subject to subsection (1.1), (2) and (3), the average monthly pensionable earnings of a contributor are an amount calculated by dividing

(a) the total of his pensionable earnings for all months for which he made contributions, calculated as provided in section 51,

by

(b) the total number of months for which he made contributions, or, if he made contributions for less than 60 months, the number 60."

b) pendant au moins 10 années civiles et au moins 5 des 10 dernières années civiles entièrement ou partiellement comprises dans sa période cotisable.

(2.1) Aux fins du paragraphe (2), la période cotisable d'un cotisant doit

5 Période  
cotisable

a) commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1966 ou au moment où celui-ci atteint l'âge de 18 ans, en choisissant celle des deux dates qui est postérieure à l'autre, et

b) se terminer le troisième mois qui suit le mois depuis lequel il est déclaré invalide,

mais ne comprend pas un mois pour lequel une pension d'invalidité lui était payable en vertu de la présente loi ou en vertu d'un régime provincial de pensions; à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, doivent être exclus de cette période les mois à l'égard desquels il était récipiendaire d'une allocation familiale dans une année à l'égard de laquelle ses gains non ajustés ouvrant droit à pension étaient égaux ou inférieurs à son exemption de base pour l'année.»

2. L'alinéa 54(3)(b) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«b) Le paragraphe 48(1) doit se lire comme il suit:

«48. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1), (2) et (3), la moyenne mensuelle des gains ouvrant droit à pension d'un cotisant est un montant obtenu en divisant

a) l'ensemble de ses gains ouvrant droit à pension pour tous les mois pour lesquels il a cotisé, calculés comme l'indique l'article 51,

par

b) soit le nombre total des mois pour lesquels il a cotisé, soit, s'il a cotisé pour moins de 60 mois, le nombre 60.»

**C-286**

**C-286**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-286**

**BILL C-286**

An Act respecting National Heritage Day

Loi concernant le jour du Patrimoine national

---

First reading, May 2, 1980

---



---

Première lecture le 2 mai 1980

---



MR. ALLMAND

M. ALLMAND



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-286

## BILL C-286

An Act respecting National Heritage Day

Loi concernant le jour du Patrimoine  
national

Preamble

WHEREAS, pursuant to an order of reference in the First Session of the Twenty-Ninth Parliament, the Standing Committee on Justice and Legal Affairs considered the subject matter of a national holiday in the period January, February and March, and on December 18, 1973 recommended, *inter alia*,

- (a) the advisability of introducing legislation to establish the third Monday of February as a new legal holiday,
- (b) that this holiday be kept and observed under the name of National Heritage Day, and
- (c) that the particular aspect of our heritage to be honoured on this day should be varied by proclamation from year to year and that the focal point of the celebration for the first year should be the Canadian Flag, for the second year our first Prime Minister, Sir John A. Macdonald, and for the third year, our native peoples;

AND WHEREAS in the First Session of the Thirtieth Parliament, on April 9, 1975, the Standing Committee recommended that the Canadian Bill of Rights should be the focal point of the celebration for the fourth year;

Préambule

CONSIDÉRANT QUE, conformément à un ordre de renvoi de la première session de la vingt-neuvième Législature, le Comité permanent de la justice et des questions juridiques a étudié l'objet de l'établissement d'un jour de congé national au cours des mois de janvier, février ou mars, et que, le 18 décembre 1973, le Comité a notamment recommandé

- a) qu'il était opportun de présenter une mesure législative tendant à établir que le troisième lundi de février est un nouveau jour férié,
- b) que ce jour férié soit observé sous le nom de jour du Patrimoine national, et
- c) qu'il faudrait, par proclamation, établir d'année en année l'aspect particulier de notre patrimoine à commémorer ce jour-là et que la première année il faudrait fêter le drapeau canadien, la deuxième année, rendre hommage à notre premier premier ministre, Sir John A. Macdonald, et la troisième année, honorer nos autochtones;

ET CONSIDÉRANT QUE, au cours de la première session de la trentième législature, le Comité permanent a recommandé, le 9 avril 1975, que la Déclaration canadienne des droits soit l'aspect particulier de la commémoration la quatrième année;



## EXPLANATORY NOTE

Since the government to date has not done so, the purpose of this Bill is to give effect to most of the recommendations of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs respecting establishing and observing the third Monday of February as a legal holiday under the name Heritage Day.

## NOTE EXPLICATIVE

Puisque le gouvernement ne l'a pas encore fait, le présent bill veut donner effet à la plupart des recommandations du Comité permanent de la justice et des questions juridiques concernant l'établissement et l'observation du troisième lundi de février comme jour férié sous le nom de jour du Patrimoine canadien.

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title	1. This Act may be cited as the <i>National Heritage Day Act</i> .	5	1. La présente loi peut être citée sous le titre: <i>Loi sur le jour du Patrimoine national</i> .	5	Titre abrégé
R.S., c. H-7	2. The <i>Holidays Act</i> is amended by adding, immediately after section 4 thereof, the following heading and section:		2. La <i>Loi établissant des jours fériés</i> est modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 4, de la rubrique et l'article suivants:		S.R., c. H-7
	"HERITAGE DAY		«JOUR DU PATRIMOINE		
National Heritage Day	5. (1) Throughout Canada in each and every year, the third Monday of February is a legal holiday and shall be kept and observed as such under the name of "National Heritage Day".	10	5. (1) Chaque année, dans toute l'étendue du Canada, le troisième lundi de février est jour férié et doit être observé comme tel sous le nom de «jour du Patrimoine national.»	10	Jour du Patrimoine national
Aspect of heritage to be commemorated	(2) The Governor in Council may by proclamation establish a particular aspect of the national heritage of Canada to be commemorated on National Heritage Day in any year."	15	(2) Le gouverneur en conseil peut désigner par voie de proclamation un aspect particulier du patrimoine national à commémorer le jour du Patrimoine national de n'importe quelle année.»	15	L'aspect du patrimoine à commémorer

**C-293**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-293**

An Act to amend the Criminal Code  
(abortion)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. BEATTY

**C-293**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-293**

Loi modifiant le Code criminel  
(avortement)

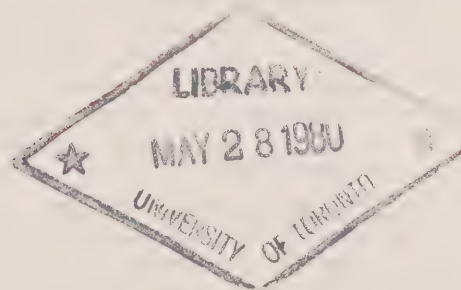
---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. BEATTY

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-293**

**BILL C-293**

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

(abortion)

(avortement)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. C-34

1. Subsection 251(4) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le paragraphe 251(4) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. C-34

Exceptions

“(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

Exceptions

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

(b) a female person who, being pregnant, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means described in paragraph (a) for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

b) à une personne du sexe féminin qui, étant enceinte, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen mentionné à l'alinéa a) aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

if the qualified medical practitioner is of the opinion that the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life, and before the use of those means, the therapeutic abortion committee for that accredited or approved hospital, by a majority of the members of the committee and at a

si le médecin qualifié est d'avis que la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie de cette dernière et si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital accrédité ou approuvé, par décision de la majorité des

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Criminal Code* to restrict the use of abortion procedures to those instances where the continuation of the pregnancy would or would be likely to endanger the life of the female person, exclusive of social or economic conditions affecting the female person or her family unit.

Section 251(4) at present reads as follows:

“(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

(b) a female person who, being pregnant, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means described in paragraph (a) for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means, the therapeutic abortion committee for that accredited or approved hospital, by a majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of such female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life *or health*, and

(d) has caused a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner.”

## NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de modifier le *Code criminel* de façon à limiter l'utilisation des méthodes d'avortement aux cas où la continuation de la grossesse mettrait ou mettrait probablement en danger la vie de la personne de sexe féminin sans tenir compte des conditions d'ordre social ou économique qui affectent la personne de sexe féminin ou sa famille.

Le paragraphe 251(4) se lit présentement comme suit:

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

b) à une personne du sexe féminin qui, étant enceinte, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen mentionné à l'alinéa a) aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital accrédité ou approuvé, par décision de la majorité des membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné,

c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie *ou la santé* de cette dernière, et

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié.»



meeting of the committee at which the case of such female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life, and

(d) has caused a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner."

2. Subsection 251(6) of the said Act is amended by inserting, immediately after the definition "board", the following:

" "endanger her life" means actual physical or mental danger to life but does not include consideration of social or economic conditions affecting the female person or her family unit;"

membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné,

c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie de cette dernière, et

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié."

2. Le paragraphe 251(6) de ladite loi est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «médecin qualifié», de ce qui suit:

« «mettre en danger la vie» signifie exposer la vie à un réel danger physique ou mental, mais ne comprend pas la prise en considération de conditions d'ordre social ou économique affectant la personne de sexe féminin ou sa famille;»



**C-295**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-295**

An Act to establish a Sunset Law for Canada

---

First reading, May 2, 1980

---

**MR. GAMBLE**

**C-295**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-295**

Loi établissant le droit canadien régissant la dissolution  
des organismes fédéraux

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

**M. GAMBLE**

LEGISLATIVE LIBRARY MATERIAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-295

## BILL C-295

An Act to establish a Sunset Law for  
Canada

Loi établissant le droit canadien régissant la  
dissolution des organismes fédéraux

Preamble

WHEREAS it is desirable to evaluate the performance and impact of federal bodies and to inquire into the need for continuing the operation of such bodies;

ATTENDU qu'il est souhaitable d'évaluer le rendement et les résultats obtenus par les organismes fédéraux et de rechercher si le maintien de ces organismes est nécessaire;

Préambule

AND WHEREAS it is desirable to establish a regular review process for federal bodies, so as to provide expressly for their dissolution or continuance, and generally to ensure that federal bodies are held accountable to Parliament and continue to operate in the public interest;

5 ET ATTENDU qu'il est souhaitable d'établir une procédure d'examen régulier des organismes fédéraux afin de prévoir des dispositions expresses en vue de leur dissolution ou de leur maintien et, d'une façon générale, 10 pour faire en sorte que les organismes fédéraux soient tenus responsables envers le Parlement et continuent de fonctionner dans l'intérêt public;

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

15 EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la 15 Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Sunset Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi canadienne sur la dissolution des organismes fédéraux*.

Titre abrégé

Definition

2. In this Act,

2. Dans la présente loi,

20 Définition

"federal body"

"federal body" means any ministry, department, board, commission, regulatory agency, 20 tribunal, advisory council or other body exercising or purporting to exercise jurisdiction or powers conferred by or under an Act of the Parliament of Canada, other than a body constituted or established by or under a law of a province or a person appointed under or in accordance with a law of a province or

«organisme fédéral» désigne un ministère, un 25 ministère d'État, un département, un conseil consultatif ou autre conseil, un bureau, une agence, un comité, une commission, une administration, un office, un organisme régulateur, un tribunal administratif ou un autre organisme qui exerce ou est censé exercer une juridiction ou des pouvoirs conférés aux termes ou en vertu d'une loi du Parlement du

«organisme fédéral»

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to subject all federal boards and agencies, as well as the programs and operations of all public service departments, to regular review and scrutiny by an all-party committee of the House of Commons.

In order to accomplish this purpose, the American concept of "Sunset Law" is adapted to the Canadian context. The scheme, as a rule, would deem all government programs and operations to come to an end after eight years of existence or, roughly, after two Parliaments unless, before that time, the House of Commons, on the recommendation of the committee, resolves in a particular case to continue the programs and operations or to modify them to make them more effective or economical.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à soumettre tous les organismes fédéraux, ainsi que les programmes et opérations de tous les ministères fédéraux, à l'examen et l'investigation d'un comité de la Chambre des communes comprenant des représentants de tous les partis.

Pour atteindre ce résultat, le principe du «Sunset Law» des États-Unis y est adapté au contexte canadien. La règle consisterait à déclarer que tous les programmes et opérations du gouvernement prennent fin huit ans après leur début ou, *grosso modo*, à l'expiration de la durée de deux législatures, à moins que la Chambre des communes, sur la recommandation du comité ne décide, avant l'expiration de ce délai, de prolonger dans certains cas particuliers les programmes et opérations ou de les modifier pour les rendre plus efficaces ou plus économiques.

under section 96 of the *British North America Act, 1867*, and includes a body enumerated in a schedule to this Act.

Canada et qui n'est pas constitué ou établi aux termes ou en vertu d'une règle de droit d'une province ni par une personne nommée en vertu ou en conformité d'une règle de droit d'une province ou en vertu de l'article 96 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, et s'entend également d'un organisme dont le nom figure à l'une des annexes de la présente loi.

## PART I

### DISSOLUTION OF FEDERAL BODIES

Eight year life

3. (1) Notwithstanding any other Act, every federal body shall be deemed to be dissolved and its programs and operations to be terminated eight years after the federal body is established or eight years after the coming into force of this Act, whichever occurs last, unless pursuant to this Act, the federal body is dissolved or deemed to be dissolved and its programs and operations terminated at an earlier date.

Earlier dissolution

(2) The Governor in Council may, by regulation subject to affirmative resolution of the House of Commons, dissolve a federal body on a date earlier than that prescribed by subsection (1).

Scheduled federal bodies

4. (1) Every federal body enumerated in Schedule I to this Act shall be deemed to be dissolved and its programs and operations to be terminated on October 31, 1980.

Idem

(2) Every federal body enumerated in Schedule II to this Act shall be deemed to be dissolved and its programs and operations to be terminated on October 31, 1982.

Idem

(3) Every federal body enumerated in Schedule III to this Act shall be deemed to be dissolved and its programs and operations to be terminated on October 31, 1984.

Idem

(4) Every federal body enumerated in Schedule IV to this Act shall be deemed to be dissolved and its programs and operations to be terminated on October 31, 1986.

## PARTIE I

### DISSOLUTION DES ORGANISMES FÉDÉRAUX

3. (1) Nonobstant toute autre loi, tout organisme fédéral est censé être dissous et ses programmes et opérations sont censés prendre fin huit ans après sa création ou huit ans après la date d'entrée en vigueur de la présente loi s'il existe déjà à cette date, à moins qu'en application de la présente loi l'organisme fédéral ne soit dissous ou censé l'être et que ses programmes et opérations n'aient pris fin plus tôt.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement fait sous réserve de résolution affirmative de la Chambre des communes, dissoudre un organisme fédéral plus tôt que ne le prévoit le paragraphe (1).

4. (1) Chacun des organismes fédéraux figurant à l'annexe I de la présente loi sera censé être dissous et ses programmes et opérations seront censés prendre fin le 31 octobre 1980.

(2) Chacun des organismes fédéraux figurant à l'annexe II de la présente loi sera censé être dissous et ses programmes et opérations seront censés prendre fin le 31 octobre 1982.

(3) Chacun des organismes fédéraux figurant à l'annexe III de la présente loi sera censé être dissous et ses programmes et opérations seront censés prendre fin le 31 octobre 1984.

(4) Chacun des organismes fédéraux figurant à l'annexe IV de la présente loi sera censé être dissous et ses programmes et opérations seront censés prendre fin le 31 octobre 1986.





rations seront censés prendre fin le 31 octobre 1986.

Deletions and  
additions to  
schedules

(5) The Governor in Council may, by regulation subject to affirmative resolution of the House of Commons, delete from or add to a schedule to this Act the name of any federal body.

(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement fait sous réserve de résolution affirmative de la Chambre des communes, ajouter ou retrancher dans une annexe de la présente loi un nom d'organisme fédéral.

Retranche-  
ments et  
adjonctions de  
noms dans les  
annexes

## PART II

### REVIEW PROCESS

Continuance of  
federal bodies

5. (1) Notwithstanding the provisions of Part I, a federal body shall not dissolve where, prior to the day of dissolution otherwise determined under Part I, the House of Commons resolves, pursuant to this section, that it is in the public interest for the body to be continued.

Report of  
Committee for  
continuance

(2) Where a report of the Committee established or designated under section 6 recommends that it is in the public interest for a federal body to be continued and the House of Commons resolves to concur therein, the federal body thereupon continues to operate for a period no longer than the period determined, *mutatis mutandis*, under Part I, at the expiration of which the federal body shall be deemed to be dissolved and its programs and operations to be terminated, subject again this section.

Report of  
Committee for  
dissolution

(3) Where a report of the Committee established or designated under section 6 recommends that a federal body be dissolved and the House of Commons concurs therein, the federal body shall thereupon be wound up within six months of the day the report is concurred in.

Programs, etc.  
referred to  
Committee of  
House of  
Commons

6. (1) For the purposes of this Part, the programs, operations, budgets and expenditures of every federal body, and the annual and special reports of the Auditor General of Canada shall stand permanently referred to any Committee of the House of Commons

## PARTIE II

### PROCÉDURE D'EXAMEN

5. (1) Nonobstant les dispositions de la Partie I, un organisme fédéral ne sera pas dissous si, avant la date de dissolution prévue par la Partie I, la Chambre des communes adopte, conformément au présent article, une résolution à l'effet que son maintien est d'intérêt public.

(2) Lorsqu'un rapport du Comité créé ou désigné en vertu de l'article 6 recommande le maintien d'un organisme fédéral dans l'intérêt public et que la Chambre des communes adopte une résolution approuvant cette recommandation, l'organisme fédéral continue dès lors à fonctionner pendant une période qui n'est pas plus longue que celle qui serait fixée par la Partie I pour un organisme fédéral créé à la date de la résolution, période à l'expiration de laquelle l'organisme fédéral est, sous réserve de réapplication du présent article, censé être dissous et ses programmes et opérations sont censés prendre fin.

(3) Lorsqu'un rapport du Comité créé ou désigné en vertu de l'article 6 recommande la dissolution d'un organisme fédéral et que la Chambre des communes adopte une résolution approuvant cette recommandation, l'organisme fédéral doit être dissous dans les six mois de la date d'approbation de la recommandation.

6. (1) Aux fins de la présente Partie, l'examen des programmes, opérations, budgets et dépenses de tout organisme fédéral, ainsi que des rapports annuels et spéciaux du vérificateur général du Canada, est renvoyé en permanence au comité de la Chambre des communes créé ou désigné dans ce but.

Maintien des  
organismes  
fédéraux

Rapport du  
Comité en  
faveur du  
maintien

Rapport du  
Comité en  
faveur de la  
dissolution

L'examen des  
programmes,  
etc., est confié à  
un comité de la  
Chambre des  
communes





that may be established or designated for the purpose of reviewing and scrutinizing them.

Duties of  
Committee

(2) The Committee of the House of Commons established or designated under this section (hereinafter referred to as "the Committee") shall review the public need for the continuance of every federal body and shall make its report thereon to the House of Commons no later than one year before the date that the federal body would otherwise be dissolved pursuant to Part I.

(2) Le comité de la Chambre des communes créé ou désigné en vertu du présent article (ci-après appelé «le Comité») doit rechercher, pour chaque organisme fédéral, dans quelle mesure son maintien est d'utilité publique et doit faire son rapport à ce sujet à la Chambre des communes au moins un an avant la date à laquelle l'organisme serait autrement dissous en application de la Partie I.

Fonctions du  
Comité

Lines of inquiry  
and recommen-  
dation

7. (1) In assessing the public need for the continuance of a federal body, the Committee shall

- (a) examine the purpose for the establishment of the body under review, including its mandate and objectives; and
- (b) assess the degree to which the body has fulfilled its mandate and achieved its objectives;

and in making its report to the House of Commons, the Committee may recommend

- (c) alternative methods of fulfilling the mandate or achieving the objectives of the body that the Committee considers more effective or economical;
- (d) a reduction or increase in the programs or operations of the body; or
- (e) the dissolution of the body.

7. (1) Pour évaluer l'utilité publique du maintien d'un organisme fédéral, le Comité doit

- a) étudier l'objet de la création de l'organisme en question, notamment son mandat et ses buts;
- b) évaluer la mesure dans laquelle l'organisme s'est acquitté de son mandat et a atteint ses buts;

et dans son rapport à la Chambre des communes, le Comité peut recommander

- c) d'autres méthodes d'exécution du mandat ou de réalisation des buts de l'organisme que le Comité considère plus efficaces ou plus économiques;
- d) une réduction ou une augmentation du nombre ou de l'importance des programmes ou opérations de l'organisme; ou
- e) la dissolution de l'organisme.

Directives aux  
fins de la  
recherche et de  
la recommen-  
dation

Social impact  
statement

(2) In any report on a federal body made pursuant to this Part, the Committee shall provide an analysis, including their number, of the clients of the federal body and the persons benefiting from its programs or operations at the time of the report.

(2) Dans tout rapport sur un organisme fédéral fait en application de la présente Partie, le Comité doit présenter une analyse relative aux clients de l'organisme fédéral et aux personnes qui bénéficient de ses programmes ou opérations au moment du rapport, et y indiquer notamment leur nombre.

Indication de la  
portée sociale

### PART III

#### EFFECT OF DISSOLUTION

Time to wind  
up

8. A federal body dissolved pursuant to this Act ceases to exist upon dissolution; however, it shall be allowed a reasonable amount of time to conclude its affairs and wind up its operations.

### PARTIE III

#### EFFET DE LA DISSOLUTION

Délai de  
liquidation

8. Un organisme fédéral dissous en application de la présente loi cesse d'exister dès sa dissolution; toutefois, il doit lui être accordé un délai raisonnable pour terminer ses affaires et liquider ses opérations.



Expenditures  
after dissolution

9. (1) Where a federal body is dissolved pursuant to this Act, no payment shall be made out of the Consolidated Revenue Fund or pursuant to any Act to further the programs or operations of the federal body, but such payment may be made up to six months after the dissolution in order to liquidate the obligations of the federal body incurred prior to such dissolution.

Governor  
General may  
not act

(2) Where a federal body is dissolved pursuant to this Act, the Governor General may, subject to subsection (1), refuse to order or sign a warrant authorizing expenditures mentioned in section 21 of the *Financial Administration Act*.

Rights  
preserved

10. The dissolution of a federal body pursuant to this Act shall not in any way be construed as abrogating, abridging or diminishing the rights held by a person against the federal body prior to such dissolution.

Affirmative  
resolutions  
procedure  
R.S., c. I-23;  
c. 29 (2nd  
Supp.)

11. Where, under this Act and pursuant to section 28.1 of the *Interpretation Act*, a regulation subject to affirmative resolution is laid before the House of Commons, a notice of motion in the name of the President of the Privy Council, made in accordance with the rules of the House and praying that the regulation be affirmed, shall be taken up and considered at the first convenient opportunity within the four sitting days next after the day the motion is made in the House, and all questions in connection with the motion shall be debated without interruption and decided not later than the third sitting day next after the day the motion is first so taken up and considered.

Coming into  
force

12. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

9. (1) Lorsqu'un organisme fédéral est dissous en application de la présente loi, aucun paiement ne doit être fait sur le Fonds du revenu consolidé ni en application d'une loi pour prolonger les programmes ou opérations de l'organisme fédéral, mais un tel paiement peut être fait dans les six mois qui suivent la dissolution aux fins de liquider les obligations que l'organisme fédéral a contractées avant sa dissolution.

Dépenses  
postérieures à  
la dissolution

10

(2) Lorsqu'un organisme fédéral est dissous en application de la présente loi, le gouverneur général peut, sous réserve du paragraphe (1), refuser d'ordonner la préparation d'un mandat autorisant les dépenses mentionnées à l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* ou de signer un tel mandat.

Le gouverneur  
général peut  
s'abstenir d'agir

10. La dissolution d'un organisme fédéral en application de la présente loi ne doit en aucune façon être interprétée comme ayant pour effet de supprimer ou réduire les droits que possédait une personne à l'encontre de l'organisme fédéral avant sa dissolution.

Protection des  
droits acquis

#### PART IV

##### GENERAL

#### PARTIE IV

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11. Lorsque, en vertu de la présente loi et en application de l'article 28.1 de la *Loi d'interprétation*, un règlement soumis à résolution affirmative est déposé à la Chambre des communes, un avis de motion au nom du président du Conseil privé, présenté selon le Règlement de la Chambre et sollicitant la confirmation du règlement, doit être mis en délibération et à l'étude dès qu'il est loisible de le faire dans les quatre premiers jours de séance qui suivent la présentation de la motion à la Chambre, et toutes les questions relatives à la motion doivent être débattues sans interruption et tranchées dans les trois premiers jours de séance qui suivent celui du début de la mise en délibération et à l'étude de la motion.

Procédure des  
résolutions  
affirmatives  
S.R., c. I-23; c.  
29 (2<sup>e</sup> Supp.)

12. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en  
vigueur



## SCHEDULE I

Advisory Bureau for Computing

Foreign Investment Review Agency

Ministry of State for Science and Technology

Ministry of State for Urban Affairs

## ANNEXE I

Agence d'examen de l'investissement étranger

Bureau des conseils en informatique

Ministère d'État chargé des Affaires urbaines

Ministère d'État aux Sciences et à la Technologie





## SCHEDULE II

## ANNEXE II

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

Machinery and Equipment Advisory Board

Commission du textile et du vêtement

National Film Board

Conseil consultatif de la machinerie et de l'équipement

Textile and Clothing Board

Office national du film



## SCHEDULE III

## ANNEXE III

Canadian Intergovernmental Conference Secretariat

Canadian Permanent Committee on Geographical Names

Economic Council of Canada

Metric Commission

Ministry of State for Fitness and Amateur Sport

Science Council of Canada

Comité permanent canadien des noms géographiques

Commission du système métrique

Conseil économique du Canada

Conseil des sciences du Canada

Ministère d'État, Santé et Sport amateur

Secrétariat de conférences intergouvernementales canadiennes



## SCHEDULE IV

Canadian Human Rights Commission  
Canadian Livestock Feed Board  
Ministry of State for Small Business  
National Battlefields Commission  
Northern Pipeline Agency  
Tax Review Board

## ANNEXE IV

Administration du pipe-line du Nord  
Commission canadienne des droits de la personne  
Commission des champs de bataille nationaux  
Commission de revision de l'impôt  
Ministère d'État, petite entreprise  
Office canadien des provenances

















**C-297**

**C-297**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-297**

**BILL C-297**

An Act to amend the Public Service Employment Act  
and the Public Service Staff Relations Act  
(political rights)

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction  
publique et la Loi sur les relations de travail dans la  
Fonction publique  
(droits politiques)

---

First reading, May 2, 1980

---



---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MR. BENJAMIN

M. BENJAMIN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-297**

**BILL C-297**

An Act to amend the Public Service Employment Act and the Public Service Staff Relations Act

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique

(political rights)

(droits politiques)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S. 1970, c.  
P-32

1. Subsection 12(2) of the *Public Service Employment Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le paragraphe 12(2) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R. 1970, c.  
P-32

No discrimination

“12. (2) The Commission, in prescribing or applying selection standards under subsection (1), shall not discriminate against any person by reason of sex, race, 10 national origin, colour, religion, marital status, age or political allegiance or activity.”

«12. (2) En prescrivant ou en appliquant des normes de sélection aux termes du paragraphe (1), la Commission ne doit prendre contre qui que ce soit aucune 10 mesure discriminatoire fondée sur le sexe, la race, l'origine nationale, la couleur, la religion, l'âge, la situation de famille, l'appartenance ou activité politique.»

Aucune discrimination

2. The heading preceding section 32 and section 32 of the said Act are repealed and 15 the following substituted therefor:

2. L'article 32 de ladite loi et la rubrique 15 le précédant sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

“Political Rights

«Droits politiques

Political rights

32. (1) Notwithstanding any other Act, an employee, may  
(a) engage or refuse to engage in work for, on behalf of or against a candidate 20 for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province or a member of the Council of the Yukon Territory or the

32. (1) Nonobstant toute autre loi, un employé peut  
a) travailler ou refuser de travailler 20 pour ou contre un candidat à une élection à la Chambre des communes, à la Législature d'une province ou au Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, ou travailler ou 25

Droits politiques

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to provide public servants with the right to engage in political activity and to be a candidate at federal, provincial and territorial elections.

*Clause 1:* The amendment would add “political allegiance and activity” to the list of matters in respect of which the commission shall not discriminate when prescribing or applying selection standards.

Section 12(2) of the Act at present reads as follows:

“(2) The Commission, in prescribing or applying selection standards under subsection (1), shall not discriminate against any person by reason of sex, race, national origin, colour, religion, marital status or age.”

*Clause 2:* The amendment would provide the right for a public servant to engage in political activity after working hours.

Section 32 of the Act at present reads as follows:

*“Political Partisanship*

32. (1) *No deputy head and, except as authorized under this section, no employee, shall*

(a) engage in work for, on behalf of or against a candidate for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province or a member of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories, or engage in work for, on behalf of or against a political party; or

(b) be a candidate for election as a member described in paragraph (a).

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à accorder aux fonctionnaires le droit d'avoir une activité politique et d'être candidats aux élections fédérales, provinciales et territoriales.

*Article 1 du bill.* — La modification ajouterait «l'appartenance et l'activité politiques» à la liste des motifs de discrimination interdite dans la prescription ou l'application des normes de sélection par la Commission.

Voici le texte actuel du paragraphe 12(2) de la loi:

«(2) En prescrivant ou en appliquant des normes de sélection aux termes du paragraphe (1), la Commission ne doit prendre contre qui que ce soit aucune mesure discriminatoire fondée sur le sexe, la race, l'origine nationale, la couleur, la religion, l'âge ou la situation de famille.»

*Article 2 du bill.* — La modification donnerait aux fonctionnaires le droit d'avoir une activité politique après les heures de travail.

Voici le texte actuel de l'article 32 de la loi et de la rubrique le précédant:

*«Activités politiques*

32. (1) *Il est interdit à tout sous-chef et, sauf selon que l'autorise le présent article, à tout employé*

a) de travailler pour ou contre un candidat à une élection à la Chambre des communes, à la Législature d'une province ou au Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, ou de travailler au nom d'un tel candidat, ainsi que de travailler pour ou contre un parti politique ou de travailler au nom d'un tel parti; ou

b) d'être candidat à une élection mentionnée à l'alinéa a).

	Northwest Territories, or engage or refuse to engage in work for, on behalf of or against a political party; or (b) be a candidate for election as a member described in paragraph (a). 5	refuser de travailler au nom d'un tel candidat, ainsi que travailler ou refuser de travailler pour ou contre un parti politique ou travailler ou refuser de travailler au nom d'un tel parti; ou 5 b) être candidat à une élection mentionnée à l'alinéa a).	
Leave of absence	(2) Upon application made to the Commission by an employee the Commission shall, grant to the employee leave of absence without pay to seek nomination as a candidate and to be a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), for a period ending on the day on which the results of the election are officially declared or on such earlier day as may be requested by the employee if he has ceased to be a candidate. 10 15	(2) Sur demande présentée par un employé, la Commission doit lui accorder un congé sans traitement pour lui permettre de demander à se faire présenter comme candidat et d'être candidat à une élection visée à l'alinéa (1)a), pour une période se terminant le jour où les résultats de l'élection sont officiellement déclarés ou à la date antérieure comme peut le demander l'employé s'il a cessé d'être un candidat. 10 15	Congé
Notice	(3) Forthwith upon granting any leave of absence under subsection (2), the Commission shall cause notice of its action to be published in the <i>Canada Gazette</i> . 20	(3) Dès qu'elle a accordé un congé en vertu du paragraphe (2), la Commission doit faire publier un avis à ce sujet dans la <i>Gazette du Canada</i> . 20	Avis
Effect of election	(4) An employee who is declared elected as a member described in paragraph (1)(a) thereupon becomes an employee on leave of absence without pay for a period not to exceed five years. 25	(4) Un employé déclaré élu à une élection visée à l'alinéa (1)a) devient dès lors un employé en congé sans traitement pendant une période qui ne doit pas dépasser cinq ans. 25	Effet de l'élection
Not during working hours	(5) Nothing in this section permits an employee to engage in activity described in subsection (1) during working hours.	(5) Aucune disposition du présent article ne permet à un employé de s'adonner à une activité visée au paragraphe (1) pendant les heures de travail.	Pas pendant les heures de travail
Deputy head	(6) Nothing in this section permits a deputy head to engage in the activities described in subsection (1)."	(6) Aucune disposition du présent article ne permet à un sous-chef de s'adonner à une activité visée au paragraphe (1)."	Sous-chef
R.S. 1970 c. P-33; 1974-75-76, c. 66, s. 10	3. Subsection 39(2) of the <i>Public Service Staff Relations Act</i> is repealed.	3. Le paragraphe 39(2) de la <i>Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique</i> est abrogé. 35	S.R. 1970 c. P-33; 1974-75-76, c. 66, art. 10



(2) *A person does not contravene subsection (1) by reason only of his attending a political meeting or contributing money for the funds of a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a) or money for the funds of a political party.*

(3) Notwithstanding any other Act, upon application made to the Commission by an employee the Commission may, *if it is of the opinion that the usefulness to the Public Service of the employee in the position he then occupies would not be impaired by reason of his having been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a)*, grant to the employee leave of absence without pay to seek nomination as a candidate and to be a candidate for election as such a member, for a period ending on the day on which the results of the election are officially declared or on such earlier day as may be requested by the employee if he has ceased to be a candidate.

(4) Forthwith upon granting any leave of absence under subsection (3), the Commission shall cause notice of its action to be published in the *Canada Gazette*.

(5) An employee who is declared elected as a member described in paragraph (1)(a) thereupon *ceases to be an employee*.

(6) *Where any allegation is made to the Commission by a person who is or has been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), that a deputy head or employee has contravened subsection (1), the allegation shall be referred to a board established by the Commission to conduct an inquiry at which the person making the allegation and the deputy head or employee concerned, or their representatives, are given an opportunity of being heard, and upon being notified of the board's decision on the inquiry the Commission,*

(a) *in the case of a deputy head, shall report the decision to the Governor in Council who may, if the board has decided that the deputy head has contravened subsection (1), dismiss him; and*

(b) *in the case of an employee, may, if the board has decided that the employee has contravened subsection (1), dismiss the employee.*

(7) *In the application of subsection (6) to any person, the expression "deputy head" does not include a person for whose removal from office, otherwise than by the termination of his appointment at pleasure, express provision is made by this or any other Act."*

**Clause 3:** This amendment would permit an employee organization to collect money from its members for activities carried on by or on behalf of a political party.

Subsection 39(2) of the Act at present reads as follows:

"(2) The Board shall not certify as bargaining agent for a bargaining unit, any employee organization that

(a) receives from any of its members who are employees,

(b) handles or pays in its own name on behalf of members who are employees, or

(c) requires as a condition of membership therein the payment by any of its members of,

any money for activities carried on by or on behalf of any political party."

(2) *Une personne ne contrevient pas au paragraphe (1) pour le seul motif qu'elle assiste à une réunion politique ou qu'elle verse, à titre de contribution, de l'argent pour la caisse d'un candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a) ou qu'elle verse de l'argent à la caisse d'un parti politique.*

(3) Nonobstant toute autre loi, sur demande que lui a présentée un employé, la Commission peut, *si elle est d'avis que, par rapport à la Fonction publique, l'efficacité de l'employé, dans le poste qu'il occupe alors, n'aura pas à souffrir du fait qu'il aura été candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a)*, accorder à l'employé un congé sans traitement pour lui permettre de demander à se faire présenter comme candidat et d'être candidat à cette élection, pour une période se terminant le jour où les résultats de l'élection sont officiellement déclarés ou à la date antérieure comme peut le demander l'employé s'il a cessé d'être un candidat.

(4) Dès qu'elle a accordé un congé en vertu du paragraphe (3), la Commission doit faire publier un avis à ce sujet dans la *Gazette du Canada*.

(5) Un employé déclaré élu à une élection décrite à l'alinéa (1)a) cesse dès lors d'être un employé.

(6) *Lorsqu'une personne qui est ou a été candidat à une élection décrite à l'alinéa (1)a) allègue à la Commission qu'un sous-chef ou un employé a contrevenu au paragraphe (1), l'allégation doit être déférée à un comité établi par la Commission pour tenir une enquête au cours de laquelle la personne qui fait l'allégation et le sous-chef ou l'employé en cause ou leurs représentants ont la possibilité de se faire entendre. Après avoir été informé de la décision du comité en ce qui concerne l'enquête, la Commission*

a) *doit, lorsqu'il s'agit d'un sous-chef, soumettre la décision au gouverneur en conseil qui peut, si le comité a décidé que le sous-chef a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer ce sous-chef; et*

b) *peut, lorsqu'il s'agit d'un employé, si le comité a décidé que l'employé a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer cet employé.*

(7) *Pour l'application du paragraphe (6), l'expression «sous-chef» ne comprend pas une personne, pour laquelle la destitution, autrement que par cessation des fonctions auxquelles elle a été nommée à titre amovible, est expressément prévue par la présente loi ou quelque autre loi.»*

**Article 3 du bill.** — Cette modification permettrait au syndicat des employés de percevoir des fonds de ses membres pour les activités poursuivies par ou pour un parti politique.

Voici le texte actuel du paragraphe 39(2) de la loi:

«(2) La Commission ne doit accréditer à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation aucune association d'employés qui

a) reçoit de certains de ses membres qui sont des employés,

b) a en main ou paie en son propre nom pour le compte de membres qui sont des employés, ou

c) exige de certains de ses membres, comme condition de leur affiliation à l'association, qu'ils lui versent

de l'argent pour l'activité poursuivie par un parti politique ou pour le compte d'un tel parti.»









**C-302**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**C-302**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-302**

**BILL C-302**

An Act to amend the Canada Labour Code  
(eleven general holidays with pay)

Loi modifiant le Code canadien du travail  
(onze jours fériés payés)

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. KNOWLES

M. KNOWLES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-302

## BILL C-302

An Act to amend the Canada Labour Code

Loi modifiant le Code canadien du travail

(eleven general holidays with pay)

(onze jours fériés payés)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. L-1;  
1977-78, c. 27

1. The definition "general holiday" contained in section 26 of the *Canada Labour Code* is repealed and the following substituted therefor:

1. La définition de «jour férié» que renferme l'article 26 du *Code canadien du travail* est abrogée et remplacée par ce qui suit:

S.R., c. L-1;  
1977-78, c. 27

"general holiday"

"general holiday" means New Year's Day, a day in February to be fixed by proclamation, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, a day in August to be fixed by proclamation, Labour Day, Thanksgiving Day, Remembrance Day, Christmas Day and Boxing Day and includes any day substituted for any such holiday pursuant to section 51;"

«jour férié» désigne le jour de l'an, un jour de février qui sera fixé par proclamation, le vendredi saint, le jour de Victoria, la fête du Dominion, un jour d'août qui sera fixé par proclamation, la fête du travail, le jour de l'Action de grâce, le jour du Souvenir, le jour de Noël et le lendemain de Noël et s'entend également de tout jour remplaçant l'un de ceux-ci conformément à l'article 51;»

«jour férié»

2. Subsection 51(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le paragraphe 51(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Existing collective agreements

"(2) Where a collective agreement that is in effect on the 1st day of July, 1980 provides for at least eleven holidays with pay in each year, exclusive of any annual vacation, the employer who is bound by the collective agreement may designate a holiday specified in the agreement as a holiday in lieu of a specified general hol-

"(2) Lorsqu'une convention collective, en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1980 prévoit au moins onze congés payés chaque année, en sus des vacances, l'employeur lié par la convention collective peut désigner un congé spécifié dans la convention en tant que congé au lieu d'un jour férié prévu par la présente Division et, sur notification de

Conventions collectives en vigueur

## EXPLANATORY NOTES

The *Canada Labour Code* now provides for nine general holidays with pay each year for all employees to whom the Code applies. This Bill would increase this number to eleven by adding a day in February and a day in August. The exact dates, and their designation, could be fixed by proclamation, or the Committee to which this Bill is referred could make these decisions and amend the Bill accordingly.

This Bill does not affect the provision of section 51 of the Code under which, to suit special or local conditions, some other holiday may be substituted for one of those listed in the statute. But it would provide for all employees covered by the *Canada Labour Code* to receive not less than eleven general holidays with pay during each year of employment.

*Clause 1:* The definition "general holiday" contained in section 26 of the *Canada Labour Code* at present reads as follows:

" "general holiday" means New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Remembrance Day, Christmas Day and Boxing Day includes any day substituted for any such holiday pursuant to section 51;"

*Clause 2:* Subsection 51(2) at present reads as follow:

"(2) Where a collective agreement that is in effect on the 1st day of July, 1977 provides for at least *nine* holidays with pay in each year, exclusive of any annual vacation, the employer who is bound by the collective agreement may designate a holiday specified in the agreement as a holiday in lieu of a specified general holiday under this Division and, on notification thereof to the Minister, that designated holiday shall, for those employees of the employer who are mentioned in the collective agreement, be a general holiday for the purposes of this Part during the period the collective agreement is in effect."

## NOTES EXPLICATIVES

Le *Code canadien du travail* prévoit actuellement neuf jours fériés payés chaque année pour tous les employés visés. Ce bill porterait ce nombre à onze, en ajoutant un jour en février et un autre au mois d'août. La date ainsi que la désignation des jours fériés pourraient être fixées par proclamation ou bien déterminées par le comité chargé d'étudier le bill, qui modifierait le bill en conséquence.

Ce bill ne touche pas les dispositions de l'article 51 du Code permettant, à cause de circonstances spéciales ou de préférences locales, la désignation d'un jour de congé à la place de l'un de ceux qu'énumère la loi. Toutefois, ceci permettrait à tous les employés visés par le *Code canadien du travail* de bénéficier au moins de onze jours fériés payés chaque année.

*Article 1 du bill.* — La définition de «jour férié» que renferme l'article 26 du *Code canadien du travail* est la suivante:

« "jour férié" désigne le jour de l'an, le vendredi saint, le jour de Victoria, la fête du Dominion, la fête du travail, le jour de l'Action de grâce, le jour du Souvenir, le jour de Noël et le lendemain de Noël et s'entend également de tout jour remplaçant l'un de ceux-ci conformément à l'article 51;»

*Article 2 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 51(2):

«(2) Lorsqu'une convention collective, en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1977, prévoit au moins *neuf* congés payés chaque année, en sus des vacances, l'employeur lié par la convention collective peut désigner un congé spécifié dans la convention en tant que congé au lieu d'un jour férié prévu par la présente Division et, sur notification de cette désignation au Ministre, ce congé désigné est réputé, pour les employés de cet employeur qui sont mentionnés dans la convention collective, être un jour férié aux fins de la présente Partie pendant la période où la convention collective est en vigueur.»

iday under this Division and, on notification thereof to the Minister, that designated holiday shall, for those employees of the employer who are mentioned in the collective agreement, be a general holiday 5 for the purposes of this Part during the period the collective agreement is in effect.”

Coming into  
force

3. This Act shall come into force on the 1st day of July, 1980.

cette désignation au Ministre, ce congé désigné est réputé, pour les employés de cet employeur qui sont mentionnés dans la convention collective, être un jour férié 5 aux fins de la présente Partie pendant la période où la convention collective est en vigueur.»

3. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> 10 juillet 1980.

Entrée en  
vigueur



-B56

**C-303**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-303**

An Act to amend the British North America Act, 1867  
(tenure of Senators)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-303**

• Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-303**

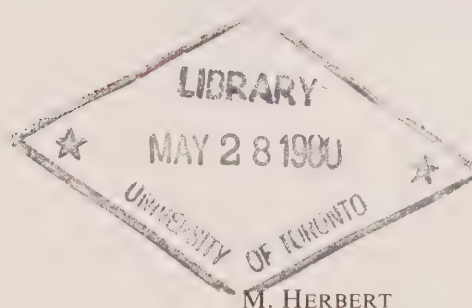
Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord  
britannique, 1867  
(durée du mandat des sénateurs)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSIT



MR. HERBERT

M. HERBERT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-303**

**BILL C-303**

An Act to amend the British North America  
Act, 1867

Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord  
britannique, 1867

(tenure of Senators)

(durée du mandat des sénateurs)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Canada,  
enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

30-31 Vict., c.3  
(U.K.)

1. Section 29 of the *British North America  
Act, 1867* is repealed and the following  
substituted therefor:

Tenure of place  
in Senate

“29. (1) A Senator shall hold his place  
in the Senate until the day of the general  
election next following his completion of  
ten years as Senator.”

10

Exception

(2) Where the application of subsection  
(1) would result at any time in a greater  
number of vacancies than thirty-four, the  
Senators beyond that number who have  
the least seniority shall not vacate their 15  
seats but shall be deemed, for the purposes  
of this section, to have been summoned to  
the Senate exactly ten years prior to the  
day of the general election.”

30-31 Vict., c.3  
(R.-U.)

5 1. L'article 29 de l'*Acte de l'Amérique du  
Nord britannique, 1867*, est abrogé et rem-  
placé par ce qui suit:

Durée du  
mandat de  
sénateur

«29. (1) Un sénateur occupe sa place au  
Sénat jusqu'au jour de la première élection  
générale qui suit la date à laquelle il a  
terminé une période de dix ans en qualité 10  
de sénateur.

Exception

(2) Lorsque l'application du paragraphe  
(1) laisserait plus de trente-quatre sièges  
vacants, les sénateurs les moins anciens  
continuent d'occuper leur place dans la 15  
mesure nécessaire pour éviter que le  
nombre des vacances dépasse trente-quatre,  
mais ils sont réputés, aux fins du  
présent article, avoir été nommés au Sénat  
exactement dix ans avant l'élection générale. 20  
rale.»

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this change in the *British North America Act* is to limit the tenure of Senators to a period not exceeding fifteen years.

Section 29 at present reads as follows:

“29. (1) Subject to subsection (2), a Senator shall, subject to the provisions of this Act, hold his place in the Senate for life.

(2) A Senator who is summoned to the Senate after the coming into force of this subsection shall, subject to this Act, hold his place in the Senate until he attains the age of seventy-five years.”

## NOTE EXPLICATIVE

Cette modification de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* vise à limiter à quinze ans au maximum la durée du mandat des sénateurs.

Voici le texte actuel de l'article 29:

«29. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un sénateur occupe sa place au Sénat sa vie durant, sauf les dispositions de la présente loi.

(2) Un sénateur qui est nommé au Sénat après l'entrée en vigueur du présent paragraphe occupe sa place au Sénat, sous réserve de la présente loi, jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de soixante-quinze ans.»



**C-308**

**C-308**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première Session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-308**

**BILL C-308**

An Act to amend the Criminal Code  
(punishment for murder)

Loi modifiant le Code criminel  
(punition du meurtre)

---

First reading, May 2, 1980

---



---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MR. KUSHNER

M. KUSHNER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-308**

**BILL C-308**

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

(punishment for murder)

(punition du meurtre)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Capital Punishment Act, 1981*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi de 1981 sur la peine capitale.*

Titre abrégé

R.S., cc. C-34,  
C-35; 1973-74,  
c. 38; 1974-75-  
76, c. 105

2. (1) Subsection 214(4) of the *Criminal Code* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b), adding the word "or" at the end of paragraph (c), and adding the following paragraph thereto:

2. (1) Le paragraphe 214(4) du *Code criminel* est modifié par l'adjonction de l'alinéa suivant:

S.R., c. C-34,  
C-35; 1973-74,  
c. 38; 1974-  
75-76, c. 105

"(d) an inmate of a prison in which the person accused of the murder is a fellow inmate."

«d) d'un détenu d'une prison dans laquelle la personne accusée du meurtre est également détenue.»

(2) Subsection 214(5) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), adding the word "or" at the end of paragraph (b), and adding the following paragraph thereto:

(2) Le paragraphe 214(5) de ladite loi est modifié par la suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa a), l'adjonction du mot «ou» à la fin de l'alinéa b) et l'adjonction de l'alinéa suivant:

"(c) while committing or attempting to commit an offence under section 132 (prison breach) or paragraph 133(1)(a) (escape from custody)"

«c) concomitant de la perpétration, ou d'une tentative à cet effet, d'une infraction prévue à l'article 132 (bris de prison) ou à l'alinéa 133(1)a) (évasion)»

3. (1) Section 218 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) L'article 218 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«218. (1) Every one who commits first degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death.

«218. (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.

Peine pour  
meurtre au  
premier degré

Punishment for  
first degree  
murder



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to impose the death penalty for all first-degree murder.

*Clause 2:* This amendment would expand the present definition of first-degree murder to include murder committed by a prisoner against a fellow inmate or during an attempt to escape from custody.

Section 214 at present reads as follows:

“214. (1) Murder is first degree murder or second degree murder.

(2) Murder is first degree murder when it is planned and deliberate.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), murder is planned and deliberate when it is committed pursuant to an arrangement under which money or anything of value passes or is intended to pass from one person to another, or is promised by one person to another, as consideration for that other's causing or assisting in causing the death of anyone or counselling or procuring another person to do any act causing or assisting in causing that death.

(4) Irrespective of whether a murder is planned and deliberate on the part of any person, murder is first degree murder when the victim is

(a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties;

(b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other officer or a permanent employee of a prison, acting in the course of his duties; or

(c) a person working in a prison with the permission of the prison authorities and acting in the course of his work therein.

(5) Irrespective of whether a murder is planned and deliberate on the part of any person, murder is first degree murder in respect of a person when the death is caused by that person

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à réinstaurer la peine de mort pour meurtre au premier degré.

*Article 2 du bill.* — Cette modification élargirait la définition actuelle de meurtre au premier degré en y incluant le meurtre commis par un détenu sur la personne d'un autre détenu ou au cours d'une tentative d'évasion.

Voici le texte actuel de l'article 214:

«214. (1) Il existe deux catégories de meurtres: ceux du premier degré et ceux du deuxième degré.

(2) Le meurtre au premier degré est le meurtre commis avec préméditation.

(3) Sans restreindre la généralité du paragraphe (2), est assimilé au meurtre au premier degré quant aux parties intéressées, le meurtre commis à la suite d'une entente dont la contrepartie matérielle, notamment financière, était proposée ou promise en vue d'en encourager la perpétration ou la complicité par assistance, incitation ou fourniture de conseils.

(4) Est assimilé au meurtre au premier degré, le meurtre, dans l'exercice de ses fonctions,

a) d'un officier ou d'un agent de police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique;

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un geôlier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison;

c) d'une personne travaillant dans une prison avec la permission des autorités de la prison.

(5) Est assimilé au meurtre au premier degré, le meurtre

a) concomitant de la perpétration, ou d'une tentative à cet effet, d'une infraction prévue à l'article 76.1 (détournement d'un aéronef) ou 247 (enlèvement et séquestration); ou

Punishment for  
second degree  
murder

(2) Every one who commits second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served fifteen years of his sentence.

(2) Quiconque commet un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle avant d'avoir purgé quinze ans de sa peine.

Peine pour  
meurtre au  
deuxième degré

Reckoning  
period of  
imprisonment

(3) The period of fifteen years prescribed by subsection (2) shall include any time spent in custody between

(3) Dans la période de quinze ans prescrite par le paragraphe (2) est compris le temps passé en détention entre

Calcul de la  
durée de  
l'emprisonne-  
ment

(a) the day on which the person was first arrested in respect of the offence, and

a) la date à laquelle la personne a été arrêtée pour la première fois pour l'infraction, et

(b) the day on which sentence was imposed in respect of the offence."

b) la date à laquelle a été imposée la sentence pour l'infraction.»

Transitional

(2) Where a murder is alleged by an indictment to have been committed on any day prior to the coming into force of this Act, or between any two days the earlier of which is prior thereto, that offence shall be tried and determined, and any punishment in respect thereof shall be imposed, according to the provisions of the *Criminal Code* as it read immediately prior to such coming into force.

(2) Lorsqu'il est allégué par mise en accusation qu'un meurtre a été commis à une date antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, ou entre deux dates dont la plus reculée est antérieure à cette entrée en vigueur, la cause doit être instruite et jugée, et toute peine pour l'infraction doit être infligée, conformément aux dispositions du *Code criminel* existant à la veille de cette entrée en vigueur.

Disposition  
transitoire

4. (1) The definition "sentence" in section 601 of the said Act is amended by striking out the paragraph reference "218(6)" therein.

4. (1) La définition de «sentence» ou «condamnation» que donne l'article 601 de ladite loi est modifiée par le retranchement du numéro de paragraphe «218(6)» qui y figure.

(2) Subsection 621(1) of the said Act is amended by striking out the expression "or 604" therein.

(2) Le paragraphe 621(1) de ladite loi est modifié par le retranchement de l'expression «ou 604» qui y figure.

5. The heading preceding section 669 of the said Act and sections 669 to 674 thereof are repealed and the following substituted therefor:

5. La rubrique qui précède l'article 669 de ladite loi ainsi que ses articles 669 à 674 sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

#### "Capital Punishment

#### «Peine capitale

Form of  
execution

669. A sentence of death shall be executed by the intravenous injection of sodium thiopental in a quantity and in a manner calculated to cause death.

669. Une sentence de mort est exécutée par injection intraveineuse de thiopental de sodium en une quantité et d'une manière déterminées de façon à provoquer la mort.

Procédé  
d'exécution

Pronouncing  
sentence

670. Immediately after he discharges the jury, the judge shall pronounce sentence of death against the accused and appoint a day for the execution of the sentence that is not less than thirty days

670. Dès qu'il a dissout le jury, le juge doit prononcer la condamnation à mort de l'accusé et fixer la date de l'exécution de cette sentence qui doit être postérieure d'au moins trente et d'au plus soixante

Prononcé de la  
sentence

(a) while committing or attempting to commit an offence under section 76.1 (hijacking aircraft) or 247 (kidnapping and forcible confinement); or

(b) while committing an offence under section 144 (rape) or 145 (attempt to commit rape) or while committing or attempting to commit an offence under section 149 (indecent assault on female) or 156 (indecent assault on male).

(6) Murder is first degree murder in respect of a person when the death is caused by that person and that person has been previously convicted of either first degree murder or second degree murder.

(7) All murder that is not first degree murder is second degree murder."

*Clause 3: Section 218 at present reads as follows:*

"218. (1) Every one who commits *first degree murder or second degree murder* is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(2) *For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment.*"

*Clause 4: This amendment would remove obsolete references to provisions already repealed.*

*Clause 5: This amendment would replace the existing provisions relative to life imprisonment with new ones relating to the death sentence.*

The method of execution would be by intravenous injection of sodium thiopental, an anaesthetic which in correct doses leads directly to unconsciousness and death.

b) concomitant de la perpétration d'une infraction prévue à l'article 144 (viol) ou 145 (tentative de viol) ou à la perpétration, ou tentative à cet effet, de celles prévues aux articles 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin) ou 156 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin).

(6) Est assimilé au meurtre au premier degré celui commis par une personne qui a antérieurement été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré.

(7) Les meurtres qui n'appartiennent pas à la catégorie des meurtres au premier degré sont des meurtres au deuxième degré.»

*Article 3 du bill. — Voici le texte actuel de l'article 218:*

"218. (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré ou un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

(2) Pour les objets de la Partie XX, la sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimum.»

*Article 4 du bill. — Cette modification ferait disparaître les mentions à des dispositions déjà abrogées.*

*Article 5 du bill. — Cette modification remplacerait les dispositions actuelles relatives à l'emprisonnement à perpétuité par d'autres relatives à la peine capitale.*

L'exécution se ferait par injection intraveineuse de thiopental de sodium, anesthésique qui, administré en doses suffisantes, provoque directement l'inconscience et la mort.



Appeal to court  
of appeal

and not more than sixty days after the day the accused was found guilty.

**671.** (1) Where an accused is sentenced to death pursuant to a conviction,

(a) the sentence shall not be executed until after the expiration of the period for giving notice of appeal or of an application for leave to appeal;

(b) the period directed by any rules of court for giving notice of appeal or notice of an application for leave to appeal shall not be extended, notwithstanding subsection 607(2); and

(c) any appeal or application for leave to appeal from the conviction shall be heard and determined as soon as practicable after notice is given thereof, and the sentence shall not be executed until after

(i) the final determination of the application for leave to appeal, where

an application is made and refused, or

(ii) the determination of the appeal.

(2) Where an appeal from a conviction for an offence punishable by death is dismissed by the court of appeal,

(a) the sentence shall not be executed until after the expiration of the period for giving notice of appeal or for granting leave to appeal;

(b) the periods referred to in paragraph 618(1)(b) or 621(1)(b) and in section 622 for granting leave to appeal and for giving notice of appeal shall not be extended, notwithstanding anything in those provisions to the contrary;

(c) any appeal or application for leave to appeal from the judgment of the court of appeal shall be heard and determined as soon as practicable after notice is given thereof, and the sentence shall not be executed until after

(i) leave to appeal is denied, where leave is sought, or

(ii) the determination of the appeal.

jours à celle de la déclaration de culpabilité.

**671.** (1) Lorsqu'une déclaration de culpabilité a entraîné la condamnation à mort d'un accusé,

a) la sentence ne doit être exécutée qu'après l'expiration du délai accordé pour donner avis d'un appel ou d'une demande d'autorisation d'appel;

b) le délai prévu par les règles de cour pour donner avis d'un appel ou d'une demande d'autorisation d'appel ne doit pas être prolongé, nonobstant le paragraphe 607(2); et

c) un appel ou une demande d'autorisation d'appel de la déclaration de culpabilité doivent être entendus et jugés dès que possible après réception de l'avis, et la sentence ne doit être exécutée qu'après

(i) le jugement définitif de la demande d'autorisation d'appel, lorsqu'une telle demande a été faite et rejetée, ou

(ii) le jugement d'appel.

(2) Lorsqu'un appel d'une déclaration de culpabilité pour une infraction punissable de mort est rejeté par la cour d'appel,

a) la sentence ne doit être exécutée qu'après l'expiration du délai accordé pour donner avis d'un appel ou pour autoriser l'appel;

b) les délais mentionnés à l'alinéa 618(1)b) ou 621(1)b) et à l'article 622 pour autoriser l'appel ou pour donner avis de l'appel ne doivent pas être prolongés, nonobstant toute disposition contraire contenue dans cet article ou ces alinéas;

c) un appel ou une demande d'autorisation d'appel du jugement de la cour d'appel doivent être entendus et jugés dès que possible après réception de l'avis, et la sentence ne doit être exécutée qu'après

(i) que l'autorisation d'appel a été refusée, lorsqu'une autorisation a été demandée, ou

(ii) le jugement d'appel.

Appel devant  
une cour  
d'appel

5

20

25

Appel à la Cour  
suprême du  
Canada

45

Appeal to  
Supreme Court  
of Canada



Execution  
postponed

(3) Where the execution of a sentence of death has been suspended pursuant to subsection (1) or (2) and the conviction for which the sentence was imposed is affirmed on appeal, a new time for the execution of the sentence, not less than thirty days and not more than sixty days after the delivery of the judgment in appeal, shall be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.”

(3) Lorsque l'exécution d'une condamnation à mort a été suspendue conformément au paragraphe (1) ou (2) et que la déclaration de culpabilité qui a entraîné la condamnation est confirmée en appel, une nouvelle date d'exécution de la condamnation, date postérieure d'au moins trente et au plus soixante jours à celle du prononcé du jugement rendu en appel, doit être fixée par le juge qui a imposé la sentence ou un juge ayant siégé à la même cour.»

Sursis  
d'exécutionExecution of  
sentence  
1974-75-76, c.  
105

6. Former sections 672 to 681 and Forms 40 and 41 of the said Act, repealed by the *Criminal Law Amendment Act (No. 2)*, 1976, are hereby re-enacted with respect to every person sentenced to death after the coming into force of this Act.

6. Les anciens articles 672 à 681 et les formules 40 et 41 de ladite loi, abrogées par la *Loi de 1976 modifiant le droit pénal*, n° 2, sont rétablis et s'appliquent à toute personne condamnée à mort après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Exécution de la  
sentence  
1974-75-76, c.  
105

7. Subsection 683(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. Le paragraphe 683(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Pardon by  
Governor in  
Council

“(2) The Governor in Council may grant a free pardon or a conditional pardon to any person who has been convicted of an offence, other than an offence punishable by death.”

“(2) Le gouverneur en conseil peut accorder un pardon absolu ou un pardon conditionnel à toute personne déclarée coupable d'une infraction autre qu'une infraction punissable de mort.”

Pardon par le  
gouverneur en  
conseilComing into  
force

8. This Act comes into force on July 1, 1981.

8. La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1981.

Entrée en  
vigueur



*Clause 6:* This amendment would re-establish the necessary procedures leading up to and following the execution of the death sentence.

*Clause 7:* This amendment, which adds the underlined words, would remove the Cabinet's power to grant a pardon to persons convicted of capital offences.

*Article 6 du bill.* — Cette modification rétablirait les dispositions régissant les mesures qui précèdent et qui suivent l'exécution de la peine capitale.

*Article 7 du bill.* — Cette modification, qui ajoute les mots soulignés, supprimerait le pouvoir dont dispose le cabinet d'accorder le pardon à des personnes déclarées coupables d'infractions punissables de mort.

















**C-309**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-309**

An Act to amend the Criminal Code  
(abortion)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-309**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-309**

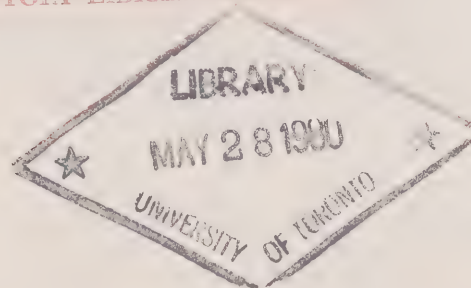
Loi modifiant le Code criminel  
(avortement)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. HERBERT

M. HERBERT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-309**

**BILL C-309**

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

(abortion)

(avortement)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. C-34

1. Paragraph 251(4)(c) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

1. L'alinéa 251(4)c) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. C-34

5

“(c) has by certificate in writing stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life, and”

«c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie de cette dernière, et»

10

2. Subsection 251(6) of the said Act is amended by inserting, immediately after the definition “board”, the following:

2. Le paragraphe 251(6) de ladite loi est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «médecin qualifié», de ce qui suit:

“endanger”

“ “endanger” means expose to actual physical or acute mental danger, but not danger arising from the social or economic consequences of pregnancy or childbirth;”

« “mettre en danger” signifie exposer à un danger physique réel ou à un danger mental sérieux, mais non pas à un danger dû aux conséquences sociales ou économiques de la grossesse ou de la maternité;»

15 «mettre en danger»

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to abolish the exception in the present law that allows an abortion where there is "danger to the health" of a pregnant woman should the pregnancy continue.

The proposed amendment is consistent with the intention expressed by the then Minister of Justice when the present provisions were first introduced in 1969. The government's intention was that the exception for "therapeutic abortions" would be strictly and sparingly invoked.

The Minister said: "The Bill has rejected the eugenic, sociological or criminal offence reasons. The Bill limits the possibility of therapeutic abortion to these circumstances: It is to be performed by a medical practitioner who is supported by a therapeutic abortion committee of medical practitioners in a certified or approved hospital, and the abortion is to be performed only where the health or life of the mother is in danger..... The word "endanger" as used in the Bill imports or connotes the elements of hazard, peril or risk." (Hansard, May 6, 1969, pp. 8397-8).

Section 251(4) of the *Criminal Code* at present reads as follows:

"(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

(b) a female person who, being pregnant, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means described in paragraph (a) for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means, the therapeutic abortion committee for that accredited or approved hospital, by a majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of such female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life or health, and

(d) has caused a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner."

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à abolir l'exception de la loi actuelle qui permet l'avortement lorsque la continuation d'une grossesse constituerait un «danger pour la santé» de la femme enceinte.

La modification proposée correspond à l'intention exprimée en 1969, lorsque les présentes dispositions furent présentées pour la première fois par le ministre de la Justice. Le gouvernement visait à ce que l'exception des «avortements thérapeutiques» soit appliquée strictement et parcimonieusement.

Le ministre avait dit ceci: «Le bill a rejeté les motifs fondés sur l'eugénisme, la sociologie ou le crime. Le bill restreint la possibilité d'avortement thérapeutique aux circonstances suivantes: il doit être procuré par un médecin autorisé à le faire par un comité de l'avortement thérapeutique composé de médecins attachés à un hôpital certifié ou approuvé, et l'avortement ne peut être procuré que lorsque la santé ou la vie de la mère sont en danger..... Les mots «mettrait en danger» employés dans le projet de loi, impliquent ou suggèrent une idée de hasard, de péril ou de risque.» (Hansard du 6 mai 1969, pp. 8397 et 8398).

Le paragraphe 251(4) du *Code criminel* se lit présentement comme suit:

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

b) à une personne du sexe féminin qui, étant enceinte, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen mentionné à l'alinéa a) aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital accrédité ou approuvé, par décision de la majorité des membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné,

c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie ou la santé de cette dernière, et

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié.»





**C-311**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**C-311**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-311**

**BILL C-311**

An Act to amend the Broadcasting Act  
(advertising on children's programs)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion  
(annonces publicitaires au cours de programmes destinés  
aux enfants)

---

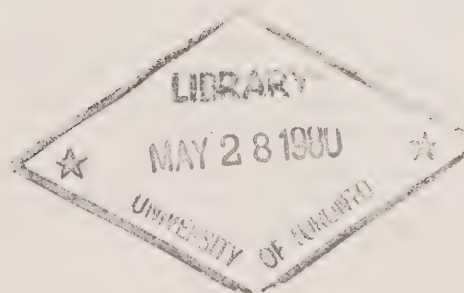
First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



MR. McGRATH

M. McGRATH

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-311**

**BILL C-311**

An Act to amend the Broadcasting Act  
(advertising on children's programs)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion  
(annonces publicitaires au cours de  
programmes destinés aux enfants)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. B-11

**1.** The *Broadcasting Act* is amended by  
adding thereto, immediately after section 47  
thereof, the following:

**1.** La *Loi sur la radiodiffusion* est modi-  
fiée par l'insertion, immédiatement après  
l'article 47, de ce qui suit:

S.R., c. B-11

	<p style="text-align: center;"><b>"PART IV CHILDREN'S PROGRAMS</b></p>
Advertising prohibited	<p><b>48.</b> (1) Notwithstanding anything in this Act, no one shall broadcast an advertisement during the broadcast of a program devoted to children under the age of ten years.</p>
Definition	<p>(2) In this section, "program devoted to children under the age of ten years" means such program or programs as the Commis- sion may define by regulation.</p>
Penalty	<p>(3) Every one who contravenes this section is guilty of an offence punishable on sum- mary conviction.</p>

	<p style="text-align: center;"><b>«PARTIE IV ÉMISSIONS DESTINÉES AUX ENFANTS</b></p>
Annonces prohibées	<p><b>48.</b> (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, nul ne doit diffuser une annonce au cours de la radiodiffusion d'une émission destinée aux enfants de moins de 10 dix ans.</p>
Définition	<p>(2) Au présent article, «émission destinée aux enfants de moins de dix ans» désigne une émission définie par règlement de la Com- mission.</p>
Peine	<p>(3) Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.</p>

## EXPLANATORY NOTE

The object of this Bill, is to prohibit advertisements during the broadcast of a children's program.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet d'interdire les annonces au cours de la radiodiffusion d'un programme destiné aux enfants.



**C-312**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**C-312**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-312**

**BILL C-312**

An Act respecting confidential communications  
between elected representatives and their constituents

Loi relative aux communications confidentielles entre  
les représentants élus et leurs électeurs

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

CONFIDENTIAL

MR. HOWIE

M. HOWIE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-312**

**BILL C-312**

An Act respecting confidential  
communications between elected  
representatives and their constituents

Loi relative aux communications  
confidentielles entre les représentants élus et  
leurs électeurs

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Electors  
Privilege Act*.

Privilege  
established

**2.** Every one has a privilege to refuse to  
disclose and to prevent any other person,  
including his elected representative, from dis-  
closing any communication between himself  
and his elected representative acting in such  
capacity.

Idem

**3.** The privilege may be claimed by the  
person making the communication or, if  
deceased, by his personal representative.

**1.** La présente loi peut être citée sous le  
5 titre: *Loi sur le privilège des électeurs*.

Titre abrégé

5

**2.** Toute personne a le privilège de refuser  
de divulguer ou de défendre à quiconque, y  
compris son représentant élu, de divulguer  
toute communication entre elle et son repré-  
sentant élu agissant à ce titre.

Institution du  
privilège

10

**3.** Peut se prévaloir de ce privilège l'au-  
teur de la communication ou, s'il est décédé,  
son exécuteur testamentaire.

Idem



## EXPLANATORY NOTE

This Bill will assure improved communication between elected representatives and their constituents by giving constituents the right to require their communications to be held in confidence.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill améliorera la communication entre les représentants élus et leurs électeurs en donnant à ces derniers le droit d'exiger que leurs communications demeurent confidentielles.



**C-314**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**C-314**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-314**

**BILL C-314**

An Act to amend the Canada Elections Act  
(election posters)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada  
(affiches)

First reading, May 2, 1980

Première lecture le 2 mai 1980

DEPOSITED IN THE LIBRARY OF PARLIAMENT

MR. ROBINSON (*Etobicoke—Lakeshore*)

M. ROBINSON (*Etobicoke—Lakeshore*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-314

## BILL C-314

An Act to amend the Canada Elections Act  
(election posters)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada  
(affiches)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Sections 72 and 73 of the *Canada Elections Act* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les articles 72 et 73 de la *Loi électorale du Canada* sont abrogés et remplacés 5 par ce qui suit:

Printed documents to bear name, etc., of printer or publisher

“72. Every printed advertisement, handbill or dodger having reference to an election shall bear the name and address of its printer or publisher, and every one 10 printing, publishing or distributing, or causing to be printed, published or distributed, any such document unless it bears such name and address is guilty of an offence against this Act and, if he is a 15 candidate or the official agent of a candidate, is also guilty of an illegal practice.

«72. Tout imprimé de la nature d'une annonce, d'un prospectus ou d'une circulaire ayant trait à une élection doit porter les nom et adresse de l'imprimeur ou de 10 l'éditeur, et quiconque imprime, publie ou distribue, ou fait imprimer, publier ou distribuer un imprimé de cette nature, sans indiquer ces nom et adresse, est coupable d'une infraction à la présente loi et, s'il est 15 candidat ou agent officiel d'un candidat, est également coupable d'un acte illicite.

Les documents imprimés doivent porter le nom, etc., de l'imprimeur ou de l'éditeur

Posting up placards, etc., forbidden

73. Everyone who posts up a placard, poster or any printed advertisement having reference to an election is guilty of an 20 offence against this Act and, if he is a candidate, or the official agent candidate, he is also guilty of an illegal practice.”

73. Quiconque affiche un placard, une affiche ou une annonce imprimée ayant trait à une élection est coupable d'une 20 infraction à la présente loi et, s'il est candidat ou agent officiel d'un candidat, est également coupable d'un acte illicite.»

Interdiction d'afficher des placards, etc.

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to prohibit the posting of election posters, placards or any other printed advertisement.

Sections 72 and 73 at present read as follows:

“72. Every printed advertisement, handbill, *placard*, *poster* or dodger having reference to an election shall bear the name and address of its printer or publisher, and every one printing, publishing, distributing *or posting up*, or causing to be printed, published, distributed *or posted up* any such document unless it bears such name and address is guilty of an offence against this Act and, if he is a candidate or the official agent of a candidate, is also guilty of an illegal practice.

73. *Every one who without authority takes down, removes, covers up, mutilates, defaces or alters any printed advertisement, placard, poster or banner having reference to the election of a candidate is guilty of an offence against this Act.*”

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à interdire l'affichage des affiches, placards ou autres annonces imprimées ayant trait aux élections.

Voici le texte actuel des articles 72 et 73:

«72. Tout imprimé de la nature d'une annonce, d'un prospectus, *d'un placard, d'une affiche* ou d'une circulaire ayant trait à une élection doit porter les nom et adresse de l'imprimeur ou de l'éditeur, et quiconque imprime, publie, distribue *ou affiche*, ou fait imprimer, publier, distribuer *ou afficher* un imprimé de cette nature, sans indiquer ces nom et adresse, est coupable d'une infraction à la présente loi et, s'il est un candidat ou l'agent officiel d'un candidat, il est également coupable d'un acte illicite.

73. *Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque, sans autorisation, arrache, enlève, recouvre, mutile, lacère ou modifie tout imprimé de la nature d'une annonce, d'un placard, d'une affiche ou d'un étendard ayant trait à l'élection d'un candidat.*»





B56

**C-315**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-315**

An Act to amend the Resources and Technical Surveys  
Act  
(map quality control)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. CORBIN

**C-315**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-315**

Loi modifiant la Loi sur les ressources et les relevés  
techniques  
(contrôle de la qualité des cartes)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. CORBIN

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-315**

**BILL C-315**

An Act to amend the Resources and  
Technical Surveys Act

Loi modifiant la Loi sur les ressources et les  
relevés techniques

(map quality control)

(contrôle de la qualité des cartes)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. R-7

**1. The *Resources and Technical Surveys Act* is amended by adding thereto the following section:**

Approval of  
maps

“**8. (1)** The Queen's Printer shall submit for the approval of the Minister every map of Canada, and every publication containing a map of Canada, that is to be published by or on behalf of any department or agency of the Government of Canada other than the Department of Energy, Mines and Resources.

Quality control  
of maps

**(2)** The Minister shall examine every map submitted to him under subsection (1) and make such changes, if any, as are necessary to ensure that the map is geographically correct, especially having regard to the scale of the map and the information intended to be communicated thereby.”

**1. La *Loi sur les ressources et les relevés techniques* est modifiée par l'adjonction de l'article suivant:**

S.R., c. R-7

“**8. (1)** L'imprimeur de la Reine doit soumettre à l'approbation du Ministre toute carte du Canada et toute publication contenant une carte du Canada devant être publiée par ou pour un ministère ou organisme du gouvernement du Canada autre que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Approbation  
des cartes

**(2)** Le ministre doit examiner toute carte soumise à son attention en vertu du paragraphe (1), et y apporter au besoin toute modification nécessaire à son exactitude géographique, eu égard en particulier à l'échelle de la carte et aux renseignements qu'elle vise à fournir.”

Contrôle de la  
qualité des  
cartes

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to provide for uniform quality control of maps of Canada published in the name of the Government of Canada. This would help to eliminate embarrassing errors and oversights which have occurred, such as the omission of Prince Edward Island and the Magdalen Islands, and would curb artistic licence in the field of cartography.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à uniformiser le contrôle de la qualité des cartes du Canada publiées au nom du gouvernement du Canada. Il serait ainsi possible d'éviter à l'avenir les erreurs et omissions embarrassantes qui se sont produites, comme par exemple l'oubli de l'Île-du-Prince-Édouard ou des Îles-de-la-Madeleine. Le bill a aussi pour objet de supprimer la licence artistique du domaine cartographique.



011  
- 2  
- R56  
**C-317**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-317**

An Act to amend the Canada Labour Code  
(safety of employees)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-317**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-317**

Loi modifiant le Code canadien du travail  
(sécurité du personnel)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

**LIBRARY MATERIAL**



**MR. PARKER**

**M. PARKER**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-317**

**BILL C-317**

An Act to amend the Canada Labour Code  
(safety of employees)

Loi modifiant le Code canadien du travail  
(sécurité du personnel)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. L-1

1. Section 80 of the *Canada Labour Code*  
is repealed and the following substituted  
therefor:

1. L'article 80 du *Code canadien du tra-*  
vail est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

S.R., c. L-1

Application of  
Part

“80. Notwithstanding any other Act or  
regulation, this Part applies  
(a) to employment in connection with  
the operation of any federal work, 10  
undertaking or business; and  
(b) to employment by a corporation  
established to perform any function or  
duty on behalf of the Government of  
Canada, including a corporation that is 15  
a department under the *Financial  
Administration Act*.”

«80. Nonobstant toute autre loi ou tout  
règlement, la présente Partie s'applique

Application de  
la Partie

a) à l'emploi relatif à l'exploitation  
d'une entreprise fédérale; et  
b) à l'emploi par une corporation éta- 10  
blie pour remplir une fonction ou une  
attribution pour le compte du gouverne-  
ment du Canada, y compris une corpo-  
ration qui est un ministère ou un dépar-  
tement aux termes de la *Loi sur* 15  
*l'administration financière*.»



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to amend the *Canada Labour Code* to make the provisions of Part IV relating to safety of employees applicable to all federal undertakings, including the operation of trains, ships and aircraft, departmental corporations and private and local works in the territories.

Section 80 at present reads as follows:

“80. (1) *Subject to any other Act of the Parliament of Canada and any regulations thereunder, this Part applies*

(a) to and in respect of employment upon or in connection with the operation of any federal work, undertaking or business *other than a work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territory or Northwest Territories*; and

(b) to and in respect of employment by a corporation established to perform any function or duty on behalf of the Government of Canada other than a corporation that is a department under the *Financial Administration Act*.

(2) *Notwithstanding subsection (1) and except as the Governor in Council may by order otherwise provide, nothing in this Part applies to or in respect of employment upon or in connection with the operation of ships, trains or aircraft.*”

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier le *Code canadien du travail* afin de rendre les dispositions de la Partie IV relatives à la sécurité du personnel applicables à toutes les entreprises fédérales, y compris les services de trains, navires et aéronefs, les sociétés ministérielles et les entreprises locales et privées dans les territoires.

Voici le texte actuel de l'article 80:

«80. (1) *Sous réserve de toute autre loi du Parlement du Canada et des règlements établis sous son régime, la présente Partie s'applique*

a) à l'emploi relatif à une entreprise fédérale, à l'exception d'une entreprise d'un caractère local ou privé dans le territoire du Yukon ou les territoires du Nord-Ouest; et

b) à l'emploi par une corporation établie pour remplir une fonction ou une attribution pour le compte du gouvernement du Canada, autre qu'une corporation qui est un ministère ou un département aux termes de la *Loi sur l'administration financière*.

(2) *Nonobstant le paragraphe (1) et sauf dans la mesure où le gouverneur en conseil en décide autrement par décret, rien dans la présente Partie ne s'applique à l'emploi à bord de navires, de trains ou d'aéronefs ou en rapport avec leur mise en service.*»



C-318

First Session, Thirty-First Parliament,  
28 Elizabeth II, 1979

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-318

An Act respecting crown corporations  
(not agents of Her Majesty)

---

First reading, October 24, 1979

---

C-318

Première session, trente et unième législature,  
28 Elizabeth II, 1979

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

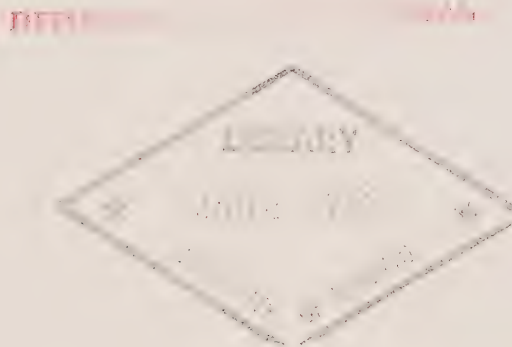
## BILL C-318

Loi concernant les corporations de la Couronne  
(non mandataires de Sa Majesté)

---

Première lecture le 24 octobre 1979

---



MR. HERBERT

M. HERBERT

1st Session, 31st Parliament, 28 Elizabeth II,  
1979

1<sup>ière</sup> session, 31<sup>e</sup> législature, 28 Elizabeth II,  
1979

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-318

## BILL C-318

An Act respecting crown corporations  
(not agents of Her Majesty)

Loi concernant les corporations de la  
Couronne  
(non mandataires de Sa Majesté)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Not agents of  
Her Majesty

1. Notwithstanding any other Act, the  
Crown corporations specified in Schedule D  
of the *Financial Administration Act* are not  
agents of Her Majesty.

1. Nonobstant toutes autres lois, les cor-  
porations de la Couronne mentionnées à l'an-  
5 nexes D de la *Loi sur l'administration finan-*  
*cière* ne sont pas mandataires de Sa Majesté.

Non mandatai-  
res de Sa  
Majesté

#### EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to put Crown corporations on the same level as private companies, to render Crown corporations subject to private law and to take away their privileges under public law.

#### NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de mettre les sociétés de la Couronne sur un pied d'égalité avec les entreprises privées, vise à assujettir les sociétés de la Couronne au droit privé et à leur enlever leurs prérogatives de droit public.





**C-321**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-321**

An Act respecting the political affiliation of members  
of Parliament

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. MALONE

**C-321**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-321**

Loi concernant l'affiliation politique des députés

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. MALONE

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-321

## BILL C-321

An Act respecting the political affiliation of  
members of Parliament

Loi concernant l'affiliation politique des  
députés

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. H-9

1. The *House of Commons Act* is amend-  
ed by adding thereto, immediately after sec-  
tion 9 thereof, the following heading and  
section:

1. La *Loi sur la Chambre des communes*  
est modifiée par l'insertion, immédiatement 5  
après l'article 9, de la rubrique et de l'article  
suivants:

S.R., c. H-9

### "PARTY AFFILIATION

### «AFFILIATION POLITIQUE

Allegiance to  
electoral  
commitment

9.1 (1) A member of the House of  
Commons who was endorsed at his most  
recent election by a registered party in the 10  
manner provided by paragraph 23(2)(h) of  
the *Canada Elections Act*

(a) shall not become a member of a  
different party that was also a registered  
party at that election, and 15

(b) shall be assigned his place in the  
House from among the places allocated  
to members of the same registered party  
for the duration of the Parliament that  
follows such election. 20

Penalty

(2) A member of the House of Com-  
mons who becomes a member of a differ-  
ent party contrary to subsection (1) shall  
forfeit his seat.

Definitions

(3) In this section, the expressions "elec- 25  
tion", "at an election" and "registered  
party" have the meanings assigned to  
them by section 2 of the *Canada Elections  
Act*."

9.1 (1) Un député parrainé lors de sa  
plus récente élection par un parti enregis-  
tré de la façon prévue à l'alinéa 23(2)h) de 10  
la *Loi électorale du Canada*

a) ne peut adhérer à aucun autre parti  
qui était aussi enregistré lors de cette  
élection,

b) obtiendra à la Chambre une des 15  
places attribuées aux membres dudit  
parti enregistré  
pour la durée de la législature qui suit  
cette élection.

Respect de  
l'allégeance  
politique

(2) Un député qui adhère à un autre 20  
parti contrairement aux dispositions du  
paragraphe (1) renonce à son siège.

Pénalité

(3) Dans le présent article, les expres-  
sions «élection», «à une élection» et «parti  
enregistré» ont le sens que leur attribue 25  
l'article 2 de la *Loi électorale du Canada*»

Définitions

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to prevent members of Parliament from “crossing the floor” of the House of Commons to switch parties between elections, as happened on several occasions during the Thirtieth Parliament. When a candidate successfully campaigns for election with the endorsement of a particular party, the party and the voters alike are entitled to the assurance that he will not change allegiances before again submitting himself to the electoral process.

*Clause 1:* This amendment would vacate the seat of any member who changed parties without first resigning his seat, as long as the Parliament to which he was elected was still sitting. It would also prevent him from taking a place in the House removed from his colleagues. It would not affect the right of a member to speak freely and to vote with or against his party according his own judgment.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet d'empêcher les députés de changer de parti entre des élections, comme ce fut le cas à plusieurs reprises au cours de la trentième Législature. Lorsqu'un candidat est élu après une campagne où il était candidat officiel d'un parti, le parti et les électeurs ont le droit d'obtenir la certitude que ce député ne changera pas d'allégeance avant de se soumettre de nouveau au processus électoral.

*Article 1 du bill.* — Cette modification rendrait vacant le siège d'un député qui, au cours de la législature pour laquelle il a été élu, changerait de parti sans avoir au préalable donné sa démission. Elle l'empêcherait également de prendre place à la Chambre à l'écart de ses collègues mais laisserait intact le droit qu'a tout député de parler librement et de voter comme il l'entend en suivant ou non la ligne de son parti.

2. Section 10 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Warrant for  
election writ

“10. If a vacancy occurs in the House of Commons by the death of a member, by his accepting an office or commission in the service of the Government of Canada, or by his becoming a member of a different political party, the Speaker, on being informed of the vacancy by any member of the House in his place, or by notice in writing under the hands and seals of any two members of the House, shall forthwith address his warrant to the Chief Electoral Officer, for the issue of a new writ for the election of a member to fill the vacancy.”

2. L'article 10 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Mandat  
demandant la  
délivrance d'un  
bref d'élection

«10. S'il survient une vacance à la Chambre des communes à la suite du décès d'un député, parce qu'un député a accepté une charge ou commission du Gouvernement du Canada ou parce qu'il est devenu membre d'un autre parti politique, l'Orateur, étant informé de cette vacance par un député, de son siège, ou par avis écrit sous les seings et sceaux de deux députés à la Chambre, adresse immédiatement son mandat au directeur général des élections, lui enjoignant d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député afin de remplir cette vacance.»

*Clause 2:* The amendment, which adds the underlined words, is consequential on Clause 1.

*Article 2 du bill.* — L'amendement, qui ajoute les mots soulignés, découle de l'article 1.









C-324

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-324**

An Act respecting the televised advertisement of beer  
and ale

---

First reading, May 2, 1980

---

C-324

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

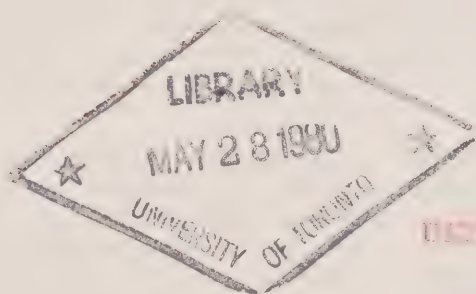
**BILL C-324**

Loi concernant la publicité télévisée de la bière

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



MR. McGRATH

M. McGRATH

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-324**

**BILL C-324**

An Act respecting the televised  
advertisement of beer and ale

Loi concernant la publicité télévisée de la  
bière

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Truth in  
Advertising (Beer and Ale) Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le  
titre: *Loi sur la véracité de la publicité de la  
bière*.

Titre abrégé

Warning  
message

2. Every advertisement for beer or ale  
broadcast by a television transmitting under-  
taking shall contain, during the concluding  
five seconds thereof, a visual caption in clear-  
ly legible characters consisting of the follow-  
ing message: "*Excessive use may lead to  
addiction or degenerative disease.*"

2. Toute annonce publicitaire de bière dif-  
fusée par une entreprise de transmission de  
télévision doit présenter, au cours de ses cinq  
dernières secondes, une inscription en carac-  
tères nettement lisibles portant le message  
suivant: «*Un usage excessif peut entraîner  
l'alcoolisme ou des maladies de dégénéres-  
cence.*»

Message  
d'avertissement

Enforcement

3. Where a television transmitting under-  
taking broadcasts an advertisement in con-  
travention of section 2, the person licensed to  
carry on that undertaking under the *Broad-  
casting Act* is guilty of an offence and is  
liable on summary conviction to a fine not  
exceeding five thousand dollars.

3. Lorsqu'une entreprise de transmission  
de télévision diffuse une annonce publicitaire  
en contravention de l'article 2, la personne  
autorisée à exploiter cette entreprise en vertu  
de la *Loi sur la radiodiffusion* est coupable  
d'une infraction et passible, sur déclaration  
sommaire de culpabilité, d'une amende ne  
dépassant pas cinq mille dollars.

Mise en vigueur

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to counter the effect of "life-style" advertising of beer and ale, associating the product with youth, health and good times rather than conveying any real information about it. Such advertising can be an invitation to abuse, particularly for younger viewers who have not been alerted to the long-term hazards of alcohol consumption.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à combattre l'effet de la publicité qui présente la consommation de la bière comme étant «à la mode», et qui l'associe à la jeunesse, à la santé et aux bons moments plutôt que de fournir de véritables renseignements à son sujet. Une telle publicité peut être une incitation à abuser de la boisson, en particulier pour les jeunes spectateurs qui ne sont pas encore au courant des dangers à long terme que présente la consommation d'alcool.





711  
XB  
- B56

**C-325**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-325**

An Act to amend the Canada Council Act  
(Killam-Dunn)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-325**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-325**

Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Arts du Canada  
(Killam-Dunn)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

EXEMPLAIRE DE RÉFÉRENCE



MR. FORRESTALL

M. FORRESTALL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-325**

**BILL C-325**

An Act to amend the Canada Council Act  
(Killam-Dunn)

Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Arts  
du Canada  
(Killam-Dunn)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. C-2;  
1976-77, c. 24

1. The long title of the *Canada Council  
Act* is repealed and the following substituted  
therefor:

Long title

"An Act for the establishment of the Kil-  
lam-Dunn Council for the encouragement of  
the arts"

2. Section 1 of the said Act is repealed 10  
and the following substituted therefor:

Short title

"1. This Act may be cited as the *Kil-  
lam-Dunn Council Act*".

3. Section 3 of the said Act is repealed  
and the following substituted therefor:

Establishment  
of Council

"3. A Corporation is hereby estab-  
lished, to be known as the Killam-Dunn  
Council, (and in French, as le Conseil  
Killam-Dunn), in this Act called the  
"Council", consisting of a Chairman and 20  
Vice-Chairman and not more than nine-  
teen other members, to be appointed by  
the Governor in Council as provided in  
section 4."

Amendments

4. Whenever the expression "Canada 25  
Council" appears in any provision of any Act  
listed in the schedule, there shall in every

1. Le titre intégral de la *Loi sur le Conseil  
des Arts du Canada* est abrogé et remplacé 5  
par ce qui suit:

S.R., c. C-2;  
1976-77, c. 24

Titre intégral

«Loi instituant le Conseil Killam-Dunn  
pour l'encouragement des arts»

2. L'article 1 de ladite loi est abrogé et  
remplacé par ce qui suit: 10

«1. La présente loi peut être citée sous  
le titre: *Loi sur le Conseil Killam-Dunn*.»

Titre abrégé

3. L'article 3 de ladite loi est abrogé et  
15 remplacé par ce qui suit:

«3. Est par les présentes instituée une 15  
corporation portant la désignation de Con-  
seil Killam-Dunn (en anglais Killam-Dunn  
Council) et, dans la présente loi, appelée  
«Conseil». Cette corporation se compose  
d'un président, d'un vice-président et d'au 20  
plus dix-neuf autres membres, nommés par  
le gouverneur en conseil de la manière  
prévue à l'article 4.»

Institution d'un  
Conseil

4. L'expression «Conseil des Arts du  
Canada», partout où elle figure dans une des 25  
lois citées à l'annexe, est remplacée par l'ex-  
pression «Conseil Killam-Dunn».

Modifications

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to recognize the special and significant contribution that two Canadian industrialists and philanthropists, the late Sir Isaac Walton Killam and the late Sir James Dunn, made to the establishment of what is now the Canada Council.

This bill would change the name of the Canada Council to the “Killam-Dunn Council”.

*Clause 1:* The long title at present reads as follows:

“An Act for the establishment of a Canada Council for the encouragement of the arts”

*Clause 2:* Section 1 at present reads as follows:

“1. This Act may be cited as the *Canada Council Act*.”

*Clause 3:* Section 3 at present reads as follows:

“3. A corporation is hereby established, to be known as the *Canada Council*, (and in French, as le *Conseil des Arts du Canada*), in this Act called the “Council”, consisting of a Chairman and Vice-Chairman and not more than nineteen other members, to be appointed by the Governor in Council as provided in section 4.”

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à faire reconnaître la contribution particulière et importante de deux industriels et philanthropes canadiens, feu Sir Isaac Walton Killam et de feu Sir James Dunn, qui a permis la création du Conseil des Arts du Canada.

Ce bill remplacerait le nom actuel du Conseil par «Conseil Killam-Dunn».

*Article 1 du bill.* — Actuellement, le titre intégral de la loi est le suivant:

«Loi instituant un Conseil canadien pour l'encouragement des arts»

*Article 2 du bill.* — Voici le texte actuel de l'article 1 de la Loi:

«1. La présente loi peut être citée sous le titre: Loi sur le *Conseil des Arts du Canada*».

*Article 3 du bill.* — Voici le texte actuel de l'article 3 de la loi:

«3. Est par les présentes instituée une corporation portant la désignation de *Conseil des Arts du Canada* (en anglais, *Canada Council*) et, dans la présente loi, appelée «Conseil». Cette corporation se compose d'un président, d'un vice-président et d'au plus dix-neuf autres membres, nommés par le gouverneur en conseil de la manière prévue à l'article 4.»

case be substituted the expression "Killam-Dunn Council".

Transitional:  
other references

5. Upon the coming into force of this Act, a reference in any Act, other than this Act, or in any contract, document, instrument, regulation, proclamation or order in council to the Canada Council shall be deemed, as regards any transaction, matter or thing, to be a reference to the *Killam-Dunn Council*.

5. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, toute mention du Conseil des Arts du Canada, figurant dans une loi autre que la présente, dans un contrat, document, acte, règlement ou décret en conseil ou dans une proclamation sera réputée, en ce qui touche toute opération, question ou affaire, désigner le *Conseil Killam-Dunn*.

Disposition  
transitoire  
concernant  
toute autre  
mention

**C-326**

**C-326**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-326**

**BILL C-326**

An Act to amend the Citizenship Act  
(time off without loss of pay)

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté  
(autorisation d'absence sans perte de salaire)

---

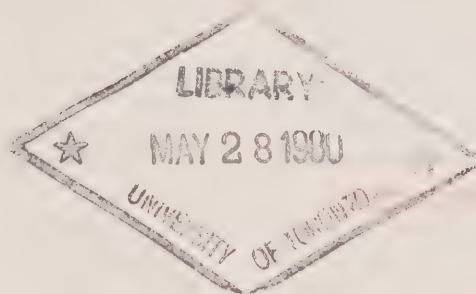
First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



MR. KNOWLES

M. KNOWLES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-326

## BILL C-326

An Act to amend the Citizenship Act

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté

(time off without loss of pay)

(autorisation d'absence sans perte de salaire)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1974-75-76, c.  
108

1. The *Citizenship Act* is amended by adding immediately after section 11 thereof the following section:

1. La *Loi sur la citoyenneté* est modifiée 5 par l'insertion, immédiatement après l'article 11, de l'article suivant: 108

Time off for  
Court  
appearance

“11.1 (1) An applicant for a certificate of citizenship who is required under any of the provisions of this Act to appear before the Court, when such applicant is regularly employed during the time he is required to appear, shall be granted by his employer such time off work, up to a maximum of three hours for any one appearance, as may be necessary to enable the applicant 15 to appear before the Court.

«11.1 (1) L'employeur doit accorder au requérant d'un certificat de citoyenneté tenu, en vertu d'une disposition de la présente loi, de comparaître devant le tribunal 10 et qui occupe un emploi régulier au moment de cette comparution, une autorisation d'absence de trois heures au maximum pour chaque comparution, pour lui permettre de satisfaire à cette exigence. 15

Autorisation  
d'absence pour  
comparution

No loss of pay

(2) An employer shall not make any deduction from the pay of an employee nor exact from him any penalty by reason of his absence from his work for the length of 20 time specified in subsection (1) for the purpose specified therein.”

(2) L'employeur ne doit opérer aucune déduction sur le salaire d'un employé ni exiger de lui une compensation en raison de son absence du travail pendant le temps spécifié au paragraphe (1) si cette absence 20 est motivée par les fins mentionnées dans ledit paragraphe.»

Aucune perte  
de salaire



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to amend the *Citizenship Act* to make it possible for applicants for Canadian citizenship, in the case of all applicants who are regularly employed, to appear before a citizenship court without loss of pay for the time off work, up to a maximum of three hours for any one appearance, which it may be necessary to take in order to appear before the court as required by law. The requirement that an employer grant such time off work without loss of pay is similar to the requirement in the *Canada Elections Act* regarding time off for voting at federal elections. It is felt that persons seeking Canadian citizenship should be granted this recognition of the importance of the step they are taking.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de modifier la *Loi sur la citoyenneté* afin de permettre aux requérants de la citoyenneté canadienne qui occupent un emploi régulier de s'absenter de leur travail sans perdre de salaire pour comparaître devant le tribunal de la citoyenneté lorsqu'ils en sont requis par la loi; cette autorisation d'absence est de trois heures au maximum pour chaque comparution. L'obligation pour un employeur d'accorder cette autorisation d'absence sans perte de salaire est semblable à l'obligation énoncée dans la *Loi électorale du Canada* en vertu de laquelle on accorde l'autorisation de s'absenter pour aller voter lors d'une élection fédérale. On estime qu'il est opportun d'accorder cette autorisation aux personnes qui désirent obtenir la citoyenneté canadienne, reconnaissant par là même l'importance de la démarche qu'elles entreprennent.



**C-329**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-329**

An Act to amend the Criminal Code  
(reinstatement of capital punishment)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-329**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-329**

Loi modifiant le Code criminel  
(rétablissement de la peine capitale)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

MR. GUAY

M. GUAY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-329

BILL C-329

R.S., cc. C-34,  
C-35, cc. 11, 44  
(1st Supp.); c. 2  
(2nd Supp.);  
1972, cc. 13,  
17; 1973-74, cc.  
17, 38, 50;  
1974-75-76, cc.  
19, 48, 66, 86,  
105

An Act to amend the Criminal Code  
(reinstatement of capital punishment)

Loi modifiant le Code criminel  
(rétablissement de la peine capitale)

S.R., c. C-34,  
C-35; c. 11, 44  
(1<sup>er</sup> suppl.); c. 2  
(2<sup>e</sup> suppl.);  
1972, c. 13, 17;  
1973-74, c. 17,  
38, 50;  
1974-75-76, c.  
19, 48, 66, 86,  
105

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Criminal  
Law Amendment Act (No. 1)*, 1980.

1. La présente loi peut être citée sous le  
titre *Loi de 1980 modifiant le droit pénal*, 5  
n<sup>o</sup> 1.

Titre abrégé

1974-75-76, c.  
105, s. 2

2. Sections 46 and 47 of the *Criminal  
Code* are repealed and the following sub-  
stituted therefor:

2. Les articles 46 et 47 du *Code criminel*  
sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, art. 2

Treason

“46. (1) Every one commits treason  
who, in Canada, 10  
(a) kills or attempts to kill Her Majes-  
ty, or does her any bodily harm tending  
to death or destruction, maims or  
wounds her, or imprisons or restrains  
her; 15  
(b) levies war against Canada or does  
any act preparatory thereto;  
(c) assists an enemy at war with  
Canada, or any armed forces against  
whom Canadian Forces are engaged in 20  
hostilities whether or not a state of war  
exists between Canada and the country  
whose forces they are;  
(d) uses force or violence for the pur-  
pose of overthrowing the government of 25  
Canada or a province;  
(e) without lawful authority, communi-  
cates or makes available to an agent of a

«46. (1) Commet une trahison quicon-  
que, au Canada, 10  
a) tue ou tente de tuer Sa Majesté, ou  
lui cause quelque lésion corporelle ten-  
dant à la mort ou destruction, ou l'estro-  
pie ou la blesse, ou l'emprisonne ou la  
détient; 15  
b) fait la guerre contre le Canada ou  
accomplit un acte préparatoire à une  
telle guerre;  
c) aide un ennemi en guerre contre le  
Canada, ou des forces armées contre 20  
lesquelles les Forces canadiennes sont  
engagées dans des hostilités, qu'un état  
de guerre existe ou non entre le Canada  
et le pays auquel ces autres forces  
appartiennent; 25  
d) recourt à la force ou à la violence en  
vue de renverser le gouvernement du  
Canada ou d'une province;

Trahsion

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to reinstate capital punishment. The amendments contained in this Bill would re-enact the provisions of the *Criminal Code* as enacted before the amendments contained in 1974-75-76, c. 105.

*Clause 2: New.*

Sections 46 and 47 at present read as follows:

“46. (1) Every one commits high treason who, in Canada,

(a) kills or attempts to kill Her Majesty, or does her any bodily harm tending to death or destruction, maims or wounds her, or imprisons or restrains her;

(b) levies war against Canada or does any act preparatory thereto; or  
(c) assists an enemy at war with Canada, or any armed forces against whom Canadian Forces are engaged in hostilities whether or not a state of war exists between Canada and the country whose forces they are.

(2) Every one commits treason who, in Canada,

(a) uses force or violence for the purpose of overthrowing the government of Canada or a province;

(b) without lawful authority, communicates or makes available to an agent of a state other than Canada, military or scientific information or any sketch, plan, model, article, note or document of a military or scientific character that he knows or ought to know may be used by that state for a purpose prejudicial to the safety or defence of Canada;

(c) conspires with any person to commit high treason or to do anything mentioned in paragraph (a);

(d) forms an intention to do anything that is high treason or that is mentioned in paragraph (a) and manifests that intention by an overt act; or

(e) conspires with any person to do anything mentioned in paragraph (b) or forms an intention to do anything mentioned in paragraph (b) and manifests that intention by an overt act.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de rétablir la peine capitale. Les modifications y contenues réinstaureraient les dispositions du *Code criminel* telles qu'elles existaient avant les modifications apportées par le chapitre 105 des statuts de 1974-75-76.

*Article 2 du bill. — Nouveau.*

Voici le texte actuel des articles 46 et 47:

«46. (1) Commet une haute trahison quiconque, au Canada,

a) tue ou tente de tuer Sa Majesté, ou lui cause quelque lésion corporelle tendant à la mort ou destruction, ou l'estropie ou la blesse, ou l'emprisonne ou la détient;

b) fait la guerre contre le Canada ou accomplit un acte préparatoire à une telle guerre;

c) aide un ennemi en guerre contre le Canada, ou des forces armées contre lesquelles les Forces canadiennes sont engagées dans des hostilités, qu'un état de guerre existe ou non entre le Canada et le pays auquel ces autres forces appartiennent.

(2) Commet une trahison quiconque, au Canada,

a) recourt à la force ou à la violence en vue de renverser le gouvernement du Canada ou d'une province;

b) sans autorisation légitime, communique à un agent d'un État autre que le Canada, ou met à la disposition d'un tel agent, des renseignements d'ordre militaire ou scientifique ou quelque croquis, plan, modèle, article, note ou document de nature militaire ou scientifique alors qu'il sait ou devrait savoir que ledit État peut s'en servir à des fins préjudiciables à la sécurité ou à la défense du Canada;

c) conspire avec qui que ce soit pour commettre une haute trahison ou accomplir une chose mentionnée à l'alinéa a);

d) forme le dessein d'accomplir une haute trahison ou une des choses mentionnées à l'alinéa a) et révèle ce dessein par un acte manifeste; ou



state other than Canada, military or scientific information or any sketch, plan, model, article, note or document of a military or scientific character that he knows or ought to know may be used by that state for a purpose prejudicial to the safety or defence of Canada;

(f) conspires with any person to do anything mentioned in paragraphs (a) to (d);

(g) forms an intention to do anything mentioned in paragraphs (a) to (d) and manifests that intention by an overt act; or

(h) conspires with any person to do anything mentioned in paragraph (e) or forms an intention to do anything mentioned in paragraph (e) and manifests that intention by an overt act.

Canadian citizen or person owing allegiance

(2) Notwithstanding subsection (1), a Canadian citizen or a person who owes allegiance to Her Majesty in right of Canada commits treason if, while in or out of Canada, he does anything mentioned in subsection (1).

Overt act

(3) Where it is treason to conspire with any person, the act of conspiring is an overt act of treason.

Punishment

47. (1) Every one who commits treason is guilty of an indictable offence and is liable

(a) to be sentenced to death if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(a), (b) or (c);

(b) to be sentenced to death or to imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(d), (f) or (g);

(c) to be sentenced to death or to imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(e) or (h), committed while a state of war exists between Canada and another country; or

e) sans autorisation légitime, communique à un agent d'un État autre que le Canada, ou met à la disposition d'un tel agent, des renseignements d'ordre militaire ou scientifique ou quelque croquis, plan, modèle, article, note ou document de nature militaire ou scientifique alors qu'il sait ou devrait savoir que ledit État peut s'en servir à des fins préjudiciables à la sécurité ou à la défense du Canada;

f) conspire avec qui que ce soit pour accomplir une chose mentionnée aux alinéas a) à d);

g) forme le dessein d'accomplir une des choses mentionnées aux alinéas a) à d) et révèle ce dessein par un acte manifeste; ou

h) conspire avec qui que ce soit pour accomplir une chose mentionnée à l'alinéa e) ou forme le dessein d'accomplir une chose mentionnée à l'alinéa e) et révèle ce dessein par un acte manifeste.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), un citoyen canadien ou un individu qui doit allégeance à Sa Majesté du chef du Canada commet une trahison lorsque, se trouvant à l'intérieur ou hors du Canada, il accomplit une chose mentionnée au paragraphe (1).

Citoyen canadien ou individu devant allégeance

(3) Lorsqu'une conspiration avec quelqu'une personne constitue une trahison, le fait de conspirer est un acte manifeste de trahison.

Peine

47. (1) Quiconque commet une trahison est coupable d'un acte criminel et passible

a) d'une condamnation à mort, s'il est coupable d'une infraction aux termes de l'alinéa 46(1)a), b) ou c);

b) d'une condamnation à mort ou à un emprisonnement à perpétuité, s'il est coupable d'une infraction visée par l'alinéa 46(1)d), f) ou g);

c) d'une condamnation à mort ou à un emprisonnement à perpétuité, s'il est coupable d'une infraction tombant sous le coup de l'alinéa 46(1)e) ou h), commise pendant l'existence d'un état de guerre entre le Canada et un autre pays; ou



(3) Notwithstanding subsection (1) or (2), a Canadian citizen or a person who owes allegiance to Her Majesty in right of Canada,

(a) commits high treason if, while in or out of Canada, he does anything mentioned in subsection (1); or

(b) commits treason if, while in or out of Canada, he does anything mentioned in subsection (2).

(4) Where it is treason to conspire with any person, the act of conspiring is an overt act of treason.

47. (1) Every one who commits high treason is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(2) Every one who commits treason is guilty of an indictable offence and is liable

(a) to be sentenced to imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(2)(a), (c) or (d);

(b) to be sentenced to imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(2)(b) or (e) committed while a state of war exists between Canada and another country; or

(c) to be sentenced to imprisonment for fourteen years if he is guilty of an offence under paragraph 46(2)(b) or (e) committed while no state of war exists between Canada and another country.

(3) No person shall be convicted of high treason or treason upon the evidence of only one witness, unless the evidence of that witness is corroborated in a material particular by evidence that implicates the accused.

(4) For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by subsection (1) is a minimum punishment."

e) conspire avec qui que ce soit pour accomplir une chose mentionnée à l'alinéa b) ou forme le dessein d'accomplir une chose mentionnée à l'alinéa b) et révèle ce dessein par un acte manifeste.

(3) Nonobstant le paragraphe (1) ou (2), un citoyen canadien ou un individu qui doit allégeance à Sa Majesté du chef du Canada et qui, se trouvant à l'intérieur ou hors du Canada, accomplit une chose mentionnée

a) au paragraphe (1) commet une haute trahison;

b) au paragraphe (2) commet une trahison.

(4) Lorsqu'une conspiration avec quelque personne constitue une trahison, le fait de conspirer est un acte manifeste de trahison.

47. (1) Quiconque commet une haute trahison est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

(2) Quiconque commet une trahison est coupable d'un acte criminel et peut être condamné, en cas d'infraction

a) aux alinéas 46(2)a), c) ou d), à l'emprisonnement à perpétuité;

b) aux alinéas 46(2)b) ou e), à l'emprisonnement à perpétuité s'il existe un état de guerre entre le Canada et un autre pays;

c) aux alinéas 46(2)b) ou e), à un emprisonnement de quatorze ans en l'absence d'un tel état de guerre.

(3) Nul ne doit être déclaré coupable de haute trahison sur la déposition d'un seul témoin, à moins que ce témoignage ne soit corroboré, sous quelque rapport essentiel, par une preuve qui implique l'accusé.

(4) Pour l'application de la Partie XX, l'emprisonnement à perpétuité prescrit par le paragraphe (1) est une peine minimum.»

(d) to be sentenced to imprisonment for fourteen years if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(e) or (h), committed while no state of war exists between Canada and another country. 5

(2) No person shall be convicted of treason upon the evidence of only one witness, unless the evidence of that witness is corroborated in a material particular by evidence that implicates the accused." 10

d) d'une condamnation à un emprisonnement de quatorze ans, s'il est coupable d'une infraction visée par l'alinéa 46(1)e) ou h), commise lorsqu'il n'existe pas d'état de guerre entre le Canada et un autre pays. 5

(2) Nul ne doit être déclaré coupable de trahison sur la déposition d'un seul témoin, à moins que ce témoignage ne soit corroboré, sous quelque rapport essentiel, par une preuve qui implique l'accusé.» 10

1974-75-76, c. 105, s. 3

3. Subsection 75(2) of the Criminal Code is repealed and the following substituted therefor:

3. Le paragraphe 75(2) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c. 105, art. 3

Punishment

"(2) Every one who commits piracy while in or out of Canada is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life, but if while committing or attempting to commit piracy he murders or attempts to murder another person or does any act that is likely to endanger the life of another person he shall be sentenced to death." 15 20

«(2) Quiconque commet une piraterie, pendant qu'il se trouve au Canada ou hors du Canada, est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité, mais si, en commettant ou tentant de commettre une piraterie, il tue ou tente de tuer une autre personne ou accomplit un acte quelconque susceptible de mettre en danger la vie d'une autre personne, il doit être condamné à mort.» 15 20

Peine

1973-74, c. 38, s. 2; 1974-75-76, c. 105, s. 4

4. Section 214 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. L'article 214 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 25

1973-74, c. 38, art. 2; 1974-75-76, c. 105, art. 4

Classification of murder

"214. (1) Murder is punishable by death or is punishable by imprisonment for life.

«214. (1) Le meurtre est punissable de mort ou est punissable d'emprisonnement à perpétuité.

Classification des meurtres

Murder punishable by death

(2) Murder is punishable by death, in respect of any person, where such person by his own act caused or assisted in causing the death of

(2) Le meurtre est punissable de mort, à l'égard de toute personne, lorsque cette personne, par son propre fait, a causé ou aidé à causer la mort 30

Meurtre punissable de mort

(a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties, or

a) d'un officier de police, d'un agent de police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, ou

(b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other officer or permanent employee of a prison, acting in the course of his duties,

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un geôlier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison, agissant dans l'exercice de ses fonctions, 40 45

or counselled or procured another person to do any act causing or assisting in causing the death. 45

*Clause 3:* The underlined words would make the offence of piracy punishable by death.

Subsection 75(2) at present reads as follows:

“(2) Every one who commits piracy while in or out of Canada is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life.”

*Clause 4:* New. This amendment would make the murder of persons referred to in paragraphs 2(a) and (b) punishable by death; all other murder would be punishable by imprisonment for life.

Section 214 at present reads as follows:

“214. (1) Murder is first degree murder or second degree murder.

(2) Murder is first degree murder when it is planned and deliberate.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), murder is planned and deliberate when it is committed pursuant to an arrangement under which money or anything of value passes or is intended to pass from one person to another, or is promised by one person to another, as consideration for that other's causing or assisting in causing the death of anyone or counselling or procuring another person to do any act causing or assisting in causing that death.

(4) Irrespective of whether a murder is planned and deliberate on the part of any person, murder is first degree murder when the victim is

(a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties;

(b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other officer or a permanent employee of a prison, acting in the course of his duties; or

(c) a person working in a prison with the permission of the prison authorities and acting in the course of his work therein.

(5) Irrespective of whether a murder is planned and deliberate on the part of any person, murder is first degree murder in respect of a person when the death is caused by that person

*Article 3 du bill.* — Les mots soulignés rendraient l'infraction de piraterie punissable de mort.

Voici le texte actuel du paragraphe 75(2):

«(2) Quiconque commet une piraterie, pendant qu'il se trouve au Canada ou hors du Canada, est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité.»

*Article 4 du bill.* — Cette modification rendrait le meurtre des personnes mentionnées aux alinéas 2a) et b) punissable de mort; tous les autres meurtres seraient punissables d'emprisonnement à perpétuité.

Voici le texte actuel de l'article 214:

«214. (1) Il existe deux catégories de meurtres: ceux du premier degré et ceux du deuxième degré.

(2) Le meurtre au premier degré est le meurtre commis avec préméditation.

(3) Sans restreindre la généralité du paragraphe (2), est assimilé au meurtre au premier degré quant aux parties intéressées, le meurtre commis à la suite d'une entente dont la contrepartie matérielle, notamment financière, était proposée ou promise en vue d'en encourager la perpétration ou la complicité par assistance, incitation ou fourniture de conseils.

(4) Est assimilé au meurtre au premier degré, le meurtre, dans l'exercice de ses fonctions,

a) d'un officier ou d'un agent de police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une autre personne employé à la préservation et au maintien de la paix publique;

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un geôlier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison;

c) d'une personne travaillant dans une prison avec la permission des autorités de la prison.

(5) Est assimilé au meurtre au premier degré, le meurtre



Murder punishable by imprisonment for life

(3) All murder other than murder punishable by death is punishable by imprisonment for life."

1973-74, c. 38, s. 3(1);  
1974-75-76, c. 105, s. 5

5. Section 218 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Punishment for murder

"218. (1) Every one who commits murder punishable by death is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death.

Idem

(2) Every one who commits murder 10 punishable by imprisonment for life is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

Exception for person under age of eighteen years

(3) Notwithstanding subsection (1), a person who appears to the court to have 15 been under the age of eighteen years at the time he committed a murder punishable by death shall not be sentenced to death upon conviction therefor but shall be sentenced to imprisonment for life. 20

Minimum punishment

(4) For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment."

1974-75-76, c. 105, s. 6

6. Section 511 of the said Act is repealed 25 and the following substituted therefor:

Capital murder to be specifically charged

"511. No person shall be convicted of murder punishable by death unless in the indictment charging the offence he is specifically charged with murder punishable by death." 30

1974-75-76, c. 105, s. 7

7. Section 534 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Pleas permitted

"534. (1) An accused who is not charged with an offence punishable by 35 death and is called upon to plead may plead guilty or not guilty, or the special pleas authorized by this Part and no others.

ou a conseillé à une autre personne de commettre un acte quelconque qui cause ou aide à causer la mort, ou a incité cette autre personne à commettre un tel acte.

(3) Tout meurtre autre qu'un meurtre punissable de mort est punissable d'emprisonnement à perpétuité.»

5 Meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité

5. L'article 218 de ladite loi est abrogé et 5 remplacé par ce qui suit:

1973-74, c. 38, art. 3(1);  
1974-75-76, c. 105, art. 5

"218. (1) Quiconque commet un meurtre punissable de mort est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.

10 Peine pour meurtre

(2) Quiconque commet un meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité 15 est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

Idem

(3) Nonobstant le paragraphe (1), une personne qui paraît à la cour avoir moins 20 de dix-huit ans au moment où elle a commis un meurtre punissable de mort ne peut pas être condamnée à mort sur déclaration de culpabilité à cet égard, mais doit être condamnée à l'emprisonnement à 25 perpétuité.

Exception quant aux personnes de moins de dix-huit ans

(4) Pour les objets de la Partie XX, la sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimum.» 30

Peine minimum

6. L'article 511 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c. 105, art. 6

"511. Nul ne peut être déclaré coupable de meurtre punissable de mort sauf si, dans l'acte d'accusation l'incriminant de 35 meurtre, il est expressément accusé de meurtre punissable de mort.»

Le meurtre qualifié doit faire l'objet d'une accusation spécifique

7. L'article 534 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c. 105, art. 7

"534. (1) Un prévenu qui n'est pas 40 accusé d'une infraction punissable de mort et qui est appelé à plaider peut s'avouer coupable ou nier sa culpabilité, ou présenter les moyens de défense spéciaux qu'autorise la présente Partie, et nuls autres. 45

Plaidoyers permis

(a) while committing or attempting to commit an offence under section 76.1 (hijacking aircraft) or 247 (kidnapping and forcible confinement); or

(b) while committing an offence under section 144 (rape) or 145 (attempt to commit rape) or while committing or attempting to commit an offence under section 149 (indecent assault on female) or 156 (indecent assault on male).

(6) Murder is first degree murder in respect of a person when the death is caused by that person and that person has been previously convicted of either first degree murder or second degree murder.

(7) All murder that is not first degree murder is second degree murder”.

*Clause 5: New.* This amendment would make any person who committed murder punishable by death liable to be sentenced to death, except persons under the age of eighteen years.

Section 218 at present reads as follows:

“**218.** (1) Every one who commits first degree murder or second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(2) For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment.”

*Clause 6:* This amendment would make it compulsory to have in the indictment a specific charge where a person is indicted with murder punishable by death.

Section 511 at present reads as follows:

“**511.** No person shall be convicted for the offence of high treason or first degree murder unless in the indictment charging the offence he is specifically charged with that offence.”

*Clause 7:* This amendment would provide for pleas where an accused is charged with an offence punishable by death.

Section 534 at present reads as follows:

“**534.** (1) An accused who is called upon to plead may plead guilty or not guilty, or the special pleas authorized by this Part and no others.

(2) Where an accused refuses to plead or does not answer directly, the court shall order the clerk of the court to enter a plea of not guilty.

a) concomittant de la perpétration, ou d’une tentative à cet effet, d’une infraction prévue à l’article 76.1 (détournement d’un aéronef) ou 247 (enlèvement et séquestration); ou

b) concomittant de la perpétration d’une infraction prévue à l’article 144 (viol) ou 145 (tentative de viol) ou à la perpétration, ou tentative à cet effet, de celles prévues aux articles 149 (attentat à la pudeur d’une personne du sexe féminin) ou 156 (attentat à la pudeur d’une personne du sexe masculin).

(6) Est assimilé au meurtre au premier degré celui commis par une personne qui a antérieurement été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré.

(7) Les meurtres qui n’appartiennent pas à la catégorie des meurtres au premier degré sont des meurtres au deuxième degré.»

*Article 5 du bill.* — Nouveau. Cette modification rendrait passibles de la peine de mort toutes les personnes ayant commis un meurtre punissable de mort, sauf celles de moins de dix-huit ans.

Voici le texte actuel de l’article 218:

«**218.** (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré ou un meurtre au deuxième degré est coupable d’un acte criminel et doit être condamné à l’emprisonnement à perpétuité.

(2) Pour les objets de la Partie XX, la sentence d’emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimum.»

*Article 6 du bill.* — Cette modification obligerait, lorsqu’une personne est accusée d’un meurtre punissable de mort, à nommer expressément l’infraction dans l’acte d’accusation.

Voici le texte actuel de l’article 511:

«**511.** Seules les personnes inculpées expressément dans l’acte d’accusation de haute trahison ou de meurtre au premier degré peuvent être déclarées coupables de ces infractions.»

*Article 7 du bill.* — Cette modification prévoirait les plaidoyers lorsque l’accusé est inculpé d’une infraction punissable de mort.

Voici le texte actuel de l’article 534:

«**534.** (1) L’accusé appelé à plaider peut s’avouer coupable ou nier sa culpabilité ou présenter les seuls moyens de défense spéciaux qu’autorise la présente Partie.

(2) En cas de refus de plaider ou de réponse indirecte de l’accusé, la cour ordonne au greffier d’inscrire un plaidoyer de non-culpabilité.

Refusal to  
plead

(2) Where an accused who is not charged with an offence punishable by death refuses to plead or does not answer directly, the court shall order the clerk of the court to enter a plea of not guilty.

5

(2) Lorsqu'un prévenu qui n'est pas accusé d'une infraction punissable de mort refuse de plaider ou ne répond pas directement, la cour doit ordonner à son greffier d'inscrire un plaidoyer de non-culpabilité.

Refus de  
plaider

5

Pleas where  
offence  
punishable by  
death

(3) An accused who is charged with an offence punishable by death and is called upon to plead may plead not guilty, or the special pleas authorized by this Part and no others.

10

(3) Un prévenu qui est accusé d'une infraction punissable de mort et qui est appelé à plaider peut nier sa culpabilité ou présenter les moyens de défense spéciaux qu'autorise la présente Partie, et nuls autres.

Plaidoyer  
lorsque  
l'infraction  
comporte la  
peine de mort

Where no plea  
offered

(4) Where an accused who is charged with an offence punishable by death does not plead not guilty or one of the special pleas authorized by this Part or does not answer directly, the court shall order the clerk of the court to enter a plea of not guilty.

15

(4) Lorsqu'un prévenu qui est accusé d'une infraction punissable de mort ne présente pas un plaidoyer de non-culpabilité ou un des moyens de défense spéciaux qu'autorise la présente Partie ou ne répond pas directement, la cour doit ordonner à son greffier d'inscrire un plaidoyer de non-culpabilité.

Si aucun  
plaidoyer n'est  
présenté

Allowing time  
to plead

(5) An accused is not entitled as of right to have his trial postponed but the court may, if it considers that the accused should be allowed further time to plead, move to quash, or prepare for his defence or for any other reason, adjourn the trial to a later time in the session or sittings of the court, or to the next or any subsequent session or sittings of the court, upon such terms as the court considers proper.

20

(5) Un accusé n'est pas admis, de droit, à faire remettre son procès; mais la cour, si elle estime qu'un plus long délai devrait être accordé à l'accusé pour plaider, pour proposer l'arrêt des procédures ou pour préparer sa défense ou pour tout autre motif, peut ajourner le procès à une époque ultérieure de la session de la cour, ou à la prochaine session ou à toute session subséquente de la cour, aux conditions qu'elle juge appropriées.

Délai pour  
plaider

20

Plea of guilty to  
included or  
other offence

(6) Notwithstanding any other provision of this Act, where an accused pleads not guilty of the offence charged but guilty of an included or other offence, the court may in its discretion with the consent of the prosecutor accept such plea of guilty and, where such plea is accepted, shall find the accused not guilty of the offence charged."

30

(6) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, lorsqu'un prévenu plaide non coupable pour l'infraction dont il est accusé mais plaide coupable pour une infraction incluse ou pour une autre infraction, la cour peut, à sa discrétion et avec le consentement du poursuivant, accepter ce plaidoyer de culpabilité et, lorsqu'un tel plaidoyer est accepté, elle doit déclarer le prévenu non coupable de l'infraction dont il est accusé."

Plaidoyer de  
culpabilité de  
l'infraction  
incluse ou d'une  
autre infraction

35

40

1974-75-76, c.  
105, s. 8

8. Subsection 535(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. Le paragraphe 535(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, art. 8

Pleading over

"(4) When the pleas referred to in subsection (3) are disposed of against the accused, he may plead guilty or not guilty, unless he is charged with an offence punishable by death, in which case the court

40

«(4) Lorsqu'il a été statué contre le prévenu sur les défenses mentionnées au paragraphe (3), le prévenu peut s'avouer coupable ou nier sa culpabilité, à moins qu'il ne soit accusé d'une infraction punissable

Plaidoyers  
terminés

45



(3) An accused is not entitled as of right to have his trial postponed but the court may, if it considers that the accused should be allowed further time to plead, move to quash, or prepare for his defence or for any other reason, adjourn the trial to a later time in the session or sittings of the court, or to the next of any subsequent session or sittings of the court, upon such terms as the court considers proper.

(4) Notwithstanding any other provision of this Act, where an accused pleads not guilty of the offence charged but guilty of an included or other offence, the court may in its discretion with the consent of the prosecutor accept such plea of guilty and, if such plea is accepted, shall find the accused not guilty of the offence charged."

(3) L'accusé n'est pas admis, de droit, à faire remettre son procès; mais la cour, si elle estime qu'il y a lieu de lui accorder un délai plus long pour plaider, proposer l'arrêt des procédures, préparer sa défense ou pour tout autre motif, peut ajourner le procès à une date ultérieure de la session ou à toute session subséquente, aux conditions qu'elle juge appropriées.

(4) Nonobstant la présente loi, la cour peut, avec le consentement du poursuivant, accepter le plaidoyer de culpabilité de l'accusé qui, tout en niant sa culpabilité dans l'infraction dont il est inculpé, s'avoue coupable d'une infraction incluse ou d'une autre infraction et doit alors conclure à sa non-culpabilité dans l'infraction dont il est inculpé.»

*Clause 8:* This amendment would permit a plea of not guilty in the case of an offence punishable by death.

Subsection 535(4) at present reads as follows:

"(4) When the pleas referred to in subsection (3) are disposed of against the accused, he may plead guilty or not guilty."

*Article 8 du bill.* — Cette modification permettrait un plaidoyer de non-culpabilité dans le cas d'une infraction punissable de mort.

Voici le texte actuel du paragraphe 535(4):

«(4) L'accusé contre lequel il a été statué sur les défenses mentionnées au paragraphe (3), peut s'avouer coupable ou nier sa culpabilité.»

shall order the clerk of the court to enter a plea of not guilty.”

de mort, auquel cas la cour doit ordonner à son greffier d'inscrire un plaidoyer de non-culpabilité.»

1974-75-76, c.  
105, s. 9

9. Subsection 538(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. Le paragraphe 538(3), de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, art. 9

5

Effect of  
previous charge  
of capital or  
non-capital  
murder

“(3) A conviction or acquittal on an indictment for murder punishable by death bars a subsequent indictment for the same homicide charging it as murder punishable by imprisonment for life, and a conviction or acquittal on an indictment for murder punishable by imprisonment for life bars a subsequent indictment for the same homicide charging it as murder punishable by death.”

«(3) Une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un acte d'accusation de meurtre punissable de mort constitue une fin de non-recevoir contre un acte d'accusation subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité, et une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un acte d'accusation de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité constitue une fin de non-recevoir contre un acte d'accusation subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre punissable de mort.»

Effet d'une  
accusation  
extérieure de  
meurtre qualifié  
ou non qualifié

10

10

15

15

1974-75-76, c.  
105, s. 10

10. Subsections 562(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

10. Les paragraphes 562(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, art. 10

Peremptory  
challenges by  
accused

“562. (1) An accused who is charged with an offence punishable with death is entitled to challenge twenty jurors peremptorily.

«562. (1) Un accusé inculpé d'une infraction punissable de mort a le droit de récuser péremptoirement vingt jurés.

Récusations  
péremptoires  
par l'accusé

25

Idem

(2) An accused who is charged with an offence other than an offence punishable with death, for which he may be sentenced to imprisonment for more than five years, is entitled to challenge twelve jurors peremptorily.”

(2) Un accusé inculpé d'une infraction autre qu'une infraction punissable de mort, pour laquelle il peut être condamné à un emprisonnement de plus de cinq ans, a droit de récuser péremptoirement douze jurés.»

Idem

25

30

1974-75-76, c.  
105 s. 11

11. Subsection 589(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

11. Le paragraphe 589(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, art. 11

30

Where capital  
murder charged  
and part only  
proved

“(2) For greater certainty and without limiting the generality of subsection (1), where a count charges murder punishable by death and the evidence does not prove murder punishable by death, but proves murder punishable by imprisonment for life, or an attempt to commit murder punishable by imprisonment for life, the jury may find the accused not guilty of murder punishable by death but guilty of murder punishable by imprisonment for life or an

“(2) Pour plus de certitude et sans restreindre la généralité du paragraphe (1), lorsqu'un chef d'accusation inculpe de meurtre punissable de mort et que les témoignages ne prouvent pas le meurtre punissable de mort, mais prouvent le meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité ou une tentative de commettre un meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité, le jury peut déclarer l'accusé non coupable de meurtre punissable de

Lorsque  
l'accusation  
porte sur le  
meurtre qualifié  
et que celui-ci  
n'est prouvé  
qu'en partie

35

35

40

40

*Clause 9:*

Subsection 538(3) at present reads as follows:

“(3) A conviction or acquittal on an indictment for first degree murder bars a subsequent indictment for the same homicide charging it as second degree murder, and a conviction or acquittal on an indictment for second degree murder bars a subsequent indictment for the same homicide charging it as first degree murder.”

*Clause 10:* This amendment would provide for peremptory challenge in cases where the accused is charged with an offence punishable by death or an offence for which he may be sentenced to imprisonment for more than five years.

Subsections 562(1) and (2) at present read as follows:

“562. (1) An accused who is charged with high treason or first degree murder is entitled to challenge twenty jurors peremptorily.

(2) An accused who is charged with an offence, not being high treason or first degree murder, for which he may be sentenced to imprisonment for more than five years is entitled to challenge twelve jurors peremptorily.”

*Clause 11:* This amendment would provide for cases where murder punishable by death is charged and subsequently proved only in part.

Subsection 589(2) at present reads as follows:

“(2) For greater certainty and without limiting the generality of subsection (1), where a count charges first degree murder and the evidence does not prove first degree murder but proves second degree murder or an attempt to commit second degree murder, the jury may find the accused not guilty of first degree murder but guilty of second degree murder or an attempt to commit second degree murder, as the case may be.”

*Article 9 du bill. —*

Voici le texte actuel du paragraphe 538(3):

«(3) Une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un acte d'accusation de meurtre au premier degré constitue une fin de non-recevoir contre un acte d'accusation subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre au deuxième degré et une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un acte d'accusation de meurtre au deuxième degré constitue une fin de non-recevoir contre un acte d'accusation subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre au premier degré.»

*Article 10 du bill. —* Cette modification permettrait à un accusé inculpé d'une infraction punissable de mort ou d'une infraction pour laquelle il peut être condamné à plus de cinq ans de prison de récuser péremptoirement 20 jurés.

Voici le texte actuel des paragraphes 562(1) et (2):

«562. (1) L'accusé inculpé de haute trahison ou de meurtre au premier degré a le droit de récuser péremptoirement vingt jurés.

(2) L'accusé inculpé d'une infraction autre que la haute trahison ou de meurtre au premier degré et punissable d'un emprisonnement d'au moins cinq ans a le droit de récuser péremptoirement douze jurés.»

*Article 11 du bill. —* Cette modification couvrirait les cas d'inculpation de meurtre punissable de mort lorsque ce dernier n'est subséquemment prouvé qu'en partie.

Voici le texte actuel du paragraphe 589(2):

«(2) Sans restreindre la portée générale du paragraphe (1), lorsqu'un chef d'accusation inculpe de meurtre au premier degré et que les témoignages ne prouvent pas le meurtre au premier degré, mais prouvent le meurtre au deuxième degré ou une tentative de commettre un meurtre au deuxième degré, le jury peut déclarer l'accusé non coupable de meurtre au premier degré, mais coupable de meurtre au deuxième degré ou de tentative de commettre un meurtre au deuxième degré, selon le cas.»



attempt to commit murder punishable by imprisonment for life, as the case may be.”

mort, mais coupable de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité ou de tentative de commettre un meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité, selon le cas.»

5

1974-75-76, c.  
105, s. 12

**12.** Section 597 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

**12.** L'article 597 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, art. 12

Pregnancy

“**597.** (1) A female person who is sentenced to death may move in arrest of execution on the ground that she is pregnant.

«**597.** (1) Une personne du sexe féminin condamnée à mort peut demander qu'il soit sursis à son exécution pour le motif qu'elle est enceinte.

Femme  
enceinte

(2) Where a motion is made under subsection (1), the court shall direct one or more registered medical practitioners to be sworn to examine the female person together or successively and to determine whether or not she is pregnant.

(2) Lorsqu'une motion est présentée sous le régime du paragraphe (1), la cour ordonne à un ou plusieurs médecins inscrits de se faire assermenter pour examiner cette personne du sexe féminin soit ensemble, soit successivement, et de déterminer si elle est enceinte ou non.

(3) Where, from the report of a medical practitioner sworn under subsection (2), it appears to the court that a female person to whom this section applies is pregnant, execution shall be arrested until she is delivered of the child or until it is no longer possible in the course of nature that she should be so delivered.”

(3) Lorsque, sur rapport d'un médecin assermenté sous le régime du paragraphe (2), il apparaît à la cour qu'une personne du sexe féminin visée par le présent article est enceinte, il est sursis à l'exécution de la sentence jusqu'après son accouchement ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible, dans le cours de la nature, qu'elle soit ainsi délivrée.»

1974-75-76, c.  
105, s. 13

**13.** Subsection 603(1.1) of the said Act is repealed.

**13.** Le paragraphe 603(1.1) de ladite loi est abrogé

1974-75-76, c.  
105, art. 13

1974-75-76, c.  
105, s. 14

**14.** The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 603, the following section:

**14.** Ladite loi est en outre modifiée pour l'insertion, immédiatement après l'article 603, de l'article suivant:

1974-75-76, c.  
105, art. 14

Right of appeal  
of person  
sentenced to  
death

“**604.** (1) Notwithstanding any other provision of this Act a person who has been sentenced to death may appeal to the court of appeal

«**604.** (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, une personne qui a été condamnée à mort peut introduire un recours devant la cour d'appel

Droit d'appel  
du condamné à  
mort

(a) against his conviction on any ground of appeal that involves a question of law or fact or mixed law and fact; and

a) contre sa déclaration de culpabilité pour tout motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait; et

(b) against his sentence unless that sentence is one fixed by law.

b) contre sa sentence à moins que cette sentence ne soit de celles que fixe la loi.

Notice deemed  
to have been  
given

(2) A person who has been sentenced to death shall, notwithstanding that he has not given notice pursuant to section 607, be deemed to have given such notice and to have appealed against his conviction

(2) Une personne qui a été condamnée à mort est censée, même si elle n'a pas donné l'avis prévu par l'article 607, avoir donné cet avis et avoir interjeté appel de sa déclaration de culpabilité et de sa sen-

Avis réputé  
donné

*Clause 12:* New. This amendment would provide for cases where a female person who is sentenced to death is pregnant.

*Article 12 du bill.* — Nouveau. Cette modification couvrirait le cas d'une condamnée à mort enceinte.

*Clause 13:* Section 603(1.1) at present reads as follows:

“(1.1) A person who has been convicted of second degree murder and sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years in excess of ten may appeal to the court of appeal against the number of years in excess of ten of his imprisonment without eligibility for parole.”

*Clause 14:* New. This amendment would provide a special right of appeal for persons sentenced to death.

*Article 13 du bill.* — Voici le texte actuel de l'article 603(1.1)

«(1.1) Le condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au deuxième degré peut interjeter appel, devant la cour d'appel, de tout délai préalable à sa libération conditionnelle supérieur à dix ans.»

*Article 14 du bill.* — Nouveau. Cette modification accorderait un droit spécial d'appel aux condamnés à mort.

Court of appeal  
may consider

and against his sentence unless that sentence is one fixed by law.

(3) The court of appeal, on an appeal pursuant to this section, shall

(a) consider any ground of appeal alleged in the notice of appeal, if any notice has been given, and

(b) consider the record to ascertain whether there are present any other grounds upon which the conviction ought to be set aside or the sentence varied, as the case may be."

1974-75-76, c.  
105, s. 15

**15.** Subsection 605(4) of the said Act is repealed.

1972, c. 13, s.  
53(1) and (2);  
1974-75-76, c.  
105, s. 16

**16.** Subsection 607(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Extension of  
time

"(2) The court of appeal or a judge thereof may at any time extend the time within which notice of appeal or notice of an application for leave to appeal may be given, but this subsection does not apply where a sentence of death has been imposed pursuant to a conviction.

Delay in  
execution of  
sentence of  
death

(3) Where, pursuant to a conviction, a sentence of death has been imposed,

(a) the sentence shall not be executed until after the expiration of the time within which notice of appeal or of an application for leave to appeal may be given under this section; and

(b) an appeal or application for leave to appeal from the conviction or sentence shall be heard and determined as soon as practicable, and the sentence shall not be executed until after

(i) the determination of the application, where an application for leave to appeal is finally refused, or

(ii) the determination of the appeal.

Effect of  
certificate

(4) The production of a certificate

(a) from the registrar that notice of appeal or notice of application for leave to appeal has been given, or

tence, à moins que cette sentence ne soit de celles que fixe la loi.

(3) La cour d'appel, sur un appel prévu par le présent article, doit

a) considérer tout motif d'appel allégué dans l'avis d'appel, si un tel avis a été donné, et

b) considérer le dossier afin d'établir s'il renferme d'autres motifs pour lesquels la déclaration de culpabilité devrait être écartée ou la sentence modifiée, selon le cas.»

Ce que la cour  
d'appel doit  
considérer

**15.** Le paragraphe 609(4) de ladite loi est abrogé.

1974-75-76, c.  
105, art. 15

**16.** Le paragraphe 607(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1972, c. 13, art.  
53(1) et (2);  
1974-75-76, c.  
105, art. 16

«(2) La cour d'appel ou l'un de ses juges peut, à toute époque, proroger le délai de l'avis d'appel ou de l'avis d'une demande d'autorisation d'appel, mais le présent paragraphe ne s'applique pas lorsqu'une sentence de mort a été imposée par suite d'une déclaration de culpabilité.

Prolongation du  
délai

(3) Si, par suite d'une déclaration de culpabilité, une condamnation à mort a été imposée,

Sursis à  
l'exécution  
d'une  
condamnation à  
mort

a) la condamnation ne doit être exécutée qu'après l'expiration du délai dans lequel avis d'appel ou d'une demande d'autorisation d'appel peut être donné sous le régime du présent article; et

b) un appel ou une demande d'autorisation d'appel de la déclaration de culpabilité ou de la sentence doit être entendu et décidé avec la plus grande diligence possible, et la condamnation ne doit pas être exécutée avant

(i) le jugement sur la demande, dans les cas où une demande d'autorisation d'appel est définitivement rejetée, ou

(ii) le jugement sur l'appel.

(4) La production d'un certificat

Effet du  
certificat

a) du registraire attestant qu'un avis d'appel ou un avis de demande d'autorisation d'appel a été donné, ou

45



*Clause 15:* Subsection 609(4) at present reads as follows:

“(4) The Attorney General or counsel instructed by him for the purpose may appeal to the court of appeal in respect of a conviction for second degree murder, against the number of years of imprisonment without eligibility for parole, being less than twenty-five, that has been imposed as a result of that conviction.”

*Clause 16:* This amendment would provide for an extension of time where notices of appeal or applications for appeal have been given except where a sentence of death has been imposed, for the delay and suspension of execution of sentence of death.

Subsection 607(2) at present reads as follows:

“(2) The court of appeal or a judge thereof may at any time extend the time within which notice of appeal or notice of an application for leave to appeal may be given.”

*Article 15 du bill.* — Voici le texte actuel du paragraphe 605(4):

«(4) Le procureur général, ou un avocat instruit à cette fin, peut interjeter appel, devant la cour d'appel, de tout délai préalable à la libération conditionnelle inférieur à vingt-cinq ans, en cas de condamnation pour meurtre au deuxième degré.»

*Article 16 du bill.* — Cette modification prévoirait une prorogation du délai de l'avis d'appel ou de l'avis de demande d'autorisation d'appel sauf en cas de condamnation à mort; elle prévoirait également le délai et le sursis d'exécution d'une condamnation à mort.

Voici le texte actuel du paragraphe 607(2):

«(2) La cour d'appel ou l'un de ses juges peut proroger le délai de l'avis d'appel ou de l'avis d'une demande d'autorisation d'appel.»

(b) from the Minister of Justice that he has exercised any of the powers conferred upon him by section 617,

is sufficient authority to suspend the execution of a sentence of death, and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

Suspension of execution of sentence of death

(5) Where, pursuant to a conviction, a sentence of death has been imposed, the execution of the sentence shall be suspended until after the determination of the appeal pursuant to section 604 whether or not the production of a certificate mentioned in subsection (4) has been made, and where, as a result of such suspension, a new time is required to be fixed for the execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court."

1974-75-76, c. 105, s. 17

17. Subsection 609(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Copies

"(4) A party to the appeal is entitled to receive

(a) without charge, if the appeal is against a conviction in respect of which a sentence of death has been imposed or against such sentence, or

(b) upon payment of any charges that are fixed by rules of court, in any other case

a copy or transcript of any material that is prepared under subsections (1), (2) and (3)."

1974-75-76, c. 105, ss. 18(1)

18. (1) All that portion of subsection 618(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Appeal from conviction

"618. (1) A person who is convicted of an indictable offence other than an offence punishable by death and whose conviction is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada."

b) du ministre de la Justice portant qu'il a exercé l'un des pouvoirs dont l'investit l'article 617,

constitue une autorisation suffisante de sursis à l'exécution, d'une condamnation à mort, et lorsque, conformément à ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, cette date peut être arrêtée par le juge qui a imposé la condamnation ou par tout juge qui aurait pu tenir la même cour ou y siéger.

(5) Si, par suite d'une déclaration de culpabilité, une condamnation à mort a été imposée, il doit être sursis à l'exécution de la condamnation jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel prévu par l'article 604, que le certificat mentionné au paragraphe (4) ait été produit ou non, et si, en conséquence de ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, elle peut être arrêtée par le juge qui a imposé la sentence ou par un juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou y avoir siégé."

Sursis d'exécution d'une condamnation à mort

17. Le paragraphe 609(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c. 105, art. 17

"(4) Une partie à l'appel a le droit de recevoir,

Copies

a) sans frais, si l'appel vise une déclaration de culpabilité à l'égard de laquelle une condamnation à mort a été imposé ou vise cette condamnation, ou

b) sur paiement des frais fixés par les règles de cour, dans tout autre cas.

une copie ou transcription de tout élément préparé sous le régime des paragraphes (1), (2) et (3)."

18. (1) Toute la partie du paragraphe 618(1) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

1974-75-76, c. 105, par. 18(1)

40

"618. (1) Une personne déclarée coupable d'un acte criminel autre qu'une infraction punissable de mort et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel,

Appel d'une déclaration de culpabilité

*Clause 17:* This amendment would permit a party to an appeal to be entitled to receive a copy or transcript of material prepared under subsections 609(1), (2) or (3) without charge if the appeal is against a sentence of death or a conviction in respect of which such sentence has been imposed.

Subsection 609(4) at present reads as follows:

“(4) A party to an appeal is entitled to receive, upon payment of any charges that are fixed by rules of court, a copy or transcript of any material that is prepared under subsections (1), (2) and (3).”

*Clause 18:* (1) This amendment would permit an appeal on a question of law to the Supreme Court of Canada from a conviction affirmed by the court of appeal where a person is convicted of an offence other than an offence punishable by death.

Subsection 618(1) at present reads as follows:

“618. (1) A person who is convicted of an indictable offence and whose conviction is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada”

*Article 17 du bill.* — Cette modification donnerait à une partie à l'appel le droit de recevoir une copie ou transcription de tout document établi en application des paragraphes 609(1), (2) ou (3), sans frais en cas d'appel d'une condamnation à mort ou d'une déclaration de culpabilité qui a entraîné une telle condamnation.

Voici le texte actuel du paragraphe 609(4):

«(4) Une partie à l'appel a le droit de recevoir, sur paiement des frais fixés par les règles de cour, une copie ou transcription de tout élément préparé sous le régime des paragraphes (1), (2) et (3).»

*Article 18 du bill.* — (1) Cette modification permettrait, en cas de déclaration de culpabilité confirmée par la cour d'appel pour une infraction non punissable de mort, d'en appeler à la Cour Suprême du Canada sur une question de droit.

Voici le texte actuel du paragraphe 618(1):

«618. (1) La personne déclarée coupable d'un acte criminel et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel peut interjeter appel à la Cour Suprême du Canada»

1974-75-76, c.  
105, ss. 18(2)

(2) Paragraph 618(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) who is acquitted of an indictable offence other than  
(i) an offence punishable by death, or  
(ii) by reason of the special verdict of not guilty on account of insanity,  
and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or”

1974-75-76, c.  
105, s. 19

19. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 618, the following section:

Appeal on law  
or fact or mixed  
law and fact

“619. Notwithstanding any other provision of this Act, a person  
(a) who has been sentenced to death and whose conviction is affirmed by the court of appeal, or  
(b) who is acquitted of an offence punishable by death and whose acquittal is set aside by the court of appeal,  
may appeal to the Supreme Court of Canada on any ground of law or fact or mixed law and fact.”

1972, c. 13, s.  
57; 1974-75-76,  
c. 105, s. 20

20. Subsection 662.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Conditional and  
absolute  
discharge

“662.1 (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against him, by imprisonment for fourteen years or for life or by death, the court before which he appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or upon the conditions prescribed in a probation order.”

peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada.»

(2) L'alinéa 618(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, par. 18(2)

«a) qui est déchargée de l'accusation d'un acte criminel  
(i) autre qu'une infraction punissable de la peine de mort, ou  
(ii) autrement qu'en raison du verdict spécial de non-culpabilité pour cause d'aliénation mentale,  
et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel, ou»

19. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 15618, de l'article suivant:

1974-75-76, c.  
105, art. 19

«619. Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, une personne  
a) qui a été condamnée à mort et dont la déclaration de culpabilité est confirmée par la cour d'appel, ou  
b) qui est acquittée d'une infraction punissable de mort et dont l'acquittement est écarté par la cour d'appel,  
peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada sur toute question de droit ou de fait ou toute question mixte de droit et de fait.»

Appel sur une  
question de  
droit ou de fait  
ou de droit et  
de fait

20. Le paragraphe 662.1(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1972, c. 13, art.  
57; 1974-75-76,  
c. 105, art. 20

«662.1 (1) Lorsqu'un accusé autre qu'une corporation plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction autre qu'une infraction pour laquelle la loi prescrit une peine minimale ou qui est punissable, à la suite des procédures entamées contre lui, d'un emprisonnement de quatorze ans, de l'emprisonnement à perpétuité ou de la peine de mort, la cour devant laquelle il comparaît peut, si elle considère qu'une telle mesure est dans l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt public, au lieu de condamner l'accusé, prescrire par ordonnance qu'il soit libéré inconditionnellement ou aux conditions

Libération  
conditionnelle  
et incondition-  
nelle



(2) This amendment would bar any person who is acquitted of an offence punishable by death and whose acquittal is set aside by the court of appeal from appealing to the Supreme Court of Canada.

The relevant portion of subsection 618(2) at present reads as follows:

“(2) A person

(a) who is acquitted of an indictable offence other than by reason of the special verdict of not guilty on account of insanity and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or . . .

may appeal to the Supreme Court of Canada on a question of law.”

*Clause 19: New.* This amendment would permit an appeal to the Supreme Court of Canada on law or fact or mixed law and fact where the court of appeal has affirmed a sentence to death or has set aside an acquittal of an offence punishable by death.

*Clause 20:* This amendment would add offences punishable by death to the list of offences exempted from conditional or absolute discharge.

“662.1 (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against him, by imprisonment for fourteen years or for life, the court before which he appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or upon the conditions prescribed in a probation order.”

(2) Cette modification empêcherait une personne acquittée d’une inculpation d’infraction punissable de mort, et dont l’acquittement est annulé par la cour d’appel, d’en appeler à la Cour Suprême du Canada.

Voici le texte actuel de la partie pertinente du paragraphe 618(2):

«(2) Une personne

a) qui est déchargée de l’accusation d’un acte criminel autrement qu’en raison du verdict spécial de non-culpabilité pour cause d’aliénation mentale et dont l’acquittement est annulé par la cour d’appel, ou . . .

peut interjeter appel devant la Cour Suprême du Canada sur une question de droit.»

*Article 19 du bill.* — Nouveau. Cette modification permettrait d’en appeler à la Cour Suprême du Canada sur toute question de droit ou de fait ou toute question mixte de droit et de fait lorsque la cour d’appel a confirmé une condamnation à mort ou a annulé un acquittement dans le cas d’une infraction punissable de mort.

*Article 20 du bill.* — Cette modification ajouterait à la liste des infractions pour lesquelles le tribunal ne peut accorder de libération conditionnelle ni inconditionnelle celles qui sont punissables de mort. Voici le texte actuel du paragraphe 662.1(1)

«662.1 (1) La cour devant laquelle comparaît un accusé, autre qu’une corporation, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d’une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas une peine minimale ou qui n’est pas punissable, à la suite des procédures entamées contre lui, d’un emprisonnement de quatorze ans ou de l’emprisonnement à perpétuité peut, si elle considère qu’il y va de l’intérêt véritable de l’accusé sans nuire à l’intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu’il soit libéré inconditionnellement ou aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.»

1974-75-76, c.  
105, s. 21

**21.** The heading preceding section 669 and sections 669 to 674 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

prescrites dans une ordonnance de probation.»

**21.** La rubrique précédant l'article 669 et les articles 669 à 674 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1974-75-76, c.  
105, art. 21

5

*"Capital Punishment"*

*«Peine capitale*

Form of  
sentence

**669.** The sentence to be pronounced against a person who is sentenced to death shall be that he shall be hanged by the neck until he is dead.

**669.** La sentence à prononcer contre une personne condamnée à mort est que cette personne soit pendue par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Forme de la  
sentence

Recommendation  
by jury

**670.** (1) Where a jury finds an accused guilty of an offence punishable by death, the judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

**670.** (1) Lorsqu'un jury déclare un accusé coupable d'une infraction punissable de mort, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury, poser aux jurés la question suivante:

Recommandation  
par le jury

You have found the accused guilty and the law requires that I now pronounce sentence of death against him (or "the law provides that he may be sentenced to death", as the case may be). Do you wish to make any recommendation as to whether or not he should be granted clemency? You are not required to make any recommendation but if you do make a recommendation either in favour of clemency or against it, your recommendation will be included in the report that I am required to make of this case to the Solicitor General of Canada and will be given due consideration.

Vous avez déclaré l'accusé coupable et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine de mort (ou «la loi prévoit qu'il peut être condamné à mort», selon le cas). Désirez-vous recommander qu'il soit usé ou non de clémence à son endroit? Vous n'êtes pas tenus de faire une recommandation, mais si vous recommandez qu'il soit usé ou non de clémence à son endroit, votre recommandation sera insérée dans le rapport sur cette cause que je dois soumettre au solliciteur général du Canada et il en sera dûment tenu compte.

Where jury is  
unable to agree  
on recommendation

(2) If the jury reports to the judge that it is unable to agree upon a recommendation, either in favour of clemency or against it, and the judge is satisfied that further retention of the jury would not lead to agreement, he shall ascertain the number of jurors who are in favour of making a recommendation for clemency and the number of jurors who are against making such a recommendation and shall include such information in the report required by subsection 671(1).

(2) Si, dans son rapport au juge, le jury déclare qu'il est incapable de s'entendre sur une recommandation portant qu'il soit ou non usé de clémence et si le juge est convaincu qu'aucune entente ne résultera de nouvelles délibérations du jury, le juge doit établir le nombre des jurés qui favorisent la présentation d'une recommandation à la clémence et le nombre de ceux qui s'y opposent et inclure ce renseignement dans le rapport qu'exige le paragraphe 671(1).

Si le jury est  
incapable de  
s'entendre sur  
une recommandation

Sentence of  
death to be  
reported to the  
Solicitor  
General of  
Canada

**671.** (1) A judge who sentences a person to death shall appoint a day for the execution of the sentence, and in appointing that day shall allow a period of time that, in his opinion is sufficient to enable the Governor General to signify his pleasure before that day, and shall forthwith make a report of the case to the Solicitor General of Canada for the information of the Governor General.

**671.** (1) Un juge qui condamne une personne à la peine de mort doit fixer une date pour l'exécution de la sentence, et, en fixant cette date, accorder un délai suffisant, à son avis, pour permettre au gouverneur général de signifier son bon plaisir avant cette date, et il doit sans retard adresser au solliciteur général du Canada un rapport de l'affaire pour l'information du gouverneur général.

Il est fait  
rapport de la  
sentence de  
mort au  
solliciteur  
général du  
Canada



*Clause 21:* New. This amendment would introduce capital punishment and deal with the form of sentence, recommendation for mercy by jury, reporting the sentence, confinement of accused so sentenced, place of execution, certificate of death, deputies, coroner's inquest, documentation, place of burial, etc.

Sections 669 to 674 at present read as follows:

*"Imprisonment for Life*

**669.** The sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be,

(a) in respect of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served twenty-five years of his sentence;

(b) in respect of a person who has been convicted of second degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served at least ten years of his sentence or such greater number of years, not being more than twenty-five years, as has been substituted therefor pursuant to section 671; and

(c) in respect of a person who has been convicted of any other offence, that he be sentenced to imprisonment for life with normal eligibility for parole.

**670.** Where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

"You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against him. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that he must serve before he is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before he is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five."

**671.** At the time of the sentencing of an accused under section 669 who is convicted of second degree murder, the judge presiding at the trial of the accused or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the accused, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to any recommendation made pursuant to section 670, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment, (being more than ten but not more than twenty-five) without eligibility for parole, as he deems fit in the circumstances.

**672.** (1) Where a person has served at least fifteen years of his sentence

(a) in the case of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, or

(b) in the case of a person convicted of second degree murder who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served more than fifteen years of his sentence,

he may apply to the appropriate Chief Justice in the province or territory in which the conviction took place for a reduction in his number of years of imprisonment without eligibility for parole.

*Article 21 du bill.* — Nouveau. Cette modification introduirait la peine capitale et couvrirait les questions de forme de la sentence, de recommandation de clémence par le jury, de rapport de la sentence, d'isolement du condamné, de lieu d'exécution, de certificat de décès, de substituts, d'enquête du coroner, de documentation, de lieu d'inhumation, etc.

Voici le texte actuel des articles 669 à 674:

*«Emprisonnement à perpétuité*

**669.** Le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de l'article 671;

c) pour toute autre infraction, à l'application des conditions normalement prévues.

**670.** Le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante:

«Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans?»

**671.** Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 669, le juge qui préside au procès de l'accusé déclaré coupable de meurtre au deuxième degré, ou en cas d'empêchement tout juge du même tribunal, peut, compte tenu du caractère de l'accusé, de la nature de l'infraction, des circonstances de cette dernière et de toute recommandation formulée conformément à l'article 670, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances.

**672.** (1) La personne qui a purgé quinze ans de sa peine après avoir été déclarée coupable

a) de haute trahison ou de meurtre au premier degré,

b) de meurtre au deuxième degré et condamnée à l'emprisonnement à perpétuité avec délai préalable à sa libération conditionnelle d'au moins à quinze ans,

peut demander au juge en chef compétent de la province ou du territoire où a eu lieu cette déclaration de culpabilité la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle.

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent doit charger un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour décider s'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, compte tenu de son caractère, de sa conduite durant l'exécution de sa peine, de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné et de tout ce qu'il estime utile dans les circonstances, et cette décision doit être prise par les deux tiers au moins des membres de ce jury.

When judge  
may reprieve

(2) Where a judge who sentences a person to death or any judge who might have held or sat in the same court considers

(a) that the person should be recommended for the royal mercy, or

(b) that, for any reason, it is necessary to delay the execution of the sentence,

the judge may, at any time, reprieve the person for any period that is necessary for 10 the purpose.

Sentence of  
death in  
N.W.T. and  
Yukon

(3) A judge who sentences a person to death in the Northwest Territories or in the Yukon Territory shall, after appointing a day for the execution of the sentence, 15 in accordance with subsection (1), forthwith forward to the Solicitor General of Canada full notes of the evidence taken at the trial and his report upon the case, and the execution of the sentence shall be suspended until the report is received and the pleasure of the Governor General is signified, and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed 25 by the judge who imposed the sentence or any judge having equivalent jurisdiction.

Prisoner to be  
confined apart

**672.** (1) A person who is sentenced to death shall be confined in a safe place within a prison apart from all other 30 prisoners.

Who to have  
access

(2) No person other than the keeper of the prison and his servants, the prison doctor and a clergyman or minister shall have access to a person who is sentenced to 35 death unless permission is given in writing by a judge of the court by which the sentence was imposed or by the sheriff.

Place of  
execution

**673.** (1) A sentence of death shall be executed within the walls of a prison. 40

Who shall  
attend

(2) The sheriff, the keeper of the prison, the prison doctor and any other persons required by the sheriff shall be present at the execution of a sentence of death.

(2) Lorsqu'un juge qui condamne une personne à mort ou un juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou y avoir siégé estime

a) que la personne devrait être recommandée à la clémence royale, ou

b) que, pour une raison quelconque, il est nécessaire de retarder l'exécution de la sentence,

le juge peut, à toute époque, accorder à 10 cette personne un sursis pour toute période qui est nécessaire à cette fin.

(3) Un juge qui condamne une personne à mort dans les territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Yukon doit, après 15 avoir fixé une date pour l'exécution de la sentence, conformément au paragraphe (1), envoyer immédiatement au solliciteur général du Canada des notes complètes de la preuve recueillie lors du procès, ainsi 20 que son rapport sur l'affaire, et l'exécution de la sentence est suspendue jusqu'à ce que le rapport soit reçu et que le gouverneur général signifie son bon plaisir. Lorsque, par suite de cette suspension, il est nécessaire 25 de fixer une autre date pour l'exécution de la sentence, cette date peut être fixée par le juge qui a imposé la sentence ou par tout juge possédant une juridiction équivalente. 30

**672.** (1) Un individu qui est condamné à mort doit être enfermé en un lieu sûr dans les limites d'une prison et isolé de tous les autres prisonniers.

(2) Nul autre que le gardien de la prison 35 et ses serviteurs, le médecin de la prison et un membre du clergé ou ministre du culte n'a accès auprès d'une personne condamnée à mort, à moins qu'une permission écrite n'ait été donnée par un juge de la 40 cour qui a prononcé la sentence ou par le shérif.

**673.** (1) Une sentence de mort doit être exécutée à l'intérieur des murs d'une prison. 45

(2) Le shérif, le gardien de la prison, le médecin de la prison et toutes autres personnes requises par le shérif doivent assister à l'exécution d'une sentence de mort.

Quand le juge  
peut accorder  
un sursis

Sentence de  
mort dans les t.  
du N.-O. et le  
Yukon

Le prisonnier  
est enfermé à  
part

Qui a accès  
auprès d'un  
prisonnier  
condamné à  
mort

Lieu de  
l'exécution

Qui doit y être  
présent



(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the application and determine whether the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced having regard to the character of the applicant, his conduct while serving his sentence, the nature of the offence for which he was convicted and such other matters as the judge deems relevant in the circumstances and such determination shall be made by no less than two-thirds of such jury.

(3) Where the jury hearing an application under subsection (1) determine that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought not to be reduced, the jury shall set another time at or after which an application may again be made by the applicant to the appropriate Chief Justice for a reduction in his number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(4) Where the jury hearing an application under subsection (1) determine that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced, the jury may, by order,

(a) substitute a lesser number of years of imprisonment without eligibility for parole than that then applicable; or

(b) terminate the ineligibility for parole.

(5) The appropriate Chief Justice in each province or territory may make such rules in respect of applications and hearings under this section as are required for the purposes of this section.

(6) For the purposes of this section, the "appropriate Chief Justice" is

(a) in relation to

(i) the Provinces of British Columbia and Prince Edward Island, respectively, the Chief Justice of the Supreme Court,

(ii) the Provinces of Alberta, Nova Scotia and Newfoundland, respectively, the Chief Justice of the Supreme Court, Trial Division,

(iii) the Provinces of Saskatchewan and Manitoba, respectively, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench,

(iv) the Province of New Brunswick, the Chief Justice of the Supreme Court, Queen's Bench Division,

(v) the Province of Ontario, the Chief Justice of the High Court of Justice, and

(vi) the Province of Quebec, the Chief Justice of the Superior Court;

(b) in relation to the Yukon Territory, the Chief Justice of the Court of Appeal thereof; and

(c) in relation to the Northwest Territories, the Chief Justice of the Court of Appeal thereof.

(7) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place in the Yukon Territory or the Northwest Territories, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory or Northwest Territories, as the case may be.

**673.** In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 669, 671 or 672, there shall be included any time spent in custody between,

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life imposed after the commencement of the *Criminal Law Amendment Act (No. 2)*, 1976, the day on which that person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed; or

(3) Le juge, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il n'y a pas lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, doit fixer un délai à l'expiration duquel il lui sera loisible de présenter une nouvelle demande au juge en chef compétent.

(4) Le juge, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, peut, par ordonnance, en ce qui concerne ce délai,

a) en réduire le nombre d'années;

b) le supprimer.

(5) Le juge en chef compétent de chaque province ou territoire peut établir les règles applicables aux demandes et aux auditions prévues au présent article, qui sont nécessaires pour l'application de celui-ci.

(6) Pour l'application du présent article, l'expression «juge en chef compétent» désigne,

a) pour les provinces suivantes:

(i) en Colombie-Britannique et dans l'Île-du-Prince-Édouard, les juges en chef de la Cour suprême, respectivement,

(ii) en Alberta, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, les juges en chef de la Cour suprême, juridiction de première instance, respectivement,

(iii) en Saskatchewan et au Manitoba, les juges en chef de la Cour du banc de la Reine, respectivement,

(iv) au Nouveau-Brunswick, le juge en chef de la Cour suprême, division du banc de la Reine,

(v) en Ontario, le juge en chef de la haute Cour de justice, et

(vi) au Québec, le juge en chef de la Cour supérieure;

b) pour le territoire du Yukon, le juge en chef de la Cour d'appel;

c) pour les territoires du Nord-Ouest, le juge en chef de la Cour d'appel.

(7) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut désigner le juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, selon le cas, qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.

**673.** Est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée en application des articles 669, 671 ou 672, toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité

a) postérieure à l'entrée en vigueur de la *Loi de 1976 modifiant le droit pénal*, n° 2, de la condamnation;

b) consécutive à la commutation réelle ou présumée d'une peine de mort, de cette commutation.

**674.** (1) A moins que le Parlement du Canada ne légifère au contraire, avec renvoi exprès au présent article, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur cas en vue de leur accorder une telle libération qui, autrement, pourrait être accordée en vertu des lois du Parlement du Canada, notamment en vertu de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération de ce genre auquel ils sont, par la présente loi, obligatoirement soumis pour le nombre d'années d'emprisonnement qu'elle prévoit expressément.

(2) En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi d'un délai préalable à la libération conditionnelle, les absences sans escorte prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées et les libérations conditionnelles de jour prévues à la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus* accordées que, par dérogation à ces lois, au cours des trois années précédant l'expiration du délai susmentionné.»

Who may attend	(3) A clergyman or minister who desires to attend and any other person whom the sheriff considers it proper to admit may attend the execution of a sentence of death.	(3) Un membre du clergé ou ministre du culte qui désire être présent et toute autre personne que le shérif juge opportun d'admettre peuvent assister à l'exécution d'une sentence de mort.	Qui peut y assister
Certificate of death	674. (1) The prison doctor shall, as soon as possible after a sentence of death has been executed, examine the body of the executed person, ascertain the fact of death, and sign and deliver to the sheriff a certificate in Form 40.	674. (1) Le médecin de la prison doit, le plus tôt possible après qu'une sentence de mort a été exécutée, examiner le corps de la personne exécutée, constater le fait de la mort et signer et remettre au shérif un certificat selon la formule 40.	Certificat de mort
Declaration by sheriff and keeper	(2) The sheriff, the keeper of the prison and any other persons who are present at the execution of a sentence of death shall, if required by the sheriff, sign a declaration in Form 41.	(2) Le shérif, le gardien de la prison et toutes autres personnes qui assistent à l'exécution d'une sentence de mort doivent, s'ils en sont requis par le shérif, signer une déclaration selon la formule 41.	Déclaration du shérif et du gardien
Deputies may act	675. Any duty that is imposed upon a sheriff, keeper of the prison or prison doctor by section 673 may, and in his absence shall, be performed by his lawful deputy or assistant, or by the officer or person who ordinarily acts for him or with him.	675. Tout devoir imposé à un shérif, à un gardien de la prison ou à un médecin de la prison par l'article 673 peut, et en son absence doit, être accompli par son substitut ou adjoint légal, ou par le fonctionnaire ou la personne qui ordinairement agit pour lui ou avec lui.	Les substituts peuvent agir
Coroner's inquest	676. (1) A coroner of a district, county or place where a sentence of death is executed shall, within twenty-four hours after the execution of the sentence, hold an inquest on the body of the executed person.	676. (1) Un coroner d'un district, comté ou lieu où une sentence de mort est exécutée, doit, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'exécution de la sentence, tenir une enquête sur le corps de la personne exécutée.	Enquête du coroner
Identity and death	(2) The jury shall, at the inquest referred to in subsection (1), inquire into and ascertain the identity of the body of the executed person, and whether sentence of death was duly executed.	(2) Le jury doit, à l'enquête mentionnée au paragraphe (1), s'enquérir et s'assurer de l'identité du corps de la personne exécutée, et constater si la sentence de mort a été dûment exécutée.	L'identité et la mort
Inquisition in duplicate	(3) The coroner shall prepare the inquisition in duplicate and shall deliver one to the sheriff.	(3) Le coroner doit préparer le procès-verbal de l'enquête en double exemplaire et en remettre un au shérif.	Procès-verbal en double
Jurors	(4) No officer of a prison in which a sentence of death is executed and no prisoner confined therein shall be a juror on an inquest referred to in subsection (1).	(4) Aucun fonctionnaire de la prison où une sentence de mort est exécutée, ni un prisonnier y enfermé, ne doit être juré à l'enquête mentionnée au paragraphe (1).	Jurés
Where no coroner in Newfoundland	(5) Where a sentence of death is executed in a district, county or place in the Province of Newfoundland in which there is no coroner, an inquiry shall, for the purposes of this section, be conducted without the intervention of a jury by a magistrate having jurisdiction in the dis-	(5) Lorsqu'une sentence de mort est exécutée dans un district, un comté ou un endroit dans la province de Terre-Neuve, où il n'y a pas de coroner, une enquête doit, aux fins du présent article, être tenue sans l'intervention d'un jury par un magistrat ayant juridiction dans le district,	En l'absence d'un coroner à Terre-Neuve

(b) in the case of a sentence of death that has been or is deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life, the day on which that person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to death and the day the sentence was commuted or deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life.

**674.** (1) Unless the Parliament of Canada otherwise provides by an enactment making express reference to this section, no person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall be considered for parole or released pursuant to the terms of a grant of parole under the *Parole Act* or any other Act of the Parliament of Canada until the expiration or termination of his specified number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(2) Notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of his number of years of imprisonment without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*."



trict, county or place, and for the purposes of this subsection the provisions of section 677 and subsections (1), (2) and (3) of this section apply, *mutatis mutandis*.

Documents to be sent to Solicitor General of Canada

**677.** Where a sentence of death is executed, the sheriff shall, as soon as possible, send the certificates mentioned in section 674 and the inquisition referred to in subsection 676(3) to the Solicitor General of Canada or to the person who, from time to time, is appointed by the Governor in Council to receive them.

Place of burial

**678.** The body of a person who is executed pursuant to a sentence of death shall be buried within the prison in which the sentence was executed, unless the lieutenant governor in council, the Commissioner of the Yukon Territory or the Commissioner of the Northwest Territories, as the case may be, otherwise orders.

Saving

**679.** Failure to comply with sections 671 to 677 does not make the execution of a sentence of death illegal where the execution would otherwise have been legal.

Procedure under other Acts not affected

**680.** Sections 671 to 678 do not apply in so far as they are inconsistent with any other Act of the Parliament of Canada that provides for the imposition and execution of a sentence of death.

Regulations

**681.** The Governor in Council may make regulations not inconsistent with this Act with respect to the execution of sentences of death.

1974-75-76, c. 105, s. 22

**22.** Subsection 682(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Public office vacated on conviction

“**682.** (1) Where a person is convicted of treason or of an indictable offence for which he is sentenced to death or to imprisonment for a term exceeding five years and holds, at the time he is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.”

comté ou endroit, et, aux fins du présent paragraphe, les dispositions de l'article 677 et des paragraphes (1), (2) et (3) du présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*.

5

**677.** Lorsqu'une sentence de mort est exécutée, le shérif doit, le plus tôt possible, envoyer les certificats mentionnés à l'article 674 et le procès-verbal mentionné au paragraphe 676(3) au solliciteur général du Canada ou à la personne qui, à l'occasion, est désignée par le gouverneur en conseil pour les recevoir.

Documents envoyés au solliciteur général du Canada

**678.** Le corps d'une personne qui est exécutée en conformité d'une sentence de mort doit être inhumé dans les limites de la prison où la sentence a été exécutée, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, le commissaire du territoire du Yukon ou le commissaire des territoires du Nord-Ouest, selon le cas, n'en ordonne autrement.

Lieu de l'inhumation

**679.** L'omission de se conformer aux articles 671 à 677 ne rend pas illégale l'exécution d'une sentence de mort dans les cas où l'exécution aurait autrement été légale.

Résolve

**680.** Les articles 671 à 678 ne s'appliquent pas en tant qu'ils sont incompatibles avec toute autre loi du Parlement du Canada prévoyant l'imposition et l'exécution d'une sentence de mort.

La procédure prévue par d'autres lois n'est pas atteinte

**681.** Le gouverneur en conseil peut édicter des règlements non incompatibles avec la présente loi en ce qui regarde l'exécution des sentences de mort.

Règlements

**22.** Le paragraphe 682(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c. 105, art. 22

“**682.** (1) Lorsqu'une personne déclarée coupable de trahison ou d'un acte criminel pour lequel elle est condamnée mort ou à l'emprisonnement pendant plus de cinq ans, occupe, au moment où elle est déclarée coupable, une fonction relevant de la Couronne ou un autre emploi public, la fonction ou l'emploi devient immédiatement vacant.”

La condamnation d'un fonctionnaire public entraîne sa destitution



*Clause 22:* This amendment would add treason and an indictable offence for which a person is sentenced to death as cases where a public office is vacated on conviction.

Subsection 682(1) at present reads as follows:

“682. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which he is sentenced to imprisonment for a term exceeding five years and holds, at the time he is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.”

*Article 22 du bill.* — Cette modification ajouterait la trahison et les actes criminels pour lesquels une personne est condamnée à mort aux cas entraînant la vacance d’un emploi public occupé par le condamné

Voici le texte actuel du paragraphe 682(1):

«682. (1) Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d’un acte criminel et condamné en conséquence à un emprisonnement de plus de cinq ans.»

1974-75-76, c.  
105, s. 23

23. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 683, the following section:

Commutation  
of sentence

“684. (1) The Governor in Council may commute a sentence of death to imprisonment in the penitentiary for life, or for any term of years not less than two years, or to imprisonment in a prison other than a penitentiary for a period of less than two years. 5 10

Notice to  
authorities

(2) A copy of an instrument duly certified by the Clerk of the Privy Council or a writing under the hand of the Solicitor General of Canada or Deputy Solicitor General of Canada declaring that a sentence of death is commuted is sufficient notice to and authority for all persons having control over the prisoner to do all things necessary to give effects to the commutation. 15 20

Approval by  
Governor in  
Council of  
release after  
commutation of  
sentence

(3) Notwithstanding any other law or authority, a person  
(a) in respect of whom a sentence of death has been commuted to imprisonment for life or a term of imprisonment, 25  
(b) upon whom a sentence of imprisonment for life has been imposed as a minimum punishment, or  
(c) upon whom a sentence of imprisonment for life is deemed by section 8 of 30 the *Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act* to have been imposed, shall not be released during his life or such term, as the case may be, without the prior approval of the Governor in Council, but 35 this subsection does not apply in respect of any absence authorized under section 26 of the *Penitentiary Act* or any day parole granted under section 10 of the *Parole Act*.” 40

1974-75-76, c.  
105, s. 24

24. Part XXV of the said Act is amended by adding thereto, immediately after form 39, the following forms:

23. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 683, de l'article suivant:

1974-75-76, c.  
105, art. 23

Commutation  
de sentence

“684. (1) Le gouverneur en conseil peut commuer une sentence de mort en emprisonnement au pénitencier à perpétuité, ou pour une période d'au moins deux ans, ou en incarcération dans une prison autre qu'un pénitencier pendant une période de moins de deux ans. 5 10

Avis aux  
autorités

(2) Une copie d'un instrument dûment certifiée par le greffier du Conseil privé ou un écrit sous le seing du solliciteur général du Canada ou du solliciteur général adjoint, déclarant qu'une sentence de mort 15 a été commuée, constitue, pour toutes personnes ayant autorisé sur le prisonnier, un avis et une autorisation suffisants de faire tout ce qui est requis pour donner effet à la commutation. 20

Le gouverneur  
en conseil doit  
approuver tout  
élargissement  
permis après  
une commuta-  
tion de peine de  
mort

(3) Nonobstant toute autre loi ou autorité, une personne,  
a) à l'égard de qui une sentence de mort a été commuée en emprisonnement à perpétuité ou en un emprisonnement à 25 temps,  
b) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité a été imposée comme peine minimum, ou  
c) à qui une sentence d'emprisonnement 30 à perpétuité est, aux termes de l'article 8 de la *Loi modifiant le droit pénal (peine capitale)*, réputée avoir été imposée, ne doit pas être remise en liberté de son vivant ou pendant la durée de son empri- 35 sonnement, selon le cas, sans l'approbation antérieure du gouverneur en conseil; toutefois ce paragraphe ne s'applique pas à l'égard d'une absence autorisée en vertu de l'article 26 de la *Loi sur les pénitenciers* 40 ou d'une libération conditionnelle de jour accordée en vertu de l'article 10 de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus*.”

24. La Partie XXV de ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après la formule 39, des formules suivantes:

1974-75-76, c.  
105, art. 24

*Clause 23:* New. This amendment would commute a sentence of death to imprisonment in a penitentiary for life or any term of not less than two years or in a prison for less than two years.

*Article 23 du bill.* — Nouveau. Cette modification permettrait de commuer une sentence de mort en emprisonnement à perpétuité ou pour une durée d'au moins deux ans dans un pénitencier ou en incarcération de moins de deux ans dans une prison.

*Clause 24:* New. This amendment is consequential on the new section 674 proposed in clause 21 providing for a certificate of execution of death and a declaration of the sheriff and others as soon as sentence of death has been executed.

*Article 24 du bill.* — Nouveau. Cette modification découle du nouvel article 674 du Code proposé par l'article 21 du bill, qui prévoit un certificat d'exécution de la sentence, de mort et une déclaration du shérif et d'autres aussitôt après l'exécution de la sentence.

## "FORM 40

"CERTIFICATE OF EXECUTION OF  
SENTENCE OF DEATH" (Section 674)

I, A.B., prison doctor of the (*prison*),  
at \_\_\_\_\_, hereby certify that I examined  
the body of C.D. on whom sentence of  
death was this day executed in the said  
prison and that I found that the said C.D. 5  
was dead.

Dated \_\_\_\_\_ this \_\_\_\_\_ day  
of \_\_\_\_\_ A.D. \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_

Prison doctor 10

## FORM 41

"DECLARATION OF SHERIFF AND  
OTHERS" (Section 674)

We, the undersigned, hereby declare  
that sentence of death was this day execu-  
ted on C.D., in our presence in the  
(*prison*) at \_\_\_\_\_

Dated \_\_\_\_\_ this \_\_\_\_\_ day 15  
of \_\_\_\_\_ A.D. \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_

Sheriff of.....

Gaoler of.....

.....  
..... Oth- 20

ers"

Procedure  
where motion  
filed with Mr.  
Speaker

25. Where, at any time after the coming  
into force of this Act, a motion for the  
consideration of the House of Commons, 25  
signed by not fewer than twenty members of  
the House, is filed with Mr. Speaker on the  
method to be used to implement capital pun-  
ishment, the House of Commons shall,  
within the first fifteen days next after the 30  
motion is filed that the House is sitting, in  
accordance with the Rules of the House, take  
up and consider the motion. All questions in  
connection with any motion taken up and  
considered by the House of Commons pursu- 35  
ant to this section shall be debated without  
interruption and decided not later than the  
end of the first sitting day next after the day  
the motion is first so taken up and  
considered. 40

## «FORMULE 40

CERTIFICAT D'EXÉCUTION DE LA  
SENTENCE DE MORT (Article 674)

Je, A.B., médecin de la (*prison*),  
à \_\_\_\_\_, certifie par les présentes que j'ai  
examiné le corps de C.D., sur lequel sen-  
tence de mort a été exécutée ce jour, dans  
ladite prison, et que j'ai constaté la mort 5  
dudit C.D.

Daté du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'an de  
grâce \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_

Médecin de la prison 10

## FORMULE 41

DÉCLARATION DU SHÉRIF ET D'AUTRES  
(Article 674)

Nous, soussignés, déclarons par les pré-  
sentes que sentence de mort a été, ce jour,  
exécutée en notre présence sur C.D. dans  
la (*prison*), à \_\_\_\_\_

Daté du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'an de 15  
grâce \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_

Shérif de.....

Geôlier de.....

..... Autres

..... per- 20

sonnes»

Procédure  
lorsqu'une  
motion est  
présentée à  
monsieur  
l'Orateur

25. Lorsque, n'importe quand après l'en-  
trée en vigueur de la présente loi, une motion  
d'examen par la Chambre des communes, 25  
signée par vingt députés au moins, est pré-  
sentée à monsieur l'Orateur au sujet de la  
méthode à employer pour l'application de la  
peine capitale, la Chambre des communes  
doit, dans les quinze premiers jours où elle 30  
siège après le dépôt de la motion, conformé-  
ment au Règlement de la Chambre, et exa-  
miner la motion. Toutes les questions ayant  
rapport à une motion prendre en considéra- 35  
tion et examinée par la Chambre des com-  
munes en application du présent article doi-  
vent être débattues sans interruption et il  
doit en être décidé ou plus tard à la fin du  
premier jour de séance qui suit celui où la



prise en considération et l'examen de la motion ont débuté.

*Consequential*

Consequential  
amendments

**26.** The portions of Acts set out in the schedule are amended in the manner and to the extent indicated in the schedule.

*Dispositions corrélatives*

**26.** Les dispositions des lois mentionnées à l'annexe sont modifiées de la façon qui y est indiquée.

Modifications  
corrélatives

5

*Commencement*

Commence-  
ment

**27.** This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

*Entrée en vigueur*

**27.** La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en  
vigueur





## SCHEDULE

Item	Act Affected	Amendment
1.	Criminal Code R.S., cc. C-34, C-35	<p>(1) Section 17 is amended by deleting the words "high treason or" before the word "treason".</p> <p>(2) The reference to "paragraph 46 (2)(a)" in subsection 48(1) is changed to "paragraph 46(1)(d)".</p> <p>(3) Paragraph 50(1)(b) is amended by deleting the words "high treason or" before the word "treason".</p> <p>(4)</p> <p>(5) Paragraph 427(b) is amended by deleting the words "high treason or" before the word "treason".</p> <p>(6) Subsection 529(9) is amended by deleting the words "high treason or" before the word "treason".</p> <p>(7) Subsection 532(1) is amended by deleting the words "high treason or" before the word "treason".</p> <p>(8) Subsection 532(4) is amended by substituting the word "treason" for the words "high treason" wherever they occur.</p>
2.	Fugitive Offenders Act R.S., c. F-23; 1974-75-76, c. 105, s. 29	<p>Section 3 is amended by deleting the words "high treason or" before the word "treason".</p>

## ANNEXE

Item	Loi concernée	Modification
1.	Code criminel  S.R., cc. C-34, C-35	<p>(1) L'article 17 est modifié par la suppression des mots «la haute trahison» devant les mots «la trahison».</p> <p>(2) Le renvoi à «l'alinéa 46(2)a)» au paragraphe 48(1) est remplacé par un renvoi à «l'alinéa 46(1)d)».</p> <p>(3) L'alinéa 50(1)b) est modifié par la suppression des mots «une haute trahison ou une trahison» partout où ils apparaissent et leur remplacement par les mots «une trahison» ou, selon le cas, les mots «la trahison».</p> <p>(4)</p> <p>(5) L'alinéa 427b) est modifié par la suppression des mots «d'une haute trahison,» devant les mots «d'une trahison».</p> <p>(6) Le paragraphe 529(9) est modifié par la suppression des mots «de haute trahison ou» devant les mots «de trahison».</p> <p>(7) Le paragraphe 532(1) est modifié par la suppression des mots «de haute trahison ou» devant les mots «de trahison».</p> <p>(8) Le paragraphe 532(4) est modifié par la substitution du mot «trahison» aux mots «haute trahison».</p>
2.	Loi sur les criminels fugitifs  S.R., c. F-23; 1974-75-76, c. 105, art. 29	<p>L'article 3 est modifié par la suppression des mots «à la haute trahison», devant les mots «à la trahison».</p>









**C-330**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-330**

An Act to amend the Canada Pension Plan  
(survivor's pension)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. HOWIE

**C-330**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-330**

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada  
(pension de survivant)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. HOWIE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-330**

**BILL C-330**

An Act to amend the Canada Pension Plan  
(survivor's pension)

Loi modifiant le Régime de pensions du  
Canada  
(pension de survivant)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S., c. C-5;  
1974-75-76,  
c. 4

1. Paragraph 44(1)(d) of the *Canada  
Pension Plan* is repealed and the following  
substituted therefor:

“(d) a survivor's pension shall be paid  
to the surviving spouse, as determined  
pursuant to section 63, of a deceased  
contributor who has made contributions 10  
for not less than the minimum qualify-  
ing period;”

1. L'alinéa 44(1)d) du *Régime de pen-  
sions du Canada* est abrogé et remplacé par 5  
ce qui suit:

«d) une pension de survivant doit être  
payée à la personne qui, d'après l'article  
63, a la qualité de conjoint survivant  
d'un cotisant qui a versé des contribu- 10  
tions pendant au moins la période mini-  
mum d'admissibilité;»

S.R., c. C-5;  
1974-75-76,  
c. 4

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to eliminate from the *Canada Pension Plan* discrimination on the basis of age. A person in receipt of disability benefits under the *Plan* should have the assurance that, in the event of his or her death, the surviving spouse and dependants will receive whatever benefits are left in the *Plan* irrespective of the age of the surviving spouse.

Paragraph 44(1)(d) at present reads as follows:

“(d) a survivor’s pension shall be paid to the surviving spouse, as determined pursuant to section 63, of a deceased contributor who has made contributions for not less than the minimum qualifying period, if the surviving spouse

(i) has reached 65 years of age, or

(ii) in the case of a surviving spouse who has not reached 65 years of age,

(A) had at the time of the death of the contributor reached 35 years of age,

(B) was at the time of the death of the contributor a surviving spouse with dependent children, or

(C) is disabled;”

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à faire disparaître du *Régime de pensions du Canada* la discrimination fondée sur l’âge. Une personne recevant des prestations d’invalidité en vertu du *Régime* devrait être assurée que, advenant son décès, son conjoint survivant et les personnes à sa charge recevront les prestations restant à recevoir du *Régime*, quel que soit l’âge du conjoint survivant.

Voici le texte actuel de l’alinéa 44(1)d):

«d) une pension de survivant doit être payée à la personne qui, d’après l’article 63, a la qualité de conjoint survivant d’un cotisant qui a versé des contributions pendant au moins la période minimum d’admissibilité, si le conjoint survivant

(i) a atteint 65 ans, ou

(ii) dans le cas d’un conjoint survivant qui n’a pas atteint 65 ans,

(A) avait à l’époque du décès du cotisant atteint 35 ans,

(B) était à l’époque du décès du cotisant un conjoint survivant avec enfant à charge, ou

(C) est invalide;»



**C-332**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-332**

An Act to provide for the accountability to Parliament  
of Crown agencies

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. GAMBLE

**C-332**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-332**

Loi prévoyant la responsabilité des organismes de la  
Couronne envers le Parlement

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. GAMBLE

**DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-332**

**BILL C-332**

An Act to provide for the accountability to  
Parliament of Crown agencies

Loi prévoyant la responsabilité des  
organismes de la Couronne envers le  
Parlement

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title	<b>1.</b> This Act may be cited as the <i>Crown Agency Accountability Act</i> .	<b>1.</b> La présente loi peut être citée sous le 5 titre: <i>Loi sur la responsabilité des organis- 5</i> <i>mes de la Couronne</i> .	Titre abrégé
Definitions	<b>2.</b> In this Act, “appropriate Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada who is by law designated to act as the Minister for the purposes of the Crown 10 agency; “Crown agency” means a corporation, agency or public body that is ultimately accountable through a Minister to Parlia- ment for the conduct of its affairs and 15 includes Crown corporations referred to in Part VIII of the Financial Administration Act and, departments of the Government of Canada;	<b>2.</b> Dans la présente loi, «ministre compétent» désigne le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui est légalement désigné pour faire fonc- 10 tion de ministre aux fins de l’organisme de la Couronne; «organisme de la Couronne» désigne une cor- poration, un organisme ou un corps public qui doit en dernier ressort rendre compte 15 au Parlement, par l’intermédiaire d’un ministre, de la conduite de ses affaires, et l’expression s’entend également des socié- tés de la Couronne mentionnées dans la Partie VIII de la <i>Loi sur l’administration 20</i> <i>financière</i> ainsi que des ministères et départements du gouvernement du Canada.	Définitions
Annual report	<b>3.</b> (1) Unless otherwise provided by law, 20 every Crown agency shall prepare and submit to the appropriate Minister an annual report which shall include an operating and capital budget, a statement of account and, a report on the administration and activities of 25 the Crown agency.	<b>3.</b> (1) Sauf disposition contraire prévue par le droit, tout organisme de la Couronne 25 doit établir et soumettre au ministre compé- tent un rapport annuel comprenant un budget de fonctionnement et d’immobilisa- tions, un état de compte et un rapport sur	Rapport annuel



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to provide that all Crown agencies submit an annual report to Parliament in the event they are not now required to do so and to refer that report to a committee of each House for examination and review. This will ensure a more effective accounting to Members of Parliament for their past and present activities, and allow Members to provide input in regard to future activities of the agency.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet de faire en sorte que tous les organismes de la Couronne soumettent dorénavant un rapport annuel au Parlement au cas où ils ne seraient actuellement pas tenus de le faire, et que ce rapport soit renvoyé devant un comité pour examen et étude afin que ces organismes puissent être tenus de rendre compte de leurs opérations passées, présentes et futures aux parlementaires.

Report in  
Parliament

(2) A report under this section shall be laid by the appropriate Minister before Parliament within fifteen days next after he receives it or, if Parliament is not then in session, within fifteen days after the commencement of the next ensuing session.

Annual Reports  
to Committees  
of Parliament

4. Every report referred to in section 3 laid before Parliament shall stand permanently referred

(a) in the case of the Senate, to the Committee of the Senate which the Leader of the Opposition or the Deputy Leader of the Opposition in the Senate designates, from his place in the Senate, and

(b) in the case of the House of Commons, to the Committee of the House of Commons which the Opposition House Leader or the Chief Opposition Whip designates, from his place in the House,

to be best suited to examine and inquire into the report.

l'administration et les opérations de l'organisme de la Couronne.

Rapport au  
Parlement

(2) Le rapport visé au paragraphe (1) doit être déposé par le ministre compétent devant le Parlement dans les quinze jours de sa réception par ce ministre ou, s'il n'y a pas de session parlementaire à ce moment-là, dans les quinze jours du début de la session suivante.

4. Tout rapport mentionné à l'article 3 est, dès son dépôt devant le Parlement, renvoyé en permanence,

a) dans le cas du Sénat, au comité du Sénat que le chef ou chef adjoint de l'Opposition au Sénat désigne, de son siège au Sénat, et

b) dans le cas de la Chambre des communes, au comité de la Chambre des communes que le chef ou whip en chef de l'Opposition à la Chambre désigne, de son siège à la Chambre,

comme étant le plus approprié pour faire une étude et une enquête sur le rapport.

**C-337**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-337**

An Act to provide for the constitution of a Federal  
Transport Commission of Inquiry  
(impartial investigation of transport accidents)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. FORRESTALL

**C-337**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-337**

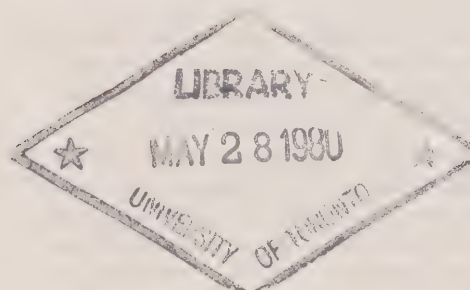
Loi prévoyant l'établissement d'une Commission fédé-  
rale d'enquête sur les transports  
(enquêtes impartiales en matière d'accidents de  
transport)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. FORRESTALL



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-337

## BILL C-337

An Act to provide for the constitution of a  
Federal Transport Commission of Inquiry

(impartial investigation of transport  
accidents)

Loi prévoyant l'établissement d'une Commis-  
sion fédérale d'enquête sur les transports

(enquêtes impartiales en matière  
d'accidents de transport)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Federal  
Transport Commission of Inquiry Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le  
5 titre *Loi sur la Commission fédérale d'en- 5*  
*quête sur les transports*.

Titre abrégé

### INTERPRETATION

### INTERPRÉTATION

Definitions

Définitions

"Commission"

«Commission»

2. In this Act

2. Dans la présente loi,

(a) "Commission" means the Federal  
Transport Commission of Inquiry con-  
stituted by this Act;

a) «Commission» désigne la Commission  
fédérale d'enquête sur les transports éta-  
blie par la présente loi;

10

"Gas"

«gaz»

(b) "gas" means any hydrocarbon that, at 10  
a temperature of 60 degrees Fahrenheit  
and a pressure of 14.73 pounds per square  
inch absolute, is in a gaseous state;

b) «gaz» désigne tout hydrocarbure qui, à  
une température de 60 degrés Fahrenheit  
et à une pression de 14.73 livres par pouce  
carré absolu est à l'état gazeux;

"Motor vehicle  
undertaking"

«entreprise de  
véhicules à  
moteur»

(c) "motor vehicle undertaking" means a  
work or undertaking for the transport of 15  
passengers or goods by any vehicle,  
machine, tractor, trailer or semi-trailer, or  
any combination thereof, propelled or  
drawn by mechanical power and capable  
of use upon a highway;

c) «entreprise de véhicules à moteur» dési- 15  
gne un ouvrage ou une entreprise destinés  
au transport de passagers ou de marchan-  
dises par véhicule, machine, tracteur,  
remorque, semi-remorque ou combinaison  
de ces moyens, à propulsion ou traction 20  
mécanique et pouvant être utilisé sur une  
route;

"Oil"

«huile»

(d) "oil" means any hydrocarbon other  
than gas; and

d) «huile» désigne tout hydrocarbure autre  
qu'un gaz; et



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to establish a permanent and impartial commission of inquiry to investigate transport accidents that are within federal jurisdiction. Under present laws, many of these transport accidents—perhaps resulting in loss of life—are investigated by the federal body that is responsible for making and enforcing the rules under which the transport operated when the accident occurred. There is an obvious conflict of interest in such case.

The Commission hereby proposed would have exclusive, but selective, authority—as against any other federal body—to investigate all accidents resulting in death, injury, or property loss occurring on any transport under federal authority. However, the Commission need not exercise this authority where it felt the public interest would be sufficiently served through an investigation by the appropriate federal regulatory body: that is, where the federal body would not be impeded by a conflict of interest in its investigations.

The Commission would also have authority to investigate safety standards and practices and to recommend changes.

The Commission would report its findings and recommendations, if any, to Parliament to provide opportunity for public debate.

Provision is also made for any person whose conduct or judgment becomes an issue during the investigation to appear and be heard; and, in the event of his death or other disability, to have his interests represented by a person appointed by the Commission.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill propose d'établir une Commission d'enquête permanente et impartiale pour enquêter sur les accidents de transport qui relèvent de la juridiction fédérale. En vertu du droit actuel, beaucoup de ces accidents de transport—qui peuvent entraîner des pertes de vie—font l'objet d'une enquête faite par l'organisme fédéral responsable de l'établissement et de l'application des règles qui régissaient le transport au moment de l'accident. Il y a, en pareil cas, conflit d'intérêt manifeste.

La Commission que le bill propose d'établir aurait autorité exclusive mais sélective, au lieu de tout autre organisme fédéral, pour enquêter sur tous les accidents entraînant la mort, des blessures ou pertes de biens, survenant à l'occasion de transports relevant de l'autorité fédérale. Toutefois, la Commission n'a pas besoin d'exercer son autorité lorsqu'elle estime que l'intérêt public serait suffisamment servi par une enquête de l'organisme fédéral investi du pouvoir de réglementation qui est compétent en l'espèce: cela se produirait lorsque l'organisme fédéral ne serait pas gêné dans ses enquêtes par un conflit d'intérêt.

La Commission aurait aussi le pouvoir d'enquêter sur les normes et pratiques de sécurité et de recommander des changements.

La Commission ferait, le cas échéant, part de ses conclusions et recommandations au Parlement pour fournir l'occasion d'un débat public.

Il est aussi prévu qu'une personne dont la conduite ou le jugement fait l'objet d'un litige durant l'enquête comparaisse et soit entendue; et, en cas de décès ou incapacité d'une telle personne, que ses intérêts soient représentés par une personne nommée par la Commission.

"Pipeline"	(e) "pipeline" means a line for the transmission of oil and gas or either.	e) «pipe-line» désigne un conduit pour le transport de l'huile ou du gaz ou des deux.	«pipe-line»
------------	--	---	-------------

## APPLICATION

## APPLICATION

	<b>3.</b> This Act applies to the following modes of transport:	<b>3.</b> La présente loi s'applique aux modes de transport suivants:	
Rail transport	(a) transport by railways to which the <i>Railway Act</i> applies;	a) transport par chemin de fer auquel s'applique la <i>Loi sur les chemins de fer</i> ;	5 Transport par chemin de fer
Air transport	(b) transport by air to which the <i>Aeronautics Act</i> applies;	b) transport aérien auquel s'applique la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;	Transport aérien
Water transport	(c) transport by water to which the <i>Transport Act</i> applies and all other transport by water to which the legislation authority of the Parliament of Canada extends;	c) transport par eau auquel s'applique la <i>Loi sur les transports</i> et tout autre transport par eau qui relève de la compétence législative du Parlement du Canada;	10 Transport par eau
Pipeline transport	(d) transport by a pipeline connecting a province with any other or others of the 15 provinces or extending beyond the limits of a province;	d) transport par un pipe-line reliant une province avec une ou plusieurs autres provinces ou s'étendant au-delà des limites d'une province;	15 Transport par pipe-line
Motor vehicle transport	(e) transport for hire or reward by a motor vehicle undertaking connecting a province with any other or others of the 20 provinces or extending beyond the limits of a province; and	e) transport moyennant un prix de louage ou une rétribution par une entreprise de véhicules à moteur reliant une province avec une ou plusieurs autres provinces ou s'étendant au-delà des limites d'une province; et	20 Transport par véhicules à moteur
Crown transport	(f) transport by aircraft, ship or motor vehicle used by Her Majesty in right of Canada.	f) transport par aéronef, navire ou véhicule à moteur utilisés par Sa Majesté du chef du Canada.	25 Transport de la Couronne

## CONSTITUTION

## CONSTITUTION

Commission constituted	<b>4.</b> (1) There shall be a commission, to be known as the Federal Transport Commission of Inquiry, consisting of not less than three and not more than five members appointed by the Governor in Council, who shall serve without remuneration.	<b>4.</b> (1) Est par les présentes établie une commission appelée la Commission fédérale d'enquête sur les transports formée de trois à cinq membres nommés par le gouverneur en conseil, qui rempliront ses fonctions sans rémunération.	30 Établissement de la Commission
Court of record	(2) The Commission is a court of record and shall have an official seal which shall be judicially noticed.	(2) La Commission est une cour d'archives et a un sceau officiel admis d'office par les tribunaux.	30 Cour d'archives
Tenure of office	(3) Subject to subsection (4), the members of the Commission hold office during good behaviour, but are removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons.	(3) Sous réserve du paragraphe (4), les membres de la Commission demeurent en fonctions aussi longtemps qu'ils en sont dignes mais peuvent être révoqués par le Gouverneur général sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.	35 Durée du mandat
Age limit	(4) A member of the Commission ceases to hold office upon attaining the age of sixty-five years.	(4) Un membre de la Commission cesse d'occuper ses fonctions à l'âge de soixante-cinq ans.	40 Limite d'âge





Oath of office	(5) Every member of the Commission shall, before entering upon the duties of his office as a commissioner, take oath that he will duly and faithfully, and to the best of his skill and knowledge, execute impartially and conscientiously the powers and trusts reposed in him as a member of the Commission.	(5) Avant d'entrer en fonctions à titre de commissaire, chaque membre de la Commission s'engage par serment à exercer dûment, loyalement, impartialement, consciencieusement et au mieux de ses aptitudes et connaissances ses pouvoirs et devoirs de membre de la Commission.	Serment
President & Vice-president	(6) One of the commissioners shall be appointed by the Governor in Council to be President of the Commission and another of the commissioners shall be appointed by the Governor in Council to be Vice-president of the Commission.	(6) Le gouverneur en conseil nomme un des commissaires à titre de président de la Commission et un autre à titre de vice-président.	Président et vice-président
Recruited from Public Service	(7) Every Commissioner shall be a person who, at all times during his membership in the Commission, holds a fulltime position in the Public Service of Canada, the regular duties of which include the furnishing of advice to the Government of Canada on matters referred to in section 6.	(7) Ne peuvent être commissaires que des employés à plein temps de la Fonction publique du Canada dont les fonctions ordinaires comprennent celle de donner des avis au gouvernement du Canada sur un ou plusieurs des sujets énumérés à l'article 6.	Employés de la Fonction publique
Conflict of interest	<p>5. (1) No member or officer of the Commission shall, directly or indirectly,</p> <p>(a) have any interest in, or in any undertaking of, any railway company, air transport company, pipelines company, shipping company or motor vehicle undertaking or have any interest in the obligations of any such company or undertaking;</p> <p>(b) engage in manufacturing or selling aircraft, ships, railway rolling stock, motor trucks, trailers or buses, or pipeline equipment, or in the transport of goods or passengers by any mode of transport for hire or reward; or</p> <p>(c) have any interest in any device, appliance, machine, patented process or article, or any part thereof that may be required or used as part of the equipment of any railway or rolling stock thereof, aircraft, ship, pipeline, motor truck, trailer or bus, or to any work or undertaking subject to this Act, the <i>Railway Act</i>, the <i>Aeronautics Act</i> or the <i>Motor Vehicle Transport Act</i>.</p>	<p>5. (1) Aucun membre ni cadre de la Commission ne doit, directement ou indirectement,</p> <p>a) avoir un intérêt dans une compagnie ou entreprise de compagnie de chemins de fer, de transport aérien, de pipelines, de navigation ou dans une entreprise de véhicules à moteur ni avoir un intérêt dans les obligations d'une telle compagnie ou entreprise;</p> <p>b) se livrer à la construction ou à la vente d'aéronefs, de navires, de camions à moteur, de remorques, d'autobus, de matériel roulant de chemins de fer ou de matériel de pipe-line ni au transport de marchandises ou de passagers par tout mode de transport moyennant un prix de louage ou une rétribution; ni</p> <p>c) avoir un intérêt dans tout ou partie d'un appareil, d'un instrument, d'une machine, d'un procédé ou article breveté qui peuvent être nécessaires ou utilisés comme partie de l'équipement d'un chemin de fer ou de son matériel roulant, d'un aéronef, navire, pipe-line, camion à moteur, autobus ou d'une remorque ou dans tout ouvrage ou entreprise soumis à la présente loi, à la <i>Loi sur les chemins de fer</i>, à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ou la <i>Loi sur le transport par véhicule à moteur</i>.</p>	Conflit d'intérêt



Divestment of  
conflicting  
interest

(2) Where any interest prohibited under subsection (1) vests in any member or officer of the Commission by will or succession for his own benefit, he shall, within three months thereafter, absolutely dispose of such interest.

(2) Lorsqu'un intérêt interdit en vertu du paragraphe (1) est dévolu par testament ou par succession au profit d'un membre ou cadre de la Commission, celui-ci doit, dans un délai de trois mois, se dessaisir de cet intérêt.

Dessaisissement  
de l'intérêt  
opposé

#### POWERS AND DUTIES

#### POUVOIRS ET FONCTIONS

Extent of  
jurisdiction

6. (1) Within the application of this Act, the Commission has full and primary jurisdiction to inquire into, hear, report upon, and make recommendations with respect to any matter

6. (1) Dans le domaine d'application de la présente loi, la Commission est pleinement et directement compétente pour faire enquête, procéder aux auditions, faire rapport et présenter des recommandations au sujet de toute affaire

Limite de  
jurisdiction

Post investiga-  
tive

(a) where death, bodily injury, or property loss have occurred, or

a) dans laquelle il y a eu décès, blessures corporelles ou dommages matériels, ou

Post-investiga-  
tion

Preventive  
investigative

(b) where, in the opinion of the Commission, an investigation into the standards prescribed and practices followed, or either of them, in the operation of any mode of transport may be necessary to better assure the safety of life and the protection of property.

b) dans laquelle la Commission estime qu'une enquête sur les normes prescrites et les pratiques suivies ou sur les unes ou les autres, dans l'exploitation d'un mode de transport, peut être nécessaire pour mieux garantir la sécurité de la vie et la protection des biens.

Investigation  
préventive

Jurisdiction  
exclusive where  
Commission  
elects to  
investigate

(2) Where the Commission assumes jurisdiction in any matter, its jurisdiction over such matter is exclusive; no person, agency, board, commission or other body empowered or required to inquire into such matter under an Act of the Parliament of Canada or by virtue of the prerogative of the Crown shall inquire or continue to inquire into such matter save and except as thereunto authorized by the Commission.

(2) Lorsque la Commission exerce sa compétence en une matière, sa compétence en cette matière est exclusive; les personnes, organismes, conseils, commissions ou autres corps constitués qui peuvent ou doivent faire enquête en la matière en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou en vertu de la prerogative de la Couronne ne doivent enquêter ou continuer à faire enquêter en la matière qu'avec et selon l'autorisation de la Commission.

Compétence  
exclusive de la  
Commission en  
cas d'enquête

Commission  
must investi-  
gate where  
public interest  
in issue

(3) It is the duty of the Commission to assume jurisdiction and to exercise its powers whenever, in the opinion of the majority of the members of the Commission, the public interest so requires.

(3) Il incombe à la Commission d'exercer sa compétence et ses pouvoirs chaque fois que, de l'avis de la majorité des membres de la Commission, l'intérêt public l'exige.

La Commission  
doit faire  
enquête lorsque  
l'intérêt public  
est en jeu

May make  
rules & orders

7. (1) The Commission, as it deems necessary, may make rules and orders respecting the exercise of its powers and the execution of its duties either generally or in particular case.

7. (1) La Commission, selon qu'elle le juge nécessaire, peut établir des règles et prendre des ordonnances concernant l'exercice de ses pouvoirs et fonctions soit en général soit dans un cas particulier.

Pouvoir  
d'établir des  
règles et des  
ordonnances

Gifts and loans

(2) The Commission may acquire money, securities or other property whatsoever by gift, loan or otherwise from any person, body corporate or body politic, and may expend, administer or dispose of any such money,

(2) La Commission peut acquérir des fonds, des titres ou tous autres biens par donation, prêt ou autrement de toute personne, corporation ou corps politique, et peut les administrer ou en disposer sous réserve, le

Dons et prêts





securities or other property subject to the terms, if any, upon which such money, securities or other property is given, lent or otherwise made available to the Commission.

cas échéant, des conditions auxquelles ces fonds, titres ou autres biens ont été donnés ou autrement mis à la disposition de la Commission.

Authority may borrow, and issue debentures

(3) The Commission may  
(a) borrow money in Canada or elsewhere, and  
(b) issue debentures for sums of not less than one hundred dollars, payable in not less than forty years.

5 (3) La Commission peut  
a) emprunter de l'argent au Canada ou ailleurs, et  
b) émettre des débentures d'au moins cent dollars, à échéance de quarante ans au minimum.

5 Pouvoir d'emprunter et d'émettre des débentures

Order filed in Federal Court

8. (1) An order of the Commission may be filed in the Federal Court of Canada.

8. (1) Les ordonnances de la Commission peuvent être déposées à la Cour fédérale du Canada.

Ordonnance déposée à la Cour fédérale

Effect of filing

(2) On filing in the Court under subsection (1), an order of the Commission has the same force and effect, and all proceedings may be taken thereon, as if the order were an order of the Court.

(2) Une fois déposée à la Cour en vertu du paragraphe (1), une ordonnance de la Commission a la même force et le même effet et permet d'engager les mêmes procédures que si l'ordonnance était une ordonnance de la Cour.

Effet du dépôt

Witnesses & papers

9. The Commission has power to summon witnesses, to require them to give evidence on oath or solemn affirmation either orally or in writing, and to produce such documents, papers and things as the Commission may require. Information gathered or given to the Commission including cockpit voice, parameter and other recordings should be regarded only as tools of the investigation and may not be made available for use in criminal, civil or enforcement proceedings.

9. La Commission a le pouvoir de citer des témoins, de les requérir de déposer sous serment ou affirmation solennelle soit verbalement, soit par écrit, et de produire les documents, papiers et choses que la Commission peut exiger. Les renseignements recueillis par la Commission ou qui lui sont donnés, notamment l'enregistrement des communications de la cabine de pilotage, les paramètres et autres enregistrements, doivent être considérés seulement comme moyens d'investigation et ne peuvent être communiqués pour servir dans des procédures criminelles, civiles ou d'exécution.

20 Témoins et documents

Evidence

10. The Commission has power to enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence by order filed under section 8.

10. La Commission a le pouvoir de contraindre les témoins à comparaître et de les obliger à témoigner par voie d'ordonnance déposée en vertu de l'article 8.

Preuve

Contempt: how dealt with

11. The Commission may refer a question of contempt of the Commission to the Federal Court of Canada where the question shall be heard and determined and such order made thereon as if the question of contempt had originated in that Court.

11. Toute question d'outrage à la Commission peut être déférée par celle-ci à la Cour fédérale du Canada qui entendra et jugera l'affaire et rendra une ordonnance à son sujet tout comme si la question d'outrage avait pris naissance dans cette Cour.

Outrage: procédure

Right of private person to make public defence

12. Where an issue arises during an investigation with respect to the conduct or judgment of any person, the Commission shall notify such person thereof and shall provide

12. Quand, au cours d'une enquête, il y a contestation au sujet de la conduite ou du jugement d'une personne, la Commission doit le notifier à cette personne et lui fournir

Droit des individus à une défense publique





him opportunity to make answer thereto by himself or his counsel either orally or in writing; and where such person is deceased or for other reason cannot make his answer, the Commission may appoint a person to represent him and to answer for him.

Report tabled  
in Parliament

**13.** (1) The Commission shall, within fifteen days after the completion of a report by it on any matter within the scope of the Commission, cause the report with its recommendations, if any, to be laid before both Houses of Parliament.

Report may be  
debated

(2) Where a report has been laid before Parliament pursuant to subsection (1), a notice of motion in either House signed by fifteen members thereof, and made in accordance with the rules of that House within seven days of the day the report was laid before that House, praying that the report be taken into consideration, shall be debated in that House at the first convenient opportunity within the four sitting days next after the day the motion in that House was made.

Public security

(3) The Commission may exclude from a report to be laid before Parliament pursuant to subsection (1), so much thereof as might, if published or otherwise communicated, be prejudicial to the safety or interests of the State or any person but nothing may be so excluded from a report except upon explanation made in the report as so laid before Parliament.

#### GENERAL

Canada  
Evidence Act  
applies

**14.** The provisions of the *Canada Evidence Act* apply to proceedings under this Act.

Crown bound

**15.** Her Majesty in right of Canada is bound by the provisions of this Act.

la possibilité de présenter sa réponse en personne ou par son avocat soit verbalement soit par écrit; et lorsque cette personne est décédée ou n'est pas en mesure de présenter sa réponse pour une autre raison, la Commission peut nommer une personne pour la représenter et pour répondre à sa place.

Dépôt du  
rapport au  
Parlement

**13.** (1) La Commission doit, dans les quinze jours qui suivent la rédaction d'un rapport sur toute question relevant de sa compétence, faire déposer le rapport avec ses recommandations, le cas échéant, devant les deux Chambres du Parlement.

Le rapport peut  
faire l'objet  
d'un débat

(2) Lorsqu'un rapport a été déposé devant le Parlement en application du paragraphe (1), un avis de motion dans l'une des deux Chambres, signé par dix membres de cette Chambre et établi en conformité des règles de cette Chambre dans les sept jours qui suivent la date du dépôt du rapport devant cette Chambre, demandant que le rapport soit pris en considération, sera débattu par cette Chambre à la première occasion convenable dans le courant des quatre premiers jours de session qui suivent la date de présentation de la motion à cette Chambre.

Sécurité  
publique

(3) La Commission peut exclure d'un rapport devant être déposé devant le Parlement en application du paragraphe (1), tout ce qui, en cas de publication ou autre forme de communication pourrait porter préjudice à la sécurité ou aux intérêts de l'État ou de quelque personne, mais rien ne peut être ainsi exclu d'un rapport sans explication fournie dans le rapport déposé devant le Parlement.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La Loi de la  
preuve au  
Canada  
s'applique

**14.** Les dispositions de la *Loi de la preuve au Canada* s'appliquent aux procédures engagées en vertu de la présente loi.

Responsabilité  
de la Couronne

**15.** Sa Majesté du chef du Canada est liée par les dispositions de la présente loi.

*Clause 13:* Compare section 225 of the *Railway Act*, which reads:

“ACCIDENTS  
*Notice to be Sent to Commission*

**225.** (1) Every company shall, as soon as possible and immediately after the head officers of the company have received information of the occurrence upon the railway belonging to such company, of any accident attended with personal injury to any person using the railway, or to any employee of the company, or whereby any bridge, culvert, viaduct, or tunnel on or of the railway has been broken or so damaged as to be impassable or unfit for immediate use, give notice thereof, with full particulars, to the Commission.

(2) The conductor or other employee in charge of the train, place or structure in connection with which such accident occurred, shall as soon as possible after such accident notify the Commission of the accident by telegraph.

(3) The Commission may by regulation declare the manner and form in which such information and notice shall be given and the class of accidents to which this section shall apply, and may declare any such information so given to be privileged.”

and the judicial interpretation of subsection (3) in *Mitchell et al. v. Canadian National Railways* (1973), 38 D.L.R. (3d) 581, 5 N.S.R. (2d) 329 (N.S.S.C.).

“The word “privileged” as used in an order of the Board of Transport Commissioners for Canada made pursuant to this section, means “confidential”. If there is any real privilege it is that of the Commission and not that of the railway company which submitted the report. The purpose of the order is to provide that the accident report shall not be open to public inspection by action of the Commission or any of its employees, and that no copy of the accident report and no information respecting the same shall be given out or made public by the Commission or any of its employees, unless the Commission so orders.”

*Article 13 du bill.* — Aux fins de comparaison, voir l'article 225 de la *Loi sur les chemins de fer* dont voici le texte:

«ACCIDENTS  
*Information à donner à la Commission*

**225.** (1) Toute compagnie, aussitôt que possible, et immédiatement après que ses fonctionnaires principaux ont été informés d'un accident, survenu sur le chemin de fer de la compagnie, qui a occasionné des contusions ou blessures à une personne se servant du chemin de fer ou à un employé de la compagnie, ou par suite de quoi un pont ou un ponceau, un viaduc ou tunnel sur le chemin de fer ou en dépendant, a été brisé ou endommagé de manière à devenir impraticable ou hors d'état de servir immédiatement, doit en informer la Commission et lui en fournir tous les détails.

(2) Le chef de train ou un autre employé ayant la direction du train, de l'endroit ou de la structure où s'est produit l'accident, doit, le plus tôt possible après que l'accident s'est produit, en avvertir la Commission par télégramme.

(3) La Commission peut, par règlement, déclarer de quelle manière et dans quelle forme doivent être donnés ces renseignements et cette information, et à quelle catégorie d'accidents doit s'appliquer le présent article, et elle peut déclarer confidentiels les renseignements ainsi fournis.»

Voir également l'interprétation judiciaire du paragraphe (3) dans l'arrêt *Mitchell et al. c. Le Canadien National* (1973), 38 D.L.R. (3<sup>e</sup>) 581, 5 N.S.R. (2<sup>e</sup>) 329 (N.S.S.C.):

«Le mot «privileged» employé dans une ordonnance de la Commission des transports du Canada rendue en application du présent article signifie «confidentiel». S'il existe un privilège réel, il appartient à la Commission et non à la compagnie de chemin de fer qui a rédigé le rapport. L'ordonnance a pour objet de prévoir que le rapport sur l'accident ne soit pas accessible au public, que ce soit du fait de la Commission ou d'un de ses employés et qu'aucune copie de ce rapport et qu'aucun renseignement y afférent ne soit rendu public par la Commission ou un de ses employés sans une ordonnance de la Commission en ce sens.»









**C-339**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-339**

An Act respecting Crown corporations  
(not agents of Her Majesty)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-339**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

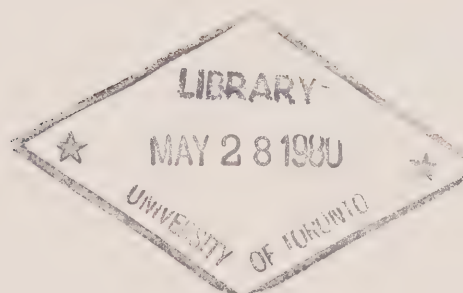
**BILL C-339**

Loi concernant les corporations de la Couronne  
(non mandataires de Sa Majesté)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---



MR. HERBERT

M. HERBERT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-339**

**BILL C-339**

An Act respecting Crown corporations  
(not agents of Her Majesty)

Loi concernant les corporations de la  
Couronne  
(non mandataires de Sa Majesté)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Not agents of  
Her Majesty

1. Notwithstanding any other Act, the  
Crown corporations specified in Schedule D  
of the *Financial Administration Act* are not  
agents of Her Majesty.

1. Nonobstant toutes autres lois, les cor-  
porations de la Couronne mentionnées à l'an-  
5 nexé D de la *Loi sur l'administration finan-*  
*cière* ne sont pas mandataires de Sa Majesté.

Non mandai-  
5 res de Sa  
Majesté

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to put Crown corporations on the same level as private companies, to render Crown corporations subject to private law and to take away their privileges under public law.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de mettre les sociétés de la Couronne sur un pied d'égalité avec les entreprises privées, vise à assujettir les sociétés de la Couronne au droit privé et à leur enlever leurs prérogatives de droit public.



**C-340**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-340**

An Act to amend the Canadian Human Rights Act  
(controlled illness)

---

First reading, May 2, 1980

---

**MR. DICK**

**C-340**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-340**

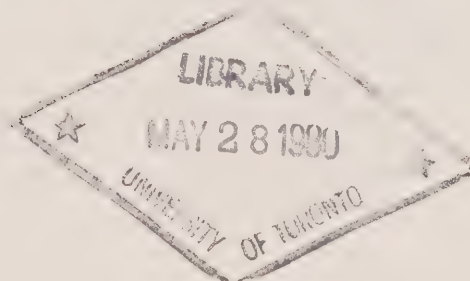
Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la  
personne  
(maladie enrayée)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

**M. DICK**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-340

## BILL C-340

An Act to amend the Canadian Human  
Rights Act

Loi modifiant la Loi canadienne sur les  
droits de la personne

(controlled illness)

(maladie enrayée)

1976-77, c. 33

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

1976-77, c. 33

1. Section 3 of the *Canadian Human  
Rights Act* is repealed and the following  
substituted therefor:

1. L'article 3 de la *Loi canadienne sur les  
5 droits de la personne* est abrogé et remplacé 5  
par ce qui suit:

Proscribed  
grounds of  
discrimination

"3. For all purposes of this Act, race,  
national or ethnic origin, colour, religion,  
age, sex, marital status, conviction for  
which a pardon has been granted and, in 10  
matters related to employment, physical  
handicap or controlled illness, are prohib-  
ited grounds of discrimination."

"3. Pour l'application de la présente loi,  
les motifs de distinction illicite sont ceux  
qui sont fondés sur la race, l'origine natio-  
nale ou ethnique, la couleur, le religion, 10  
l'âge, le sexe, la situation de famille ou  
l'état de personne graciée et, en matière  
d'emploi, sur un handicap physique ou une  
maladie enrayée."

Motifs de  
distinction  
illicite

2. Section 20 of the said Act is amended  
by adding thereto, immediately before the 15  
definition "conviction for which a pardon has  
been granted", the following definition:

2. L'article 20 de ladite loi est modifié par 15  
l'insertion de la définition suivante immédia-  
tement après la définition de «l'état de per-  
sonne graciée»:

"controlled  
illness"

" "controlled illness" means any illness or  
non-contagious disease that, because of its  
latent state or as a result of medical treat- 20  
ment or diet, does not affect work  
performance or capability"

" «maladie enrayée» désigne toute affection ou  
maladie non-contagieuse qui, du fait de 20  
son état latent ou grâce à l'application  
d'un traitement médical ou d'un régime  
alimentaire, n'affecte ni le rendement ni la  
capacité de travail."

«maladie  
enrayée»



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Canadian Human Rights Act* to expressly prevent discrimination against persons suffering from controlled illnesses.

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier la *Loi canadienne sur les droits de la personne* de manière à empêcher expressément la discrimination contre les personnes atteintes de maladies enrayées.



056  
**C-343**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-343**

An Act to amend the Motor Vehicle Safety Act  
(crash restraint protection devices)

---

First reading, May 2, 1980

---

**MR. FRIESEN**

**C-343**

Première Session, trente-deuxième Législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-343**

Loi modifiant la Loi sur la sécurité des véhicules  
automobiles  
(dispositifs de protection en cas de collision)

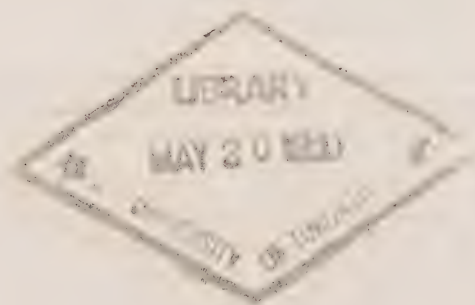
---

Première lecture le 2 mai 1980

---

**M. FRIESEN**

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-343**

**BILL C-343**

An Act to amend the Motor Vehicle Safety  
Act  
(crash restraint protection devices)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité des  
véhicules automobiles  
(dispositifs de protection en cas de collision)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Motor  
Vehicle Safety Amendment Act* (crash  
restraint protection devices).

1. La présente loi peut être citée sous le  
titre: *Loi modifiant la Loi sur la sécurité des  
véhicules automobiles* (dispositifs de protec-  
tion en cas de collision).

Titre abrégé

R.S., c. 26 (1st  
Supp.)

2. Section 2 of the *Motor Vehicle Safety  
Act* is amended by adding thereto, immedi-  
ately after the definition "safety standards",  
the following definition:

2. L'article 2 de la *Loi sur la sécurité des  
véhicules automobiles* est modifié par l'ad-  
jonction de la définition suivante:

S.R., c. 26, (1<sup>er</sup>  
Supp.)

"school bus"  
«autobus  
d'écoliers»

"school bus" means a motor vehicle  
having a seating capacity of eight or  
more persons and designed to transport  
children to and from school."

«autobus d'écoliers» désigne un véhicule  
automobile pouvant asseoir huit person-  
nes ou plus et destiné au transport des  
écoliers.»

«autobus  
d'écoliers»  
"school bus"

3. Section 4 of the said Act is amended by  
adding thereto, immediately after subsection  
(1) thereof, the following subsection:

3. L'article 4 de ladite loi est modifié par  
l'insertion, immédiatement après le para-  
graphe (1), du paragraphe suivant:

Airbags

"(1.1) In addition to any other appli-  
cable safety standards prescribed under  
this section, it is a condition of the use of  
the national safety marks, in relation to  
any motor vehicle of a prescribed class  
that is manufactured after December 31,  
1980, that the vehicle is fitted with  
impact-actuated airbags meeting pre-  
scribed standards for vehicles of its class  
and protecting each occupant seated in a  
forward seating position of the vehicle."

"(1.1) En sus de toutes autres normes  
de sécurité prescrites en vertu du présent  
article auxquelles il doit répondre, tout  
véhicule automobile d'une catégorie pres-  
crite fabriqué après le 31 décembre 1980  
doit aussi, pour que l'emploi des marques  
nationales de sécurité soit permis à son  
égard, être équipé de ballons à air se gon-  
flant sous l'effet du choc, répondant aux  
normes prescrites pour les véhicules de  
cette catégorie et protégeant chaque occu-

Ballons à air

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to add to the present safety standards airbags which require no action by vehicle occupants and which provide surer protection to occupants since the possibility of malfunction is negligible. The purpose of this Bill is also to enforce the wearing of safety belts in government vehicles and to require that seats for school buses imported into Canada be equipped with approved safety belts.

*Clause 2:* New. This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 6.

*Clause 3:* The *Motor Vehicle Safety Act* establishes as a national trade mark the words "Canada Motor Vehicle Safety Standard", the property to which is vested in the Crown. As a condition of use of the national mark, vehicles of a prescribed class must conform to certain safety standards prescribed by regulation. In turn, the application of the mark to a vehicle is a condition of its movement in interprovincial or export trade.

The amendment specifies that airbags shall be added to whatever other safety standards are prescribed, with respect to vehicles manufactured after December 31, 1980.

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet d'ajouter aux normes de sécurité actuelles les ballons à air qui fonctionnent sans intervention des occupants du véhicule; de plus ils assurent une meilleure protection aux occupants puisque la possibilité de mauvais fonctionnement est minime. Le bill a aussi pour objet de rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans les véhicules du gouvernement et l'installation de ceintures approuvées aux sièges des autobus importés au Canada.

*Article 2 du bill.* — Nouveau. Cette modification découle de la modification proposée à l'article 6 du bill.

*Article 3 du bill.* — La *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* établit comme marque de commerce nationale les mots «Normes de Sécurité des Véhicules Automobiles du Canada», dont la propriété est dévolue à la Couronne. Pour que la marque nationale leur soit applicable, les véhicules d'une catégorie prescrite doivent être conformes aux normes de sécurité prescrites par règlement. L'application de la marque à un véhicule est en revanche nécessaire à son exportation ou son commerce sur le marché interprovincial.

La modification précise que les ballons à air doivent être ajoutés à toutes autres normes de sécurité prescrites, pour les véhicules fabriqués à partir du 31 décembre 1980.



4. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 4, the following section:

pant assis sur le ou les sièges avant du véhicule.»

4. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 4, de l'article suivant:

5

"government vehicle"  
«véhicule du gouvernement»

"4.1 (1) In this section, "government vehicle" means a motor vehicle belonging or supplied under contract to Her Majesty in right of Canada or to a corporation named in Schedule B, C or D of the *Financial Administration Act*.

«4.1 (1) Dans le présent article, «véhicule du gouvernement» s'entend d'un véhicule à moteur appartenant ou fourni par contrat à Sa Majesté du chef du Canada ou à une société mentionnée à l'annexe B, 10 C ou D de la *Loi sur l'administration financière*.

«véhicule du gouvernement»  
"government vehicle"

Use of safety belts in government vehicles

(2) Every person who occupies a seat that is fitted with a safety belt in any government vehicle shall keep the safety belt fastened and properly adjusted while the vehicle is in motion.

(2) Quiconque occupe un siège doté d'une ceinture de sécurité dans un véhicule du gouvernement fédéral doit tenir la ceinture attachée et bien ajustée pendant que le véhicule est en mouvement.

Port des ceintures de sécurité dans les véhicules du gouvernement

Exceptions

(3) Subsection (2) does not apply to a person

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à une personne

Exceptions

(a) who holds a valid exemption certificate exempting such person on medical grounds from the wearing of a safety belt,

a) qui détient un certificat en bonne et due forme la dispensant, pour des raisons de santé, de porter la ceinture de sécurité,

(b) who is driving a military vehicle of an exempted class,

b) qui conduit un véhicule militaire d'une catégorie exemptée,

c) who is driving a truck of which the legal maximum loaded weight in its province of registration does not exceed ten thousand pounds, or

c) qui conduit un camion dont le poids limite, avec pleine charge, permis dans la province où il est enregistré ne dépasse pas dix mille livres, ou

(d) who is driving a vehicle at a speed not exceeding fifteen miles per hour in the course of making deliveries or pickups.

d) qui conduit un véhicule à une vitesse n'excédant pas quinze milles à l'heure pour faire des livraisons ou des cueillettes.

Regulations

(4) The Minister may make regulations

(4) Le Ministre peut édicter des règlements

Règlements

(a) respecting the issuing of exemption certificates under paragraph (3)(a), and

a) concernant l'émission des certificats de dispense visés à l'alinéa (3)a), et

(b) specifying exempted classes of military vehicles for the purpose of paragraph (3)(b).

b) précisant les catégories exemptées de véhicules militaires aux fins de l'alinéa (3)b).

Offence

(5) Every person who violates subsection (2) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding one hundred dollars."

(5) Quiconque enfreint le paragraphe (2) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité et est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars.»

Infraction



*Clause 4:* This amendment would enforce the wearing of safety belts in vehicles employed in the service of the federal government and Crown corporations.

*Article 4 du bill.* — Cette modification rendrait obligatoire le port de ceintures de sécurité dans tous les véhicules utilisés par le gouvernement fédéral et les sociétés de la Couronne.

5. (1) Section 7 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Airbags

“(1.1) In addition to any other applicable safety standards prescribed under this section, it is a condition of the importation into Canada of any motor vehicle of a prescribed class that is manufactured after December 31, 1980, that the vehicle is fitted with impact-actuated airbags meeting prescribed standards for vehicles of its class protecting each occupant seated in a forward seating position of the vehicle.”

(2) Subsection 7(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Prohibition

“(2) No person shall import into Canada a motor vehicle contrary to any regulation made under subsection (1) or contrary to subsection (1.1).”

6. The said Act is further amended by adding thereto immediately after section 7 thereof, the following section:

Safety belts on school bus seats

“7.1 No person shall import into Canada a seat intended for use on a school bus or a school bus every seat of which is not fitted with a safety belt of prescribed design.”

7. Section 15 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

“(b.1) prescribing standards of design, fabrication and installation of airbags, for motor vehicles of a prescribed class, which operate to prevent impact at greater than a prescribed velocity between occupants weighing up to two hundred and fifty pounds and any component of the vehicle, in a collision with a fixed plane barrier perpendicular to the path of the vehicle while travelling at any speed up to fifty miles per hour;”

8. Section 16 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

5. (1) L'article 7 de ladite loi est modifié par l'insertion immédiatement après le paragraphe (1), du paragraphe suivant:

Ballons à air

«(1.1) En sus de toutes autres normes de sécurité prescrites en vertu du présent article auxquelles il doit répondre, tout véhicule automobile d'une catégorie prescrite fabriqué après le 31 décembre 1980 doit aussi, pour pouvoir être importé au Canada, être équipé de ballons à air se gonflant sous l'effet du choc, répondant aux normes prescrites pour les véhicules de cette catégorie et protégeant chaque occupant assis sur le ou les sièges avant du véhicule.»

(2) Le paragraphe 7(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Interdiction

«(2) Nul ne doit importer un véhicule automobile au Canada en contravention d'un règlement établi en vertu du paragraphe (1) ou en contravention du paragraphe (1.1).»

6. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 7, de l'article suivant:

25

“7.1 Nul ne doit importer au Canada un siège devant être installé dans un autobus d'écoliers ou un autobus d'écoliers dont tous les sièges ne sont pas dotés d'une ceinture de sécurité du type prescrit.”

Ceintures de sécurité dans les autobus scolaires

30

7. L'article 15 de ladite loi est modifié par l'insertion, immédiatement après l'alinéa b), de l'alinéa suivant:

«(b.1) prescrivant les normes de conception, de fabrication et d'installation, pour les véhicules automobiles d'une catégorie prescrite, de ballons à air empêchant les chocs, au-delà d'une vitesse prescrite, entre des occupants pesant jusqu'à deux cent cinquante livres et tout élément du véhicule, lors d'une collision avec une barrière plane fixe perpendiculaire à la direction du véhicule roulant à une vitesse pouvant aller jusqu'à cinquante milles à l'heure;»

45

8. L'article 16 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

45

*Clause 5:* Vehicles of a prescribed class manufactured outside Canada must conform to prescribed safety standards as a condition of their importation. The amendment adds airbags to the standards prescribed by regulation.

*Article 5 du bill.* — Les véhicules d'une catégorie prescrite fabriqués à l'extérieur du Canada doivent être conformes aux normes de sécurité prescrites pour pouvoir être importés. La modification ajoute les ballons à air aux normes prescrites par le gouverneur en conseil.

*Clause 6:* New. This amendment would require that seats for school buses imported into Canada be equipped with approved safety belts.

*Article 6 du bill.* — Nouveau. Cette modification rendrait obligatoire l'installation de ceintures approuvées aux sièges des autobus d'écoliers importés au Canada.

*Clause 7:* New. This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 3.

The opening words of section 15 at present read as follows:

"The Governor in Council may make regulations . . ."

*Article 7 du bill.* — Nouveau. Cette modification découle de la modification proposée à l'article 3 du bill.

Voici les premiers mots du texte actuel de l'article 15:

«Le gouverneur en conseil peut établir des règlements. . .»

*Clause 8:* This amendment which adds the underlined number would make it an offence to import into Canada

*Article 8 du bill.* — Cette modification qui ajoute les mots soulignés créerait une nouvelle infraction, celle d'importer

## Offence

“16. Every person who, or whose employee or agent, violates subsection 4(2) or any provision of section 7.1, 11 or 12 is guilty of an offence.”

«16. Commet une infraction toute personne qui contrevient ou dont l'employé ou le mandataire contrevient au paragraphe 4(2) ou à toute disposition de l'article 7.1, 11 ou 12.»

## Infraction

5

seats for school buses or school buses the seats of which are not equipped with approved safety belts.

au Canada des sièges devant être installés dans un autobus d'écoliers ou des autobus d'écoliers dont tous les sièges ne sont pas dotés d'une ceinture de sécurité approuvée.



















**C-344**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**C-344**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-344**

**BILL C-344**

An Act respecting the international airport at Ottawa

Loi concernant l'aéroport international d'Ottawa

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---





MR. ISABELLE

M. ISABELLE

1st Session, 32nd Parliament, 29 Elizabeth II,  
1980

1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature, 29 Elizabeth II,  
1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## **BILL C-344**

## **BILL C-344**

Act respecting the international airport  
at Ottawa

Loi concernant l'aéroport international  
d'Ottawa

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Ottawa-Hull  
International  
Airport

1. The name of the airport situated in the  
National Capital Region of the provinces of  
Ontario and Quebec, heretofore known as  
Ottawa International Airport, is hereby  
changed to Ottawa-Hull International Air-  
port.

1. Le nom de l'aéroport situé dans la  
région de la Capitale nationale, provinces  
d'Ontario et de Québec, jusqu'ici appelé  
Aéroport international d'Ottawa, est par les  
présentes remplacé par celui d'Aéroport  
international d'Ottawa-Hull.

Aéroport  
international  
d'Ottawa-Hull

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to change the name of Ottawa International Airport to Ottawa-Hull International Airport serving as it does the National Capital Region which is situated in the provinces of Ontario and Quebec.

## NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de remplacer le nom Aéroport international d'Ottawa par celui d'Aéroport international d'Ottawa-Hull, car il dessert la région de la Capitale nationale qui est située dans les provinces d'Ontario et de Québec.



**C-345**

Third Session, Thirtieth Parliament,  
26 Elizabeth II, 1977

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-345**

An Act to establish the Office of Ombudsman

---

First reading, October 31, 1977

---

MR. REID

**C-345**

Troisième Session, Trentième Législature,  
26 Elizabeth II, 1977

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-345**

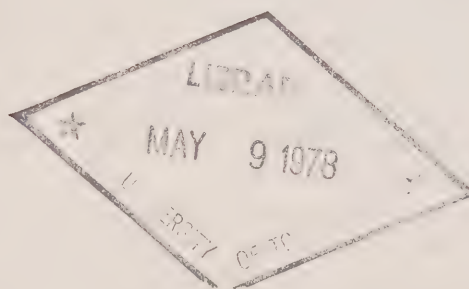
Loi créant le poste d'Ombudsman

---

Première lecture, le 31 octobre 1977

---

M. REID



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-345**

**BILL C-345**

An Act to establish the Office of  
Ombudsman

Loi créant le poste d'Ombudsman

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short Title	1. This Act may be cited as the <i>Ombudsman Act</i> .	1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre: <i>Loi sur l'Ombudsman</i> .	Titre abrégé 5
Ombudsman Appointment	2. (1) There shall be an Ombudsman for Canada appointed by the Governor in Council by commission under the Great Seal after approval of the appointment by resolution of the Senate and House of Commons.	2. (1) Est constitué un poste d'Ombudsman du Canada, nommé par le gouverneur en conseil par commission sous le grand sceau, sur approbation préalable de la nomination par résolution du Sénat et de la 10 Chambre des communes.	Nomination de l'Ombudsman
Tenure and Removal	(2) Subject to this section, the Ombudsman holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed by the Governor General at any time on address of the Senate and House of Commons.	(2) Sous toute réserve du présent article, l'Ombudsman est nommé pour sept ans, mais le gouverneur général peut à tout moment le révoquer sur adresse du Sénat et de la 15 Chambre des communes.	Durée du mandat et révocation
Further terms	(3) The Ombudsman, upon the expiration of his first or any subsequent term of office is eligible to be re-appointed for a further term not exceeding seven years.	(3) Le mandat de l'Ombudsman est renouvelable pour des périodes d'au plus sept ans chacune.	Mandats subséquents
Cessation of term of office	(4) The term of office of the Ombudsman 20 ceases upon his attaining sixty-five years of age, but he shall continue in office thereafter until his successor is appointed, notwithstanding the expiration of such term.	(4) Le mandat de l'Ombudsman expire 20 lorsque son titulaire atteint l'âge de soixante-cinq ans, mais l'Ombudsman demeure en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur, nonobstant l'expiration de son mandat.	Expiration du mandat 25
Appointment of temporary Ombudsman	(5) In the event of death or resignation of 25 the Ombudsman while Parliament is not sitting or if he is unable or neglects to perform the duties of his office, the Governor in Council, after consultation by the Prime Minister with the Speaker of the Senate and 30 the Speaker of the House of Commons, may	(5) En cas de décès ou de démission de l'ombudsman alors que le Parlement n'est pas en session, ou si l'Ombudsman est incapable d'exercer les fonctions de sa charge ou les néglige, le gouverneur en conseil, après 30 consultation du président du Sénat et de l'Orateur de la Chambre des communes par	Nomination d'un Ombudsman intérimaire





appoint a temporary Ombudsman, to hold office for a term not exceeding six months, who shall, while holding such office, have all of the powers and duties of the Ombudsman under this Act.

le premier ministre, peut nommer pour six mois au plus un ombudsman intérimaire qui aura tous les pouvoirs et fonctions conférés à l'Ombudsman en vertu de la présente loi.

5

No expendi-  
tures

3. Nothing in this Act shall be construed as to require an appropriation of public revenue.

3. Aucune disposition de la présente loi ne doit être interprétée de telle façon qu'elle nécessite une affectation de deniers publics.

5 Aucune  
dépense

Oath of office

4. (1) Before entering upon his duties, the Ombudsman shall take an oath that he will faithfully and impartially perform the duties of his office and that he will not, except in accordance with the provisions of this Act, divulge any information received by him under this Act.

4. (1) Avant d'entrer en fonctions l'Ombudsman doit prêter le serment de remplir avec fidélité et impartialité les devoirs de sa charge et de ne divulguer, sauf en conformité des dispositions de la présente loi, aucun renseignement reçu par lui en vertu de la présente loi.

Serment  
d'office

(2) The oath shall be administered by the Speaker of the House of Commons or by the Clerk of the House of Commons.

(2) Le serment doit être prêté devant l'Orateur de la Chambre des communes ou le greffier de la Chambre des communes.

Functions and  
duties

5. (1) It is the function and duty of the Ombudsman to investigate any decision or recommendation made, including any recommendation made to a Minister, or any act done or omitted, relating to a matter of administration and affecting any person or body of persons in his or its personal capacity, in or by any department or agency, or by any officer, employee or member thereof in the exercise of any power or function conferred on him by any enactment.

5. (1) Il incombe à l'Ombudsman d'enquêter sur toute décision ou recommandation, y compris toute recommandation faite à un ministre, ou sur toute action ou omission, se rattachant à une question d'administration et touchant une personne ou un groupe organisé de personnes, qui est prise ou faite dans ou par un ministère, département ou organisme ou par un de leurs cadres, employés ou membres dans l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction que lui confère un texte législatif.

Fonctions et  
devoirs

Investigations

(2) The Ombudsman may make an investigation either on a complaint made to him by any person or of his own motion, and he may commence an investigation notwithstanding that the complaint may not on his face be against a decision, recommendation, act or omission as mentioned in subsection (1).

(2) L'Ombudsman peut enquêter soit à la suite d'une plainte émanant de toute personne, soit de sa propre initiative, et il peut commencer une enquête même si la plainte n'est, en apparence, pas portée contre une décision, recommandation, action ou omission visée au paragraphe (1).

Enquêtes

Powers

(3) The powers and duties conferred on the Ombudsman by this Act may be exercised and performed notwithstanding any provision in any Act to the effect

(3) L'Ombudsman peut exercer les pouvoirs et s'acquitter des devoirs que lui confère la présente loi nonobstant toute disposition législative portant

Pouvoirs

(a) that any decision, recommendation, act or omission mentioned in subsection (1) is final, or

a) que toute décision, recommandation, action ou omission visé au paragraphe (1) est définitive, ou

(b) that no appeal lies in respect thereof, or

b) qu'elle est sans appel, ou  
c) qu'aucune procédure ou décision de la personne ou l'organisme auteur de la déci-

40

45



(c) that no proceeding or decision of the person or organization whose decision, recommendation, act or omission it is shall be challenged, reviewed, quashed or called in question.

5

sion, recommandation, action ou omission, ne doit être contestée, révisée, annulée ou mise en doute.

Referrals by  
committee of  
House of  
Commons

(4) Without limiting subsection (1) any committee of the House of Commons may at any time refer to the Ombudsman, for investigation and report by him, any petition that is before that committee for consideration or any matter to which the petition relates and, in that case, the Ombudsman shall,

(a) subject to any special directions of the committee, investigate the matters so referred to him so far as they are within his jurisdiction, and

(b) make such report to the committee as he thinks fit, but nothing in section 8 applies in respect of any investigation or report made under this subsection.

20

Jurisdiction  
restricted

6. (1) Nothing in this Act authorizes the Ombudsman to investigate

(a) any decision, recommendation, act or omission in respect of which there is under any Act a right of appeal or objection or a right to apply for a review on the merits of the case to any court or to any tribunal constituted by or under any Act, until after that right of appeal or objection or application has been exercised in the particular case or until after the time prescribed for the exercise of that right has expired, or

(b) any decision, recommendation, act or omission of any person acting as a solicitor for the Crown or acting as counsel for the Crown in relation to any proceedings.

35

Application to  
Supreme Court  
of Canada

(2) If any question arises as to whether the Ombudsman has jurisdiction to investigate any case or class of cases under this Act, he may, if he thinks fit, apply to the Supreme Court of Canada for a declaratory order determining the question.

40

Complaint to  
Ombudsman

7. (1) Every complaint to the Ombudsman shall be made in writing.

45

(4) Sans limiter la portée du paragraphe (1), tout comité de la Chambre des communes peut, à tout moment, déférer à l'Ombudsman, pour enquête et rapport, toute requête dont ce comité est saisi ou toute question relative à ladite requête, auquel cas l'Ombudsman doit,

Renvois par les  
comités de la  
Chambre des  
communes

5

10

a) sous réserve de toutes directives spéciales du comité, enquêter sur les questions qui lui sont ainsi soumises dans la mesure où elles relèvent de sa compétence, et

b) présenter au comité le rapport qu'il estime approprié, mais aucune disposition de l'article 8 ne s'applique à une enquête ou un rapport faits en vertu du présent paragraphe.

15

6. (1) Aucune disposition de la présente loi n'autorise l'Ombudsman à enquêter

Restriction de  
compétence

20

a) sur une décision, une recommandation, une action ou une omission pour laquelle une loi prévoit un droit d'appel ou d'opposition ou le droit de demander un nouvel examen de la question au fonds par requête à une cour ou un tribunal créé aux termes ou en application d'une loi, avant que ce droit d'appel, d'opposition ou de requête n'ait été exercé en l'espèce ou que le délai prévu pour exercer ce droit ne soit expiré, ni

25

b) sur une décision, recommandation, action ou omission d'une personne agissant à titre de procureur pour la Couronne ou à titre d'avocat pour la Couronne relativement à toutes procédures.

35

(2) Lorsque se pose la question de savoir s'il a compétence pour enquêter sur un cas ou une catégorie de cas relevant de la présente loi, l'Ombudsman peut, s'il l'estime à propos, demander à la Cour suprême du Canada une ordonnance déclaratoire tranchant la question.

40

Demande à la  
Cour suprême  
du Canada

7. (1) Toute plainte doit être présentée par écrit à l'Ombudsman.

Plainte à  
l'Ombudsman

45





Idem	(2) Notwithstanding any Act, where a letter written by any person in custody on a charge or after conviction of any offence, is addressed to the Ombudsman it shall be immediately forwarded, unopened, to the Ombudsman by the person for the time being in charge of the place or institution where the writer of the letter is detained.	(2) Nonobstant toute loi, lorsqu'une lettre écrite par une personne détenue par suite d'une accusation ou après avoir été déclarée coupable d'une infraction est adressée à l'Ombudsman, la personne qui est à ce moment là responsable du lieu ou de l'institution où l'auteur de la lettre est détenu doit, sans délai, transmettre cette lettre à l'Ombudsman sans la décacheter.	Idem
Refusal to investigate	8. (1) The Ombudsman, in his discretion may refuse to investigate or may cease to investigate a grievance if (a) a remedy already exists; (b) is trivial, frivolous, vexatious or is not made in good faith; or (c) upon a balance of convenience between the private interest of the person aggrieved and the public interest, the Ombudsman is of the opinion the grievance should not be investigated.	8. (1) L'Ombudsman peut, à sa discrétion, refuser ou cesser d'enquêter sur un grief a) s'il existe déjà un recours; b) si le grief est insignifiant, futile ou vexatoire ou n'est pas fait de bonne foi; ou c) si, après avoir conclu que l'intérêt public l'emporte sur celui du plaignant, l'Ombudsman est d'avis qu'il n'est pas opportun de faire enquête sur le grief.	Refus d'enquêter
Notice of refusal	(2) Where the Ombudsman decides that he will not investigate or that he will cease to investigate a grievance he shall so inform the petitioner and any other interested person.	(2) Lorsque l'Ombudsman décide de ne pas enquêter ou de cesser d'enquêter sur une plainte, il doit en informer le requérant et toute autre personne intéressée.	Avis de refus
Notice of Investigation	9. (1) Before investigating any matter under this Act, the Ombudsman shall inform the deputy minister of the department or the administrative head of the agency affected, as the case may be, of his intention to make the investigations.	9. (1) Avant d'enquêter en vertu de la présente loi, l'Ombudsman doit faire part au sous-ministre du ministère ou département ou au chef administratif de l'organisme concernés, selon le cas, de son intention d'enquêter.	Avis d'enquête
Practice where <i>prima facie</i> case	(2) The Ombudsman may, in his discretion, at any time during or after an investigation consult any Minister who is concerned in the matter of the investigation.	(2) L'Ombudsman peut à sa discrétion, à tout moment pendant ou après une enquête, consulter tout ministre que l'objet de l'enquête concerne.	Procédure dans une affaire qui paraît fondée
Consultation with Minister	(3) On the request of any Minister in relation to an investigation or in any case where an investigation relates to any recommendation made to a Minister, the Ombudsman shall consult that Minister after making the investigation and before forming a final opinion on any of the matters referred to in section 14, subsection (1) or (2).	(3) Sur demande d'un ministre relativement à une enquête ou chaque fois qu'une enquête a trait à une recommandation faite à un ministre, l'Ombudsman doit consulter ce ministre après l'enquête et avant d'arrêter son opinion sur toute question mentionnée aux paragraphes 14(1) et (2).	Consultation du ministre
Breach of duty or misconduct by officer	(4) If, during or after an investigation, the Ombudsman is of opinion that there is evidence of any breach of duty or misconduct on the part of any officer or employee of any department or agency, he shall refer the matter to the deputy minister of the depart-	(4) Si, pendant ou après une enquête, l'Ombudsman estime qu'il y a preuve de manquement au devoir ou d'inconduite de la part d'un cadre ou employé d'un ministère, département ou organisme, il doit en saisir le sous-ministre du ministère ou département	Manquement au devoir ou inconduite d'un fonctionnaire





ment or the administrative head of the agency, as the case may be.

ou le chef administratif de l'organisme, selon le cas.

Conduct of investigation

**10.** (1) Every investigation by the Ombudsman under this Act shall be conducted in private.

**10.** (1) Toute enquête effectuée par l'Ombudsman en vertu de la présente loi doit être faite en privé.

Tenue de l'enquête

Information and inquiries

(2) The Ombudsman may hear or obtain information from such persons as he thinks fit and he may make such inquiries as he thinks fit.

(2) L'Ombudsman peut recevoir des renseignements des personnes qu'il estime propres à les fournir et il peut faire les recherches qu'il estime appropriées.

Renseignements et recherches

Hearing

(3) It is not necessary for the Ombudsman to hold any hearing and no person is entitled as of right to be heard by the Ombudsman, but, if at any time during the course of an investigation it appears to the Ombudsman that there may be sufficient grounds for his making a report or recommendation that may adversely affect any department, agency or person, he shall give to that department, agency or person, an opportunity to be heard and the department, agency or person is entitled to counsel at the hearing.

(3) L'Ombudsman n'est pas obligé de tenir d'audience et personne ne peut, de plein droit, exiger d'être entendu par lui; toutefois, si, au cours d'une enquête, l'Ombudsman estime qu'il peut y avoir des motifs suffisants pour faire un rapport ou une recommandation susceptibles de nuire à un ministère, un département, un organisme ou une personne, il doit leur donner audience et ils ont le droit de se faire représenter à l'audience par un avocat.

Audience

Procedure

(4) Subject to this Act, the Ombudsman may regulate his procedure in such manner as he thinks fit.

(4) Sous toute réserve de la présente loi, l'Ombudsman peut établir ses règles de procédure de la façon qu'il estime appropriée.

Procédure

Ombudsman's power and authority

**11.** (1) Subject to this Act and to any rules or orders of Parliament in respect of his office, the Ombudsman has power and authority to investigate to the extent and by such means as he deems will best achieve the purpose of this Act.

**11.** (1) Sous toute réserve de la présente loi et des règlements ou ordres du Parlement relatifs à son poste, l'Ombudsman a le pouvoir d'enquêter dans la mesure et par les moyens qu'il juge les plus propres la réalisation des objets de la présente loi.

Pouvoir et autorité de l'Ombudsman

Inquiries Act

(2) Without limiting the power and authority of the Ombudsman under the preceding subsection, he shall have the powers of a commissioner under the *Inquiries Act*.

(2) Sans restriction du pouvoir que lui confère le paragraphe précédent, l'Ombudsman possède les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la *Loi sur les enquêtes*.

Loi sur les enquêtes

Evidence at investigation

**12.** (1) Subject to this section, the Ombudsman may require any person who, in his opinion, is able to give any information relating to any matter being investigated by him

**12.** (1) Sous toute réserve du présent article, l'Ombudsman peut enjoindre à toute personne qu'il estime en mesure de fournir des renseignements relatifs à un sujet sur lequel il enquête

Preuve à l'enquête

- (a) to furnish the information to him, and
- (b) to produce any document, paper or thing that in his opinion relates to the matter being investigated and that may be in the possession or under the control of that person,

- a) de lui fournir les renseignements, et
- b) de produire tout document, toute pièce ou chose qui, selon lui, a trait au sujet faisant l'objet de l'enquête et qui peut être en la possession ou sous le contrôle de cette personne,

whether or not that person is an officer, employee or member of a department or agency and whether or not the document,

que cette personne soit ou non un cadre, employé ou membre d'un ministère, département ou organisme, et que le document, la



paper or thing is in the custody or under the control of a department or agency.

pièce ou chose soit ou non sous la garde ou le contrôle d'un ministère, département ou organisme.

Witnesses	(2) The Ombudsman may summon before him and examine on oath	(2) L'Ombudsman peut assigner devant lui et interroger sous serment	Témoins
	(a) any person who is an officer or employee or member of any department or agency and who in the Ombudsman's opinion is able to give any information mentioned in subsection (1),	a) toute personne qui est cadre, employé ou membre d'un ministère, département ou organisme et est, selon l'Ombudsman, en mesure de fournir des renseignements visés au paragraphe (1),	5
	(b) any complainant, and	b) tout plaignant, et	10
	(c) any other person who in the Ombudsman's opinion is able to give any information mentioned in subsection (1), and for that purpose may administer an oath.	c) toute autre personne en mesure, selon lui, de fournir des renseignements visés au paragraphe (1), et il peut à cette fin faire prêter serment.	15
Exceptions	(3) Subject to subsection (4), a person who is bound by any Act to maintain secrecy in relation to, or not to disclose, any matter is not required to	(3) Sous toute réserve du paragraphe (4), une personne qui est tenue, aux termes d'une loi, de garder le secret sur un sujet ou de ne pas le dévoiler, n'est pas tenue	Exceptions
	(a) supply any information to or answer any question put by the Ombudsman in relation to that matter, or	a) de fournir des renseignements à l'Ombudsman ni de répondre à ses questions à ce sujet, ni	20
	(b) produce to the Ombudsman any document, paper or thing relating to it, if compliance with that requirement would be in breach of the obligation of secrecy or non-disclosure.	b) de produire à l'Ombudsman les documents, pièces ou choses s'y rattachant, si cela constitue un manquement à son obligation de garder le secret ou de ne pas faire de divulgation.	25
Application of subsection (3)	(4) With the prior consent in writing of a complainant, any person to whom subsection (3) applies may be required by the Ombudsman to supply information or answer any question or produce any document, paper or thing relating only to the complainant, and it is the duty of the person to comply with the requirement.	(4) Avec le consentement écrit préalable- ment obtenu d'un plaignant, l'Ombudsman peut enjoindre à toute personne visée au paragraphe (3) de fournir des renseignements ou de répondre à toute question, ou de produire tout document, toute pièce ou chose se rapportant uniquement à ce plaignant, et il incombe à cette personne de se conformer à cette exigence.	Application du paragraphe (3)
Rules of evidence, etc.	(5) Every person has the same privileges in relation to the giving of information, the answering of questions and the production of documents, papers and things under this Act as witness have in any court.	(5) En ce qui concerne la fourniture de renseignements, les réponses aux questions et la production de documents, pièces et choses sous le régime de la présente loi, toute per- sonne jouit des mêmes privilèges que les témoins devant un tribunal.	Règles de la preuve, etc.
Protection of witnesses	(6) Except on the trial of a person for perjury, no statement made or answer given by that or any other person in the course of an inquiry by or any proceedings before the Ombudsman is admissible in evidence against any person in any court or at any	(6) Sauf au procès d'une personne accusée de parjure, aucune déclaration ou réponse de cette personne ou de toute autre personne au cours d'une enquête faite par l'Ombudsman ou de toutes procédures instruites devant lui, ne peut être retenue comme preuve contre	Protection des témoins





inquiry or in any other proceedings, and no evidence in respect of proceedings before the Ombudsman shall be given against any person.

Idem

(7) No person is liable to prosecution for an offence against any Act by reason of his compliance with any requirement of the Ombudsman under this section.

Action where  
grievance  
adjudged

**13. (1)** Where, upon investigation, the Ombudsman adjudges that a grievance exists or may exist because a power or authority or officer of such power or authority administered or is administering, as the case may be, a law of Canada

- (a) unreasonably, unjustly, oppressively, or in a discriminatory manner, or pursuant to a rule of law, enactment, or practice that so results; or
- (b) under mistake of law or of fact, in whole or in part; or
- (c) wrongly; or
- (d) contrary to law; or
- (e) by using a discretionary power for an improper purpose, or on irrelevant grounds, or by taking irrelevant considerations into account, or by failing to give reasons for the use of a discretionary power when reasons should have been given; and

if the Ombudsman is of opinion that

- (a) the grievance should be referred to the power or authority or officer of such power or authority for further consideration; or
- (b) an omission should be rectified; or
- (c) a decision should be cancelled or rectified; or
- (d) a practice by reason of which the grievance arose or may arise should be altered; or
- (e) a law by reason of which the grievance arose or may arise should be reconsidered; or
- (f) reasons should be given for the use of a discretionary power; or
- (g) other steps should be taken as he may advise; then

the Ombudsman shall report his adjudgment with his reasons therefor to the power or

qui que ce soit devant un tribunal ou au cours d'une enquête ou d'autres procédures, et aucune déposition se rapportant à des procédures instruites devant l'Ombudsman ne doit être faite contre qui que ce soit.

5

(7) Quiconque, en se conformant à une exigence de l'Ombudsman en vertu du présent article, enfreint de ce fait une loi, ne peut être poursuivi pour cette infraction.

Idem

**13. (1)** Lorsque, après enquête, l'Ombudsman conclut qu'un grief existe ou peut exister du fait qu'une administration publique ou un cadre de cette administration a appliqué ou applique, selon le cas, une règle de droit du Canada

- a) d'une façon déraisonnable, injuste, abusive ou discriminatoire, ou en vertu d'un principe de droit, d'un texte législatif, ou d'une pratique qui aboutit à ce résultat, ou
- b) en commettant une erreur totale ou partielle de droit ou de fait, ou
- c) en violation d'un droit, ou
- d) contrairement au droit, ou
- e) en exerçant un pouvoir discrétionnaire à une fin indue, ou en se fondant sur des motifs non pertinents, ou en tenant compte de considérations non pertinentes, ou sans motiver l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire lorsqu'il devrait l'être, et

si l'Ombudsman est d'avis

- a) que le grief devrait être soumis à l'administration publique ou au cadre de cette administration en vue d'un examen plus poussé, ou
- b) qu'une omission devrait être rectifiée, ou
- c) qu'une décision devrait être annulée ou rectifiée, ou
- d) qu'une pratique qui a fait ou peut faire naître le grief devrait être changée, ou
- e) qu'une règle de droit qui a fait ou peut faire naître le grief devrait faire l'objet d'un nouvel examen, ou
- f) que l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire devrait être motivé, ou
- g) qu'il y aurait lieu de prendre d'autres mesures conseillées par lui,

Mesures en cas  
d'admission du  
grief

15

20

25

30

35

40

45





authority with such recommendations as he may think fit and, where he so recommends, he may request the power or authority to notify him, within a time limited, what the power or authority proposes to do thereon.

l'Ombudsman doit alors faire rapport de ses conclusions motivées à l'administration en question et lui faire, le cas échéant, les recommandations qu'il juge appropriées. S'il fait des recommandations, il peut demander à l'administration de lui notifier, dans un délai déterminé, la suite qu'elle entend leur donner.

When no action taken

(2) Where the power or authority, after the lapse of a period deemed reasonably by the Ombudsman, does not act upon the Ombudsman's recommendations, refuses to act thereon, or acts in a manner unsatisfactory to the Ombudsman, he may send a copy of his report and recommendations, with any comment he may wish to add thereto, to the Prime Minister, and may thereafter make such report to Parliament as he thinks fit.

(2) Si, dans le délai que l'Ombudsman juge raisonnable, l'administration publique ne donne pas suite à ses recommandations, refuse de le faire ou le fait d'une façon qui ne satisfait pas l'Ombudsman, ce dernier peut faire parvenir au premier ministre une copie du rapport et des recommandations, accompagnée des commentaires qu'il estime devoir y ajouter et il peut, par la suite, faire au Parlement le rapport qu'il estime convenir.

Cas où les mesures recommandées, ne sont pas prises

Report

(3) The Ombudsman shall include with any report sent or made under subsection (2) a copy of any comment made by the power or authority upon his adjudgment or recommendations.

(3) L'Ombudsman doit joindre à tout rapport envoyé ou fait en vertu du paragraphe (2) une copie de tout commentaire fait par l'administration publique sur ses conclusions ou recommandations.

Rapport

Hearing

(4) In any report made by him under this Act, the Ombudsman shall not make any finding or comment that is adverse to any person unless he gives that person an opportunity to be heard.

(4) Dans un rapport qu'il fait en vertu de la présente loi, l'Ombudsman ne doit pas émettre de conclusion ou commentaire défavorable à une personne sans lui donner audience.

Audience

Recommendations: petitioner informed

14. (1) Where a power or authority does not act to his satisfaction upon his recommendations for the remedy of a grievance, the Ombudsman shall inform the petitioner of his recommendations and may add such comment as he wishes.

14. (1) Lorsqu'une administration publique ne donne pas suite, de façon satisfaisante pour l'Ombudsman, à ses recommandations visant la réparation d'un grief, l'Ombudsman doit faire connaître ses recommandations au requérant et peut y ajouter les commentaires qu'il désire.

Recommandations: avis au requérant

Findings: petitioner informed

(2) The Ombudsman shall in any case inform the petitioner, in such manner and at such time as he thinks proper, of the result of the investigation.

(2) L'Ombudsman doit toujours, de la façon et au moment qu'il estime appropriés, faire connaître le résultat de l'enquête au requérant.

Conclusions: avis au requérant

Annual report

15. (1) The Ombudsman, within a year after the coming into effect of this Act and thereafter in each succeeding calendar year, shall make a report on the proceedings of his office with his recommendations, if any, as to any measures that should be taken to better implement the intent and achieve the purpose of this Act and shall thereupon lay such report before Parliament.

15. (1) L'Ombudsman doit, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente loi et, subséquemment, au cours de chaque année civile suivante, faire un rapport sur l'activité de son service, en y ajoutant éventuellement ses recommandations au sujet des mesures qui devraient être prises pour mieux réaliser l'intention et l'objet de la présente loi et il doit alors soumettre ce rapport au Parlement.

Rapport annuel



Report to Journal	(2) A copy of the report shall be delivered to the Minutes and Journals Office of the Senate and to the Votes and Proceedings Office of the House of Commons respectively; and such copies so delivered on any day during the existence of a Parliament shall be deemed to be for all purposes the laying of the report before Parliament.	(2) Une copie du rapport doit être remise à la Division des journaux et procès-verbaux du Sénat et à la Division des procès-verbaux de la Chambre des communes respectivement; et la remise de ces copies à n'importe quelle date au cours d'une législature est à toute fin réputée constituer la soumission du rapport au Parlement.	Dépôt du rapport aux Divisions des journaux
Entry in Journal	(3) Upon receipt of the report, an entry shall that day be made in the respective records of these Offices and, on the day following thereon, the copies of the report shall be deposited in the Library of Parliament.	(3) Dès réception du rapport, il doit en être fait mention dans les registres respectifs des Divisions mentionnées au paragraphe (2) et, le lendemain, les copies du rapport doivent être déposées à la bibliothèque du Parlement.	Enregistrement par les Divisions des journaux
Reference to Committee	(4) The report shall stand permanently referred to the Committee on Privileges and Elections of the House of Commons.	(4) Le Comité des privilèges et élections de la Chambre des communes est dès lors saisi du rapport.	Renvoi au Comité
Other reports	(5) The Ombudsman may submit a report to Parliament at any other time.	(5) L'Ombudsman peut soumettre un rapport au Parlement à tout autre moment.	Autres rapports

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Offenses	<p><b>16.</b> Every one who</p> <p>(a) without lawful justification or excuse, wilfully obstructs, hinders, or resists the Ombudsman or other person in the exercise of his powers under this Act,</p> <p>(b) without lawful justification or excuse, refuses or wilfully fails to comply with any lawful requirement of the Ombudsman or other person under this Act, or</p> <p>(c) wilfully makes any false statement to or misleads or attempts to mislead the Ombudsman or other person in the exercise of his powers under this Act,</p> <p>is guilty of an offense punishable on summary conviction.</p>	<p><b>16.</b> Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité quiconque</p> <p>a) sans justification ou excuse légitime, volontairement fait obstacle ou résiste à l'Ombudsman ou à une autre personne dans l'exercice des pouvoirs que leur confère la présente loi,</p> <p>b) sans justification ou excuse légitime, refuse ou omet volontairement de satisfaire à une exigence légitime de l'Ombudsman ou d'une autre personne en vertu de la présente loi, ou</p> <p>c) volontairement fait une fausse déclaration à l'Ombudsman ou à une autre personne, ou les induit ou tente de les induire en erreur dans l'exercice des pouvoirs que leur confère la présente loi.</p>	Infractions
Saving of other rights and remedies	<b>17.</b> This Act shall not abrogate, abridge or infringe or authorize the abrogation, abridgment or infringement of any substantive or procedural right or remedy existing elsewhere or otherwise than in this Act.	<b>17.</b> La présente loi n'abroge, ne restreint ni ne viole aucun droit ni recours existant, quant au fond ou à la forme, ailleurs ou d'autre façon que dans la présente loi et n'en autorise ni l'abrogation, ni la restriction, ni la violation.	Sauvegarde des autres droits et recours
Act not to apply to Executive in policy capacity nor to Judicature	<b>18.</b> This Act does not extend or apply to the Governor General acting by and with the	<b>18.</b> La présente loi ne s'étend ni ne s'applique au gouverneur général agissant sur	La présente loi ne s'applique pas au pouvoir exécutif ni au pouvoir judiciaire



aid and advice of the Queen's Privy Council  
for Canada nor to the Judicature of Canada.

l'avis et avec le concours du Conseil privé de  
la Reine pour le Canada, ni au pouvoir judi-  
ciaire du Canada.

---

Published under authority of the Speaker of the  
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and Services  
Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

---

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre  
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services  
Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9











C-346

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

C-346

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-346

BILL C-346

An Act to amend the Public Service Employment Act  
and the Public Service Staff Relations Act  
(political rights)

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction  
publique et la Loi sur les relations de travail dans la  
Fonction publique  
(droits politiques)

---

First reading, May 2, 1980

---

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

MR. MURPHY

M. MURPHY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-346**

**BILL C-346**

An Act to amend the Public Service Employment Act and the Public Service Staff Relations Act

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique

(political rights)

(droits politiques)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S. 1970, c.  
P-32

1. Subsection 12(2) of the *Public Service Employment Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le paragraphe 12(2) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R. 1970, c.  
P-32

No discrimination

“12. (2) The Commission, in prescribing or applying selection standards under subsection (1), shall not discriminate against any person by reason of sex, race, national origin, colour, religion, marital status, age or political allegiance or activity.”

«12. (2) En prescrivant ou en appliquant des normes de sélection aux termes du paragraphe (1), la Commission ne doit prendre contre qui que ce soit aucune mesure discriminatoire fondée sur le sexe, la race, l'origine nationale, la couleur, la religion, l'âge, la situation de famille, l'appartenance ou activité politique.»

Aucune discrimination

2. The heading preceding section 32 and section 32 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

2. L'article 32 de ladite loi et la rubrique 15 le précédant sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

*“Political Rights*

*«Droits politiques*

Political rights

32. (1) Notwithstanding any other Act, an employee, may  
(a) engage or refuse to engage in work for, on behalf of or against a candidate for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province or a member of the Council of the Yukon Territory or the

32. (1) Nonobstant toute autre loi, un employé peut  
a) travailler ou refuser de travailler pour ou contre un candidat à une élection à la Chambre des communes, à la Législature d'une province ou au Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, ou travailler ou 25

Droits politiques



## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to provide public servants with the right to engage in political activity and to be a candidate at federal, provincial and territorial elections.

*Clause 1:* The amendment would add “political allegiance and activity” to the list of matters in respect of which the commission shall not discriminate when prescribing or applying selection standards.

Section 12(2) of the Act at present reads as follows:

“(2) The Commission, in prescribing or applying selection standards under subsection (1), shall not discriminate against any person by reason of sex, race, national origin, colour, religion, marital status or age.”

*Clause 2:* The amendment would provide the right for a public servant to engage in political activity after working hours.

Section 32 of the Act at present reads as follows:

*“Political Partisanship*

**32. (1)** *No deputy head and, except as authorized under this section, no employee, shall*

(a) engage in work for, on behalf of or against a candidate for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province or a member of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories, or engage in work for, on behalf of or against a political party; or

(b) be a candidate for election as a member described in paragraph (a).

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à accorder aux fonctionnaires le droit d'avoir une activité politique et d'être candidats aux élections fédérales, provinciales et territoriales.

*Article 1 du bill.* — La modification ajouterait «l'appartenance et l'activité politiques» à la liste des motifs de discrimination interdite dans la prescription ou l'application des normes de sélection par la Commission.

Voici le texte actuel du paragraphe 12(2) de la loi:

«(2) En prescrivant ou en appliquant des normes de sélection aux termes du paragraphe (1), la Commission ne doit prendre contre qui que ce soit aucune mesure discriminatoire fondée sur le sexe, la race, l'origine nationale, la couleur, la religion, l'âge ou la situation de famille.»

*Article 2 du bill.* — La modification donnerait aux fonctionnaires le droit d'avoir une activité politique après les heures de travail.

Voici le texte actuel de l'article 32 de la loi et de la rubrique le précédant:

*«Activités politiques*

**32. (1)** *Il est interdit à tout sous-chef et, sauf selon que l'autorise le présent article, à tout employé*

a) de travailler pour ou contre un candidat à une élection à la Chambre des communes, à la Législature d'une province ou au Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, ou de travailler au nom d'un tel candidat, ainsi que de travailler pour ou contre un parti politique ou de travailler au nom d'un tel parti; ou

b) d'être candidat à une élection mentionnée à l'alinéa a).

	Northwest Territories, or engage or refuse to engage in work for, on behalf of or against a political party; or (b) be a candidate for election as a member described in paragraph (a). 5	refuser de travailler au nom d'un tel candidat, ainsi que travailler ou refuser de travailler pour ou contre un parti politique ou travailler ou refuser de travailler au nom d'un tel parti; ou 5 b) être candidat à une élection mentionnée à l'alinéa a).	
Leave of absence	(2) Upon application made to the Commission by an employee the Commission shall, grant to the employee leave of absence without pay to seek nomination as a candidate and to be a candidate for 10 election as a member described in paragraph (1)(a), for a period ending on the day on which the results of the election are officially declared or on such earlier day as may be requested by the employee if he 15 has ceased to be a candidate.	(2) Sur demande présentée par un employé, la Commission doit lui accorder un congé sans traitement pour lui permet- 10 tre de demander à se faire présenter comme candidat et d'être candidat à une élection visée à l'alinéa (1)a), pour une période se terminant le jour où les résultats de l'élection sont officiellement déclarés ou 15 à la date antérieure comme peut le demander l'employé s'il a cessé d'être un candidat.	Congé
Notice	(3) Forthwith upon granting any leave of absence under subsection (2), the Commission shall cause notice of its action to be published in the <i>Canada Gazette</i> . 20	(3) Dès qu'elle a accordé un congé en vertu du paragraphe (2), la Commission 20 doit faire publier un avis à ce sujet dans la <i>Gazette du Canada</i> .	Avis
Effect of election	(4) An employee who is declared elected as a member described in paragraph (1)(a) thereupon becomes an employee on leave of absence without pay for a period not to exceed five years. 25	(4) Un employé déclaré élu à une élection visée à l'alinéa (1)a) devient dès lors un employé en congé sans traitement pen- 25 dant une période qui ne doit pas dépasser cinq ans.	Effet de l'élection
Not during working hours	(5) Nothing in this section permits an employee to engage in activity described in subsection (1) during working hours.	(5) Aucune disposition du présent article ne permet à un employé de s'adonner à une activité visée au paragraphe (1) pen- 30 dant les heures de travail.	Pas pendant les heures de travail
Deputy head	(6) Nothing in this section permits a deputy head to engage in the activities 30 described in subsection (1)."	(6) Aucune disposition du présent article ne permet à un sous-chef de s'adonner à une activité visée au paragraphe (1)."	Sous-chef
R.S. 1970 c. P-33; 1974-75-76, c. 66, s. 10	3. Subsection 39(2) of the <i>Public Service Staff Relations Act</i> is repealed.	3. Le paragraphe 39(2) de la <i>Loi sur les 35 relations de travail dans la Fonction publique</i> est abrogé.	S.R. 1970 c. P-33; 1974-75-76, c. 66, art. 10

(2) *A person does not contravene subsection (1) by reason only of his attending a political meeting or contributing money for the funds of a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a) or money for the funds of a political party.*

(3) *Notwithstanding any other Act, upon application made to the Commission by an employee the Commission may, if it is of the opinion that the usefulness to the Public Service of the employee in the position he then occupies would not be impaired by reason of his having been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), grant to the employee leave of absence without pay to seek nomination as a candidate and to be a candidate for election as such a member, for a period ending on the day on which the results of the election are officially declared or on such earlier day as may be requested by the employee if he has ceased to be a candidate.*

(4) *Forthwith upon granting any leave of absence under subsection (3), the Commission shall cause notice of its action to be published in the Canada Gazette.*

(5) *An employee who is declared elected as a member described in paragraph (1)(a) thereupon ceases to be an employee.*

(6) *Where any allegation is made to the Commission by a person who is or has been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), that a deputy head or employee has contravened subsection (1), the allegation shall be referred to a board established by the Commission to conduct an inquiry at which the person making the allegation and the deputy head or employee concerned, or their representatives, are given an opportunity of being heard, and upon being notified of the board's decision on the inquiry the Commission,*

*(a) in the case of a deputy head, shall report the decision to the Governor in Council who may, if the board has decided that the deputy head has contravened subsection (1), dismiss him; and*

*(b) in the case of an employee, may, if the board has decided that the employee has contravened subsection (1), dismiss the employee.*

(7) *In the application of subsection (6) to any person, the expression "deputy head" does not include a person for whose removal from office, otherwise than by the termination of his appointment at pleasure, express provision is made by this or any other Act."*

**Clause 3:** This amendment would permit an employee organization to collect money from its members for activities carried on by or on behalf of a political party.

Subsection 39(2) of the Act at present reads as follows:

"(2) The Board shall not certify as bargaining agent for a bargaining unit, any employee organization that

(a) receives from any of its members who are employees,

(b) handles or pays in its own name on behalf of members who are employees, or

(c) requires as a condition of membership therein the payment by any of its members of,

any money for activities carried on by or on behalf of any political party."

(2) *Une personne ne contrevient pas au paragraphe (1) pour le seul motif qu'elle assiste à une réunion politique ou qu'elle verse, à titre de contribution, de l'argent pour la caisse d'un candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a) ou qu'elle verse de l'argent à la caisse d'un parti politique.*

(3) *Nonobstant toute autre loi, sur demande que lui a présentée un employé, la Commission peut, si elle est d'avis que, par rapport à la Fonction publique, l'efficacité de l'employé, dans le poste qu'il occupe alors, n'aura pas à souffrir du fait qu'il aura été candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a), accorder à l'employé un congé sans traitement pour lui permettre de demander à se faire présenter comme candidat et d'être candidat à cette élection, pour une période se terminant le jour où les résultats de l'élection sont officiellement déclarés ou à la date antérieure comme peut le demander l'employé s'il a cessé d'être un candidat.*

(4) *Dès qu'elle a accordé un congé en vertu du paragraphe (3), la Commission doit faire publier un avis à ce sujet dans la Gazette du Canada.*

(5) *Un employé déclaré élu à une élection décrite à l'alinéa (1)a) cesse dès lors d'être un employé.*

(6) *Lorsqu'une personne qui est ou a été candidat à une élection décrite à l'alinéa (1)a) allègue à la Commission qu'un sous-chef ou un employé a contrevenu au paragraphe (1), l'allégation doit être déferée à un comité établi par la Commission pour tenir une enquête au cours de laquelle la personne qui fait l'allégation et le sous-chef ou l'employé en cause ou leurs représentants ont la possibilité de se faire entendre. Après avoir été informé de la décision du comité en ce qui concerne l'enquête, la Commission*

*a) doit, lorsqu'il s'agit d'un sous-chef, soumettre la décision au gouverneur en conseil qui peut, si le comité a décidé que le sous-chef a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer ce sous-chef; et*

*b) peut, lorsqu'il s'agit d'un employé, si le comité a décidé que l'employé a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer cet employé.*

(7) *Pour l'application du paragraphe (6), l'expression «sous-chef» ne comprend pas une personne, pour laquelle la destitution, autrement que par cessation des fonctions auxquelles elle a été nommée à titre amovible, est expressément prévue par la présente loi ou quelque autre loi.»*

**Article 3 du bill.** — Cette modification permettrait au syndicat des employés de percevoir des fonds de ses membres pour les activités poursuivies par ou pour un parti politique.

Voici le texte actuel du paragraphe 39(2) de la loi:

«(2) La Commission ne doit accréditer à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation aucune association d'employés qui

a) reçoit de certains de ses membres qui sont des employés,

b) a en main ou paie en son propre nom pour le compte de membres qui sont des employés, ou

c) exige de certains de ses membres, comme condition de leur affiliation à l'association, qu'ils lui versent

de l'argent pour l'activité poursuivie par un parti politique ou pour le compte d'un tel parti.»









**C-347**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-347**

An Act respecting the cost of publishing public reports

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-347**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-347**

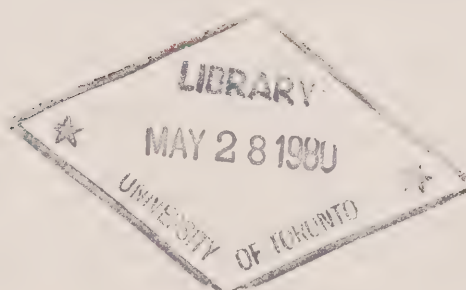
Loi concernant le coût de publication des rapports  
officiels

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPARTMENT OF PARLIAMENTARY AND GOVERNMENT SERVICES



MR. HERBERT

M. HERBERT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-347**

**BILL C-347**

An Act respecting the cost of publishing  
public reports

Loi concernant le coût de publication des  
rapports officiels

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Public  
Reports Cost Control Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le  
5 titre: *Loi sur le contrôle du coût des rap- 5*  
*ports officiels*.

Titre abrégé

"report"  
defined

2. In this Act, "report" means any annual,  
biennial, regular or special report or docu-  
ment of which at least 500 copies are printed  
and that may be distributed to the public.

2. Dans la présente loi, «rapport» désigne  
tout rapport ou document annuel, semestriel,  
périodique ou spécial imprimé à 500 exem-  
plaires au moins et pouvant être distribué au 10  
public.

Définition de  
«rapport»

Statement of  
cost and  
purpose of  
report

3. (1) Every person making a report that 10  
is intended to be submitted to or laid before  
either House of Parliament shall include in  
the report under the imprint or catalogue  
number a statement of the purpose and cost  
of producing and publishing the report.

3. (1) Quiconque a l'intention de présen-  
ter ou de soumettre un rapport à l'une ou  
l'autre Chambre du Parlement doit indiquer,  
sous le nom de l'imprimeur ou le numéro de 15  
répertoire, l'objet et le coût de production et  
de publication du rapport.

Indication du  
coût et de  
l'objet

Form of  
statement

(2) The statement may be in the following  
form:

(2) La déclaration peut avoir la forme  
suivante:

Forme de la  
déclaration

This report was produced and published at a total cost of \$ ,  
or \$ per copy, to (statement of purpose).

Ce rapport a été produit et publié au coût total de \$ , ou au 20  
coût de \$ l'exemplaire, pour (indication de l'objet).

"person"  
defined

(3) In this section, "person" includes a 20  
Minister of the Crown, a commissioner  
appointed under the *Inquiries Act*, a Crown  
corporation as defined by subsection 66(1) of  
the *Financial Administration Act*, a depart-  
ment as defined by section 2 of the *Financial 25*  
*Administration Act*, and a commission,  
board or tribunal.

(3) Dans le présent article, «personne»  
comprend un ministre de la Couronne, un  
commissaire nommé en vertu de la *Loi sur*  
*les enquêtes*, une corporation de la Cou- 25  
ronne, selon la définition du paragraphe  
66(1) de la *Loi sur l'administration finan-*  
*cière*, un ministère, selon la définition de  
l'article 2 de la *Loi sur l'administration*  
*financière*, une commission, un comité ou un 30  
tribunal administratif.

Définition de  
«personne»

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to ensure more adequate cost accountability in the production and dissemination of government and other public reports.

## NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet d'obliger à mieux rendre compte des coûts de production et de diffusion des rapports officiels gouvernementaux et autres.

Criteria in  
determination  
of cost

4. For the purpose of determining the cost of producing and publishing a report, there shall be taken into account any special expenditure for additional salaries, equipment, materials or services made necessary for the formulation, composition, printing, publication and distribution of the report.

4. Dans le calcul du coût de production et de publication d'un rapport, toute dépense spéciale afférente à des traitements supplémentaires, du matériel, des fournitures ou des services, qu'il a fallu faire pour l'élaboration, la composition, l'impression, la publication et la diffusion du rapport doit être prise en compte.

Critères dans la  
détermination  
du coût

5

**C-351**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**BILL C-351**

An Act to amend the Official Languages Act  
(notices and advertisements)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-351**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-351**

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles  
(avis et annonces)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. GAUTHIER

M. GAUTHIER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-351

## BILL C-351

An Act to amend the Official Languages Act  
(notices and advertisements)

Loi modifiant la Loi sur les langues  
officielles  
(avis et annonces)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète

R.S., c. O-2

1. Section 7 of the *Official Languages Act*  
is repealed and the following substituted  
therefor:

Printing of  
notices and  
advertisements

“7. Where, by or under the authority of  
the Parliament or Government of Canada  
or any judicial, quasi-judicial or adminis-  
trative body or any company or association  
established or continued by or pursuant to  
an Act of the Parliament of Canada, any  
notice, advertisement or other matter is to  
be printed in a publication for the infor-  
mation primarily of members of the  
public, the matter shall be printed in one  
of the official languages in at least one  
such publication appearing wholly or  
mainly in that language and in the other  
official language in at least one such publi-  
cation appearing wholly or mainly in that  
other language, and shall be given as  
nearly as reasonably may be equal promi-  
nence in each such publication; and if  
there is no such publication appearing  
wholly or mainly in English or if there is  
no such publication appearing wholly or  
mainly in French, the notice, advertise-  
ment or other matter shall be printed in  
bilingual form.”

1. L'article 7 de la *Loi sur les langues*  
*officielles* est abrogé et remplacé par ce qui  
suit:

S.R., c. O-2

Impression  
d'avis et  
d'annonces

«7. Lorsque, dans une publication, doi-  
vent être imprimés, par le Parlement ou le  
gouvernement du Canada, par tout orga-  
nisme judiciaire, quasi-judiciaire ou admi-  
nistratif, ou par toute corporation, société  
ou association constitués ou dont l'exis-  
tence se continue en vertu d'une loi du  
Parlement du Canada, ou lorsque doivent  
y être imprimés, sous leur autorité, un  
avis, une annonce ou un autre texte princi-  
palement dans le but d'informer le public,  
ce texte doit être imprimé en l'une des  
langues officielles dans au moins une  
publication de ce genre paraissant entière-  
ment ou principalement en cette langue et  
être imprimé en l'autre langue officielle  
dans au moins une publication de ce genre  
paraissant entièrement ou principalement  
en cette autre langue. On donnera au  
texte, autant qu'il est raisonnablement  
possible de le faire, la même importance  
dans les deux publications. À défaut de  
publication de ce genre paraissant entière-  
ment ou principalement en français ou à



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this amendment is to extend the language requirements of the *Official Languages Act* concerning public notices and announcements to national companies and associations established or continued under an Act of Parliament.

Section 7 at present reads as follows:

“7. Where, by or under the authority of the Parliament or Government of Canada or any judicial, quasi-judicial or administrative body or *Crown* corporation established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada, any notice, advertisement or other matter is to be printed in a publication for the information primarily of members of the public *resident in the National Capital Region or a federal bilingual district established under this Act*, the matter shall, *wherever possible in publications in general circulation within that Region or district*, be printed in one of the official languages in at least one such publication appearing wholly or mainly in that language and in the other official language in at least one such publication appearing wholly or mainly in that other language, and shall be given as nearly as reasonably may be equal prominence in each such publication.”

## NOTE EXPLICATIVE

Cette modification a pour but d'étendre aux corporations, sociétés et associations d'envergure nationale constituées ou dont l'existence se continue en vertu d'une loi du Parlement les obligations linguistiques de la *Loi sur les langues officielles* en fait d'avis et d'annonces au public.

Voici le texte actuel de l'article 7:

«7. Lorsque, dans une publication, doivent être imprimés, par le Parlement ou le gouvernement du Canada, par tout organisme judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif ou par une corporation *de la Couronne créés* en vertu d'une loi du Parlement du Canada, ou lorsque doivent y être imprimés, sous leur autorité, un avis, une annonce ou autre chose principalement dans le but d'informer le public *de la région de la Capitale nationale ou d'un district bilingue fédéral créé en vertu de la présente loi*, ce texte doit, *lorsque c'est possible dans des publications dont la circulation est générale dans cette région ou ce district*, être imprimé en l'une des langues officielles dans au moins une publication de ce genre paraissant entièrement ou principalement en cette langue et être imprimé en l'autre langue officielle dans au moins une publication de ce genre paraissant entièrement ou principalement en cette langue. On donnera au texte, autant qu'il est raisonnablement possible de le faire, la même importance dans les deux publications.»

défaut de publication de ce genre paraissant entièrement ou principalement en anglais, l'avis, l'annonce ou l'autre texte doivent être imprimés en format bilingue.»

**C-352**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-352**

An Act to amend the Criminal Code  
(death sentence)

---

First reading, May 2, 1980

---

**C-352**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-352**

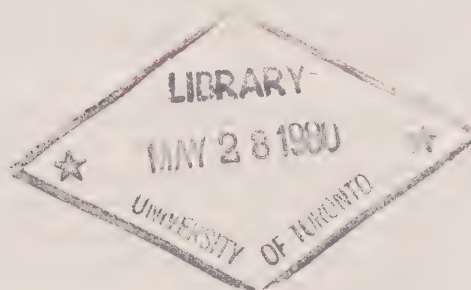
Loi modifiant le Code criminel  
(peine de mort)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. MITGES

M. MITGES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-352

BILL C-352

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

(death sentence)

(peine de mort)

R.S., c. C-34;  
1972, c. 13;  
1973-74, c. 38;  
1974-75-76, c.  
105

Punishment for  
high treason

Punishment for  
first degree  
murder

Punishment for  
second degree  
murder

Exception for  
persons under  
eighteen

Minimum  
punishment

1. (1) Subsection 47(1) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

“47. (1) Every one who commits high treason is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death.”

(2) Subsection 47(4) of the said Act is repealed.

2. Section 218 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“218. (1) Every one who commits first degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death.”

(2) Every one who commits second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(3) Notwithstanding subsection (1), a person who appears to the court to have been under the age of eighteen years at the time he committed first degree murder shall not be sentenced to death upon conviction therefor but shall be sentenced to imprisonment for life.

(4) For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment.”

1. (1) Le paragraphe 47(1) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«47. (1) Quiconque commet une haute trahison est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.»

(2) Le paragraphe 47(4) de ladite loi est abrogé.

2. L'article 218 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«218. (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.”

(2) Quiconque commet un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

(3) Nonobstant le paragraphe (1), une personne qui paraît à la cour avoir moins de dix-huit ans au moment où elle a commis un meurtre au premier degré ne peut pas être condamnée à mort, sur déclaration de culpabilité à cet égard, mais doit être condamnée à l'emprisonnement à perpétuité.

(4) Pour les objets de la Partie XX, la sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimum.»

S.R., c. C-34;  
1972, c. 13;  
1973-74, c. 38;  
1974-75-76, c.  
105

Peine applicable à la haute trahison

Peine pour meurtre au premier degré

Peine pour meurtre au deuxième degré

Exception quant aux personnes de moins de dix-huit ans

Peine minimum

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to impose the death sentence in all cases of first degree murder.

*Clause 1:* (1) Subsection 47(1) at present reads as follows:

“47. (1) Every one who commits high treason is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to *imprisonment for life*.”

(2) Subsection 47(4) at present reads as follows:

“(4) *For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by subsection (1) is a minimum punishment.*”

*Clause 2:* Section 218 at present reads as follows:

“218. (1) Every one who commits first degree murder *or second degree murder* is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to *imprisonment for life*.

(2) For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment.”

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à imposer la peine de mort dans tous les cas de meurtre au premier degré.

*Article 1 du bill:* (1) Voici le texte actuel du paragraphe 47(1):

«47. (1) Quiconque commet une haute trahison est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à *l'emprisonnement à perpétuité*».

(2) Voici le texte actuel du paragraphe 47(4):

«(4) *Pour l'application de la Partie XX, l'emprisonnement à perpétuité prescrit par le paragraphe (1) est une peine minimum.*»

*Article 2 du bill:* Voici le texte actuel de l'article 218:

«218. (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré *ou un meurtre au deuxième degré* est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à *l'emprisonnement à perpétuité*.

(2) Pour les objets de la Partie XX, la sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimum.»



3. The said Act is amended by inserting, immediately after section 596 thereof, the following:

Pregnancy

“597. (1) A female person who is sentenced to death may move in arrest of execution on the ground that she is pregnant. 5

Examination

(2) Where a motion is made under subsection (1), the court shall direct one or more registered medical practitioners to be 10 sworn to examine the female person together or successively and to determine whether or not she is pregnant.

Arresting execution

(3) Where, from the report of a medical practitioner sworn under subsection (2), it 15 appears to the court that a female person to whom this section applies is pregnant, execution shall be arrested until she is delivered of the child or until it is no longer possible in the course of nature that 20 she should be so delivered.”

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 596, de ce qui suit:

«597. (1) Une personne du sexe féminin condamnée à mort peut demander qu'il 5 soit sursis à son exécution pour le motif qu'elle est enceinte. Femme enceinte

(2) Lorsqu'une motion est présentée sous le régime du paragraphe (1), la cour ordonne à un ou plusieurs médecins ins- 10 crits de se faire assermenter pour examiner cette personne du sexe féminin soit ensemble, soit successivement, et de déterminer si elle est enceinte ou non. Examen

(3) Lorsque, sur rapport d'un médecin 15 assermenté sous le régime du paragraphe (2), il apparaît à la cour qu'une personne du sexe féminin visée par le présent article est enceinte, il est sursis à l'exécution de la sentence jusqu'après son accouchement ou 20 jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible, dans le cours de la nature, qu'elle soit ainsi délivrée.» Sursis à l'exécution

4. The said Act is further amended by inserting, immediately after section 603 thereof, the following:

Right of appeal of person sentenced to death

“604. (1) Notwithstanding any other 25 provision of this Act, a person who has been sentenced to death may appeal to the court of appeal

(a) against his conviction on any ground of appeal that involves a ques- 30 tion of law or fact or mixed law and fact; and

(b) against his sentence unless that sentence is one fixed by law.

Notice deemed to have been given

(2) A person who has been sentenced to 35 death shall, notwithstanding that he has not given notice pursuant to section 607, be deemed to have given such notice and to have appealed against his conviction and against his sentence unless that sen- 40 tence is one fixed by law.

Court of appeal may consider

(3) The court of appeal, on an appeal pursuant to this section, shall

(a) consider any ground of appeal alleged in the notice of appeal, if any 45 notice has been given, and

4. Ladite loi et en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 603, 25 de ce qui suit:

«604. (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, une personne qui a été condamnée à mort peut introduire un recours devant la cour d'appel 30 Droit d'appel du condamné à mort

a) contre sa déclaration de culpabilité pour tout motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une ques- tion mixte de droit et de fait; et

b) contre sa sentence à moins que cette 35 sentence ne soit de celles que fixe la loi.

(2) Une personne qui a été condamnée à mort est censée, même si elle n'a donné l'avis prévu par l'article 607, avoir donné cet avis et avoir interjeté appel de sa décl- 40 aration de culpabilité et de sa sentence, à moins que cette sentence ne soit de celles que fixe la loi. Avis réputé donné

(3) La cour d'appel, sur un appel prévu par le présent article, doit 45 Ce que la cour d'appel doit considérer

a) considérer tout motif d'appel allégué dans l'avis d'appel, si un tel avis a été donné, et



*Clauses 3, 4 and 5:* These clauses would re-introduce long-standing provisions that were repealed as consequential amendments when the death penalty was abolished.

*Articles 3, 4 et 5 du bill:* Ces articles réinstaureraient des dispositions longtemps appliquées qui avaient été abrogées par des modifications résultantes lors de l'abolition de la peine de mort.

(b) consider the record to ascertain whether there are present any other grounds upon which the conviction ought to be set aside or the sentence varied, as the case may be.”

5

b) considérer le dossier afin d'établir s'il renferme d'autres motifs pour lesquels la déclaration de culpabilité devrait être écartée ou la sentence modifiée, selon le cas.»

5

5. The said Act is further amended by inserting, immediately after section 606 thereof, the following:

5. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 606, de ce qui suit:

Notice of  
appeal

“607. (1) An appellant who proposes to appeal to the court of appeal or to obtain the leave of that court to appeal shall give notice of appeal or notice of his application for leave to appeal, in such manner and within such period as may be directed by rules of court.

15

«607. (1) Un appellant qui se propose d'introduire un recours devant la cour d'appel ou d'obtenir de cette cour l'autorisation d'interjeter appel, doit donner avis d'appel ou avis de sa demande d'autorisation d'appel, de la manière et dans le délai que les règles de cour peuvent prescrire.

Avis d'appel

15

Extension of  
time

(2) The court of appeal or a judge thereof may at any time extend the time within which notice of appeal or notice of an application for leave to appeal may be given, but this subsection does not apply where a sentence of death has been imposed pursuant to a conviction.

20

(2) La cour d'appel ou l'un de ses juges peut, à toute époque, proroger le délai de l'avis d'appel ou de l'avis d'une demande d'autorisation d'appel, mais le présent paragraphe ne s'applique pas lorsqu'une sentence de mort a été imposée par suite d'une déclaration de culpabilité.

Prolongation du  
délai

20

Delay in  
execution of  
sentence of  
death

(3) Where, pursuant to a conviction, a sentence of death has been imposed,

(a) the sentence shall not be executed until after the expiration of the time within which notice of appeal or of an application for leave to appeal may be given under this section; and

25

(b) an appeal or application for leave to appeal from the conviction or sentence shall be heard and determined as soon as practicable, and the sentence shall not be executed until after

(i) the determination of the application, where an application for leave to appeal is finally refused, or

(ii) the determination of the appeal.

35

(3) Si, par suite d'une déclaration de culpabilité, une condamnation à mort a été imposée,

Sursis à  
l'exécution  
d'une  
condamnation à  
mort

25

a) la condamnation ne doit être exécutée qu'après l'expiration du délai dans lequel avis d'appel ou d'une demande d'autorisation d'appel peut être donné sous le régime du présent article; et

30

b) un appel ou une demande d'autorisation d'appel de la déclaration de culpabilité ou de la sentence doit être entendu et décidé avec la plus grande diligence possible, et la condamnation ne doit pas être exécutée avant

(i) le jugement sur la demande, dans les cas où une demande d'autorisation d'appel est définitivement rejetée, ou  
(ii) le jugement sur l'appel.

40

Effect of  
certificate

(4) The production of a certificate

(a) from the registrar that notice of appeal or notice of application for leave to appeal has been given, or

(b) from the Minister of Justice that he has exercised any of the powers conferred upon him by section 617,

45

(4) La production d'un certificat

Effet du  
certificat

a) du registraire attestant qu'un avis d'appel ou un avis de demande d'autorisation d'appel a été donné, ou

b) du ministre de la Justice portant qu'il a exercé l'un des pouvoirs dont l'investit l'article 617,

45



Suspension of  
execution of  
sentence of  
death

is sufficient authority to suspend the execution of a sentence of death, and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court. 5

(5) Where, pursuant to a conviction, a sentence of death has been imposed, the execution of the sentence shall be suspended until after the determination of the appeal pursuant to section 604 whether or not the production of a certificate mentioned in subsection (4) has been made, and where, as a result of such suspension, 15 a new time is required to be fixed for the execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court." 20

6. Subsection 609(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(4) A party to the appeal is entitled to receive 25

(a) without charge, if the appeal is against a conviction in respect of which a sentence of death has been imposed or against such sentence, or

(b) upon payment of any charges that 30 are fixed by rules of court, in any other case,

a copy or transcript of any material that is prepared under subsections (1), (2) and (3)." 35

7. Section 618 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"618. (1) A person who is convicted of an indictable offence other than an offence punishable by death and whose conviction 40 is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada

(a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents, or

(b) on any question of law, if leave to 45 appeal is granted by the Supreme Court

constitue une autorisation suffisante de sursis à l'exécution d'une condamnation à mort et lorsque, conformément à ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, cette date 5 peut être arrêtée par le juge qui a imposé la condamnation ou par tout juge qui aurait pu tenir la même cour ou y siéger.

(5) Si, par suite d'une déclaration de culpabilité, une condamnation à mort a été 10 imposée, il doit être sursis à l'exécution de la condamnation jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel prévu par l'article 604, que le certificat mentionné au paragraphe (4) ait été produit ou non, et si, en conséquence de ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, elle peut être arrêtée par le juge qui a imposé la sentence ou par un juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou y 20 avoir siégé."

6. Le paragraphe 609(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"(4) Une partie à l'appel a le droit de recevoir, 25

a) sans frais, si l'appel vise une déclaration de culpabilité à l'égard de laquelle une condamnation à mort a été imposée ou vise cette condamnation, ou

b) sur paiement des frais fixés par les 30 règles de cour, dans tout autre cas,

une copie ou transcription de tout élément préparé sous le régime des paragraphes (1), (2) et (3)."

7. L'article 618 de ladite loi est abrogé et 35 remplacé par ce qui suit:

"618. (1) Une personne déclarée coupable d'un acte criminel autre qu'une infraction punissable de mort et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel, 40 peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident, ou 45

Copies to  
interested  
parties

Sursis  
d'exécution  
d'une  
condamnation à  
mort

Copies aux  
parties  
intéressées

Appeal from  
conviction

Appel d'une  
déclaration de  
culpabilité

*Clause 6:* Subsection 609(4) at present reads as follows:

“(4) A party to an appeal is entitled to receive, upon payment of any charges that are fixed by rules of court, a copy or transcript of any material that is prepared under subsections (1), (2) and (3).”

*Article 6 du bill:* Voici le texte actuel du paragraphe 609(4):

«(4) Une partie à l'appel a le droit de recevoir, sur paiement des frais fixés par les règles de cour, une copie ou transcription de tout élément préparé sous le régime des paragraphes (1), (2) et (3).»

*Clause 7:* Section 618 at present reads as follows:

“**618.** (1) A person who is convicted of an indictable offence and whose conviction is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada

(a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents, or

(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the Supreme Court of Canada or a judge thereof, may, for special reasons, allow.

(2) A person

*Article 7 du bill:* Voici le texte actuel de l'article 618:

«**618.** (1) La personne déclarée coupable d'un acte criminel et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident, ou

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada dans un délai de vingt et un jours après qu'a été prononcé le jugement dont il est interjeté appel ou dans tel délai supplémentaire de la Cour suprême du Canada, ou l'un de ses juges, peut accorder pour des raisons spéciales.

(2) Une personne



of Canada within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the Supreme Court of Canada or a judge thereof may, for special reasons, 5 allow.

Appeal where  
acquittal set  
aside

(2) A person

(a) who is acquitted of an indictable offence other than

(i) an offence punishable by death, or 10

(ii) by reason of the special verdict of not guilty on account of insanity,

and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or

(b) who is tried jointly with a person 15 referred to in paragraph (a) and is convicted and whose conviction is sustained by the court of appeal,

may appeal to the Supreme Court of Canada on a question of law." 20

8. The said Act is amended by inserting, immediately after section 618 thereof, the following:

Appeal on law  
or fact or mixed  
law and fact

"619. Notwithstanding any other provision of this Act, a person 25

(a) who has been sentenced to death and whose conviction is affirmed by the court of appeal, or

(b) who is acquitted of an offence punishable by death and whose acquittal is 30 set aside by the court of appeal,

may appeal to the Supreme Court of Canada on any ground of law or fact or mixed law and fact."

9. Subsection 662.1 (1) of the said Act is 35 repealed and the following substituted therefor:

Conditional and  
absolute  
discharge

"662.1 (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an 40

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée, par la Cour suprême du Canada dans un délai de vingt-et-un jours après qu'a été prononcé le jugement dont il est interjeté 5 appel ou dans tel délai supplémentaire que la Cour suprême du Canada, ou l'un de ses juges, peut accorder pour des raisons spéciales.

(2) Une personne

a) qui est déchargée de l'accusation d'un acte criminel

(i) autre qu'une infraction punissable de la peine de mort, ou

(ii) autrement qu'en raison du verdict 15 spécial de non-culpabilité pour cause d'aliénation mentale,

et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel, ou

b) qui est jugée conjointement avec une 20 personne mentionnée à l'alinéa a) et est déclarée coupable et dont la condamnation est maintenue par la cour d'appel

peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada sur une question de 25 droit.»

8. Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 618, de ce qui suit:

"619. Nonobstant toute autre disposi- 30 tion de la présente loi, une personne

a) qui a été condamnée à mort et dont la déclaration de culpabilité est confirmée par la cour d'appel, ou

b) qui est acquittée d'une infraction 35 punissable de mort et dont l'acquittement est écarté par la cour d'appel,

peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada sur toute question de droit ou de fait ou toute question mixte de droit et de 40 fait.»

9. Le paragraphe 662.1(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"662.1 (1) Lorsqu'un accusé autre qu'une corporation plaide coupable ou est 45 reconnu coupable d'une infraction autre

10 Appel lorsque  
l'acquittement  
est annulé

Appel sur une  
question de  
droit ou de fait  
ou de droit et  
de fait

Libération  
inconditionnelle  
et sous  
condition



(a) who is acquitted of an indictable offence other than by reason of the special verdict of not guilty on account of insanity and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or

(b) who is tried jointly with a person referred to in paragraph (a) and is convicted and whose conviction is sustained by the court of appeal,

may appeal to the Supreme Court of Canada on a question of law.”

a) qui est déchargée de l'accusation d'un acte criminel autrement qu'en raison du verdict spécial de non-culpabilité pour cause d'aliénation mentale et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel, ou

b) qui est jugée conjointement avec une personne mentionnée à l'alinéa a) et est déclarée coupable et dont la condamnation est maintenue par la cour d'appel

peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada sur une question de droit.»

*Clause 8:* This clause would also re-introduce a long-standing provision that was repealed as a consequential amendment when the death penalty was abolished.

*Article 8 du bill:* Cet article réinstaurerait une disposition longtemps appliquée qui avait été abrogée par une modification résultante lors de l'abolition de la peine de mort.

*Clause 9:* Subsection 662.1(1) at present reads as follows:

“662.1 (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against him, by imprisonment of fourteen years or for life, the court before which he appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the

*Article 9 du bill:* Voici le texte actuel du paragraphe 662.1(1):

«662.1 (1) La cour devant laquelle comparaît un accusé, autre qu'une corporation, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas une peine minimale ou qui n'est pas punissable, à la suite des procédures entamées contre lui, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, si elle considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans

offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against him, by imprisonment for fourteen years or for life or by death, the court before which he appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or upon the conditions prescribed in a probation order.”

10. The said Act is amended by inserting, immediately after section 667 thereof, the following:

*“Death Sentence*

Form of sentence

668. The sentence to be pronounced against a person who is sentenced to death shall be that he shall be hanged by the neck until he is dead.

Recommendation by jury

668.1 (1) Where a jury finds an accused guilty of an offence punishable by death, the judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty and the law requires that I now pronounce sentence of death against him (or “the law provides that he may be sentenced to death”, as the case may be). Do you wish to make any recommendation as to whether or not he should be granted clemency? You are not required to make any recommendation but if you do make a recommendation either in favour of clemency or against it, your recommendation will be included in the report that I am required to make of this case to the Solicitor General of Canada and will be given due consideration.

Where jury is unable to agree on recommendation

(2) If the jury reports to the judge that it is unable to agree upon a recommendation, either in favour of clemency or against it, and the judge is satisfied that further retention of the jury would not lead to agreement, he shall ascertain the

qu’une infraction pour laquelle la loi prescrit une peine minimale ou qui est punissable, à la suite des procédures entamées contre lui, d’un emprisonnement de quatorze ans ou de l’emprisonnement à perpétuité ou de la peine de mort, la cour devant laquelle il comparaît peut, si elle considère qu’une telle mesure est dans l’intérêt véritable de l’accusé sans nuire à l’intérêt public, au lieu de condamner l’accusé, prescrire par ordonnance qu’il soit libéré inconditionnellement ou aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.»

10. Ladite loi est modifiée par l’insertion, immédiatement après l’article 667, de ce qui suit:

*«Peine de mort*

Forme de la sentence

668. La sentence à prononcer contre une personne condamnée à mort est que cette personne soit pendue par le cou jusqu’à ce que mort s’ensuive.

Recommandation par le jury

668.1 (1) Lorsqu’un jury déclare un accusé coupable d’une infraction punissable de mort, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury, poser aux jurés la question suivante:

Vous avez déclaré l’accusé coupable et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine de mort (ou «la loi prévoit qu’il peut être condamné à mort», selon le cas). Désirez-vous recommander qu’il soit usé ou non de clémence à son endroit? Vous n’êtes pas tenus de faire une recommandation, mais si vous recommandez qu’il soit usé ou non de clémence à son endroit, votre recommandation sera insérée dans le rapport sur cette cause que je dois soumettre au solliciteur général du Canada et il en sera dûment tenu compte.

(2) Si, dans son rapport au juge, le jury déclare qu’il est incapable de s’entendre sur une recommandation portant qu’il soit ou non usé de clémence et si le juge est convaincu qu’aucune entente ne résultera de nouvelles délibérations du jury, le juge

Si le jury est incapable de s’entendre sur une recommandation

public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or upon the conditions prescribed in a probation order.”

nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu'il soit libéré inconditionnellement ou aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.»

*Clause 10:* This clause would also re-introduce long-standing provisions that were repealed as consequential amendments when the death penalty was abolished.

*Article 10 du bill:* Cet article réinstaurerait lui aussi des dispositions longtemps appliquées qui avaient été abrogées par des modifications résultantes lors de l'abolition de la peine de mort.



number of jurors who are in favour of making a recommendation for clemency and the number of jurors who are against making such a recommendation and shall include such information in the report 5 required by subsection 668.12 (1).

Sentence of death to be reported to the Solicitor General of Canada

**668.12 (1)** A judge who sentences a person to death shall appoint a day for the execution of the sentence, and in appointing that day shall allow a period of time 10 that, in his opinion is sufficient to enable the Governor General to signify his pleasure before that day, and shall forthwith make a report of the case to the Solicitor General of Canada for the information of 15 the Governor General.

When judge may reprieve

(2) Where a judge who sentences a person to death or any judge who might have held or sat in the same court considers 20

(a) that the person should be recommended for the royal mercy, or

(b) that, for any reason, it is necessary to delay the execution of the sentence, the judge may, at any time, reprieve the 25 person for any period that is necessary for the purpose.

Sentence of death in N.W.T. and Yukon

(3) A judge who sentences a person to death in the Northwest Territories or in the Yukon Territory shall, after appointing 30 a day for the execution of the sentence, in accordance with subsection (1), forthwith forward to the Solicitor General of Canada full notes of the evidence taken at the trial and his report upon the case, and 35 the execution of the sentence shall be suspended until the report is received and the pleasure of the Governor General is signified, and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for 40 execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge having equivalent jurisdiction.

Prisoner to be confined apart

**668.13 (1)** A person who is sentenced to death shall be confined in a safe place 45

doit établir le nombre des jurés qui favorisent la présentation d'une recommandation à la clémence et le nombre de ceux qui s'y opposent et inclure ce renseignement dans le rapport qu'exige le paragraphe 668.12 5 (1).

**668.12 (1)** Un juge qui condamne une personne à la peine de mort doit fixer une date pour l'exécution de la sentence, et, en fixant cette date, accorder un délai suffisant, à son avis, pour permettre au gouverneur général de signifier son bon plaisir avant cette date, et il doit sans retard adresser au solliciteur général du Canada un rapport de l'affaire pour l'information 15 du gouverneur général.

Il est fait rapport de la sentence de mort au solliciteur général du Canada

(2) Lorsqu'un juge qui condamne une personne à mort ou un juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou y avoir siégé estime 20

a) que la personne devrait être recommandée à la clémence royale, ou

b) que, pour une raison quelconque, il est nécessaire de retarder l'exécution de la sentence, 25 le juge peut, à toute époque, accorder à cette personne un sursis pour toute période qui est nécessaire à cette fin.

Quand le juge peut accorder un sursis

(3) Un juge qui condamne une personne à mort dans les territoires du Nord-Ouest 30 ou dans le territoire du Yukon doit, après avoir fixé une date pour l'exécution de la sentence, conformément au paragraphe (1), envoyer immédiatement au solliciteur général du Canada des notes complètes de 35 la preuve recueillie lors du procès, ainsi que son rapport sur l'affaire, et l'exécution de la sentence est suspendue jusqu'à ce que le rapport soit reçu et que le gouverneur général signifie son bon plaisir. Lorsque, 40 par suite de cette suspension, il est nécessaire de fixer une autre date pour l'exécution de la sentence, cette date peut être fixée par le juge qui a imposé la sentence ou par tout juge possédant une juridiction 45 équivalente.

Sentence de mort dans les t. du N.-O. et le Yukon

**668.13 (1)** Un individu qui est condamné à mort doit être enfermé en un lieu

Le prisonnier est enfermé à part



	within a prison apart from all other prisoners.	sûr dans les limites d'une prison et isolé de tous les autres prisonniers.	
Who to have access	(2) No person other than the keeper of the prison and his servants, the prison doctor and a clergyman or minister shall have access to a person who is sentenced to death unless permission is given in writing by a judge of the court by which the sentence was imposed or by the sheriff.	(2) Nul autre que le gardien de la prison et ses serviteurs, le médecin de la prison et un membre du clergé ou ministre du culte n'a accès auprès d'une personne condamnée à mort, à moins qu'une permission écrite n'ait été donnée par un juge de la cour qui a prononcé la sentence ou par le shérif.	Qui a accès auprès d'un prisonnier condamné à mort
Place of execution	<b>668.14</b> (1) A sentence of death shall be executed within the walls of a prison.	<b>668.14</b> (1) Une sentence de mort doit être exécutée à l'intérieur des murs d'une prison.	Lieu de l'exécution
Who shall attend	(2) The sheriff, the keeper of the prison, the prison doctor and any other persons required by the sheriff shall be present at the execution of a sentence of death.	(2) Le shérif, le gardien de la prison, le médecin de la prison et toutes autres personnes requises par le shérif doivent assister à l'exécution d'une sentence de mort.	Qui doit y être présent
Who may attend	(3) A clergyman or minister who desires to attend and any other person whom the sheriff considers it proper to admit may attend the execution of a sentence of death.	(3) Un membre du clergé ou ministre du culte qui désire être présent et toute autre personne que le shérif juge opportun d'admettre peuvent assister à l'exécution d'une sentence de mort.	Qui peut y assister
Certificate of death	<b>668.15</b> (1) The prison doctor shall, as soon as possible after a sentence of death has been executed, examine the body of the executed person, ascertain the fact of death, and sign and deliver to the sheriff a certificate in Form 40.	<b>668.15</b> (1) Le médecin de la prison doit, le plus tôt possible après qu'une sentence de mort a été exécutée, examiner le corps de la personne exécutée, constater le fait de la mort et signer et remettre au shérif, signer une déclaration selon la formule 41.	Certificat de mort
Declaration by sheriff and keeper	(2) The sheriff, the keeper of the prison and any other persons who are present at the execution of a sentence of death shall, if required by the sheriff, sign a declaration in Form 41.	(2) Le shérif, le gardien de la prison et toutes autres personnes qui assistent à l'exécution d'une sentence de mort doivent, s'ils en sont requis par le shérif, signer une déclaration selon la formule 41.	Déclaration du shérif et du gardien
Deputies may act	<b>668.16</b> Any duty that is imposed upon a sheriff, keeper of the prison or prison doctor by section 668.14 may, and in his absence shall, be performed by his lawful deputy or assistant, or by the officer or person who ordinarily acts for him or with him.	<b>668.16</b> Tout devoir imposé à un shérif, à un gardien de la prison ou à un médecin de la prison par l'article 668.14 peut, et en son absence doit, être accompli par son substitut ou adjoint légal, ou par le fonctionnaire ou la personne qui ordinairement agit pour lui ou avec lui.	Les substituts peuvent agir
Coroner's inquest	<b>668.17</b> (1) A coroner of a district, county or place where a sentence of death is executed shall, within twenty-four hours after the execution of the sentence, hold an inquest on the body of the executed person.	<b>668.17</b> (1) Un coroner d'un district, comté ou lieu où une sentence de mort est exécutée, doit, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'exécution de la sentence, tenir une enquête sur le corps de la personne exécutée.	Enquête du coroner
Identity and death	(2) The jury shall, at the inquest referred to in subsection (1), inquire into	(2) Le jury doit, à l'enquête mentionnée au paragraphe (1), s'enquérir et s'assurer	l'identité et la mort





	and ascertain the identity of the body of the executed person, and whether sentence of death was duly executed.	de l'identité du corps de la personne exécutée, et constater si la sentence de mort a été dûment exécutée.	
Inquisition in duplicate	(3) The coroner shall prepare the inquisition in duplicate and shall deliver one to the sheriff.	(3) Le coroner doit préparer le procès-verbal de l'enquête en double exemplaire et en remettre un au shérif.	Procès-verbal en double
Jurors	(4) No officer of a prison in which a sentence of death is executed and no prisoner confined therein shall be a juror on an inquest referred to in subsection (1).	(4) Aucun fonctionnaire de la prison où une sentence de mort est exécutée, ni un prisonnier y enfermé, ne doit être juré à l'enquête mentionnée au paragraphe (1).	Jurés
Where no coroner in Newfoundland	(5) Where a sentence of death is executed in a district, county or place in the Province of Newfoundland in which there is no coroner, an inquiry shall, for the purposes of this section, be conducted without the intervention of a jury by a magistrate having jurisdiction in the district, county or place, and for the purposes of this subsection the provisions of section 668.18 and subsections (1), (2) and (3) of this section apply, <i>mutatis mutandis</i> .	(5) Lorsqu'une sentence de mort est exécutée dans un district, un comté ou un endroit dans la province de Terre-Neuve, où il n'y a pas de coroner, une enquête doit, aux fins du présent article, être tenue sans l'intervention d'un jury par un magistrat ayant juridiction dans le district, comté ou endroit, et, aux fins du présent paragraphe, les dispositions de l'article 668.18 et des paragraphes (1), (2) et (3) du présent article s'appliquent, <i>mutatis mutandis</i> .	En l'absence d'un coroner à Terre-Neuve
Documents to be sent to Solicitor General of Canada	<b>668.18</b> Where a sentence of death is executed, the sheriff shall, as soon as possible, send the certificates mentioned in section 668.15 and the inquisition referred to in subsection 668.17(3) to the Solicitor General of Canada or to the person who, from time to time, is appointed by the Governor in Council to receive them.	<b>668.18</b> Lorsqu'une sentence de mort est exécutée, le shérif doit, le plus tôt possible, envoyer les certificats mentionnés à l'article 668.15 et le procès-verbal mentionné au paragraphe 668.17(3) au solliciteur général du Canada ou à la personne qui à l'occasion, est désignée par le gouverneur en conseil pour les recevoir.	Documents envoyés au solliciteur général du Canada
Place of burial	<b>668.19</b> The body of a person who is so executed pursuant to a sentence of death shall be buried within the prison in which the sentence was executed, unless the lieutenant governor in council, the Commissioner of the Yukon Territory or the Commissioner of the Northwest Territories, as the case may be, otherwise orders.	<b>668.19</b> Le corps d'une personne qui est exécutée en conformité d'une sentence de mort doit être inhumé dans les limites de la prison où la sentence a été exécutée, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, le commissaire du territoire du Yukon ou le commissaire des territoires du Nord-Ouest, selon le cas, n'en ordonne autrement.	Lieu de l'inhumation
Saving	<b>668.2</b> Failure to comply with sections 668.12 to 668.18 does not make the execution of a sentence of death illegal where the execution would otherwise have been legal.	<b>668.2</b> L'omission de se conformer aux articles 668.12 à 668.18 ne rend pas illégale l'exécution d'une sentence de mort dans les cas où l'exécution aurait autrement été légale.	Réserve
Procedure under other Acts not affected	<b>668.21</b> Sections 668.12 to 668.19 do not apply in so far as they are inconsistent with any other Act of the Parliament of Canada that provides for the imposition and execution of a sentence of death.	<b>668.21</b> Les articles 668.12 à 668.19 ne s'appliquent pas en tant qu'ils sont incompatibles avec toute autre loi du Parlement du Canada prévoyant l'imposition et l'exécution d'une sentence de mort.	La procédure prévue par d'autres lois n'est pas atteinte



## Regulations

**668.22** The Governor in Council may make regulations not inconsistent with this Act with respect to the execution of sentences of death."

**668.22** Le gouverneur en conseil peut édicter des règlements non incompatibles avec la présente loi en ce qui regarde l'exécution des sentences de mort.»

## Règlements

**11.** Paragraph 669 (a) of the said Act is repealed.

**11.** L'alinéa 669a) de ladite loi est abrogé.

**12.** Paragraph 672(1)(a) of the said Act is repealed.

**12.** L'alinéa 672(1)a) de ladite loi est abrogé.

**13.** The said Act is amended by inserting, immediately after section 683 thereof, the following:

**13.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 683, de ce qui suit:

## Commutation of sentence

"**684.** (1) Where, pursuant to section 668.1, a jury makes a recommendation for clemency in relation to a person it finds guilty of an offence punishable by death or 15 where the majority of the jurors are in favour of making such a recommendation, the Governor in Council may commute the sentence of death to imprisonment for life.

"**684.** (1) Lorsqu'en application de l'article 668.1 un jury recommande qu'il soit usé de clémence à l'endroit d'une personne qu'il déclare coupable d'une infraction punissable de mort ou lorsque la majorité 15 des jurés favorise la présentation d'une telle recommandation, le gouverneur en conseil peut commuer la sentence de mort en emprisonnement à perpétuité.

## Commutation de peine

## Notice to authorities

(2) A copy of an instrument duly certified by the Clerk of the Privy Council or a writing under the hand of the Solicitor General of Canada or Deputy Solicitor General of Canada declaring that a sentence of death is commuted is sufficient 25 notice to and authority for all persons having control over the prisoner to do all things necessary to give effect to the commutation."

(2) Une copie d'un instrument dûment certifiée par le greffier du Conseil privé ou un écrit sous le seing du solliciteur général du Canada ou du solliciteur général adjoint, déclarant qu'une sentence de mort a été commuée, constitue, pour toutes per- 25 sonnes ayant autorité sur le prisonnier, un avis et une autorisation suffisants de faire tout ce qui est requis pour donner effet à la commutation.»

## Avis aux autorités

**14.** Part XXV of the said Act is amended 30 by inserting, immediately after form 39 thereof, the following forms:

**14.** La Partie XXV de ladite loi est modifiée 30 par l'insertion, immédiatement après la formule 39, des formules suivantes:

## "FORM 40

## CERTIFICATE OF EXECUTION OF SENTENCE OF DEATH (section 668.15)

I, A.B., prison doctor of the (prison), at \_\_\_\_\_, hereby certify that I examined the body of C.D. on whom sentence of death 35 was this \_\_\_\_\_ day executed in the said prison and that I found that the said C.D. was dead.

Dated this day of \_\_\_\_\_ A.D. \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Prison doctor

40

## «FORMULE 40

## CERTIFICAT D'EXÉCUTION DE LA SENTENCE DE MORT (article 668.15)

Je, A.B., médecin de la (prison), à \_\_\_\_\_, certifie par les présentes que j'ai examiné le corps de C.D., sur lequel sentence 35 de mort a été exécutée ce jour, dans ladite prison, et que j'ai constaté la mort dudit C.D.

Daté du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'an de grâce \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Médecin de la prison

40



*Clauses 11 and 12:* These clauses are consequential.

Paragraph 669(a) at present reads as follows:

“669. The sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be,

(a) *in respect of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served twenty-five years of his sentence;*”

Paragraph 672(1)(a) at present reads as follows:

“672. (1) Where a person has served at least fifteen years of his sentence

(a) *in the case of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, or*”

*Clause 13:* This amendment would make commutation of a death sentence conditional on a recommendation of mercy by a majority of the jury. It also re-introduces a notice provision that was repealed as a consequential amendment when the death penalty was abolished.

*Clause 14:* This clause would also re-introduce a consequential amendment.

*Articles 11 et 12 du bill:* Ces articles sont des modifications résultantes.

Voici le texte actuel de l’alinéa 669a):

«669. Le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l’emprisonnement à perpétuité

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l’accomplissement d’au moins vingt-cinq ans de la peine;»

Voici le texte actuel de l’alinéa 672(1)a):

«672. (1) La personne qui a purgé quinze ans de sa peine après avoir été déclarée coupable

a) de haute trahison ou de meurtre au premier degré,»

*Article 13 du bill:* Cette modification subordonnerait la commutation d’une peine de mort à une recommandation de clémence faite par la majorité du jury. Elle réinstaurerait également une disposition d’avis qui avait été abrogée par une modification résultante lors de l’abolition de la peine de mort.

*Article 14 du bill:* Cet article réinstaurerait lui aussi des formules abrogées par une modification résultante.

## FORM 41

DECLARATION OF SHERIFF AND OTHERS  
(section 668.15)

We, the undersigned, hereby declare that sentence of death was this day executed on C.D., in our presence in the (prison) at

Dated this            day of            A.D.             
 , at  
 Sheriff of .....  
 Gaoler of .....

\_\_\_\_\_ } *Others*"

## FORMULE 41

## DÉCLARATION DU SHÉRIF ET D'AUTRES (article 668.15)

Nous, soussignés, déclarons par les présentes que sentence de mort a été, ce jour, exécutée en notre présence sur C.D. dans la (prison), à

Daté du                    jour de                    , en l'an de 5  
5 grâce                    , à  
Shérif de.....  
Geôlier de.....

10	_____	} <i>Autres personnes</i>	10
	_____		
	_____		







C-355

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-355**

An Act to amend the Canada Elections Act  
(deposit)

---

First reading, May 2, 1980

---

C-355

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-355**

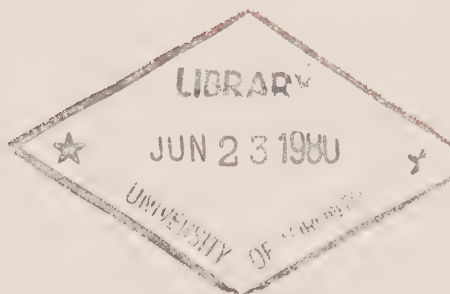
Loi portant modification de la Loi électorale du Canada  
(dépôt)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



MR. DIONNE (*Northumberland—Miramichi*)

M. DIONNE (*Northumberland—Miramichi*)

1st Session, 32nd Parliament, 29 Elizabeth II,  
1980

1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature, 29 Elizabeth II,  
1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-355

## BILL C-355

An Act to amend the Canada Elections Act  
(deposit)

Loi portant modification de la Loi électorale  
du Canada  
(dépôt)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Com-  
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, décrète:

R.S.C. 1970 c.  
14 (1st) Supp.

1. Paragraph 23(2)(j) of the *Canada  
Elections Act* is repealed and the following  
substituted therefor:

“(j) a deposit of two thousand dollars in  
legal tender or a certified cheque for  
that amount made payable to the  
Receiver General shall be handed to the  
returning officer at the time the nomi-  
nation paper is filed.”

1. L'alinéa 23(2)j) de la *Loi électorale du  
Canada* est abrogé et remplacé par ce qui  
suit:

«j) un dépôt de deux mille dollars en  
monnaie légale ou un chèque visé pour  
cette somme et payable au receveur géné-  
ral doit être remis au président d'élection  
au moment où le bulletin de présentation  
est déposé.»

S.R.C. 1970 c.  
14 (1<sup>er</sup> suppl.)

## EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to require a sufficient size deposit to be made by candidates to ensure that only serious candidates will come forward.

Paragraph 23(2)(j) at present reads as follows:

“(j) a deposit of *two hundred* dollars in legal tender or a certified cheque for that amount made payable to the Receiver General shall be handed to the returning officer at the time the nomination paper is filed.”

## NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet d'exiger que les députés déposent une somme suffisamment importante en vue de s'assurer que seuls les candidats sérieux se présenteront aux élections.

L'alinéa 23(2)(j) se lit actuellement comme suit:

«j) un dépôt de *deux cents* dollars en monnaie légale ou un chèque visé pour cette somme et payable au receveur général doit être remis au président d'élection au moment où le bulletin de présentation est déposé.»





**C-356**

First Session, Thirty-second Parliament,  
29 Elizabeth II, 1980

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

**BILL C-356**

An Act to amend the Unemployment Insurance Act,  
1971  
(labour dispute)

---

First reading, May 2, 1980

---

MR. ORLIKOW

**C-356**

Première session, trente-deuxième législature,  
29 Elizabeth II, 1980

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-356**

Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage  
(conflit collectif)

---

Première lecture le 2 mai 1980

---

M. ORLIKOW

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-356**

**BILL C-356**

An Act to amend the Unemployment Insurance Act, 1971

Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

(labour dispute)

(conflit collectif)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1970-71-72,  
c. 48

1. Subsections 44(1) and (2) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les paragraphes 44(1) et (2) de la *Loi de 1971 sur l'assurance chômage* sont abrogés et remplacés par ce qui suit: 1970-71-72,  
c. 48

Strikes

“44. (1) A claimant who has lost his employment by reason of a strike at the factory, workshop or other premises at which he was employed is not entitled to receive benefit until

«44. (1) Un prestataire qui a perdu son emploi du fait d'une grève à l'usine, à l'atelier ou en tout autre local où il exerçait un emploi n'est pas admissible au bénéfice des prestations tant que ne s'est pas réalisée l'une des éventualités suivantes, à savoir:

Grèves

- (a) the termination of the strike,
- (b) he becomes *bona fide* employed elsewhere in the occupation that he usually follows, or

- a) la fin de la grève,
- b) son engagement de bonne foi à un emploi exercé ailleurs dans le cadre de l'occupation qui est habituellement la sienne, ou

- (c) he has become regularly engaged in some other occupation,
- whichever event first occurs.

- c) le fait qu'il s'est mis à exercer quelque autre occupation d'une façon régulière.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a claimant who proves that

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un prestataire qui prouve

Exception

- (a) he is not participating in or financing or directly interested in the strike; and

- a) qu'il ne participe pas à la grève, qu'il ne la finance pas et qu'il n'y est pas directement intéressé; et

## EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to remove the unfair provision of the *Unemployment Insurance Act, 1971* which deprives an employee of benefits under the Act when he is locked out by an employer.

Section 44 at present reads as follows:

“44. (1) A claimant who has lost his employment by reason of a *stoppage of work attributable to a labour dispute* at the factory, workshop or other premises at which he was employed is not entitled to receive benefit until

- (a) the termination of the *stoppage of work*,
- (b) he becomes *bona fide* employed elsewhere in the occupation that he usually follows, or
- (c) he has become regularly engaged in some other occupation, whichever event first occurs.

(2) Subsection (1) is not applicable if a claimant proves that

- (a) he is not participating in or financing or directly interested in the *labour dispute that caused the stoppage of work*; and
- (b) he does not belong to a grade or class of workers that, immediately before the commencement of the *stoppage*, included members who were employed at the premises at which the *stoppage* is taking place and are participating in, financing or directly interested in the *dispute*.

(3) Where separate branches of work that are commonly carried on as separate businesses in separate premises are carried on in separate departments on the same premises, each department shall, for the purpose of this section, be deemed to be a separate factory or workshop.

(4) In this Act, “*labour dispute*” means any dispute between employers and employees, or between employees and employees, that is connected with the employment or non-employment, or the terms or conditions of employments, of any persons.”

## NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à supprimer, dans la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, l'injustice qui prive l'employé victime d'un lock-out du bénéfice des prestations prévues par la loi.

Voici le texte actuel de l'article 44:

«44. (1) Un prestataire qui a perdu son emploi du fait d'un *arrêt de travail dû à un conflit collectif* à l'usine, à l'atelier ou en tout autre local où il exerçait un emploi n'est pas admissible au bénéfice des prestations tant que ne s'est pas réalisée l'une des éventualités suivantes, à savoir:

- a) la fin de l'*arrêt du travail*,
- b) son engagement de bonne foi à un emploi exercé ailleurs dans le cadre de l'occupation qui est habituellement la sienne,
- c) le fait qu'il s'est mis à exercer quelque autre occupation d'une façon régulière.

(2) Le paragraphe (1) n'est pas applicable si le prestataire prouve

- a) qu'il ne participe pas au *conflit collectif qui a causé l'arrêt du travail*, qu'il ne le finance pas et qu'il n'y est pas directement intéressé; et
- b) qu'il n'appartient pas au groupe de travailleurs de même classe ou de même rang dont certains membres exerçaient, immédiatement avant le début de l'*arrêt du travail*, un emploi à l'endroit où s'est produit l'*arrêt du travail* et participent au *conflit collectif*, le finance ou y sont directement intéressés.

(3) Lorsque des branches d'activités distinctes qui sont ordinairement exercées en tant qu'entreprises distinctes dans des locaux distincts, sont exercées dans des services différents situés dans les mêmes locaux, chaque service est censé, aux fins du présent article, être une usine ou un atelier distincts.

(4) Dans la présente loi, «*conflit collectif*» désigne tout conflit, entre employeurs et employés ou entre employés, qui se rattache à l'emploi ou aux modalités d'emploi de certaines personnes ou au fait qu'elles ne sont pas employées.»

(b) he does not belong to a grade or class of workers that, immediately before the commencement of the strike, included members who were employed at the premises at which the strike is taking place and are participating in, financing or directly interested in the strike.”

2. Subsection 44(4) of the said Act is repealed.

b) qu'il n'appartient pas au groupe de travailleurs de même classe ou de même rang dont certains membres exerçaient, immédiatement avant le début de la grève, un emploi à l'endroit où s'est produit la grève et participent à la grève, la finance ou y sont directement intéressés.»

2. Le paragraphe 44(4) de ladite loi est abrogé.











